

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

14 et 22 DECEMBRE 2016

N°166

Direction du Secrétariat Général

SOMMAIRE

RAA 14 et 22 DECEMBRE 2016

Pages

PARTIE 1 : DELIBERATIONS *(Conseil du 14 et 22 décembre 2016)*

3

PARTIE 2 : DECISIONS *(Conseil du 14 décembre 2016)*

362

PARTIE 3 : ARRETES

469

**PARTIE 4 : CERTIFICAT D'AFFICHAGE - CONVENTION
DE PROJET URBAIN PARTENARIAL
ARTICLE R. 332-25-2 DU CODE DE L'URBANISME**

540

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

Pages

ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES.....	12
CULTURE.....	18
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT.....	58
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT.....	123
FINANCES.....	171
HORS COMMISSION.....	188
LOGEMENT.....	224
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES.....	263
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC.....	269
RESSOURCES HUMAINES.....	286
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT.....	303
SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES.....	322
TRANSPORTS ET MOBILITE.....	333
VOIRIE, ESPACE PUBLIC.....	349

N°DÉLIB	ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	PAGES
14306	Achat de matériel d'entretien des espaces verts - Appel d'Offres - Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, et les villes de Montpellier, Castelnau-le-Lez, Grabels, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone	13
14307	Commission de Délégations de Services Publics Énergie et Commission de Délégations de Services Publics Transports et Mobilité - Élection	15
N°DÉLIB	CULTURE	PAGES
14354	Musée Fabre - Contrat de collaboration artistique - Autorisation de signature	19
14355	Contrat-type d'intervention et convention-type de résidence d'auteurs pour la Comédie du Livre et les manifestations culturelles - Prise en charge de frais de déplacement - Demandes de subvention - Approbation	21
14356	Musée Fabre - Demandes de subventions 2017 - Approbation	24
14357	Musée Fabre - Convention de partenariat entre le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Lettres et Sciences Humaines Paul Valéry de Montpellier - Autorisation de signature	27
14358	Musée Fabre - Adhésion à des réseaux d'échanges professionnels - Approbation	30
14359	Musée Fabre - Convention de partenariat entre le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier - Autorisation de signature	33
14360	Manifestations et événements 2017 - Prise en charge des frais de déplacements et autres frais annexes dans le cadre de l'organisation des manifestations et événements du musée Fabre et Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	36
14361	Réseau des médiathèques - Marché négocié sans mise en concurrence n°4073DC16 de fourniture d'Ideas Box, médiathèques itinérantes - Autorisation de signature	44
14362	Réseau des médiathèques - Convention de partenariat avec le Lycée Jean Monnet dans le cadre du projet de prix littéraire "La racine des mots est-elle carrée ?" - Autorisation de signature	47
14363	Convention de coopération avec l'École Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Méditerranée Métropole portant sur la mutualisation de la gestion de services bibliographiques - Autorisation de signature	50
14364	Conservatoire à Rayonnement Régional - Conventions de partenariat pédagogique et artistique avec l'association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon, le Centre de Ressources d'Expertise et de Performance Sportive, et l'association Jazz in Marciac - Autorisation de signature	53
14365	Affectation d'une subvention exceptionnelle à l'association Swing Gum Enfance - Convention de partenariat - Autorisation de signature	56

N°DELIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	PAGES
14308	Délégation de service public relative à l'exploitation du Corum, Palais des Congrès, Opéra et du Zénith Sud - SAEML Montpellier Events - Tarifs - Approbation	59
14309	Marché n°3971RI15 de mise en place d'une solution de virtualisation des postes de travail de type VDI (Virtual Desktop Infrastructures) - Avenant de modification - Autorisation de signature	62
14310	Réseau Très Haut Débit de Montpellier Méditerranée Métropole - Evolution de la tarification d'accès aux infrastructures - Approbation	64
14311	Financement des projets de maturation de la SATT AxLR - Approbation	68
14312	Business Innovation Center (BIC) de Montpellier Méditerranée Métropole - Pépinières d'Entreprises (Cap Oméga - Cap Alpha) - Demande de subventions pour l'année 2017 - Approbation	71
14313	Business Innovation Centre de Montpellier Méditerranée Métropole - Pépinières d'entreprises (Cap Oméga - Cap Alpha) - Montpellier International Business Incubator (MIBI) - Agrément des tarifs 2017 - Approbation	73
14314	Frais de déplacement à l'étranger pour des agents de la Direction du Développement Economique et de l'Emploi - Approbation - Autorisation de signature	76
14315	Prise en charge des frais d'accueil des délégations et des intervenants extérieurs dans le cadre des actions de développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	79
14316	Organismes économiques extérieurs - Autorisation d'adhérer	82
14317	Développement International - Portage salarial de la représentante de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu (Chine) - Convention avec EUPIC - Convention avec le Centre des Français à l'Étranger - Frais de fonctionnement - Autorisation de financement et de signature	85
14318	CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'École Nationale Supérieure de Chimie Montpellier (ENSCM) pour le Projet CCB2020 - Convention - Autorisation de signature	90
14319	CPER 2015-2020 - Attribution de subvention au BRGM pour le Projet Dem'eaux - Convention - Autorisation de signature	93
14320	CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université Montpellier pour le Projet IBDLR - Convention - Autorisation de signature	96
14321	CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) pour le Projet Celimer - Convention - Autorisation de signature	99
14322	CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université Paul Valéry pour le Projet CEPS - Convention de financement - Autorisation de signature	102
14323	CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université Montpellier pour le Projet BNIF - Convention - Autorisation de signature	105
14324	CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université Montpellier pour le Projet MESO LR - Convention - Autorisation de signature	108
14325	CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université Montpellier pour le projet Pro 3D - Convention - Autorisation de signature	111

N°DELIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	PAGES
---------	---	-------

14326	Cité intelligente - Appel à Manifestations d'Intérêt Challenge numérique Smart city et Challenge Open Data Smart city avec le Pôle Aerospace Valley et Toulouse Métropole - Règlement - Convention avec Bpifrance - Autorisation de signature	114
14327	Cité intelligente - Convention de recherche - Capteurs innovants environnementaux : contribution citoyenne - Université de Montpellier/Institut Électronique des Systèmes - Autorisation de signature	117
14328	Cité intelligente - City4Age, Projet Européen H2020 - Site pilote avec le Pôle Autonomie Santé de la ville de Lattes - Convention de partenariat avec le CCAS de Lattes et l'Institut Mines Télécom - Autorisation de signature	120

N°DÉLIB	DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	PAGES
---------	--	-------

14291	Modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme - Exercice du droit d'option	124
14292	Révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) de Montaud - Elaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme - Exercice du droit d'option	128
14293	Commune de Juvignac - Modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme - Approbation	131
14294	Engagement de la procédure de déclaration d'utilité publique et d'expropriation (DUP) dite Loi Vivien pour l'immeuble cadastré HW 655, situé 1 rue Adam de Craponne à Montpellier - Approbation - Autorisation de signature	134
14295	Quartier Hôpitaux facultés - Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et SCCV Campus Emma - Opération sise n°473 - 501 avenue du Major Flandre 34 000 Montpellier - Approbation	137
14296	Quartier Croix d'argent - Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Sarl Parc Saint André opération sise 2677 Avenue Etienne Méhul à Montpellier - Approbation	140
14297	Reversement des produits de Projet Urbain Partenarial (PUP) passé par la Ville de Montpellier - Approbation	143
14298	Projet urbain partenarial (PUP) - Commune de Baillargues - Secteur "centre ville" - Conventions avec la SCCV "Mas de roue" et la SNC (FDI) "Plan des taureaux" - Convention de reversement avec la commune de Baillargues - Autorisation de signature	146
14299	Castelnau-le-Lez - Opération Prado concorde - Reconstitution du Parking relais Charles de Gaulle - Acquisition en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) d'un parking - Autorisation de signature	149
14300	Opération Prado Concorde - Annulation du cahier des charges du lotissement Mazure - Commune de Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature	154
14301	Aménagement de protection contre les inondations du ruisseau de l'Aigues Vives - Site stratégique "Plaine du Colombier" - Commune de Baillargues - Approbation des dossiers d'enquête publique pour la déclaration d'utilité publique et les autres procédures administratives - Enquête publique unique	156

N°DÉLIB	DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	PAGES
---------	---	-------

14302	Convention portant délégation du droit de préemption urbain de l'État à la Métropole sur le périmètre de l'opération Ode à la Mer - Communes de Lattes et de Pérols - Approbation	160
14303	ZAC Extension Eureka - Communes de Montpellier et de Castelnau-le-Lez - Demande de prorogation de l'arrêté de DUP - Autorisation de signature	163
14304	Avenant n°3 à la convention de tiers payeur - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature	166
14305	Commune de Montpellier - Secteur Pont Trinquat Méjanelle - Constitution d'une réserve foncière - Acquisition de la propriété cadastrée SS n° 4 - Autorisation de signature	168

N°DÉLIB	FINANCES	PAGES
---------	----------	-------

14342	Admissions en non valeur de titres de recettes pour l'année 2016 - Approbation	172
14343	Budget principal et budgets annexes - Section d'investissement - Engagement, liquidation et mandatement des crédits - Autorisation avant l'adoption du budget primitif 2017 - Approbation	174
14344	Affectation des subventions 2017 - Adoption	179
14345	Opérations d'investissement d'espace public - Financement - Taxe d'aménagement - Convention de reversement des communes à la Métropole - Approbation	182
14346	Transfert à la Métropole du résultat, de sa trésorerie et des provisions du budget annexe parking de l'Hôtel de Ville de la Commune de Montpellier - Approbation	184
14347	Indemnité de conseil du trésorier - Décision d'autorisation	186

N°DELIB	HORS COMMISSION	PAGES
---------	-----------------	-------

Conseil du 14 décembre

14288	Article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales - Intérêt métropolitain - Confirmation du périmètre - Approbation	189
14289	Pacte Etat-Métropole - Pacte Métropolitain d'Innovation Montpellier Capital Santé - Autorisation de signature	191
14290	Études pour la réalisation de deux nouveaux équipements sportifs métropolitains et la mutation du stade de la Mosson - Site d'implantation - Demande de subventions - Approbation	194
14394	Organisme extérieur - SPL LRAD - Modifications statutaires - Modification de l'objet social et augmentation de capital - Autorisation accordée au représentant de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	198
14395	Mandat spécial (mission et représentation) des élus - Prise en charge - Approbation	201
14396	Ouverture des magasins le dimanche - Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Rectificatif - Avis de la Métropole	204
14397	Article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales - Délégations permanentes - Modification - Autorisation	206
14398	Commissions du Conseil de Métropole - Composition - Approbation	212

N°DÉLIB	HORS COMMISSION	PAGES
14399	Taxe de séjour intercommunale - Retrait	214
14400	Vœu de soutien à l'accueil du siège de l'Agence Française de la Biodiversité à Montpellier	216

Conseil du 22 décembre

14401	Nouvelle organisation territoriale de la République - Transfert des compétences du Département à la Métropole - Conventions - Approbation et autorisation de signature	219
-------	--	-----

N°DÉLIB	LOGEMENT	PAGES
14329	Bilan à mi-parcours du Programme Local de l'Habitat 2013-2018	225
14330	Contrat de mixité sociale - Commune de Lattes - Autorisation de signature	231
14331	Construction de 13 logements sociaux - Résidence « Les Jardins de la Rouvière », rue de Brucq à Saint-Jean-de-Védas - Attribution de subventions à ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention - Autorisation de signature	234
14332	Construction de 10 logements sociaux - Résidence « Folia Verde », Boulevard Paul Valéry à Montpellier - Garantie d'emprunt à ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	237
14333	Construction de 11 logements sociaux - Résidence « Castel Flora », 28 Avenue de Montpellier à Castries - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	240
14334	Construction de 36 logements sociaux - Résidence « Saint-Jaumes » - 45 Faubourg Saint-Jaumes à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	243
14335	Construction de 8 logements sociaux - Résidence « La Noria », 74 avenue de Maguelone à Lattes - Attribution de subventions à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature	246
14336	Construction de 8 logements sociaux - Résidence « La Noria », 74 avenue de Maguelone à Lattes - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature	248
14337	Construction de 12 logements sociaux - Résidence « Au Cœur de Prades » - Rue de la Ducque - Prades-le-Lez - Attribution de subvention à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	251
14338	Opération " Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire " 2013-2018 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de dix-neuf logements situés dans les communes de Castries, Cournonterral, Fabrègues, Montpellier, Pérols, Pignan et Saint-Brès - Autorisation de signature	253
14339	Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier - Quartier Cévennes - Plan de Sauvegarde du Petit-Bard - Attribution de subvention pour la réhabilitation d'un logement - Délibération du Conseil Municipal de Montpellier n°2015/289 du 23 juillet 2015 - Modification	255
14340	Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2010-2016 - Quartiers Gambetta / Figuerolles / Nord Ecusson - Attribution de subventions complémentaires pour la réhabilitation de six logements et seize copropriétés - Autorisation de signature	257

N°DÉLIB	LOGEMENT	PAGES
14341	Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2012-2017 - Quartiers Saint-Guilhem/Laissac/Sud-Comédie - Attribution de subventions complémentaires pour la réhabilitation de deux logements et trois copropriétés - Autorisation de signature	260
N°DÉLIB	PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	PAGES
14377	Ressource en eau - Captages Garrigues-Basses à Sussargues et Bérange à St Génies des Mourgues - Captages du Flès à Villeneuve - Prolongation de la mission d'animateur - Convention financière avec le Syndicat Mixte Garrigues Campagne - Demande d'aides financières - Autorisation de signature	264
14378	SYMBO - Reconnaissance en tant qu'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole	267
N°DÉLIB	PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRIETE DE L'ESPACE PUBLIC	PAGES
14379	Arrêté fixant les modalités de collecte des déchets ménagers et assimilés - Avis de la Métropole	270
14380	Gestion des Points Propreté Demeter - Charte pour la gestion des déchets en gros volumes en déchèteries - Autorisation de signature	273
14381	Gestion des Points Propreté Demeter - Convention pour l'autorisation d'occupation temporaire de la déchèterie de la Mosson conclue avec la Société Méditerranéenne de Nettoyement - Autorisation de signature	276
14382	Convention concernant l'utilisation des points de puisage d'eau potable pour le nettoyage de la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	279
14383	Marché n°2703 pour la reprise, le tri et le négoce des vieux papiers/cartons issus des collectes sélectives conclu avec la Société Méditerranéenne de Nettoyement SMN - Avenant de prolongation - Autorisation de signature	281
14384	Convention pour la reprise et le négoce des aciers, aluminium et plastiques issus des collectes sélectives conclue avec la société PAPREC - Avenant de prolongation - Autorisation de signature	284
N°DÉLIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGES
14348	Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Création d'un service commun de Direction de la Communication - Convention - Autorisation de signature	287
14349	Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Création d'un service commun de Direction des Relations presse - Convention - Autorisation de signature	290
14350	Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Création d'un service commun de Direction de l'attractivité, du tourisme et des relations internationales - Convention - Autorisation de signature	292
14351	Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation	295
14352	Programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire - Approbation	298
14353	Rémunération et compensation des astreintes - Modification de la liste des bénéficiaires	301

N°DÉLIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PAGES
14370	Commune de Castelnau-le-Lez - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne relative au renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement de l'Allée des Condamines - Autorisation de signature	304
14371	Note liminaire 2015 sur l'exercice des compétences eau potable et assainissement - Approbation	307
14372	Signature d'un protocole transactionnel suite à la réalisation de travaux sur la parcelle cadastrée BD n°75, sise rue Ferran commune de Montpellier dans le cadre de la réalisation de l'intercepteur Est - Approbation	310
14373	Lutte contre les pollutions toxiques - Fonctionnement de la cellule Contrôle des rejets industriels et des déchets toxiques - Sollicitation des aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse - Approbation	313
14374	Convention de participation à l'analyse comparative de la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) sur les services d'assainissement - Autorisation de signature	315
14375	Reversement des sommes perçues au titre de l'exercice 2015 par la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole sur la commune de Grabels - Convention - Autorisation de signature	318
14376	Service Public de l'Assainissement Collectif - Tarif - Adoption	320
N°DÉLIB	SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	PAGES
14366	Clubs et associations sportives - Attribution de subventions - Conventions d'attribution - Autorisation de signature	323
14367	Open Sud de France 2017 - Marché négocié n°4690DS16 - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets pour le développement du Tennis - Autorisation de signature	326
14368	Régie technique des piscines - Acquisition d'outillages, quincailleries, consommables et produits métallurgiques pour la régie technique des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole - Accord-cadre n°4581DS16 - Autorisation de signature	329
14369	Patinoire VEGAPOLIS - Délégation de Service Public - Avenant n°2 - Autorisation de signature	331
N°DÉLIB	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGES
14388	Tramway - Ligne 5 - Poursuite du projet et demande de subvention - Approbation	334
14389	Tramway - Bouclage ligne 4 - Convention de financement entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	337
14390	Tramway - Bouclage ligne 4 - Marché complémentaire relatif à la signalisation ferroviaire - Autorisation de signature	339
14391	Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Convention de compensation tarifaire des déplacements urbains sur le réseau de Montpellier Méditerranée Métropole réalisés par les abonnés ZAZIMUT (scolaires) en juillet et en août 2016 - Autorisation de signature	342
14392	Exploitation des services de transports - Marché n°4606DM16 de diagnostic de l'état du patrimoine du réseau de transports en commun et programmation des investissements - Autorisation de signature	344

N°DÉLIB	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGES
14393	Diffusion de journaux gratuits - Convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société du Journal Midi Libre - Autorisation de signature	347

N°DÉLIB	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	PAGES
14385	Marché n°4089TV15 de maintenance et de modifications des équipements d'éclairage public - Avenants de prolongation de durée des quatre lots du marché - Autorisation de signature	350
14386	Reversement des produits des programmes d'aménagement d'ensemble (PAE) concernant les secteurs Saint Lazare et Aqueduc perçus antérieurement à 2016 par la Ville de Montpellier- Approbation	353
14387	Conventions de fonds de concours entre la Métropole et les communes de Castries, Grabels, Jacou, Le Crès, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone - Approbation	356

**ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET
AFFAIRES JURIDIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
ACHAT DE MATÉRIEL D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS - APPEL D'OFFRES -
AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES
ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ, ET LES VILLES DE
MONTPELLIER, CASTELNAU-LE-LEZ, GRABELS, PÉROLS ET VILLENEUVE-LÈS-
MAGUELONE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Dans le cadre de l'achat de matériel d'entretien des espaces verts, Montpellier Méditerranée Métropole doit lancer une consultation d'entreprise afin de conclure un marché à bons de commande.

Dans un souci d'économie et en vertu de l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et plusieurs communes membres, dont Montpellier, Castelnau-le-Lez, Grabels, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'achat de matériel d'entretien des espaces verts.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conformément aux articles 78 à 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Ce marché est conclu pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois.

Cette consultation se compose d'un seul lot « Achat de matériel d'entretien des espaces verts » :

- pour Montpellier Méditerranée Métropole, le montant d'achats estimé sera de 60 000 € HT par an,
- pour la Ville de Montpellier, le montant d'achats estimé sera de 60 000 € HT par an,
- pour la Ville de Castelnau-le-Lez, le montant d'achats estimé sera de 2 000 € HT par an,
- pour la Ville de Grabels, le montant d'achats estimé sera de 1 000 € HT par an,
- pour la Ville de Pérols, le montant d'achats estimé sera de 9 000 € HT par an,
- pour la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone, le montant d'achats estimé sera de 1 500 € HT par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'un groupement de commandes avec les villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Montpellier, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer la convention constitutive de groupements de commandes et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution du marché, y compris le cas échéant sa résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135288-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
COMMISSION DE DÉLÉGATIONS DE SERVICES PUBLICS ÉNERGIE ET COMMISSION
DE DÉLÉGATIONS DE SERVICES PUBLICS TRANSPORTS ET MOBILITÉ - ÉLECTION**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1411-5, la Commission de Délégation de Service Public relative aux services Energie et Transports-Mobilité est composée du Président de la Métropole ou son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants.

Le comptable de la collectivité et un représentant du Directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes siègent également à la Commission avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics Energie et Transports-Mobilité doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret, de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des votes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

L'assemblée délibérante a fixé les conditions de dépôt des listes lors du Conseil du 24 novembre 2016, en application de l'article D.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, comme suit :

- les listes établies pour l'élection de la commission, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique de Montpellier Méditerranée Métropole. La date limite de dépôt était fixée au mercredi 14 décembre 2016 à 12 heures ;
- chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election » ainsi que le nom de la Commission de Délégation de Service Public ;
- chaque liste établie pour l'élection de chacune des commissions ne pouvait comprendre que des noms de conseillers au sein du Conseil de Métropole y compris pour les membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public.

Le Président propose les candidatures suivantes :

Commission Energie :

Membres titulaires :

- Titina DA SYLVA,
- Régine ILLAIRE,
- Henri DE VERBIZIER,
- Gérard LANNELONGUE,
- Jean-Pierre MOURE.

Membres suppléants :

- Michèle CASSAR,
- Thierry QUILLES,
- Véronique DEMON,
- Anne BRISSAUD,
- France JAMET.

Commission Transports-Mobilité :

Membres titulaires :

- Sauveur TORTORICI,
- Robert COTTE,
- Valérie BARTHAS-ORSAL,
- Jacques DOMERGUE,
- Jean-Pierre MOURE.

Membres suppléants :

- Gilbert PASTOR,
- Michèle DRAY-FITOUSSI,
- Chantal LEVY-RAMEAU,
- Caroline NAVARRE,
- Anne BRISSAUD.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, il est décidé de ne pas procéder à ces désignations par un vote à bulletin secret, mais par un vote à mains levées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner comme représentants titulaires de la CDSP Énergie : Titina DA SYLVA, Régine ILLAIRE, Henri DE VERBIZIER, Gérard LANNELONGUE et Jean-Pierre MOURE, et comme représentants suppléants : Michèle CASSAR, Thierry QUILLES, Véronique DEMON, Anne BRISSAUD et France JAMET ;
- désigner comme représentants titulaires de la CDSP Transports et Mobilité : Sauveur TORTORICI, Robert COTTE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Jacques DOMERGUE et Jean-Pierre MOURE et comme représentants suppléants : Gilbert PASTOR, Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU, Caroline NAVARRE et Anne BRISSAUD;
- autoriser les représentants ainsi désignés à exercer toutes fonctions dans ce cadre;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 15/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 15/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135039-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 15/12/2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

CULTURE



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONTRAT DE COLLABORATION ARTISTIQUE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre, fort de ses missions de valorisation du patrimoine et de ses collections souhaite mettre en place une dynamique de projet afin de valoriser son département des arts décoratifs.

L'année 2016 a permis à l'hôtel de Cabrières – Sabatier d'Espeyran, département des arts décoratifs du musée Fabre, de stimuler sa fréquentation, grâce à la programmation d'une manifestation temporaire de choix. Cette année il s'est agi de raconter le temps du XIXe siècle, celui de la construction de l'hôtel, et celui du peintre Bazille dont le musée organisait l'exposition rétrospective du 25 juin au 16 octobre 2016.

En 2017 une nouvelle proposition est faite, cette fois-ci ancrée dans le présent et le futur proche, grâce à une manifestation Design. Le domaine des arts décoratifs est particulièrement propice à l'étude des modes de vie, entre permanence et révolution, et c'est cette dynamique artistique qui est au cœur du projet d'exposition qui se tiendra de mai à septembre 2017. Dans cette exposition, une jeune créatrice designer Constance Guisset, parmi les plus en vue dans le monde de la génération montante, mettra en lumière, à travers une confrontation entre les aménagements d'hier de l'hôtel particulier montpelliérain et ses créations résolument actuelles, une nouvelle concordance des temps, passé, présent et futur.

Dans cette optique, il est proposé la signature d'une convention dont l'objet est la formalisation de la collaboration artistique entre Constance Guisset d'une part et le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole d'autre part, notamment dans la définition des obligations et engagements respectifs des diverses parties autour de ce projet.

Il a été convenu que Constance Guisset Design, SARL concourt à cette exposition par le suivi général du projet, la sélection des œuvres, leur fabrication et suivi en lien avec le musée Fabre. Elle aura aussi à sa charge la réalisation d'un plan d'implantation des œuvres au sein des espaces de l'exposition. Elle s'engage également à fournir au musée Fabre les visuels Haute Définition des œuvres présentées au sein de l'exposition et à en autoriser la reproduction dans le catalogue, les documents pédagogiques, ainsi que sur les documents liés à la communication du projet et sur le site Internet du musée Fabre en accord avec la charte graphique de Montpellier Méditerranée Métropole.

Sur le plan logistique, le musée Fabre assurera la coordination du projet, du transport des œuvres, de l'accrochage, la réalisation des éléments scénographiques éventuels, ainsi que la réalisation du catalogue de l'exposition.

La participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole est de 4 500 euros correspondant aux frais de suivi du projet et notamment de déplacement des équipes de Constance Guisset Design. Ce projet est inscrit dans la programmation culturelle du musée pour l'année 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du contrat de collaboration artistique avec la designer Constance Guisset,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le contrat de collaboration artistique ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135025-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

CULTURE – CONTRAT-TYPE D'INTERVENTION ET CONVENTION-TYPE DE RÉSIDENCE D'AUTEURS POUR LA COMÉDIE DU LIVRE ET LES MANIFESTATIONS CULTURELLES - PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DÉPLACEMENT - DEMANDES DE SUBVENTION - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

I - Contexte :

Depuis 31 ans, la Comédie du Livre réunit les amoureux du livre et de la lecture. Cette manifestation littéraire, conçue en dialogue avec les librairies indépendantes, propose un programme de rencontres autour de l'année littéraire écoulée et mettra à l'honneur en 2017 les littératures de la Méditerranée.

Depuis 2016, la Comédie du Livre est organisée par Montpellier Méditerranée Métropole et étend son action sur les 31 communes qui composent la Métropole, en proposant des rencontres dans des lieux patrimoniaux prestigieux et sur une grande partie du réseau des médiathèques (14 établissements sur Montpellier et les communes voisines). Cette extension permet à l'événement d'associer plus étroitement les établissements de lecture publique du territoire et d'aller à la rencontre de nouveaux publics.

La Comédie du Livre est reconnue pour la qualité de l'accueil qu'elle réserve au public et aux professionnels du livre. Les auteurs sont au centre de ce dispositif de culture et de convivialité. La Comédie du Livre célébrera cette année son 32^e anniversaire et se déroulera durant trois jours, les 19, 20 et 21 mai 2017. Tout au long du week-end sera organisée une centaine de moments : tables rondes, conférences, petits déjeuners littéraires, lectures, spectacles autour du livre, en présence d'écrivains et de professionnels du secteur.

II – Contrats d'intervenant et prise en charge des frais de déplacement dans le cadre de la Comédie du Livre :

Compte tenu de l'importance de cet événement et du nombre d'écrivains invités à participer à des dédicaces, rencontres, lectures, tables-rondes, il est proposé des modèles de contrat d'intervention pour la Comédie du Livre et les manifestations culturelles et littéraires.

Il est également proposé que Montpellier Méditerranée Métropole prenne en charge la rémunération des personnalités (auteurs, artistes, intervenants, invités, ...) accueillies, conformément aux prescriptions du Centre National du Livre, ainsi que leurs frais de déplacement depuis leur domicile et, le cas échéant, vers les différents lieux d'intervention sur le territoire métropolitain.

Compte tenu des frais à engager pour cette manifestation, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter les subventions les plus larges possibles auprès du Centre National du Livre, de la Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit, de la Région Occitanie et de toute autre institution susceptible d'apporter un soutien financier.

III – Résidence de création – Convention type prise en charge des frais associés :

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole dispose désormais d'une résidence de création dans le bâtiment attenant au musée archéologique Henri Prades. Ce lieu a été aménagé pour accueillir tout au long de l'année des auteurs et artistes pour des durées variables allant de trois à six mois. L'auteur accueilli y consacrera au moins 70% de son temps à la création artistique, et au maximum 30% de son temps à des actions de médiation sur le territoire métropolitain et régional, en lien avec les acteurs culturels locaux et établissements scolaires. Ces résidences s'inscriront notamment dans le cadre de l'action du réseau des médiathèques et de la Comédie du Livre. Pour la période allant de janvier 2017 à mai 2017, la résidence accueillera le romancier comorien Ali Zamir, auteur de « Anguille sous roche » (Le Tripode, 2016), qui s'y consacrera à l'écriture de son deuxième roman et participera à un programme de rencontres.

Dans cette perspective, il est proposé un modèle de convention de résidence pour la Comédie du Livre et les manifestations culturelles et littéraires.

Il est également proposé que Montpellier Méditerranée Métropole prenne en charge la rémunération des auteurs accueillis dans ce cadre, conformément aux prescriptions du Centre National du Livre, ainsi que leurs frais de déplacement depuis leur domicile et, le cas échéant, vers les différents lieux d'intervention sur le territoire métropolitain.

En soutien à l'organisation de cette résidence, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter les subventions les plus larges possibles auprès du Centre National du Livre, de la Région Occitanie, et de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie.

Enfin, pour les points I et II susmentionnés, le montant des dépenses pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole est évalué comme suit :

- Frais de déplacement : 40 000 € maximum
- Frais d'hébergement : 40 000 € maximum
- Frais de restauration : 35 000 € maximum

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du contrat-type d'intervention et de la convention-type de résidence d'auteurs, pour la Comédie du Livre et les manifestations culturelles et littéraires du réseau des médiathèques,
- autoriser la prise en charge aux frais réels des frais de déplacement des auteurs, artistes intervenants et invités dans le cadre de la Comédie du Livre 2017 et des résidences d'auteur, à hauteur de 40 000 € TTC maximum,
- autoriser la prise en charge aux frais réels des frais d'hébergement des auteurs, artistes intervenants et invités dans le cadre de la Comédie du Livre 2017 et des résidences d'auteur, à hauteur de 40 000 € TTC maximum,
- autoriser la prise en charge aux frais réels des frais de restauration des auteurs, artistes intervenants et invités dans le cadre de la Comédie du Livre 2017 et des résidences d'auteur, à hauteur de 35 000 € TTC maximum,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser les demandes de subvention les plus larges possibles auprès du Centre National du Livre, de la Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit, de la Région Occitanie et de toute autre institution susceptible d'apporter un soutien financier, pour l'organisation de la Comédie du Livre,
- autoriser les demandes de subvention les plus larges possibles auprès du Centre National du Livre, de la Région Occitanie et de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie en soutien à l'organisation de la résidence d'auteur du romancier Ali Zamir,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135054-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUËL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

CULTURE – MUSÉE FABRE - DEMANDES DE SUBVENTIONS 2017 - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Dans la continuité des actions culturelles entreprises depuis sa réouverture, le musée Fabre poursuivra en 2017 son ambitieux programme d'enrichissement des collections, d'expositions temporaires ainsi que ses actions en faveur des publics pour un montant global prévisionnel de 2 000 000 €.

La programmation 2017 comprend notamment les expositions « L'art et la matière : galerie de sculptures à toucher » du 10 décembre 2016 au 28 mai 2017, « 5 x 10, François Rouan, Tressages 1966 – 2016 » du 4 février au 30 avril 2017, « Designed by... jeu de correspondances. Constance Guisset » de mai à septembre 2017, « Francis Bacon / Bruce Nauman. Face à face » du 1^{er} juillet au 5 novembre 2017.

L'Art et la Matière, galerie de sculptures à toucher

10 décembre 2016 – 28 mai 2017

L'Art et la Matière propose un concept innovant afin d'offrir un accès de tous aux sculptures par un dispositif tactile (moulages) ainsi que par des espaces d'interprétation multi-sensoriels notamment à destination des plus jeunes (espace dédié).

Cet espace propose de favoriser la mixité des publics et d'enrichir la réflexion autour de l'approche sensible de l'œuvre d'art. Novatrice, cette démarche s'appuie d'abord sur une forte volonté d'accessibilité à tous les publics et répond à une demande. Les publics empêchés sont les premiers types d'usagers ciblés, bien que le projet prévoit également des espaces réservés afin d'accueillir d'autres types de public, notamment les enfants (dans le cadre familial et scolaire) mais aussi les adultes... tous rassemblés autour d'une autre expérience de l'art favorisant les échanges et les découvertes réciproques.

D'autre part, ce projet assure la valorisation des collections du musée Fabre de façon pérenne : les moulages pourront être valorisés dans d'autres structures telles que des médiathèques ou maisons pour tous. Des projets de médiation hors les murs seront développés ayant pour finalité la venue au musée et la découverte des œuvres originales in situ.

L'exposition bénéficie déjà du soutien scientifique et matériel du musée du Louvre qui offre toute son expérience avisée en la matière et en proposant le prêt de cinq moulages de sculptures.

5 x 10

François Rouan

Tressages 1966 - 2016

Du 4 février au 30 avril 2017

La première exposition consacrée à François Rouan à Montpellier – où il est né en 1943 – se concentrera sur son travail de peinture. Mené depuis le milieu des années 60, ce travail exigeant, jouant tantôt d'une monochromie presque austère (série des *Portes*, 1971-1976), tantôt d'une exubérance colorée et baroque (*Constellations tabouées* 1992-1993), déploie les différentes modalités d'une technique inventée dès 1965 : le tressage. Pas seulement une manière de « peindre sur bandes » comme disait Jacques Lacan en 1978, mais aussi et surtout un mode de pensée, le principe du tressage gouverne l'œuvre de Rouan. L'exposition retracera ces quelques cinquante années de peinture avec une sélection très serrée : une cinquantaine de tableaux seulement, choisis parmi les plus importants, pour jalonner ces cinq dizaines d'années, de 1966 à 2016, et pour signifier l'ampleur d'une œuvre certes largement exposée, mais encore à découvrir dans la continuité de son parcours.

Designed by... jeu de correspondances. Constance Guisset

Mai – septembre 2017

L'année 2016 a permis à l'hôtel de Cabrières – Sabatier d'Espeyran, département des arts décoratifs du musée Fabre, de stimuler de manière consistante sa fréquentation, grâce à la programmation d'une manifestation temporaire de choix. En effet, il s'est agi de raconter le temps du XIX^e siècle, celui de la construction de l'hôtel, et celui du peintre Bazille dont le musée organisait l'exposition rétrospective. En 2017, une nouvelle proposition est faite, cette fois-ci ancrée dans notre présent et notre futur proche, grâce à une manifestation Design : le domaine des arts décoratifs est particulièrement propice à

l'étude de nos modes de vie, entre permanence et révolution, et c'est cette dynamique artistique qui est au cœur du projet. Dans cette exposition, une jeune créatrice designer Constance Guisset, parmi les plus en vue de la génération montante, mettra en lumière, à travers une confrontation entre les aménagements d'hier de l'hôtel particulier montpelliérain et ses créations résolument actuelles, une nouvelle concordance des temps : passé, présent et futur.

Francis Bacon / Bruce Nauman. Face à face

Du 1^{er} juillet au 5 novembre 2017

Après avoir présenté *Vidéo. Un art, une histoire 1965 – 2007* du 25 octobre 2008 au 18 janvier 2009, dont les œuvres provenaient des collections du Centre Pompidou, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'associe une nouvelle fois au Centre Pompidou à l'occasion du quarantième anniversaire de sa création, afin de présenter une exposition inédite dédiée à deux artistes majeurs de la modernité du XX^e siècle : Francis Bacon et Bruce Nauman. Cet événement célébrera également les 10 ans de la réouverture du musée Fabre. Le commissariat sera assuré par Cécile Debray, conservatrice en chef du patrimoine en charge des collections modernes au Musée national d'Art moderne / Centre Pompidou, et Michel Hilaire, conservateur général du patrimoine, directeur du musée Fabre.

A cet effet, il convient de présenter un dossier de demande de subventions les plus larges possible auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie et de la Région Occitanie concernant la mise en œuvre des expositions temporaires organisées en 2017, l'édition des catalogues afférents et le programme d'action culturelle et éducative qui sera élaboré pour les différents publics et notamment les publics empêchés.

Le Label d'Intérêt National (LIN) sera sollicité auprès du ministère de la Culture pour l'exposition «*Francis Bacon / Bruce Nauman. Face à face*».

Le Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM) permet au ministère de la Culture et de la Communication (DRAC Occitanie) et à la Région Occitanie de soutenir la politique en faveur de l'enrichissement des collections du musée Fabre. Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre sa démarche d'enrichissement des collections du musée Fabre. A cet effet, il est proposé au conseil de solliciter une subvention 2017 la plus large possible auprès du Fonds Régional d'Acquisitions pour les Musées (FRAM) pour le soutien à l'acquisition des œuvres.

Il convient également de déposer un dossier de demande de subventions les plus larges possibles auprès de la DRAC Occitanie et de la Région Occitanie en soutien aux dispositifs éducatifs créés spécifiquement pour le parcours des collections permanentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les demandes de subventions les plus larges possible auprès de l'État, de la DRAC Occitanie, et de la Région Occitanie pour les acquisitions ainsi que la programmation 2017 du musée Fabre,
- dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135085-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSÉE FABRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET L'UNIVERSITÉ DE LETTRES ET SCIENCES HUMAINES PAUL VALÉRY DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Dans le cadre de sa collaboration avec l'enseignement supérieur, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole accueille chaque année environ 7 000 étudiants, toutes filières confondues. L'Université Paul Valéry Montpellier 3 compte 20 000 étudiants et mène une forte politique de médiation culturelle qu'elle développe grâce à son Centre Culturel Universitaire.

Afin de pérenniser les actions entre le musée Fabre et l'Université Paul Valéry Montpellier 3 et de développer de nouveaux projets, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite établir une convention de partenariat entre les deux établissements.

Dans le cadre de cette convention, le musée s'engage à :

- offrir des visites guidées ayant pour objectif de sensibiliser le personnel enseignant, chercheur et administratif de l'Université, dans la limite de 3 visites gratuites par an et de 50 personnes par visite.
- organiser à destination des étudiants de l'Université, cinq fois par an, une rencontre en soirée avec les professionnels du musée, avec visite gratuite des coulisses du site.
- co-construire avec le Centre Culturel Universitaire une médiation spécifique et transversale liant les deux institutions, sous forme de deux ateliers par an pour 20 étudiants chacun, proposés gratuitement soit dans les ateliers du musée Fabre, soit dans les locaux de l'université.
- mettre à disposition gratuitement l'auditorium dans le cadre de l'organisation de cours, colloques et conférences dispensés par les enseignants de l'université Paul Valéry, et en rapport avec les missions ou projets du musée, à hauteur de 5 journées ou 10 demi-journées par an.
- mettre à disposition gratuitement l'auditorium pour accueillir annuellement le séminaire « Fabre Lab' », soit 3 demi-journées.
- mettre à disposition gratuitement l'auditorium pour accueillir un colloque du musée des Moulages de l'Université, une journée par an.
- dans le cadre des cours et conférences organisés par l'Université, donner un accès gratuit aux expositions temporaires dans la limite de 10 groupes par an.
- prendre en charge le défraiement de la moitié des intervenants sollicités dans le cadre des séminaires du « Fabre Lab' » dans la limite de 3 intervenants, à hauteur de 150 euros par intervenant pour le transport et le repas, en complément des défraiements pris en charge par l'Université Paul Valéry.
- organiser des rencontres autour des métiers du musée Fabre avec les professionnels qui y travaillent ;
- accueillir et sensibiliser les étudiants aux collections du musée via des visites guidées dans les collections permanentes dans le cadre de la nocturne annuelle *François-Xavier n'est pas couché* dans la limite de 2 visites par filière universitaire concernée, en vue de préparer les animations présentées lors de la nocturne.

- donner la possibilité aux étudiants de réaliser leurs animations lors de cette soirée qui accueille près de 3 000 étudiants, ainsi que lors des dimanches de gratuité.
- relayer et valoriser le partenariat par des actions de communication.

Dans le même temps, l'université Paul Valéry, à travers son Centre Culturel Universitaire, son musée des Moulages et ses filières d'enseignement en art et histoire de l'art, s'engage à :

- relayer et valoriser la programmation culturelle du Musée Fabre par des actions de communication auprès de la communauté universitaire.
- relayer les informations concernant la prestation d'abonnement annuel à 9 € mise en place par le musée à destination des étudiants.
- co-construire une médiation transversale au musée Fabre et à l'Université via la mise en place d'ateliers artistiques gratuits destinés aux étudiants.
- engager et assurer la coordination de projets pré-professionnalisant à destination des étudiants, avec le soutien des enseignants de l'Université et des professionnels du musée Fabre.
- prendre en charge le défraiement de la moitié des intervenants sollicités dans le cadre des séminaires du « Fabre Lab' » à hauteur de 150 euros par intervenant pour le transport et le repas, en complément des défraiements pris en charge par le musée Fabre.
- développer la recherche à travers un travail collaboratif entre le musée Fabre et les enseignants-chercheurs de l'Université.
- organiser des événements culturels au musée Fabre et dans son auditorium en lien avec les cours, colloques, et la recherche.

La convention est conclue pour une durée de 5 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat avec l'Université de Lettres et Sciences Humaines Paul Valéry de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135192-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

CULTURE – MUSÉE FABRE - ADHÉSION À DES RÉSEAUX D'ÉCHANGES PROFESSIONNELS - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Depuis quelques années, le musée Fabre adhère à des réseaux professionnels qui ont pour objectif de partager leurs bonnes pratiques et expériences avec d'autres institutions et lieux culturels.

Ces réseaux sont les suivants :

Club Innovation et Culture (CLIC France) – Montant annuel de l'adhésion : 708 €

Depuis 2008, le CLIC fédère les musées, lieux de patrimoine et de sciences français les plus innovants en matière de nouveaux services numériques destinés au public. Ce réseau est constitué de plus de 300 lieux culturels et d'une quinzaine d'entreprises qui souhaitent partager leurs bonnes pratiques et expériences et développer des projets numériques communs et innovants. Le CLIC est une ressource pour la mise en place des projets et un lieu d'échange, notamment par le biais du congrès annuel qui permet de découvrir les projets innovants et constitue un temps de rencontres entre professionnels du secteur.

French Régional American Museum (FRAME) - Montant annuel de l'adhésion : 6 500 €

L'association FRAME créée en 1999 est une fédération de 26 musées de France et d'Amérique du Nord, dont le musée Fabre. Ce réseau promeut l'échange culturel dans un contexte collaboratif entre musées. FRAME encourage les partenariats entre ses musées membres afin d'organiser des expositions, de développer des programmes culturels innovants pour ses publics et de favoriser des échanges de professionnels parmi les équipes de ses musées.

International Council of Museums (ICOM) : Montant annuel de l'adhésion : 710 €

Organisation créée en 1946 par des professionnels des musées et pour les professionnels des musées. Il s'agit d'un réseau unique de plus de 30 000 musées et de professionnels des musées incarnant la communauté muséale mondiale. Sa principale mission est la mise à disposition d'experts issus de 136 pays et territoires pour répondre aux défis des musées dans le monde.

Cercle Prestige– Sud de France Développement : Montant annuel de l'adhésion : 1 140 €

Le « Cercle Prestige » est un club de Sud de France Développement ouvert aux particuliers et faisant la promotion de produits touristiques régionaux haut de gamme via leurs tours operators. Ce club compte des hôteliers, des restaurateurs, des professionnels de l'accueil et des représentants de grands monuments de la région. De la Camargue aux Pyrénées-Orientales, des Grands Causses au littoral méditerranéen, Sud de France Développement a sélectionné une cinquantaine d'établissements haut de gamme. En adhérant au « Cercle Prestige », le musée Fabre intègre le réseau de structures haut de gamme visitées par les touristes ayant souscrit à l'offre touristique des tours operators Sud de France.

Club 2e (Club des utilisateurs de Flora) - Montant annuel de l'adhésion : 120 €

Le logiciel Flora est l'outil de gestion informatisée des collections du musée Fabre (inventaire, mouvement des œuvres, récolement, photographies...) et de valorisation des fonds. Plus de 11 000 notices d'œuvres sont répertoriées et accessibles en ligne sur le site Internet du musée Fabre. Depuis le début de l'utilisation du logiciel, en 2006, plusieurs montées en version ont été effectuées. L'adhésion au club des utilisateurs de Flora, «Club 2e», permet de communiquer entre les utilisateurs et de mutualiser les solutions face à l'évolution de l'outil, les améliorations en matière d'ergonomie, les perfectionnements des différents modules de gestion.

Le montant global prévisionnel des adhésions pour l'année 2017 s'élève à : 9 178 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser pour l'année 2017, l'adhésion annuelle aux réseaux d'échanges professionnels susmentionnés,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1134992-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSÉE FABRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre place l'ouverture à tous les publics au cœur de ses préoccupations, en particulier pour ceux que les problématiques de vie éloignent ou privent de toute pratique culturelle. Dans ce cadre, le service des Publics a développé des outils ou dispositifs de médiation favorisant la rencontre entre un public et des œuvres et rendant de fait possible leur compréhension. Plusieurs projets spécifiques ont abordé ce rapport entre un lieu extérieur spécialisé dit « fermé » et un lieu « ouvert » comme le musée Fabre.

Par délibération n°13523 du 16 décembre 2015, le Conseil de Métropole a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier (CHU) pour la mise en œuvre d'actions dans le cadre du programme « Culture à l'Hôpital ». Les actions mises en place dans ce cadre en 2016 se sont révélées fructueuses tant pour les usagers que pour les professionnels associés. Elles prouvent qu'il est possible pour des publics dits « empêchés », de s'affranchir de l'enfermement physique pour mieux réinvestir l'Hôpital comme un lieu de partage et de témoignage « aux autres » de leur vécu.

En 2016, le musée Fabre a co-construit avec le CHU un nouvel outil constitué de 5 livrets d'œuvres rédigés selon la méthode d'éducation adaptée « Montessori » accompagnés de guides d'utilisations. Conçus pour inciter à l'accompagnement de projets en autonomie, ce dispositif doit permettre aux professionnels de la santé, de susciter à distance une première curiosité concernant les collections du musée Fabre pour inviter à leur découverte in-situ avec les patients.

Le partenariat envisagé en 2017 concerne le Service de Gériatrie du CHU (Centre Antonin Balmès ; Unité Cognitive et Comportementale et Bellevue ; moyen et long séjour). La population visée est constituée de 60 patients atteints de la maladie d'Alzheimer et des autres syndromes démentiels, hospitalisés dans ces services.

En associant les familles et les proches à toutes les étapes du projet, cette dynamique sera aussi vectrice de lien social, participant à l'ouverture culturelle du CHU ainsi qu'au rayonnement des collections du musée Fabre

La convention à venir règle l'ensemble des modalités techniques et administratives nécessaires à la mise en œuvre de ces objectifs, et précise notamment les obligations de chacune des parties.

La Métropole, à travers le musée Fabre s'engage à :

- mettre à disposition ses collections et le savoir-faire de ses médiateurs comme le point de départ d'une action culturelle et artistique pratiquée en milieu hospitalier par des patients et leur personnel soignant,
- prendre en charge les frais de fonctionnement liés aux activités du service organisées dans les murs (billets d'entrée, matériel d'arts plastiques, mise à disposition de l'atelier, frais de déplacements et de missions pour ses personnels...) pour un montant prévisionnel de 4 000€ TTC.

Le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Montpellier s'engage à :

- mettre à disposition des locaux affectés à l'animation culturelle du service de Gériatrie sous la responsabilité de l'encadrement du site. Ponctuellement, les moyens de l'Espace Culturel du CHU pourront être sollicités et utilisés pour la réalisation du projet. Les services concernés s'engagent à mobiliser une équipe de thérapeutes référents, participants aux actions.

- reverser au musée Fabre la somme correspondant aux dépenses engagées par celui-ci, sous réserve et dans la limite des subventions obtenues auprès de la Direction des Affaires Culturelles et de l'Agence Régionale de Santé DRAC (demandes en cours).

La convention prend effet à la date de signature par les parties, jusqu'au 31 décembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat avec le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135159-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUËL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

CULTURE – MANIFESTATIONS ET ÉVÈNEMENTS 2017 - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENTS ET AUTRES FRAIS ANNEXES DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DES MANIFESTATIONS ET ÉVÈNEMENTS DU MUSÉE FABRE ET SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

I - Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit en 2017 sa programmation riche d'expositions et d'événements au fil des collections ainsi qu'au département des arts décoratifs – hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran :

I 1 – Expositions

L'Art et la Matière, galerie de sculptures à toucher
10 décembre 2016 – 28 mai 2017

L'Art et la Matière propose un concept innovant afin d'offrir un accès de tous aux sculptures par un dispositif tactile (moulages) ainsi que par des espaces d'interprétation multi-sensoriels notamment à destination des plus jeunes (espace dédié).

Cet espace propose de favoriser la mixité des publics et d'enrichir la réflexion autour de l'approche sensible de l'œuvre d'art. Novatrice, cette démarche s'appuie d'abord sur une forte volonté d'accessibilité à tous les publics et répond à une demande. Les publics empêchés sont les premiers types d'usagers ciblés, bien que le projet prévoit également des espaces réservés afin d'accueillir d'autres types de public, notamment les enfants (dans le cadre familial et scolaire) mais aussi les adultes...tous rassemblés autour d'une autre expérience de l'art favorisant les échanges et les découvertes réciproques.

D'autre part, ce projet assure la valorisation des collections du musée Fabre de façon pérenne : les moulages pourront être valorisés dans d'autres structures telles que des médiathèques ou maisons pour tous. Des projets de médiation hors les murs seront développés ayant pour finalité la venue au musée et la découverte des œuvres originales in situ.

L'exposition bénéficie déjà du soutien scientifique et matériel du musée du Louvre qui offre toute son expérience avisée en la matière et en proposant le prêt de cinq moulages de sculptures.

5 x 10

François Rouan

Tressages 1966 - 2016

Du 4 février au 30 avril 2017

La première exposition consacrée à François Rouan à Montpellier – où il est né en 1943 – se concentrera sur son travail de peinture. Mené depuis le milieu des années 60, ce travail exigeant, jouant tantôt d'une monochromie presque austère (série des *Portes*, 1971-1976), tantôt d'une exubérance colorée et baroque (*Constellations tabouées* 1992-1993), déploie les différentes modalités d'une technique inventée dès 1965 : le tressage. Pas seulement une manière de « peindre sur bandes » comme disait Jacques Lacan en 1978, mais aussi et surtout un mode de pensée, le principe du tressage gouverne l'œuvre de Rouan. L'exposition retracera ces quelque cinquante années de peinture avec une sélection très serrée : une cinquantaine de tableaux seulement, choisis parmi les plus importants, pour jalonner ces cinq dizaines d'années, de 1966 à 2016, et pour signifier l'ampleur d'une œuvre certes largement exposée, mais encore à découvrir dans la continuité de son parcours.

Designed by...jeu de correspondances. Constance Guisset

Mai – septembre 2017

L'année 2016 a permis à l'hôtel de Cabrières – Sabatier d'Espeyran, département des arts décoratifs du musée Fabre, de stimuler de manière consistante sa fréquentation, grâce à la programmation d'une manifestation temporaire de choix. En effet, il s'est agi de raconter le temps du XIX^e siècle, celui de la

construction de l'hôtel, et celui du peintre Bazille dont le musée organisait l'exposition rétrospective. En 2017, une nouvelle proposition est faite, cette fois-ci ancrée dans notre présent et notre futur proche, grâce à une manifestation Design : le domaine des arts décoratifs est particulièrement propice à l'étude de nos modes de vie, entre permanence et révolution, et c'est cette dynamique artistique qui est au cœur du projet. Dans cette exposition, une jeune créatrice designer Constance Guisset, parmi les plus en vue de la génération montante, mettra en lumière, à travers une confrontation entre les aménagements d'hier de l'hôtel particulier montpelliérain et ses créations résolument actuelles, une nouvelle concordance des temps : passé, présent et futur.

Francis Bacon / Bruce Nauman. Face à face

Du 1^{er} juillet au 5 novembre 2017

Après avoir présenté *Vidéo. Un art, une histoire 1965 – 2007* du 25 octobre 2008 au 18 janvier 2009, dont les œuvres provenaient des collections du Centre Pompidou, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'associe une nouvelle fois au Centre Pompidou à l'occasion du quarantième anniversaire de sa création, afin de présenter une exposition inédite dédiée à deux artistes majeurs de la modernité du XX^e siècle : Francis Bacon et Bruce Nauman. Cet événement célébrera également les 10 ans de la réouverture du musée Fabre. Le commissariat sera assuré par Cécile Debray, conservatrice en chef du patrimoine en charge des collections modernes au Musée national d'Art moderne / Centre Pompidou, et Michel Hilaire, conservateur général du patrimoine, directeur du musée Fabre.

La confrontation de ces deux œuvres que la facilité tendrait à opposer – la peinture versus l'installation et la vidéo, la tradition anglaise figurative face à la scène underground américaine, l'expressionnisme et le minimalisme – permet de renouveler en profondeur, de revivifier même le regard porté sur ces deux grands artistes du XX^e siècle.

I 2 - Evènements

Poétique des ruines

Début mars – juillet 2017

De la Renaissance jusqu'à nos jours, la ruine est un motif prégnant dans l'imaginaire poétique et artistique des hommes. Éveillant le souvenir des glorieux empires défunts, elle suscite la fascination, l'émulation et l'espoir d'une renaissance, du XV^e siècle et jusqu'à l'âge classique. À partir du XVIII^e siècle et tout au long de l'époque romantique, elle inspire une rêverie mélancolique sur le temps qui passe. Depuis XX^e siècle et jusqu'à aujourd'hui, la ruine éveille la crainte et annonce la destruction dans un monde traversé par les conflits et les guerres.

À de multiples reprises, les artistes comme les poètes se sont fait les interprètes de ces différents sentiments. Le fonds de peinture et de dessin du musée Fabre est particulièrement marqué par ce motif esthétique. C'est donc à une promenade poétique parmi les ruines, au cœur des collections, que le visiteur sera convié. Elle évoquera la permanence comme les transformations de cet imaginaire, où se lit en filigrane l'histoire du rapport que l'homme entretient avec le temps, avec son passé comme avec son futur.

4^{ème} édition du Prix Félix Sabatier : une récompense pour les nouveaux talents des Ecoles des Beaux-Arts

Automne – hiver 2017

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'est associé à la Fondation Typhaine et à cinq écoles supérieures des Beaux-Arts du Sud de la France pour créer le prix « Félix Sabatier ».

Destiné à soutenir la jeune création plastique se développant dans les écoles d'art, ce prix distingue les œuvres d'étudiants diplômés des écoles partenaires à la suite du vote d'un jury de professionnels du monde de l'art.

Créé en mars 2012, le prix « Félix Sabatier » a pour objectif de récompenser les jeunes étudiants ayant obtenu leur Diplôme National Supérieur d'Expression Plastique (DNSEP).

Pour cette nouvelle édition, trois œuvres par école seront présélectionnées par les directeurs des écoles d'art concernées. Un jury composé de membres qualifiés, dont la Présidente de la Fondation Typhaine, le Directeur du musée Fabre, d'artistes et de professionnels de l'art, se réunira pour étudier les œuvres de chaque étudiant et désignera les lauréats.

Ce prix offre aux lauréats des bourses allant de 5 000 à 10 000 euros et l'opportunité d'exposer le travail au sein des collections du musée Fabre.

La société des beaux-arts de Montpellier : le musée avant le musée

Novembre 2017 – janvier 2018

En 1779, sous l'impulsion du marchand d'art et libraire Abraham Fontanel, un groupe d'administrateurs, d'aristocrates, d'ecclésiastiques et de bourgeois du Languedoc, réunis par une même passion pour l'art des maîtres anciens comme des peintres de leur temps, fondèrent la « Société des beaux-arts de Montpellier ». A l'occasion des 10 ans de sa réouverture, le musée Fabre souhaite revenir sur l'une des pages artistiques les plus brillantes de l'histoire de Montpellier.

Cet accrochage dans le parcours des collections permanentes évoquera les quatre expositions organisées de 1779 à 1784 par la Société des beaux-arts, à laquelle Abraham Fontanel saura associer les plus grands artistes contemporains, tels que Houdon ou Vien. La Société fonda également une Ecole de dessin dans le Collège des jésuites, un des bâtiments du musée d'aujourd'hui. C'est dans ces murs que le tout jeune François-Xavier Fabre reçut ses premières leçons de dessins, qui seront décisives dans sa future vocation de peintre et dans la fondation du musée qui portera son nom près de quarante ans plus tard.

Cette exposition dossier permettra au musée d'évoquer un moment fort de la vie intellectuelle à Montpellier au Siècle des Lumières, comme de raconter l'apparition d'une véritable culture artistique dans l'ancienne capitale des Etats Généraux du Languedoc.

I 3 – Préparation expositions 2018

Restaurations BNP 2018

Printemps – été 2018

Le musée Fabre a fait le choix de proposer à ses visiteurs pour l'année 2018 une exposition consacrée à cinq restaurations sur cinq œuvres de cinq médiums différents, présentant chacune des problématiques différentes. Il s'agirait d'exposer aux visiteurs une vision de la restauration qui irait au-delà du simple bichonnage esthétique, et qui montrerait au contraire que ce travail met en lien des regards très différents, à la fois scientifiques et matériels tout autant qu'esthétiques et historiques.

Picasso. Donner à voir

Du 30 juin au 28 octobre 2018

Dans la continuité de la programmation des expositions monographiques qu'il a déjà consacré à des artistes tels que Gustave Courbet, Emile Nolde ou Frédéric Bazille, le musée Fabre s'associe au projet d'envergure internationale consacré à Picasso et la Méditerranée. « Picasso-Méditerranée » est une manifestation internationale culturelle qui se tiendra dans plusieurs pays du printemps 2017 au printemps 2019. Plus de soixante institutions ont imaginé ensemble une programmation autour de l'œuvre « obstinément méditerranéenne » de Pablo Picasso. À l'initiative du musée national Picasso-Paris, ce parcours dans l'œuvre de l'artiste et dans les lieux qui l'ont inspiré offre une expérience culturelle inédite, souhaitant resserrer les liens entre toutes les rives.

Sabatier

A déterminer

Printemps – automne 2018

Louis Gauffier

Automne 2018 – hiver 2019

Le peintre Louis Gauffier (1762-1801) est une des figures centrales du fonds néoclassique du musée Fabre. Camarade et ami de François-Xavier Fabre à Rome puis à Florence, les productions des deux artistes se nourrissent et s'influencent, que ce soit dans la peinture d'histoire, le portrait, ou le paysage. Le musée souhaite proposer la première exposition dédiée à cet artiste méconnu, dont l'œuvre résonne pourtant de façon singulière, par son élégance et sa sensibilité, dans l'art de la fin du XVIII^e siècle. Fasciné, comme bien des jeunes peintres de sa génération, par la personnalité de David, Gauffier débute sa carrière en réalisant des tableaux d'histoire inspirés de l'Antiquité, où se décèle pourtant déjà, en arrière-plan, un intérêt pour la beauté des paysages. Il est contraint de gagner Florence en

1793, suite aux émeutes antifranchaises du peuple romain, et devient, aux côtés de Fabre, le portraitiste le plus en vue de la société cosmopolite européenne du *Grand Tour*. Les nobles italiens, les ladies anglaises comme les diplomates suédois apprécient ses portraits qui inscrivent les silhouettes des modèles élégants dans des vues de Florence ou de la campagne italienne.

Pendant les dernières années de sa carrière, avant son décès précoce en 1801 à 38 ans, l'artiste manifeste un intérêt de plus en plus fort pour le paysage. La beauté de la nature devient un sujet en soi pour Gauffier, qui élabore un langage pictural nouveau, fondé sur une idéalisation des volumes, montagnes et vallées, et une attention très fine aux subtilités de la lumière italienne. Cette sensibilité à la nature est la grande singularité de Gauffier, et annonce, à bien des égards, l'émergence du romantisme à l'aube du XIX^e siècle.

Afin de présenter ces événements exceptionnels et d'en assurer une couverture médiatique à la hauteur, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'organiser des voyages de presse et conférences de presse auxquels seront conviés des représentants de la presse nationale et spécialisée.

Il est prévu que les frais de déplacements (transport, hébergement, restauration), en France et à l'étranger, soient pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole aux frais réels sur présentation de pièces justificatives dans la limite des montants prévisionnels mentionnés ci-dessous pour les représentants de la presse, les co-commissaires d'expositions, conférenciers, artistes et toute autre personne présentant un intérêt pour la préparation et le suivi de ces événements.

De même, il est proposé d'autoriser et de prendre en charge aux frais réels les voyages en France et à l'étranger des conservateurs, cadres du musée Fabre et tout autre agent présentant un intérêt pour la bonne marche des projets, dans le cadre de leurs missions : visualisation et estimation de l'état des œuvres en projet d'acquisition, préparation d'expositions, présence à des vernissages d'expositions co-organisées avec des institutions étrangères (*Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme...*) pour un montant global de 8 000 €

Le coût prévisionnel se répartit comme suit :

- *L'Art et la Matière* : 3 000 €
- *François Rouan* : 4 000 €
- *Designed by...* : 2 000 €
- *Francis Bacon / Bruce Nauman. Face à face* : 8 000 €
- *La société des beaux-arts de Montpellier* : 2 000 €
- *Prix Félix Sabatier* : 1 000 €
- *Expositions 2018* : 4 000 €
- Déplacements à l'étranger des conservateurs, cadres du musée Fabre et tout autre agent présentant un intérêt pour la bonne marche des projets : 8 000 €

II – Le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit en 2017 sa programmation d'expositions et d'événements culturels.

II 1 – Expositions

Circulez y a tout à voir ! Archéologie des grands travaux entre Nîmes et Montpellier

Du 19 mai 2017 au 5 février 2018

L'exposition 2017/2018 est coproduite par le Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole, la Drac Occitanie et l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap).

De manière inédite, elle présentera au public les résultats des fouilles réalisées à l'occasion des grands travaux entrepris entre Montpellier et Nîmes : contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier et déplacement de l'autoroute A9 au niveau de Montpellier. À travers un parcours chrono-thématique, le visiteur pourra découvrir l'impact des activités humaines sur la construction du paysage et les aménagements du territoire dans la région de Nîmes-Montpellier. Plus de 200 objets accompagnés de maquettes, films et dessins dévoileront dans cinq sections l'occupation du paysage et son évolution depuis le Paléolithique jusqu'au Moyen Âge.

Ce projet participe à la valorisation du patrimoine archéologique mis en avant au musée et s'accompagne d'une programmation culturelle riche en conférences et projections. Dans ce cadre, des intervenants animeront cette programmation (conférenciers).

Coût : 1 800 €

Exposition d'art contemporain : *Du double au singulier*

Du 29 avril au 9 octobre 2017

Depuis 2007, le Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades soutient et expose la création contemporaine dans une volonté d'ouverture et de transversalité culturelle. Fidèle à cette démarche le musée Henri Prades convie en 2017 Arnaud Vasseux à dialoguer avec les objets archéologiques. Son travail de production *in situ*, qui aura lieu début avril lors d'une résidence à *Lattara*, s'appuiera sur la collection permanente ainsi que sur l'exposition temporaire ***Circulez y a tout à voir !***

L'exposition *Du double au singulier* est conçue en deux volets : l'un au musée Henri Prades et l'autre au FRAC Occitanie. Elle s'inscrit dans la continuité de l'exposition « *La copie* » présentée d'octobre 2016 à mars 2017 au musée des Moulages de l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 où Arnaud Vasseux présente des œuvres inspirées de la Victoire de Samothrace.

Dans ce cadre, les frais de déplacement, hébergement et repas de l'artiste seront pris en charge.

Coût : 3 750 €

Enfin, il est prévu de convier la presse au vernissage des expositions temporaires, ainsi que tout au long de la durée de l'exposition afin d'assurer une couverture médiatique de qualité.

II 2 - Evénements

- Journée thématique : verre et cosmétique dans l'Antiquité

Comme les années précédentes, le service des publics propose une journée thématique à destination des familles. Cette année, reconstituteurs et médiateurs feront découvrir aux travers d'animations les métiers du verre et la fabrication des cosmétiques.

Plusieurs intervenants participeront à cette journée aux côtés des médiatrices du musée.

- Nuit européenne des musées

Le musée Henri Prades participera cette année, le 21 mai 2017, à cette manifestation européenne en proposant des animations à la fois dans les collections permanentes mais aussi dans l'exposition temporaire qui inviteront le public à regarder le patrimoine archéologique à travers les contes, la danse et la musique.

Pour cette manifestation des artistes ou intervenants seront invités.

- Journées nationales de l'archéologie

Les 16, 17 et 18 juin 2017, le musée propose lors des journées nationales de l'archéologie des reconstitutions en corrélation avec les différents thèmes abordés dans l'exposition *Circulez, y a tout à voir !* Divers intervenants proposeront, au-delà de la truelle et du pinceau, de redonner vie aux gestes de ces hommes et de ces femmes qui nous ont précédés grâce aux techniques actuelles de l'archéologie. Plusieurs ateliers et conférences ponctueront ces journées.

Les intervenants, aux côtés de l'équipe du musée, seront en majorité des professionnels de l'INRAP.

- Fête des fouilles

En 2017, une nouvelle campagne de fouilles programmées reprendra l'étude des aménagements portuaires de l'antique *Lattara*. Début juillet, pour clôturer cette session, le musée Henri Prades en partenariat avec le laboratoire de recherche *Archéologie des Sociétés Méditerranéennes – UMR 5140*, invitera le public à une fête des fouilles où découvertes du site et du chantier de fouilles ainsi que spectacles théâtraux seront proposés.

- Ciné-club

Le musée Henri Prades, en association avec la médiathèque et le théâtre Jacques Cœur de Lattes propose deux cycles de trois séances de ciné-club en 2017. Chaque séance sera animée par un spécialiste qui permet ainsi d'instaurer un échange avec le public. Le musée Henri Prades prendra en charge une intervention par cycle.

Coût : 8 450 €

II 3 – Préparation expositions 2018-2020

La navigation lagunaire et maritime. De la Catalogne au Languedoc
Mai 2018 – janvier 2019

Afin de restituer au public un visage du littoral catalan et languedocien au premier millénaire avant notre ère, une exposition présentera le fruit des fouilles subaquatiques en partenariat avec les Musées d'Archéologie de Catalogne. Elle révélera un pan encore inédit des échanges méditerranéens que les découvertes archéologiques rendent tangibles aujourd'hui.

Dans ce cadre, il est prévu des journées de travail entre les différentes institutions. L'équipe du musée Henri Prades (directrice, chargée des expositions, régisseur...) se rendra donc dans le courant de 2017 en Catalogne (Barcelone, Gérone) afin de préparer l'exposition (travail sur les collections à présenter, visualisation des espaces d'exposition pour une meilleure adaptation de la scénographie) ainsi qu'aux vernissages des expositions co-organisées.

Les Phéniciens
2019-2020

Les Phéniciens, marins et marchands expérimentés, se sont affirmés à travers leur expansion en Occident, par le développement d'échanges de produits manufacturés, d'hommes et d'idées, ainsi que par la création d'une communauté culturelle méditerranéenne et la diffusion de celle-ci. Tout au long des routes maritimes qu'ils ont suivies, des sites et des comptoirs qu'ils ont fondés, ils ont permis à cette brillante civilisation de s'étendre sur le pourtour du bassin méditerranéen.

Dans le cadre de ce projet d'exposition, en cours d'élaboration en partenariat avec le laboratoire de recherche *Archéologie des sociétés méditerranéennes – UMR5140* et des musées archéologiques siciliens, il est prévu des journées de travail entre les différentes institutions. Le personnel scientifique du musée Henri Prades (conservatrice, chargée des expositions) sera amené à se rendre en Sicile afin de rencontrer les différents partenaires et travailler sur les collections à présenter.

Coût : 4 000 €

Le coût prévisionnel se répartit comme suit :

La prise en charge des frais d'hébergement et de repas se fera aux frais réels sur présentation de justificatifs, dans la limite de 100 € par nuit d'hôtel et de 15,25 € par repas pour les intervenants extérieurs. La prise en charge des frais de déplacements se fera aux frais réels sur présentation de justificatifs, de préférence par voie ferroviaire au meilleur prix et dans certains cas en voiture (autoroute et frais kilométrique selon une base forfaitaire de 0,25 € /km à 0,35 € /km selon la puissance fiscale du véhicule).

Délibération n° 14360

- *Circulez, y'a tout à voir !* : 1 800 €
- *Du double au singulier* : 3 750 €
- Evénements : 8 450 €
- Visites de presse : 1 000 €
- Déplacements à l'étranger de la directrice et de cadre du musée Henri Prades et toute autre personne présentant un intérêt pour la bonne marche des projets : 4 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge aux frais réels des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration, en France et à l'étranger pour toute personne dépêchée par le musée Fabre, présentant un intérêt pour la préparation et le suivi de ces événements, à concurrence d'une dépense maximum de 24 000 €,
- autoriser la prise en charge aux frais réels des frais de déplacement, hébergement et restauration des conservateurs, cadres du musée Fabre et de tout autre agent présentant un intérêt pour la bonne marche des projets dans le cadre de déplacements en France et à l'étranger, à concurrence d'une dépense maximum de 8 000 €,
- autoriser la prise en charge aux frais réels des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration, pour les journalistes, commissaires et co-commissaires d'exposition, conférenciers, intervenants-animateurs et artistes, invités par le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades dans le cadre de sa programmation 2017, à concurrence d'une dépense maximum de 15 000 €,
- autoriser la prise en charge aux frais réels des frais de déplacement, hébergement et restauration des conservateurs et cadres du Site archéologique Lattara-musée Henri Prades et de tout autre agent présentant un intérêt pour la bonne marche des projets dans le cadre de déplacements en France et à l'étranger, à concurrence d'une dépense maximum de 4 000 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135084-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUËL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

CULTURE – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - MARCHÉ NÉGOCIÉ SANS MISE EN CONCURRENCE N°4073DC16 DE FOURNITURE D'IDEAS BOX, MÉDIATHÈQUES ITINÉRANTES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Dans le cadre de l'avenant opérationnel et financier 2016-2017 au contrat de ville 2015-2019, voté lors du Conseil de Métropole du 30 juin 2016, a été présentée une fiche opérationnelle intitulée « développer les réseaux de lecture publique, multimédias et numériques », dont l'objectif est de renforcer l'accessibilité et la présence des services et des équipements culturels dans les quartiers concernés par la politique de la ville.

En effet, faisant le constat que les premiers exclus de la culture sont les populations en situation de grande précarité, et que, dans nos sociétés de l'écrit et de la performance, ne pas savoir lire et écrire revient de facto à s'exclure et se marginaliser de la vie sociale, les différents projets évoqués dans cette fiche visent à aller à la rencontre des habitants éloignés des infrastructures culturelles et à promouvoir la culture et la lecture auprès d'eux.

A été proposé dans ce cadre, par le réseau des médiathèques un projet, qui s'articule autour de l'acquisition puis du déploiement d'une Ideas box, une bibliothèque multimédia en kit, autonome, modulable et itinérante, créée par Bibliothèques Sans Frontières et designée par Philippe Stark. Ce projet s'accompagne d'une réflexion globale autour de l'accessibilité de la lecture pour les publics qui en sont éloignés, et de programmes d'actions ciblées ayant pour fin de les en rapprocher, par l'intermédiaire de démarches de médiation culturelle innovantes.

L'Ideas box est composée de six modules, qui une fois déployés, constituent une véritable médiathèque hors les murs de plus de 100 m² et comportent des livres, des jeux, des matériels vidéo, multimédia, informatiques, ainsi qu'un ensemble de mobilier. Son déploiement est par ailleurs accompagné d'un programme de formation conjointe des acteurs des territoires concernés, mené en lien avec Bibliothèques dans Frontières, et élaboré en fonction des besoins émergents des partenaires locaux. Afin de mettre en œuvre ce projet, a été élaboré un marché public n°4073DC16 de fourniture d'Ideas Box, médiathèques itinérantes, pour le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il s'agit d'un marché négocié, sans mise en concurrence, pour motif d'exclusivité, en application de l'article 30 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016. L'association Bibliothèques Sans Frontières jouit en effet de l'entière exclusivité des droits d'exploitation de l'Ideas Box et est par conséquent le seul prestataire susceptible de répondre au besoin exprimé.

La durée de ce marché est d'un an à compter de sa signature. Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du Bordereau de Prix Unitaires. Son montant est compris entre un minimum et un maximum définis comme suit : 40 000 € HT – 85 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature du marché négocié n°4073DC16 de fourniture d'Ideas Box ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toute décision relative à l'exécution du marché et à signer tout document relatif à cette affaire, y compris le cas échéant sa résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 14361

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1134628-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

CULTURE – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE LYCÉE JEAN MONNET DANS LE CADRE DU PROJET DE PRIX LITTÉRAIRE "LA RACINE DES MOTS EST-ELLE CARRÉE ?" - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Les médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole ont pour mission de faciliter l'accès du plus grand nombre au livre et aux différentes ressources documentaires.

Dans ce cadre, une attention particulière est portée aux accueils scolaires, depuis les écoles maternelles jusqu'aux lycées. L'action des médiathèques en direction des publics adolescents notamment est d'autant plus importante que ce sont des publics qui ont parfois tendance à se détourner de la lecture. La mission du bibliothécaire est alors de les aider à réussir cette transition entre l'enfance et l'âge adulte en leur fournissant des ressources et un environnement favorisant leur développement intellectuel et social.

Cette mission étant partagée avec les enseignants, établir des partenariats entre médiathèques et établissements scolaires semble à la fois pertinent et nécessaire.

La convention a donc pour objectif de formaliser le partenariat entre le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole et le Lycée Jean Monnet dans le cadre du projet de prix littéraire « La Racine des mots est-elle carrée ? », et de préciser les modalités de mise en œuvre de cette coopération.

« La Racine des mots est-elle carrée ? » est un prix littéraire créé en 2012 par deux professeurs du lycée Jean Monnet et l'IREM (Institut de recherche sur l'enseignement des mathématiques). Il est né de la volonté de sensibiliser et faire réfléchir des lycéens et des étudiants sur les liens entre sciences et littérature, et donne lieu à la réalisation d'analyses critiques des œuvres sélectionnées.

Dans ce cadre, les médiathèques sont considérées comme des relais importants et privilégiés, la mise en valeur de la culture scientifique et technique faisant partie intégrante de leurs missions. Les bibliothécaires de la médiathèque centrale E. Zola seront ainsi associés et invités à participer à la sélection des œuvres, à la remise des prix et à des rencontres entre élèves et auteurs. Divers accueils thématiques de classe seront également organisés dans ce cadre, dans l'objectif de développer les échanges entre le lycée, l'université et les médiathèques, les élèves, les professeurs et les bibliothécaires.

Les engagements des parties sont les suivants :

- Pour la Métropole, à travers le réseau des médiathèques :
 - Participation au jury de sélection pour le choix des 5 livres,
 - Promotion du prix littéraire,
 - Accueil de classes à la médiathèque Emile Zola,
 - Participation à la remise du prix.
- Pour le lycée Jean Monnet :
 - Organisation de la séance de présentation des 5 titres en lice pour le Prix qui se déroule à la médiathèque,
 - Préparation de la venue des élèves à la médiathèque,
 - Invitation des personnes référentes de la médiathèque à la remise du prix ainsi qu'aux rencontres avec les auteurs prévues au cours de l'année.

La convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature. Elle est renouvelable deux fois pour la même durée par tacite reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec le Lycée Jean Monnet dans le cadre du projet de prix littéraire "La racine des mots est-elle carrée ?",

Délibération n° 14362

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1134590-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

CULTURE – CONVENTION DE COOPÉRATION AVEC L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ PORTANT SUR LA MUTUALISATION DE LA GESTION DE SERVICES BIBLIOGRAPHIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait de l'intercommunalité une coopérative d'action publique au service des communes et mène une politique de développement de la lecture publique à l'échelle de son territoire.

Une des manifestations concrètes de cette politique est de constituer un catalogue collectif signalant l'ensemble des collections présentes non seulement dans les 14 médiathèques gérées par la Métropole et celles des 17 bibliothèques municipales réparties sur le territoire métropolitain, ainsi que le fonds d'une bibliothèque spécialisée, la bibliothèque de l'écolothèque, située à Saint Jean de Védas.

Ce catalogue est librement consultable sur internet via le portail du réseau des médiathèques (www.mediatheques.montpellier3m.fr). Le public peut y trouver les références de l'ensemble des documents disponibles dans chacun des établissements partenaires et avoir accès aux informations pratiques et aux services accessibles sur place.

Il est proposé aujourd'hui d'adopter une convention qui met en partenariat le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole et l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Méditerranée Métropole, en vue d'intégrer au catalogue collectif les données bibliographiques de sa bibliothèque.

L'École supérieure des beaux-arts de Montpellier Méditerranée Métropole (ESBAMA) est un établissement de coopération culturelle d'enseignement supérieur artistique. Elle a constitué un fonds documentaire spécialisé en art contemporain. Le fonds est riche aujourd'hui d'environ 12 000 documents. Il est à la fois complémentaire des collections du centre de documentation du musée Fabre et des collections des médiathèques de la Métropole.

L'intégration des données bibliographiques de l'ESBAMA au sein du catalogue collectif s'appuiera sur l'utilisation à distance du même logiciel bibliothéconomique. L'intérêt pour les deux partenaires est double :

- les collections de la bibliothèque de l'ESBAMA seront valorisées dans le catalogue en ligne, en leur donnant une plus grande visibilité ;
- réciproquement, le catalogue collectif signalera des fonds documentaires riches et spécialisés accessibles sur le territoire auprès du public non académique.

A l'avenir, ce dispositif informatique pourrait également s'adresser aux bibliothèques spécialisées des établissements gérées par la Métropole ou encore permettre de mutualiser davantage les services bibliographiques distants des équipements municipaux non transférés.

La convention pour la mutualisation de services bibliographiques avec l'ESBAMA s'inscrit ainsi dans une dynamique de coopération et anticipe l'évolution des enjeux territoriaux en matière de service public de lecture.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de coopération avec l'École Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Méditerranée Métropole portant sur la mutualisation de la gestion de services bibliographiques ;
- autoriser M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la présente convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1134168-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - CONVENTIONS DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE AVEC L'ASSOCIATION OPÉRA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON, LE CENTRE DE RESSOURCES D'EXPERTISE ET DE PERFORMANCE SPORTIVE, ET L'ASSOCIATION JAZZ IN MARCIAC - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Méditerranée Métropole a obtenu le renouvellement de son label Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.), en cette année 2016 au sein du réseau national des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique, par le Ministère de la Culture et de la Communication.

Dans le cadre des missions qui lui sont ainsi dévolues, le CRR s'appuie depuis plusieurs années sur la mise en œuvre de partenariats pédagogiques avec des institutions et structures remarquables, qu'il est proposé de renouveler pour l'année scolaire 2016/2017 :

Partenariat avec l'association Opéra et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon (OONM) :

Fort du partenariat fructueux de l'année scolaire précédente, il est proposé de reconduire ce dispositif en formalisant une nouvelle convention pour l'année scolaire 2016/2017, marquant ainsi la volonté de ces deux établissements de poursuivre leur rapprochement et permettre ainsi aux élèves du CRR de Montpellier Méditerranée Métropole de rencontrer les acteurs et les œuvres de ce lieu de spectacle vivant qu'est l'OONM s'appropriant ainsi les savoir-faire de professionnels. Cette nouvelle convention fixe les modalités de mise en œuvre générale du projet et précise notamment les engagements réciproques de chacun des partenaires.

Ainsi, l'OONM s'engage à donner accès à l'Opéra Comédie pour les répétitions des productions lyriques et symphoniques des élèves du CRR, selon un planning établi conjointement entre l'OONM et le CRR. Les élèves en cycle de perfectionnement et ceux préparant le Diplôme d'Etudes Musicales (DEM), bénéficieront, en outre, de mises en situation pré professionnelles avec un encadrement par les artistes de l'OONM. L'association proposera également aux élèves, se destinant aux métiers du spectacle, des rencontres avec des professionnels du spectacle vivant, (metteur en scène, compositeur, chefs d'orchestre, ...).

Par ailleurs, l'OONM s'engage à mettre à la disposition gracieuse du CRR, le « studio Dominique Bagouët », pour les cours de danse du CRR, la salle Molière pour des concerts, conférences, classes de maître et examens ainsi que la grande salle de l'Opéra Comédie pour des représentations de fin d'année scolaire. L'occupation par le CRR des espaces de l'Opéra Comédie s'établira selon un calendrier validé conjointement par les deux parties.

Enfin l'OONM mettra à la disposition du CRR, gracieusement et à tarif préférentiel, des places pour des représentations lyriques, symphoniques et Amadeus, de sa saison.

Le CRR quant à lui s'engage à mettre gracieusement à la disposition de l'OONM des instruments et matériels techniques, ainsi que des locaux pour organiser des répétitions ou pour servir de loges dans le cadre des activités menées par l'OONM selon un calendrier défini conjointement entre les deux parties. En outre les élèves de cycle 3, de cycle spécialisé et de cycle de perfectionnement en culture musicale, rédigeront ponctuellement les notices d'œuvres qui seront insérées dans les dossiers pédagogiques pour certains spectacles de l'OONM.

Partenariat avec le Centre de Ressources d'Expertise et de Performance Sportive (CREPS) :

Le CREPS de Montpellier a vocation à accueillir les pôles relevant des filières d'accès au sport de haut niveau. Il est donc un lieu privilégié de la préparation sportive des athlètes mais aussi grâce au cursus de formation qui leur sont proposés, de leur future insertion professionnelle. Il est un lieu d'accueil pour les stages pour lesquels il met à disposition ses installations. Dans le cadre de la pratique de la danse, le CREPS de Montpellier et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole conviennent d'un partenariat pédagogique visant à l'occupation réciproque des locaux et à l'accueil des élèves afin de mutualiser les moyens et d'ouvrir les classes du CRR aux étudiant(e)s du CREPS de Montpellier.

Les modalités principales de ce partenariat sont les suivantes :

- Le CREPS met à la disposition gracieuse de Montpellier Méditerranée Métropole, pour les cours de danse classique et de danse contemporaine, certains de ses locaux situés au CREPS de Montpellier, 2 avenue Charles Flahault à Montpellier. L'occupation est autorisée en fonction d'un calendrier défini en début d'année scolaire et de demandes ponctuelles en cours d'année scolaire. Le CREPS est en outre chargé de dispenser des cours de danse jazz pour le compte du CRR. Cette prestation fera l'objet d'une facturation.
- Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole fait intervenir un enseignant en formation musicale à raison de 4h30 hebdomadaires auprès des étudiants de la formation au Diplôme d'Etat de Professeur de Danse du CREPS de Montpellier et accueille, comme élèves, les stagiaires de la formation du Diplôme d'Etat de Professeur de danse option classique en cours technique, à raison de 5 cours par semaine. Ces étudiants sont dispensés des droits d'inscription au CRR. Enfin, le CRR s'engage à s'acquitter de la facture relative à la dispense des cours de danse jazz, pour un montant global de 8 674,50 €.

Partenariat avec l'association « Jazz in Marciac » :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional entretient depuis plusieurs années une collaboration privilégiée avec l'association « Jazz in Marciac », qui permet de faire bénéficier aux élèves du CRR de master-class et de concerts organisés dans le cadre du festival « Jazz in Marciac ». Ce partenariat s'inscrit pleinement dans les missions du CRR qui sont, entre autre, de proposer des formations visant à accompagner les étudiants en voie de professionnalisation.

Compte tenu du succès des éditions précédentes, il est proposé de renouveler en 2017 ce partenariat pédagogique et artistique. Il convient à cet effet de formaliser une convention qui précise les engagements réciproques des deux parties et les modalités d'organisations pédagogiques des master-class, (discipline instrumentales, dates et thèmes,...).

L'association « Jazz in Marciac » s'engage ainsi à accueillir, au sein des master-class qu'elle organise, les élèves du CRR inscrits au département Jazz et musiques improvisées. Les étudiants auront la possibilité d'assister gratuitement aux concerts officiels programmés par l'association « Jazz in Marciac ». Les participants prendront en charge leurs frais de déplacement, de repas et d'hébergement, sur la base de tarifs négociés communiqués par l'association.

De son côté le CRR s'engage à verser une contribution financière annuelle aux frais pédagogiques de 95€ par étudiants au titre des master-class instrumentales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion des conventions de partenariat pédagogique avec l'association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon, le Centre de Ressources d'Expertise et de Performance Sportive, et l'association Jazz in Marciac,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions susmentionnées, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. BARRAL, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme S. KERANGUEVEN, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. B. TRAVIER.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1134280-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUËL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

CULTURE – AFFECTATION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION SWING GUM ENFANCE - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

L'association Swing Gum a pour objet essentiel de faire partager au plus grand nombre le chant choral, plus particulièrement aux enfants et adolescents des écoles et collèges.

Dans ce cadre, elle pilote depuis 10 ans maintenant le dispositif "Chœurs d'enfants", un projet ambitieux qui permet d'assurer un travail d'accompagnement pédagogique tout au long de l'année sur un registre musical varié, et qui donne lieu à plusieurs étapes de restitutions publiques, pour certaines dans des équipements métropolitains (Opéra Comédie, Corum, ...). 240 classes élémentaires de la Ville de Montpellier participent à ce projet autour d'un répertoire commun. Pour l'année 2016, il est proposé d'affecter à l'association Swing Gum Enfance une subvention exceptionnelle de 5 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation d'une subvention exceptionnelle de 5 000 € à l'association Swing Gum Enfance,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat correspondante ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1134278-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,
INTERNATIONAL, ARTISANAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE À L'EXPLOITATION DU CORUM, PALAIS DES CONGRÈS, OPÉRA ET DU ZÉNITH SUD - SAEML MONTPELLIER EVENTS - TARIFS - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération n°8550 du 27 novembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud à la Société Anonyme d'Economie Mixte Local Enjoy Montpellier devenue Montpellier Events. La convention de Délégation de Service Public est entrée en vigueur le 1er janvier 2009 pour une durée de 10 ans.

Un premier avenant, approuvé par délibération n°10632 du 30 janvier 2012 est intervenu, incluant dans le périmètre de la DSP la passerelle piétonne située au-dessus de l'Allée de la Citadelle et la révision des modalités relatives à la redevance variable ainsi que l'évolution de l'occupation des équipements par la ville de Montpellier.

Cette convention de délégation de service public a fait l'objet d'un avenant n°2, déclinant trois obligations d'accueil distinctes pour les associations Opéra & Orchestre National de Montpellier, Montpellier Danse et Radio France, par délibération n°10805 en date de 29 mars 2012. En outre, l'avenant n°2 modifie l'annexe 5 « plan de renouvellement prévisionnel » et l'annexe 6 « liste des travaux d'extension ».

La délibération n°12387 du 31 juillet 2014, validant l'avenant n°3 a profondément modifié la grille tarifaire afin de s'adapter aux contraintes du marché, d'être plus concurrentiel et de permettre aux usagers de bénéficier d'une grande variété de prix et d'une offre plus adaptée à sa demande. Il a également été fait mention de la création d'une 7^{ème} jauge au Zénith Sud et de l'assujettissement de la DSP à la TVA.

Malgré un nombre d'événements en légère baisse (323 ; -8,8% par rapport à 2014), marqué par le contexte national, l'année 2015 a montré une nette progression en terme de chiffre d'affaires (12 994 K € ; +11,6%) comme de résultat net (1 115 K€ ; +48,2%). Les taux d'occupation 2015 s'élèvent à 37,8% pour le Corum et 22,4% pour le Zénith Sud. Montpellier Events affiche un taux global d'occupation record pour ces 4 équipements de 32,4% et poursuit la diversification de son offre.

Un ajustement tarifaire est aujourd'hui nécessaire pour les deux prochaines et dernières années du contrat de DSP. En effet, en raison d'un contexte économique de plus en plus difficile et concurrentiel, il semble essentiel pour le délégataire de pouvoir répondre sur le plan tarifaire à des demandes de réservation de plus en plus contraintes par les difficultés du marché. Le principe de construction de la grille tarifaire validée par l'avenant n°3 se base sur une tarification pondérée visant à mettre en place des prix adaptés dans les périodes de faible activité, et inversement plus élevées, dans les périodes de forte activité grâce à des coefficients saisonniers. La nouvelle grille tarifaire simplifie ces coefficients en créant 5 taux différents au lieu de 35 précédemment.

Par ailleurs, les tarifs du Zénith Sud pour le marché du MICE nécessitent d'être adaptées en termes de configuration ou de prestations fournies sur la même formule que les tarifs appliqués au Corum avec une base tarifaire au m² ou à la personne à laquelle s'ajoutent des coefficients.

En outre, il est proposé quelques évolutions tarifaires et des adaptations pour les prestations fournies, telles que les fluides, le nettoyage, le gardiennage, la sécurité afin de s'adapter au marché concurrentiel et aux évolutions réglementaires et techniques :

- Création des tarifs « agent de sécurité » et « maitre-chien » et suppression du tarif « SSIAP 3 »,
- Suppression du tarif du « boîtier électrique 1KW en mono 220 V » pour le Corum,
- Regroupement des tarifs « nettoyage des stands, veille d'ouverture, exploitation et démontage », distincts en fonction du nombre de jours, en un seul tarif, pour le Corum, création d'un forfait nettoyage pour deux séances pour le Zénith Sud.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 14308

- approuver les tarifs de la délégation de service public du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud, applicables en 2017 et en 2018,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135341-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – MARCHÉ N°3971RI15 DE MISE EN PLACE D'UNE SOLUTION DE VIRTUALISATION DES POSTES DE TRAVAIL DE TYPE VDI (VIRTUAL DESKTOP INFRASTRUCTURES) - AVENANT DE MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a choisi, au travers de son Schéma Directeur Informatique, de mettre en œuvre une solution de virtualisation des postes de travail à destination des postes publics et des postes professionnels dans le but de limiter les coûts liés à la maintenance et à l'exploitation de ces postes, ainsi que d'apporter de nouveaux services aux usagers.

Pour répondre à cette volonté, et après le lancement d'un appel d'offre ouvert, le marché 3971RI15 a été attribué par la Commission d'Appel d'Offre à la société QUADRIA le 19 avril 2016.

A la suite de l'annonce de l'abandon du développement de vWorkspace par la société DELL, editrice du logiciel permettant la mise en place de la solution de virtualisation des postes de travail, la conclusion d'un avenant est devenue indispensable afin de rendre l'offre de Quadria viable.

Le présent avenant entre le titulaire du marché et Montpellier Méditerranée Métropole concerne une modification d'ordre technique. L'objet de cette modification concerne le remplacement du logiciel vWorkspace, initialement prévu dans le marché n°3971RI16, par la solution Citrix XenDesktop. Cela n'a pas d'incidence sur la méthodologie d'intégration de la solution, mais uniquement concernant le logiciel qui continuera à remplir les mêmes fonctions.

Il n'y a aucune incidence financière sur le montant total du marché, seules certaines lignes du Bordereau des Prix Unitaires et de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire sont modifiées afin de prendre en compte le changement de solution.

Une lettre de Quadria, ainsi que la traduction en langue française de l'annonce de DELL concernant l'arrêt du développement du logiciel vWorkspace, sont en ce sens annexés au projet d'avenant. L'application de l'avenant permettra de valider la nouvelle infrastructure technique proposée par Quadria.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant de modification au marché n°3971RI15.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135452-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUËL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – RÉSEAU TRÈS HAUT DÉBIT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - EVOLUTION DE LA TARIFICATION D'ACCÈS AUX INFRASTRUCTURES - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le déploiement du réseau de fibre optique métropolitain répond aux besoins numériques actuels et futurs du territoire, et est ouverte à tous les opérateurs ou tout Groupement Fermé d'Utilisateurs dans des conditions strictes et non discriminatoires, conformément à l'article L.1425-1 du Code général des collectivités territoriales.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a changé de statut pour devenir Montpellier Méditerranée Métropole, et dispose à ce titre de la compétence infrastructures et réseaux de télécommunication. A la suite du transfert de cette compétence, le réseau Pégase de la ville de Montpellier fait partie intégrante du réseau de communications électroniques de Montpellier Méditerranée Métropole.

Aussi, afin de répondre aux nouveaux besoins des clients du réseau, il convient de faire évoluer les services proposés et les tarifs appliqués à la mise à disposition de l'infrastructure de communication électronique Très Haut Débit de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le réseau de fibre optique sera mis à disposition par convention auprès des demandeurs sur la base d'équipements passifs (fourreaux, fibres noires, locaux techniques) et tout opérateur déclaré auprès de l'ARCEP ou de tout Groupement Fermé d'Utilisateurs dans des conditions strictes et non discriminatoires.

Les tarifs d'exploitation de l'infrastructure Très Haut Débit, aujourd'hui à l'approbation du Conseil, se déclinent comme suit :

I. Frais d'accès à l'infrastructure

1. Location du lien

- Location d'une paire de fibre optique noire par site, par mois en parc d'activité économique communautaire équipé par la Métropole :
 - 15 € par mois incluant une GTR de 24 heures par site
 - 30 € par mois incluant une GTR de 4 heures par site
- 2€ / mètre linéaire / fourreau / an pour la location de fourreaux aux opérateurs dans les Zones d'Activités Economiques sous compétence Métropole ;
- 1.60€ pour le tirage de fibre / mètre linéaire / fourreau / an pour la location de fourreaux aux opérateurs dans les Zones d'Aménagement Concertées sous compétence Métropole ;
- 0.90€ pour le tirage d'autres câbles / mètre linéaire / fourreau / an pour la location de fourreaux aux opérateurs dans les Zones d'Aménagement Concertées sous compétence Métropole ;
- 0.30€ / mètre linéaire / an pour la location d'une paire de fibre noire aux communes dans le cadre d'un groupe fermé d'utilisateurs ;
- 2,44€ / mètre linéaire / an pour la location d'une paire de fibre noire aux opérateurs ou membre de GFU ;
- Forfait de 1105 € pour la collecte fibre entre les Zones d'Activités Economiques et le Nœud de Raccordement Optique par an ;
- Forfait de 1105 € € pour la collecte fibre entre les Mairies fibrées par la Métropole et le Nœud de Raccordement Optique par an ;
- Forfait de 1105 € pour la collecte fibre entre Armoire Télécom d'une zone d'activités fibrées et le Nœud de Raccordement Optique par an.

Le raccordement sera réalisé sur commande des demandeurs, après signature d'une convention de passage en parties privatives auprès du client final ;

Les demandeurs devront préciser dans leurs demandes le type de service et le débit délivré au client final.

2. Frais d'accès au service

- 100€/prise pour le raccordement d'une entreprise ou parc d'activité économique dans les Zones d'Activités Economiques sous la compétence de la Métropole.
- 150€/prise pour le raccordement à partir du réseau communautaire d'une entreprise située en dehors des Zones d'Activités Economiques sous la compétence de la Métropole.
- 150€/ extrémité pour une location d'une paire de fibre noire.

Ces frais comprennent la mise en place de la liaison physique chez le client final, le raccordement au point de livraison défini par le demandeur (local technique, chambre de tirage...) ainsi que le test du lien optique (ou la visite des infrastructures pour la location de fourreau)

3. Frais d'hébergement dans le NRO

Ce service d'hébergement est indissociable de l'offre de connectivité optique, un opérateur ne peut bénéficier de ce service sans mise à disposition de connectivité(s) optique dans les parcs d'activité économique communautaires équipés par la Métropole.

L'hébergement correspond à la mise à disposition d'un emplacement dans le NRO. Celui-ci est composé d'une baie raccordée, ou d'une demi-baie, sur la boucle locale optique du réseau Très Haut Débit de la Métropole. Celle-ci est composée d'une fibre optique jusqu'au point de raccordement entre le réseau Métropole et le point de présence de l'opérateur, sans coût supplémentaire si le point de présence de l'opérateur est déjà sur le réseau Métropole, sinon les travaux de raccordement sont à la charge de l'opérateur.

Hébergement dans des locaux sécurisés et climatisés avec un accès réservé aux utilisateurs du réseau et un accès réservé à la Métropole :

- 100 € / mois pour l'hébergement d'une demi-baie dans un Nœud de Raccordement Optique,
- 200 € / mois pour l'hébergement d'une baie dans un Nœud de Raccordement Optique.

II. Frais de maintenance

Chaque souscription d'un service de location d'une paire de fibre noire sera obligatoirement liée à une prestation de maintenance.

La maintenance sera assurée 24h/24 et 7j/7 par un prestataire désigné par la Métropole. La prestation comprendra également le rétablissement du lien en fonction du délai souscrit par le demandeur. Trois types de prestations sont proposés :

- 20 % des frais de maintenance pour une garantie de temps de rétablissement de 4 heures ;
- 10 % des frais de maintenance pour une garantie de temps de rétablissement de 8 heures ;
- Est incluse dans la location d'une paire de fibre noire une garantie de temps de rétablissement de 12 heures.

Les nouveaux tarifs seront applicables à compter du 1^{er} janvier 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la nouvelle tarification du réseau Très Haut débit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les crédits correspondant sont prévus au budget de la Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14310

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135400-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXLR - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Depuis près de 30 ans Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique active en faveur de l'innovation et de la création d'entreprises innovantes à fort potentiel de croissance en mettant en œuvre des outils opérationnels et structurants. Avec des parcs d'activités technologiques et scientifiques, des programmes immobiliers High Tech à proximité des centres de recherche, ses pépinières d'entreprises technologiques et la future programmation du bâtiment Totem de la FrenchTech Montpellier, la Métropole développe un ensemble cohérent d'infrastructures et de services offrant aux entreprises un accompagnement de qualité à tous les stades depuis la création jusqu'au développement et l'internationalisation.

Un de ses principaux outils, le BIC (Business and Innovation Centre) de Montpellier Méditerranée Métropole, reconnu internationalement, avec ses 3 sites d'incubation Cap Alpha, Cap Omega et le MIBI, a notamment accompagné en 29 ans, plus de 600 entreprises innovantes générant aujourd'hui près de 4 700 emplois sur le territoire métropolitain.

Ces résultats sont le fruit d'une collaboration étroite et fructueuse sur le long terme avec l'ensemble des universités, des établissements et organismes de recherche de la région et leurs services de valorisation respectifs pour détecter et développer de nouveaux projets d'entreprises innovantes.

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 10 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national.

Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé. Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes soit par le biais de partenariat avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité.

Leur mission est de :

- sensibiliser les chercheurs académiques au monde économique, et détecter des projets d'inventions dans les laboratoires susceptibles de donner lieu à des applications industrielles,
- financer les travaux de recherche supplémentaires pour rendre applicables les découvertes scientifiques dans le monde économique via le Fonds National de Valorisation,
- accélérer et développer le transfert des brevets et savoir-faire des laboratoires vers les entreprises.

Créée le 1^{er} août 2012, la SATT dénommée AxLR est composée de 11 actionnaires :

- la Caisse des dépôts et Consignation,
- l'Université Montpellier,
- l'Université Paul Valéry,
- l'Université de Nîmes (UNîmes),
- l'Université de Perpignan Via Domitia (UPVD),
- le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS),
- l'Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture (IRSTEA),
- l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD),
- l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM),
- le Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques (Montpellier Sup Agro),
- l'Ecole Supérieure de Chimie de Montpellier (ENSCM).

Dotée d'un fonds de 49 M€ sur 10 ans, la SATT AxLR, constitue un outil essentiel pour faire de la recherche régionale un levier de développement économique puissant. Ce nouveau dispositif permet non seulement de contribuer à accroître le nombre de projets de créations d'entreprises innovantes

mais encore de renforcer le transfert de technologie dans les entreprises matures, facteur clé de leur compétitivité, de leur croissance et de l'emploi.

Pour appuyer cette initiative localement, la Région, Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité dès 2011 s'engager sur la mobilisation de financements complémentaires au FNV pour un montant de 5 M€ les 3 premières années avec un investissement de 3 M€ de la Région, 1,5 M€ du FEDER et 0,5 M€ de Montpellier Méditerranée Métropole sur la période 2013 - 2016. Ces sommes ont vocation à cofinancer les projets d'intérêt régional soutenus par la SATT.

En ce sens, Montpellier Méditerranée Métropole avait délibéré favorablement en date du 28 juillet 2011 sur une participation financière de 500 000 € sur 3 ans pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR.

Entre décembre 2013 et septembre 2016, 16 projets de maturation dont 11 ont d'ores et déjà donné lieu à la création de start-up, ont été cofinancés par Montpellier Méditerranée Métropole pour un montant total de 460 000 €. L'enveloppe de 500 000 € sera entièrement consommée d'ici décembre 2016 avec le cofinancement de 2 projets supplémentaires.

Fort de l'expérience réussie des 3 dernières années, il est proposé de poursuivre l'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole aux côtés de la Région Occitanie et du FEDER sur les projets de maturation initiés au sein d'AxLR pour l'année 2017 selon les modalités suivantes : 150 000 € de Montpellier Méditerranée Métropole, 750 000 € de la Région Occitanie, 750 000 € du FEDER.

Les principaux enjeux sont :

- positionner Montpellier Méditerranée Métropole comme un partenaire incontournable de la valorisation économique de la recherche publique et conforter sa position au sein des universités et des établissements et organismes de recherche,
- accroître le nombre de projets d'entreprises innovantes issus de la recherche susceptibles de s'implanter sur le territoire métropolitain,
- développer les moyens de financements permettant d'accélérer l'émergence de projets et le processus de création/développement d'entreprises à forte valeur ajoutée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la contribution financière de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 160 000 € sur l'année 2017,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135033-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUËL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – BUSINESS INNOVATION CENTER (BIC) DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - PÉPINIÈRES D'ENTREPRISES (CAP OMÉGA - CAP ALPHA) - DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR L'ANNÉE 2017 - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Les deux pépinières d'entreprises de Montpellier Méditerranée Métropole, Cap Oméga et Cap Alpha, réunies sous le label Business Innovation Center (BIC), permettent aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de moins de trois ans de bénéficier à la fois d'une solution immobilière et de conseils appropriés.

Le but est de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser l'émergence de projets innovants à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesses, et de faciliter l'installation de ces entreprises sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour mener à bien cette mission, le BIC organise des actions collectives au bénéfice des entreprises.

Il s'agit principalement d'actions de formation, de conseil et d'accompagnement assurées par les chargés de mission de Cap Omega et de Cap Alpha, des consultants ou des partenaires institutionnels. Elles sont destinées aux porteurs de projets et dirigeants de jeunes entreprises afin de les aider notamment à acquérir les connaissances et outils nécessaires au pilotage de l'entreprise (marketing, management, gestion, droit, vente etc.).

Pour atteindre l'objectif visé et contribuer ainsi à la pérennisation de ces entreprises, Montpellier Méditerranée Métropole finance directement une partie de l'accompagnement des créateurs et fait appel aux financements susceptibles d'être versés sous forme de subventions par d'autres institutions compétentes en la matière (Union Européenne, Etat, Région, autres collectivités).

Dès lors, il convient d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter les plus larges subventions possibles auprès de ces organismes ou institutions compétents pour l'année 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les plus larges subventions possibles auprès des institutions compétentes pour soutenir les actions menées par le BIC Cap Oméga - Cap Alpha pour l'année 2017 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135051-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – BUSINESS INNOVATION CENTRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - PÉPINIÈRES D'ENTREPRISES (CAP OMÉGA - CAP ALPHA) - MONTPELLIER INTERNATIONAL BUSINESS INCUBATOR (MIBI) - AGRÉMENT DES TARIFS 2017 - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le Business Innovation Centre (BIC) de Montpellier Méditerranée Métropole qui réunit les deux pépinières d'entreprises Cap Oméga et Cap Alpha permet aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de moins de deux ans de bénéficier à la fois d'une solution immobilière et d'un appui intellectuel dans l'attente que soient réunies les conditions de leur implantation définitive.

L'objectif est donc de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser l'émergence de projets innovants ou à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesse et de faciliter l'installation de ces entreprises sur le territoire des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole. Le patrimoine immobilier du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole dévolu au développement des entreprises est également constitué du MIBI. (Montpellier International Business Incubator). Il s'agit d'un immobilier locatif dédié à l'accueil d'entreprises internationales ou françaises réalisant au moins 50% de leur chiffre d'affaires à l'international.

Le premier volet de l'accompagnement est l'offre immobilière dans ces trois bâtiments qui se traduit par la location de bureaux à Cap Oméga et au MIBI, de plateaux tertiaires, d'ateliers et d'espaces aménagés en laboratoire à Cap Alpha.

Le deuxième volet de l'appui apporté par le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole en pépinières consiste en un accompagnement du porteur de projet ou de la jeune entreprise dans ses démarches en vue de trouver les financements nécessaires à son développement, dans sa formation en vue d'acquérir les connaissances et les outils nécessaires au pilotage de l'entreprise, à lui apporter des conseils d'expert ou bien encore à la mettre en relation avec les bons interlocuteurs de son environnement.

Cet accompagnement est considéré comme un investissement de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la création d'entreprises et d'emplois à forte valeur ajoutée. Au-delà d'une participation financière symbolique, la contrepartie essentielle demandée aux entreprises est l'implantation de leur siège ou de leur principal établissement sur le territoire de la Métropole.

Le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole met également à la disposition des entreprises hébergées une gamme de services communs de qualité tels que photocopie, fax, téléphone, accès Internet, etc. L'ensemble de ces prestations logistiques sont facturées immédiatement aux utilisateurs à leur prix de revient ou en référence aux prix du marché.

Pour assurer la continuité du service rendu au sein des pépinières d'entreprises Cap Alpha et Cap Oméga ainsi qu'au MIBI à partir du 1^{er} janvier 2017, le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les tarifs des différentes prestations applicables à compter de cette date.

En 2017, les redevances n'augmentent pas compte-tenu de la stabilité de l'indice de référence des loyers. Les prestations hors énergie qui varient en fonction de l'indice des prix à la consommation sur les 12 derniers mois augmentent de 0,4%. Les prestations liées au coût de l'énergie augmentent de 1,8% pour suivre l'évolution du coût de l'énergie constatée sur les 12 derniers mois. (Sources INSEE, mois d'octobre 2016).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les tarifs joints en annexe,
- dire que ces tarifs seront appliqués dans le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole à Cap Oméga, Cap Alpha et MIBI à compter du 1^{er} janvier 2017,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135257-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – FRAIS DE DÉPLACEMENT À L'ÉTRANGER POUR DES AGENTS DE LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE L'EMPLOI - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique en s'appuyant sur ses réseaux. Elle a renforcé son positionnement international afin de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

L'association NBIA (National Business Incubation Association) est la première organisation internationale rassemblant les professionnels de la création et de l'incubation d'entreprises. Etablie au Etats-Unis, elle compte plus de 1500 membres dans 50 pays.

Lors de la cérémonie organisée en 2007, Montpellier Méditerranée Métropole a obtenu le prix du meilleur incubateur pour l'excellence globale des programmes d'incubation. Il a été à ce titre le 1^{er} incubateur en Europe à être primé.

En 2014, le classement UBI INDEX a nommé le BIC (Business Innovation Center) de Montpellier Méditerranée Métropole à la 4^{ème} place des meilleurs incubateurs internationaux sur un panel de 300 incubateurs dans 67 pays.

Par ailleurs, depuis 3 ans, le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole a été intégré au *board* (conseil d'administration) du NBIA. Cette participation au *board* du NBIA implique le déplacement d'une personne pour participer aux différentes instances plusieurs fois par an au Etats-Unis (4 déplacements dont 3 réunions du *board* et le congrès annuel du réseau). Le coût estimé de ces déplacements pour 2017 s'élèvent à **12 000 €**.

L'association EBN (Européen Bic Network) est le réseau européen des CEEI, pendant du NBIA au niveau européen. Ce réseau de référence rassemble, dans l'Europe élargie, les "Centres Européens d'Entreprise et d'Innovation" et les organismes dont la vocation est de fournir un soutien professionnel multidisciplinaire et de qualité aux entrepreneurs et PME innovants (3 déplacements européens dont le congrès annuel du réseau et 2 réunions techniques). Le coût estimé de ces déplacements pour 2017 s'élèvent à **5 000 €**.

Le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, par sa notoriété internationale, est une référence et un membre actif des réseaux européens. Deux déplacements pour promouvoir le programme Softlanding du BIC (International), ainsi que pour le classement UBI INDEX, interviendront en 2017 pour un coût estimé à **3 000 €**.

Il est proposé d'autoriser les déplacements ci-dessus pour les agents et les élus concernés, ainsi que la prise en charge aux frais réels des aspects logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les déplacements en Europe et aux Etats-Unis des agents et/ou des élus concernés ainsi que la prise en charge ou le remboursement aux frais réels des dépenses afférentes à ces déplacements dans la limite de 20 000 € ;
- dire que les crédits seront proposés au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 et chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135050-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'ACCUEIL DES DÉLÉGATIONS ET DES INTERVENANTS EXTÉRIEURS DANS LE CADRE DES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole relève les grands défis du 21^e siècle pour développer son territoire en répondant efficacement et harmonieusement aux besoins de ses habitants et de ses entreprises. Le passage en Métropole au 1^{er} janvier 2015 amorce une nouvelle ambition de la collectivité pour le territoire.

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole impulse son projet de métropole autour de sept piliers *santé ; numérique ; transports et mobilités ; développement économique, tourisme et industrie ; agro-écologie et alimentation ; commerce et artisanat ; culture, patrimoine et université*. Ces sept piliers correspondent aux domaines d'excellence que la Métropole s'engage à structurer, développer et valoriser.

En matière de développement économique, la Métropole poursuit l'installation et la croissance des entreprises en répondant à leurs besoins, avec ses parcs d'activités, son immobilier communautaire, son Pack croissance et son Business & Innovation Centre (BIC) de renommée internationale.

Fin 2014, la mobilisation des acteurs privés et publics de la filière numérique permet l'obtention du *label French Tech* illustrant le positionnement novateur et le dynamisme économique du territoire aux bénéfices des entreprises et des citoyens.

Montpellier Méditerranée Métropole conduit aussi une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique en s'appuyant sur ses réseaux. Elle a renforcé son positionnement international afin de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

La Métropole coopère ainsi aux quatre coins du monde pour développer son économie et activer des opportunités avec la Chine (Shanghai, Chengdu), les Etats-Unis, le Canada, la Russie, la Belgique, le Brésil et les Emirats Arabes Unis. Pour mener ses actions, la Métropole est appelée à recevoir un certain nombre de délégations étrangères pour promouvoir le territoire. Le budget dédié à l'accueil de ces délégations pour l'année 2017 est estimé au maximum à 8 000 €.

Pour stimuler le développement des secteurs clés de l'économie, Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie sur ses filières d'excellences, notamment le numérique avec la French Tech, la santé et le pack croissance. En 2017, il est prévu de mettre en place des cycles de conférence et des événements autour de ces thématiques. Le budget dédié aux déplacements et à la réception de ces actions est estimé au maximum à 13 000 €.

Pour mener à bien ses missions, le BIC organise des actions collectives au bénéfice des entreprises. Il s'agit principalement d'actions de formation, de conseil et d'accompagnement assurées par les chargés de mission du BIC, des consultants ou des partenaires institutionnels. Certain de ces formateurs interviennent à titre gratuit et seul le déplacement est pris en charge. Le montant dédié à ces actions est estimé au maximum à 500 €.

Enfin, dans le cadre de la stratégie territorial et du rayonnement, il est prévu des conférences de presse nationales. Le budget dédié à ces actions est estimé au maximum à 10 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charges des frais de déplacement et de réception ou le remboursement aux frais réels ci-dessus ainsi que la prise en charge des frais de logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus,

Délibération n° 14315

- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2017 de la Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135052-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ORGANISMES ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURS - AUTORISATION D'ADHÉRER

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Depuis 30 ans, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie de promotion du territoire au niveau local, national et international en s'appuyant sur des réseaux économiques. Elle a renforcé son positionnement afin de faciliter, au travers de ses réseaux, l'implantation et le développement d'entreprises sur le territoire de la Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite favoriser la création d'emplois durables sur son territoire. Pour ce faire, le soutien à la création et à l'implantation d'entreprises, aux filières d'excellences et aux pôles de compétitivité est l'un des axes forts de sa politique de développement économique.

Afin d'amplifier sa stratégie de développement économique, Montpellier Méditerranée Métropole adhère à des organismes économiques de référence en lien direct avec son positionnement et ses filières d'excellence dont il convient de renouveler la participation :

- INBIA (National Business Incubation Association),
- EBN (Européen Bic Network),
- PFCA (Plate-forme interdépartementale de la Création d'Activités),
- TRANSFERT LR (Transfert de technologie en Languedoc-Roussillon),
- UBI INDEX,
- AEROSPACE VALLEY- ESABIC,
- SYNERSUD (Association fédérant en Région les 19 structures d'accompagnement à la création et au développement d'entreprises innovantes).

Le montant de ces cotisations est estimé à 7 000 €.

- RETIS (Réseau français de l'innovation) pour un montant de 2 000 €,
- AGROPOLIS pour un montant de 38 113 €,
- IASP (International Association Sciences and Areas of Innovation) pour un montant de 1 700 €,
- ATOUT FRANCE (Agence pour le développement touristique) pour un montant de 22 000 €,
- TERRES EN VILLE (Association favorisant les échanges entre territoires urbains et périurbains) pour un montant de 3 600 €,
- Fédération des communes oléicoles pour un montant de 500 €,
- CPC pour un montant de 300 €,
- Association EV8 –Tourisme doux – Pistes Cyclables en Europe pour un montant de 10 000 €,
- AVE Alliance Ville emploi pour un montant de 2 950 €,
- AVUF pour un montant de 2 000 €,
- RTES (Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire) pour un montant de 1 350 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le renouvellement annuel des adhésions aux organismes cités,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14316

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme C. MARION, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, Mme I. TOUZARD.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135049-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s) :

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es) :

Mme B. MICHEL

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL -
PORTAGE SALARIAL DE LA REPRÉSENTANTE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE
MÉTROPOLE À CHENGDU (CHINE) - CONVENTION AVEC EUPIC - CONVENTION
AVEC LE CENTRE DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER - FRAIS DE FONCTIONNEMENT -
AUTORISATION DE FINANCEMENT ET DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique. Elle a ainsi entrepris de renforcer son positionnement international et de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

Les relations entre Montpellier Méditerranée Métropole et plus généralement la ville de Montpellier et la Chine bénéficient d'une longue histoire d'échanges réciproques : Dès le début du XXème siècle (1908-1927) s'opère la venue à l'université de Montpellier de dizaines des futurs intellectuels et politiques de la chine moderne dans le cadre du programme « travail-étude » ; plus proche de nous le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981.

Dans la continuité de ces relations préservées, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit depuis 2004 une stratégie de développement principalement dans le cadre de l'économie avec la ville de Shanghai et le District du Yangpu, mais aussi depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et 9 Provinces centrales chinoises.

Ce dernier aspect a permis l'organisation par Montpellier Méditerranée Métropole du Congrès Mondial EUPIC au Corum en septembre 2011, avec la présence de plus de 130 entreprises et officiels chinois dont le vice-ministre de la recherche.

Le partenaire principal de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu demeure l'organisme European-Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats Membres partenaires et les Provinces centrales chinoises.

A ce jour EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, et par l'Union Européenne représentée par 14 Etats (Belgique, République Tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Hongrie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Angleterre et France). La partie chinoise est représentée par 12 provinces (Yunnan, Xingjiang, Shanxi, Tibet, Qinghai, Sichuan, Mongolie Intérieure, Ningxia, Gansu, Guizhou, Chongqing et Guizhou). L'opérateur est la Province du Sichuan et plus particulièrement la ville de Chengdu.

Se développer sur le marché chinois nécessite un travail considérable de terrain et de suivi à long terme et implique le plus souvent l'implantation sur place d'un bureau de représentation ou d'une filiale. Dans le cadre du développement et de la croissance d'une entreprise, innovante ou non, le déploiement à l'international est souvent un facteur clé de réussite.

L'action de Montpellier Méditerranée Métropole avec ses partenaires internationaux, vise précisément à limiter le risque pris par les entreprises souhaitant développer des activités économiques à l'international.

En 2014, une étude de l'université de Paris-Dauphine avec Pramex International précise les opportunités pour une entreprise de s'implanter à l'international, avec à trois ans, une croissance de 13 % des ventes, 8% des embauches et 30 % de la valeur ajoutée pour la société mère, ce qui conforte la stratégie d'accompagnement à l'international mise en place depuis 10 ans par Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis 2004, ce sont plus de 120 entreprises de Montpellier Méditerranée Métropole et 20 entreprises chinoises qui ont bénéficié de nos accords et ont pu accélérer leurs stratégies de conquête de nouveaux marchés.

Quinze d'entre elles ont développé des relations d'affaires poussées avec une implantation physique en Chine et sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Métropole dispose depuis 2013 d'une représentante à Chengdu dans le cadre d'un contrat de 2 ans, avec le Ministère des Affaires Etrangères : Volontariat International en Entreprise (VIE). Le contrat VIE étant limité à 2 ans, pour les années 2015 et 2016 par délibérations n° 12728 et n° 13577, le Conseil de Métropole a décidé de continuer, par périodes de 1 an, la collaboration avec notre représentante à Chengdu dans le cadre d'un portage salarial avec notre partenaire EUPIC.

Pour 2017 il est proposé de continuer cette collaboration, dans exactement les mêmes conditions que le contrat de 2016.

La mission attribuée à la représentante consiste à :

- Assurer la promotion active du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole auprès des entreprises chinoises désireuses de s'internationaliser et de s'implanter notamment sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Assurer le développement des entreprises de Montpellier Méditerranée Métropole en Chine,
- Préparer, suivre et assurer les actions que Montpellier Méditerranée Métropole développe avec Shanghai, Chengdu et la Province du Sichuan dans le cadre d'EUPIC et tout particulièrement la plateforme de promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu,
- Contribuer à la préparation de missions internationales en développant des relations avec les acteurs institutionnels, de la recherche et des entreprises... en Chine, et de missions organisées par nos partenaires chinois vers Montpellier Méditerranée Métropole,
- Assurer un lien étroit entre Montpellier Méditerranée Métropole et EUPIC ainsi que toutes les institutions partenaires,
- En 2017, un nouvel axe Tourisme sera à développer.

Dans le cadre du Développement Economique, afin de pérenniser, d'accroître et de faciliter la présence de Montpellier Méditerranée Métropole en Chine tout particulièrement à Chengdu, il est souhaitable de poursuivre la présence de Montpellier Méditerranée Métropole sur place.

Pour ce faire il est proposé de renouveler pour une année le portage salarial par le partenaire EUPIC.

La représentante de Montpellier Méditerranée Métropole sera accueillie dans le cadre de l'accord général développé avec la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu dans les locaux d'EUPIC pendant la durée de sa mission. Cet accueil s'effectuera au tarif préférentiel de 150 euros par mois pour un bureau de 15 m², soit 1 800 euros pour un an, plus les frais d'entretien du bureau estimés à 900 euros par an (au taux de change actuel de 7,457). Ces frais seront pris en charge par la municipalité de Chengdu puis remboursés par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre d'un contrat.

Dans le cadre de la convention avec EUPIC pour le portage salarial de la représentante à Chengdu pendant douze mois, le coût estimé est de 39 500 euros (au taux de change actuel). Le salaire versé par EUPIC et remboursé par Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de la convention, couvre les frais de salaire, les impôts en Chine, la protection sociale chinoise.

Il convient aussi d'assurer une couverture sociale identique au standard français. Pour ce faire la Caisse des Français à l'Etranger a mis en place au travers de l'organisme Humanis une couverture adaptée pour un coût prévisionnel estimé à 17 741 euros.

Cette couverture sera directement souscrite par Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de l'agent salarié.

Pour réaliser ses missions en Chine et en France, la représentante se déplacera auprès de divers partenaires. Le coût annuel inclut : transports internationaux et internes, frais de réception, frais d'hébergement hors Chengdu, participation à des événements types congrès et foires (inscription, documentation, conception...), frais de visa etc.

En dehors de ces missions, la représentante bénéficiera d'un aller/retour France – Chine au début et au terme ou renouvellement de son contrat, ainsi qu'un aller/retour Chine – France permettant à la représentante d'effectuer ses congés d'été en France et d'y accoler une semaine de travail avec la Direction du Développement Economique de la Métropole.

L'ensemble de ces frais estimés à 9 300 € T.T.C., Ceux-ci seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

La prise en charge des frais inhérents se fera sur la base des frais réels.

La durée de cette prolongation de mission et des conventions afférentes est de douze mois.

La prise en charge financière par la Métropole des coûts des prestations « frais de fonctionnement » (principalement transport, restauration, frais de visas...) peut s'effectuer de deux façons : achat par la Métropole des prestations, remboursement à vue de facture acquittée après le début de la mission (dans ce cas l'achat directement de la prestation est soumis à l'accord préalable des services de la Métropole).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature d'une convention de portage salarial avec EUPIC, concernant la représentante de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu (Chine), pour une période de douze mois à partir du mois de janvier 2017, pour un coût prévisionnel estimé (en fonction du taux de change au 01/10/16) à 39 500 € T.T.C. ;
- autoriser la signature d'une convention avec Humanis (Caisse des Français à l'Etranger), pour les couvertures retraite, santé et prévoyance pour la représentante de Montpellier Méditerranée Métropole

Délibération n° 14317

à Chengdu (Chine), pour une période de douze mois à partir du mois de janvier 2017, pour un coût prévisionnel estimé à 17 741 € T.T.C. ;

- approuver la prise en charge financière des frais nationaux et internationaux de transport, hôtel, réception, location et entretien du bureau en Chine, coût d'établissement du visa, coût divers pour l'organisation ou la participation à des événements types congrès et foires (inscription, documentation, conception ...) estimés pour l'année 2017 à 9 300 euros T.T.C. ;

- autoriser la signature du contrat relatif à la location et à l'entretien des bureaux situés sur la Zone des Hautes Technologies de Chengdu pour un montant prévisionnel annuel de 2 700€ T.T.C. ;

- dire que les crédits sont inscrits au budget des exercices 2017, chapitre 936 ;

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1133530-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE CHIMIE MONTPELLIER (ENSCM) POUR LE PROJET CCB2020 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

A ce titre, la Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur ses 7 piliers que sont la santé, les transports et la mobilité, le numérique, le développement économique-tourisme et industrie, l'agro-écologie-alimentation, la culture-patrimoine-universités et le commerce-artisanat.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le Projet CCB2020 (Campus Chimie Balard 2020) porté par l'Ecole Supérieure Nationale de Chimie de Montpellier

L'objectif du projet Campus Chimie Balard 2020 est de fournir à l'ensemble de la communauté scientifique académique et du monde industriel les moyens technologiques modernes qui permettront d'innover et de favoriser la création de valeurs sur le site montpellierain. CCB2020 permettra aux partenaires institutionnels publics et privés de s'associer dans une démarche de transfert et d'innovation répondant aux priorités régionales (3S, FEDER), aux 9 défis économiques et sociétaux de l'agenda stratégique France-Europe 2020 et s'intégrant également dans les trois piliers du programme H-2020. Pour satisfaire de tels enjeux, les technologies analytiques du pôle chimie Balard regroupées au sein de la Plateforme d'Analyse et de Caractérisation (PAC) se doivent d'évoluer en phase avec les sciences chimiques et instrumentales afin de maintenir à moyen et long termes les capacités de soutien local à la formation, recherche et innovation. Le projet d'achat d'équipements mi-lourds a été défini dans cette perspective d'offre globalisée de haute technologie disponible à la PAC en complémentarité de l'existant. Ainsi, les acquisitions programmées correspondent aux besoins de renouvellement ou de complément d'appareillages existants mais aussi à l'implantation de nouveaux procédés d'analyse visant de fait à consolider et étoffer le parc instrumental réparti en 11 nacelles technologiques (Résonance Magnétique Nucléaire, Spectrométrie de Masse, Diffraction et diffusion des rayons X, Magnétisme, Microscopie électronique, Spectroscopie de Photoélectrons, Spectroscopies Infrarouge et Raman, Spectrométrie Mössbauer, Analyses texturales, Calorimétrie et analyse thermique, Analyse élémentaire et mesures chiroptiques).

Au côté de la force de recherche fondamentale et appliquée du pôle chimie Balard reconnue à l'international, le regroupement et la mutualisation des plateaux techniques proposant diverses méthodologies d'analyse au sein de la Plateforme d'Analyse et de Caractérisation (PAC) garantit la visibilité et l'accès de cette structure à l'ensemble de la communauté scientifique académique et du monde industriel à l'échelon local. Cette organisation s'accompagne d'un adossement à l'Institut Carnot assurant ainsi un positionnement national de la PAC et renforçant son attractivité par la mise en place récente d'une démarche qualité. Par ailleurs, la mise à niveau technologique des nacelles hébergeant des appareillages vétustes et la complémentarité des instruments choisis avec l'offre des plateformes montpellieraines partenaires des pôles Rabelais et MIPS permettent une couverture très large de prestations analytiques haut de gamme positionnant très favorablement le site montpellierain à l'échelon national dans ce domaine.

La mise en place concrète d'un centre de mesures, de compétences, de conseil et de formation regroupant sur un même site un vaste ensemble de techniques d'analyse et de caractérisation sera particulièrement attractive pour le secteur académique, en particulier pour les programmes transverses

3S, et le secteur privé, notamment les PME et TPE. Des solutions globales 'clé en main' pourront être proposées aux industriels confrontés à des questionnements analytiques très divers et complexes. De nombreuses entreprises trouveront dans la PAC le matériel de pointe et les expertises nécessaires aux développements de leurs activités, tout en leur évitant de lourds investissements. Le dispositif et l'offre PAC sont pleinement intégrés dans la stratégie de l'Institut Carnot et de sa structuration en filière industrielle au niveau national : MedTech, Médicament et Chimie-Matériaux.

Il est proposé dans le cadre du projet CCB2020, d'attribuer la contribution de 567 490 euros pour l'acquisition d'équipements mi-lourds de recherche.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier d'une subvention de 567 490 euros pour le projet CCB2020 ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016, chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme C. MARION.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135247-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUËL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU BRGM POUR LE PROJET DEM'EAUX - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

A ce titre, la Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur ses 7 piliers que sont la santé, le numérique, l'agro-écologie-alimentation, les transports et mobilité, le développement économique tourisme et industrie, la culture-patrimoine-universités et le commerce-artisanat.

Après de nombreuses collaborations avec le Bureau des Recherches Géologiques et Minières (BRGM), notamment pour des études sur le Lez, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le projet DEM'EAUX porté par le BRGM de Montpellier dans le cadre de sa politique de coopération territoriale pour la préservation des ressources naturelles.

Les eaux souterraines fournissent 90% de l'alimentation en eau potable de l'ex Région Languedoc-Roussillon et représentent ainsi un enjeu majeur pour le territoire notamment dans le cadre du changement climatique.

Dans ce contexte, un projet de développement et d'innovation intitulé « DEM'EAUX » a été proposé. L'objectif de « DEM'EAUX » est de mettre en œuvre des méthodes innovantes d'exploration des réservoirs souterrains complexes et de conception d'outils d'exploitation et de gestion concertée d'usages multiples et à forts enjeux économiques. Il s'appuie sur deux réservoirs d'eau souterraine complexes, ROUSSILLON et THAU, représentatifs du contexte méditerranéen par leur nature et leur histoire géologique (aquifère sédimentaire pour le Roussillon, aquifère karstique pour Thau), ainsi que par les pressions qui s'y exercent (évolution démographique littorale, développement touristique, changement climatique, ...).

Les ressources en eau souterraine du secteur de l'étang de Thau et plus particulièrement de la presqu'île de Balaruc-les-Bains présentent un intérêt majeur pour le territoire, que ce soit pour l'alimentation en eau potable, mais également pour le développement économique, avec en particulier l'activité conchylicole au niveau de l'étang, ainsi que le thermalisme sur la presqu'île de Balaruc-les-Bains (1^{ère} station thermale en France avec plus de 46 000 curistes en 2014).

Ce secteur est situé à la convergence d'eaux souterraines provenant de divers réservoirs superficiels et profonds : eaux karstiques froides des Causses d'Aumelas et de la Gardiole, eaux d'origine marine (Etang et Mer) et eaux thermales chaudes et minéralisées. Ces différents réservoirs sont en interaction les uns avec les autres selon des processus complexes dont les paramètres ne sont pas tous connus. Ces interactions sont à l'origine de conflits d'usage, de dégradation de la qualité et de problèmes de quantité d'eau. L'aquifère karstique et thermal de la presqu'île de Balaruc a notamment subi des phénomènes d'intrusion d'eau saumâtre par l'intermédiaire de la source sous-marine de la Vise, située dans l'étang de Thau. Lors de ce phénomène dit « d'inversac » qui peut durer plusieurs mois (plus de 6 mois en 2010, près de 6 mois en 2014), la source de la Vise, au lieu de fournir de l'eau douce utile à la vie biologique de l'étang de Thau, absorbe l'eau saumâtre de la lagune. Ce phénomène a pour conséquence une modification des paramètres physico-chimiques des eaux de l'hydrosystème, observé au niveau des ouvrages des thermes de Balaruc et sur la source AEP de Cauvy.

Les enjeux économiques de ce territoire, la fragilité de l'équilibre qui existe entre les différentes ressources en eaux souterraines et la complexité du comportement des différents réservoirs justifient la mise en place d'un démonstrateur pluridisciplinaire et intégré (géologie, hydrogéologie, géochimie et isotopie, modélisation...) visant, par l'innovation, à mieux comprendre la structure et le fonctionnement des réservoirs et permettant de mettre en place à terme un outil de gestion des eaux souterraines.

L'objectif global est de constituer une vitrine technologique sur le territoire en développant une filière complète d'exploration, exploitation et gestion des réservoirs sol/sous-sol par l'innovation, le regroupement et l'organisation des acteurs (recherche, grands groupes, PME, TPE), pour faire du Languedoc Roussillon une région leader pour la connaissance et la gestion durable des réservoirs géologiques.

L'objectif du démonstrateur est de développer les outils, les méthodes et les partenariats nécessaires à la caractérisation et à la modélisation de l'hydrosystème de Thau afin de créer un outil d'aide à la gestion des ressources en eau sur le territoire, capable de simuler différents scénarii (prélèvements, conditions climatiques particulières, changement climatique).

Il est proposé la contribution de Montpellier Méditerranée Métropole au projet DEM'EAUX pour un montant de 200 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution au Bureau des Recherches Géologiques et Minières d'une subvention de 200 000 euros pour le projet DEM'EAUX,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135249-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'UNIVERSITÉ MONTPELLIER POUR LE PROJET IBDLR - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

A ce titre, la Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur ses 7 piliers que sont la santé, le numérique, les transports et la mobilité, l'agro-écologie-alimentation, le développement économique-tourisme et industrie, la culture-patrimoine-universités et le commerce-artisanat.

Ainsi dans le cadre de sa stratégie de soutien à la filière santé, notamment avec le projet Montpellier Capitale Santé et la labellisation du territoire pour le réseau thématique #healtech de la French Tech, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le Projet IBDLR (Initiative Biomarqueurs et Diagnostic en Languedoc-Roussillon) porté par l'Université de Montpellier

Le projet « Initiative Biomarqueurs et Diagnostic en Languedoc-Roussillon » – IBDLR a pour origine, d'une part, la reconnaissance du rôle clé des biomarqueurs pour le diagnostic et la thérapeutique (biomarqueurs et cibles thérapeutiques étant liés en particulier pour le développement de diagnostic compagnon), et d'autre part, la volonté des différents acteurs Régionaux de la filière diagnostique de se structurer autour de cette thématique centrale.

L'IBDLR est une structure transversale s'appuyant sur les différentes plateformes technologiques ou cliniques et dont l'objectif est, d'une part, de favoriser la découverte et la validation de nouveaux biomarqueurs correspondant à des signatures biologiques pertinentes ; et d'autre part d'améliorer la détection de ces marqueurs et les performances du diagnostic par le développement de nouvelles méthodologies. Ces deux axes stimuleront l'innovation dans le domaine de la médecine individualisée, les biotechnologies médicales, les dispositifs d'imagerie et de diagnostic. L'IBDLR bénéficiera de l'environnement (gestion, démarche qualité, formation...) de l'UMS BioCampus Montpellier structure fédérative montpelliéraine des moyens technologiques des Sciences du Vivant qui a été créée en 2011 par le CNRS, l'INSERM et les Universités Montpellier I et II. Le positionnement de l'IBDLR, de la recherche académique/clinique à la preuve de concept (voir ci-dessous), et ses actions détaillées dans cette fiche permettront d'alimenter les opportunités de valorisation industrielle pour la filière diagnostic et de contribuer à sa visibilité nationale et internationale. Le positionnement de l'IBDLR complète les dispositifs déjà en place : Euromediag, CR2i, AxLR. Ses actions sont complémentaires en particulier des actions du CR2i et de la SATT qui accompagnent le passage de la preuve de concept à la commercialisation.

Son principal objectif est de faciliter l'émergence de nouveaux projets, de nouvelles pistes dans le domaine des biomarqueurs, qui pourront être valorisés en aval par l'ensemble des acteurs de la filière diagnostic en région. Cette initiative fait écho à la sélection dans la politique 3S en Languedoc-Roussillon (3S-en-LR) d'un domaine d'innovation Thérapies innovantes et ciblées – Diagnostic. IBDLR se positionne donc en amont dans cette filière et doit permettre d'aller des laboratoires de recherche à la preuve de concept, une démarche qui requiert l'utilisation des plateformes académiques, cliniques et de service. L'action d'IBDLR complète ainsi celle des acteurs avals (SATT, industriels...) en favorisant l'émergence de nouvelles pistes et concepts dans le domaine des biomarqueurs et du diagnostic. Elle doit également assurer une meilleure visibilité à la filière en LR et ainsi contribuer à pérenniser cette activité dans la région.

Pour relever le défi que représentent la découverte et la validation de nouveaux biomarqueurs, des approches fondées sur l'apport de la biologie intégrative et du haut-débit intégrant des données (Big data) de différentes origines seront utilisées dont l'exploitation nécessitera des analyses bio-informatiques spécifiques.

Les innovations associées incluent :

- des approches génomique/séquençage de l'épigénome et du régulome, protéomique/métabolomique quantitative et d'imagerie moléculaire, cellulaire et clinique,
- la définition de nouvelles signatures grâce à la bio-informatique et à la modélisation,
- le développement d'outils chimiques et biochimiques pour la mesure des biomarqueurs (sondes moléculaires, dispositifs de quantification, biopuces...).

Ces innovations combinées dans des actions transdisciplinaires (de la chimie aux patients) auront un impact économique important en proposant de nouveaux dispositifs médicaux basés sur des biomarqueurs diagnostics, pronostics et de réponse aux traitements (diagnostic compagnon).

Le marché du diagnostic médical connaît une croissance importante depuis dix ans (+ de 4% par an). Les biomarqueurs sont au centre de ce marché, pourtant l'avènement et l'utilisation de nouveaux sont soumis à de nombreux aléas. Afin d'identifier des biomarqueurs originaux et de développer des approches dites « de rupture », il faut disposer à la fois des nouvelles technologies (haut-débit, multiplexage, nouvelles sondes) et des outils de traitement des données (bio-informatique). Mais tout aussi important, il faut dès la phase de recherche s'interroger sur la pertinence clinique des marqueurs. Cela nécessite une approche multidisciplinaire impliquant cliniciens, biologistes, chercheurs et industriels et des étapes préliminaires (preuve de concept) de validation grâce à des ressources cliniques (prélèvements organisés en bio-banques, données clinico-biologiques). En agissant sur ces premières étapes d'identification et de validation, l'IBDLR aura un impact économique en augmentant les opportunités de valorisation industrielle régionales de ces biomarqueurs « candidats ».

Il est proposé d'attribuer une contribution dans le cadre de ce projet IBDLR de 378 590 euros pour un coût de 448 802 euros d'acquisition d'équipements, le CNRS contribuant à hauteur de 70 712 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Université de Montpellier d'une subvention de 378 590 euros pour le projet IBDLR,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135234-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT (IRD) POUR LE PROJET CELIMER - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur ses 7 piliers que sont la santé, le numérique, les transports et la mobilité l'agro-écologie-alimentation, le développement économique-tourisme et industrie, la culture-patrimoine-université et le commerce-artisanat.

Ainsi dans le cadre de sa stratégie de développement économique et de soutien à l'innovation, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le Projet CELIMER porté par l'Institut de Recherche pour le Développement

Le Projet CELIMER a pour objectif de créer un pôle visible et attractif des sciences marines en région Occitanie. La vision du projet est que le pôle soit reconnu comme un leader national et international dans le domaine de la recherche, de la formation et de l'innovation dans les sciences marines, avec pour priorités géographiques la Méditerranée et les Pays du Sud. Le projet ambitionne de développer des recherches collaboratives publiques-privées ambitieuses.

Comprendre et prédire la dynamique de la biodiversité et des écosystèmes marins, assurer la durabilité des activités humaines en lien avec la mer, nécessitent des recherches à partir d'équipements d'observation et d'analyses combinant les sciences du vivant et environnementales. CELIMER crée un réseau de plateaux techniques et analytiques coordonnés pour observer, expérimenter et modéliser la biodiversité marine. Ces équipements viennent renforcer les plateaux techniques et analytiques de Montpellier – Sète et Palavas existants - et permettent de créer de nouvelles plateformes (Biologging lab, Scenario lab) uniques en France.

Le projet CPER CELIMER permet de développer un véritable espace de recherche performant et attractif, dédié aux sciences marines, de par la création ou le renforcement de plusieurs plateaux techniques.

La contribution de Montpellier Méditerranée Métropole, s'inscrit sur dans le cadre de l'acquisition d'instruments pour le développement des plateaux techniques et analytiques de Microscopie, d'Ecophysiologie et Instrumentation de terrain localisés sur le site de la faculté des Sciences de Montpellier.

- **Plateau de MICROSCOPIE** : la priorité est mise sur l'acquisition d'une première vague d'instruments d'observation dédiés à l'étude des compartiments planctoniques. Ces instruments absents de la Métropole seront mis en réseau grâce au plateau technique de Microbiologie MARBEC localisé au bâtiment 24 de l'Université de Montpellier. Trois instruments ont été identifiés pour cette demande de subvention : (1) Un microscope inversé avec micromanipulateur permettant l'isolement des cellules phytoplanctoniques pour leur analyse et culture. (2) Un microscope en fluorescence variable type Imaging PAM mesurant la photosynthèse cellule par cellule des bactéries et cellules eucaryotes. (3) des accessoires pour FlowCAm, système couplé de numérisation et de traitement d'images pour l'analyse

automatisée, ou semi-automatisée, de la composition phytoplanctonique d'échantillons d'eau de mer.

- **Plateau INSTRUMENTATION DE TERRAIN** : un fluormètre immergeable est un instrument innovant et unique au monde pour étudier la photosynthèse in situ des plantes sous-marines, y compris les herbes marines, les macroalgues, et zooxanthelles dans les coraux.
- **Plateau d'ECOPHYSIOLOGIE** : la mise en œuvre de certaines approches expérimentales sur modèles vertébrés aquatiques nécessite des installations agréées et situées à proximité des plateformes d'analyse (biologie moléculaire, biologie cellulaire et imagerie notamment). Le financement accordé par la Métropole vise à équiper ces zones expérimentales: (1) de bassins pour la salle de quarantaine/acclimatation - Il s'agit de bassins équipés de systèmes de recirculation et de traitement de l'eau (filtration biologique et mécanique) - (2). de système de traitement de l'eau avant évacuation : un dispositif de stockage de l'eau, de recirculation, de traitement aux UV et d'évacuation sera mis en place - (3) de matériel de base pour le conditionnement des échantillons et les mesures biométriques pour le Laboratoire humide.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Institut de Recherche pour le Développement d'une subvention de 200 000 euros pour le projet CELIMER ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016, chapitre 906;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135245-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY POUR LE PROJET CEPS - CONVENTION DE FINANCEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

A ce titre, la Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur ses 7 piliers que sont la santé, le numérique, les transports et la mobilité, l'agro-écologie-alimentation, le développement économique-tourisme-industrie, la culture-patrimoine-universités et le commerce-artisanat.

Ainsi dans le cadre de sa stratégie de soutien à la filière santé, notamment avec le projet Montpellier Capitale Santé et la labellisation du territoire pour le réseau thématique #healtech de la French Tech, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le Projet CEPS (Plateforme universitaire européenne de méthodologie de la recherche interventionnelle non médicamenteuse) porté par l'Université Paul Valéry.

La Plateforme CEPS est une organisation de réflexion méthodologique sur la recherche interventionnelle non médicamenteuse. Elle vise à faciliter le travail des chercheurs européens dans la veille, la conception, la réalisation et la publication d'études interventionnelles destinées à vérifier l'efficacité des Interventions Non Médicamenteuses (INM).

La Plateforme CEPS identifie les méthodologies de validation clinique respectant la dignité, la liberté et la santé des êtres humains. Sa gouvernance intègre des représentants professionnels et des patients.

Elle participe à l'amélioration de la qualité des études. Ce travail exige un regard multidisciplinaire, des sciences biologiques aux sciences humaines, de l'ingénierie technologique aux mathématiques, des sciences économiques aux sciences politiques, de l'histoire à la philosophie. La Plateforme CEPS donne des outils pour accélérer la recherche de qualité dans le secteur des INM soumis à divers scepticismes et abus.

La Plateforme CEPS complète l'écosystème européen en proposant aux chercheurs européens des ressources en accès libre pour les essais cliniques non médicamenteux et les méta-analyses. Elle propose un métamoteur de recherche, des ressources méthodologiques pour la recherche interventionnelle non médicamenteuse, un congrès international (iCEPS) et un annuaire des chercheurs et des laboratoires travaillant sur le sujet. Ces outils seront disponibles d'ici 2020 avec l'aide du CPER 2015-2020.

La Plateforme contribue à faire de la Métropole et la Région Occitanie le lieu où sont conçues les INM, où elles sont évaluées et où elles sont valorisées. De nombreuses entreprises, associations et organismes publics sont positionnés sur le secteur.

Il est proposé d'attribuer, dans le cadre de ce projet CEPS, la contribution globale de 200 000 € pour un coût global de 638 900 € d'acquisition d'équipements, le Conseil Régional et l'Etat contribuant respectivement à hauteur de 398 200 € et 40 700 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 14322

- approuver l'attribution à l'Université Paul Valéry d'une subvention de 200 000 euros pour le projet CEPS ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016, chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135246-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'UNIVERSITÉ MONTPELLIER POUR LE PROJET BNIF - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

A ce titre, la Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur ses 7 piliers que sont la santé, le numérique, les transports et la mobilité, le développement économique-tourisme et industrie, l'agro-écologie-alimentation, la culture-patrimoine-universités et le commerce-artisanat.

Ainsi dans le cadre de sa stratégie de soutien à la filière santé, notamment avec le projet Montpellier Capitale Santé et la labellisation du territoire pour le réseau thématique #healtech de la French Tech, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le Projet BNIF (BioNanoImaging Foundry) porté par la « plateforme d'imagerie RMN du petit organisme » de l'Université de Montpellier.

Ce projet, très fortement multidisciplinaire, regroupe des chercheurs issus d'horizons variés (physiciens, électroniciens, chimistes, informaticiens, biologistes, agronomes, médecins, ...), et présente une forte implication de partenaires privés (fabricants d'équipements et éditeurs de logiciels).

La plateforme proposera à la communauté scientifique académique ou privée, une offre aussi complète que possible d'innovations et de services en imagerie du vivant. La mutualisation des équipements lourds et des compétences sur la plateforme de services permettra de garantir une optimisation des moyens matériels et humains.

BNIF sera également complémentaire des plateformes biologiques d'imagerie cellulaire et moléculaire (MRI, PHIV et RHEM) organisées dans l'UMS BioCampus et dont elle sera le versant macroscopique. Elle s'articulera en outre avec les plateformes amont pour les études longitudinales in vivo d'animaux (RAM) et de végétaux (Agropolis International).

BNIF aura deux activités : d'une part, celle d'une plateforme de service en imagerie afin de répondre à une question biologique, d'autre part celle de démonstrateur, par le développement et la mise en œuvre de nouvelles technologies d'imagerie.

L'ambition de BNIF est de favoriser la recherche translationnelle, « de l'éprouvette au lit du patient, du spin à la plante », ce qui se traduira par un impact significatif en termes de développement économique et de création d'emplois. Les entreprises de biotechnologie, utilisatrices des services de BNIF, bénéficiant d'une large gamme de prestations et d'expertises de haut niveau, seront mieux à même de procéder au développement et à la validation de leur produit, ceci se traduisant par des gains substantiels en matière de compétitivité. Les entreprises associées impliquées dans le développement de technologies d'imagerie trouveront sur BNIF un environnement intégré unique, apte à faciliter leur R&D et à raccourcir leur cycle de validation. Elles bénéficieront également d'une visibilité accrue auprès des utilisateurs et des partenaires de BNIF. Ainsi, en améliorant la compétitivité et les capacités d'innovations des entreprises et en favorisant les transferts technologiques, BNIF contribuera de manière indéniable à la création de valeurs et d'emplois et par là-même au renforcement de l'attractivité du territoire.

Délibération n° 14323

Il est proposé une contribution globale au projet BNIF de 200 000 € pour un coût global de 2 005 000€ d'acquisition d'équipements. La Région contribuant à hauteur de 411 000 €, l'Etat 200 000 €, le FEDER 656 000€ et autres financements 538 000€ (Mécénat, ressources propres, autres...).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Université de Montpellier d'une subvention de 200 000 euros pour le projet BNIF,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135238-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUËL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'UNIVERSITÉ MONTPELLIER POUR LE PROJET MESO LR - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

A ce titre, la Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur ses 7 piliers que sont la santé, le numérique, les transports et la mobilité, le développement économique tourisme et industrie, l'agro-écologie-alimentation, la culture-patrimoine-universités et le commerce-artisanat.

Ainsi dans le cadre de son soutien au développement économique et à l'innovation, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le Projet MESO LR porté par l'Université de Montpellier

MESO@LR est un projet mutualisé de centre de calcul haute performance et de gestion des données porté par l'Université de Montpellier. Cette mutualisation est indispensable compte tenu des investissements de plus en plus lourds en informatique dans le « big data ». Il sera ouvert à l'ensemble de la communauté académique et aux entreprises. Le mode de fonctionnement sera simplifié et proposera un guichet unique, d'une grande visibilité.

Les équipements de calcul et de stockage de Meso@LR seront hébergés au Centre Informatique National de l'Enseignement Supérieur (CINES) et bénéficieront ainsi de l'environnement technique nécessaire.

Le projet MESO LR aura un impact clair et quantifiable sur la recherche et l'innovation en région. Il apportera de nouvelles compétences, moyens et outils permettant un renforcement de l'offre de formation vers le calcul intensif (HPC) et l'analyse des données massives. Une tranche des moyens du Centre aura pour vocation la formation des ingénieurs et masters en collaboration avec les établissements d'enseignement supérieur dans le cadre de séances organisées par le Centre ou en collaboration avec d'autres acteurs de la simulation frontière, comme le CINES.

MESO LR répondra à l'accélération significative des besoins de stockage et de calcul haute performance (HPC), en calcul haut débit (HTC) et en gestion des données dans les sciences. En région, ceci concerne tous les domaines scientifiques, notamment pour répondre aux exigences des recherches liées aux interfaces avec le vivant et l'environnement.

Le projet MESO LR a pour objectif la création d'un meso-centre, aux premiers rangs européens, pour répondre aux demandes de tous les acteurs du site Montpelliérain, industriels et académiques, en termes de stockage de l'information, de son traitement et aussi des calculs frontières.

Il est proposée une contribution dans le cadre de ce projet MESO LR de 250 000 euros pour un coût global de 2 800 000 euros d'acquisition d'équipements, le Conseil Régional contribuant à hauteur de 2 550 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Université de Montpellier d'une subvention de 250 000 euros pour le projet MESO LR,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016, chapitre 906,

Délibération n° 14324

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135240-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'UNIVERSITÉ MONTPELLIER POUR LE PROJET PRO 3D - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

A ce titre, la Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur ses 7 piliers que sont la santé, le numérique, les transports et la mobilité, le développement économique, tourisme et industrie, l'agro-écologie-alimentation, la culture-patrimoine-universités et le commerce-artisanat.

Ainsi dans le cadre de sa stratégie de développement économique et de son soutien à l'innovation, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le Projet PRO3D porté par l'Université de Montpellier

Le projet PRO3D, (CPER 2015-2020), se propose tout d'abord de promouvoir et développer de façon concertée les nouvelles techniques de conception et fabrication mécaniques, avec recours à la fabrication additive, dans les différents sites universitaires et éviter ainsi des doublons inutiles et conduire à une optimisation des investissements consentis pour l'achat, l'entretien et l'utilisation des matériels. Ce projet vise aussi à accroître la capacité des TPE/PME/PMI à participer au processus de croissance et d'innovation, et notamment en lien avec l'UIMM, partie prenante de ce projet.

Au sein de PRO3D, l'achat d'une imprimante 3D laser-métal a été défini comme étant une première priorité. En effet, l'arrivée d'une telle imprimante commercialisée, et donc opérationnelle, permettra de répondre immédiatement à la demande préexistante de certaines PME-PMI et de certains laboratoires. En matière de formation aussi, l'investissement en temps sera réduit ce qui permettra d'intégrer ce matériel dans les TP et projets. Ce type de matériel, encore rare sur le marché, demande un fort investissement scientifique et technique pour être utilisé de façon optimale, d'où l'intérêt de son arrivée en milieu académique.

La proposition d'un environnement unique Formation/Recherche/Innovation dans le domaine de la fabrication additive correspond tout d'abord à une mutation profonde de certaines techniques d'ingénierie, et rentre complètement dans les stratégies régionales de recherche et d'innovation. La mise en place d'un centre de prototypage et fabrication additive permettra de répondre à des demandes provenant de plusieurs domaines scientifiques et industriels.

Le dispositif recherché est un système de fabrication additive directe de pièces et d'outillages métalliques. Son principe repose sur un frittage d'une poudre métallique en fusion. Ce procédé est établi et éprouvé de longue date et est devenu une référence en matière de fabrication additive. Le système permet de construire directement des pièces métalliques à partir de données CAO

tridimensionnelles, automatiquement et sans le moindre outillage. Réalisées par couches à partir d'une fine poudre métallique fondue au moyen d'un rayon laser, les pièces peuvent présenter des formes extrêmement complexes. La rapidité du procédé permet de produire des pièces à l'unité ou en petites séries de manière flexible et économique, ainsi que d'en accélérer l'introduction sur le marché.

En 2016, la contribution globale de Montpellier Méditerranée Métropole au projet PRO3D proposée s'élèvera à 170 000 euros pour un coût global de 580 000 euros d'acquisition d'équipements. La Région contribuant à hauteur de 400 000 euros ainsi que 10 000 euros de fonds propres du Laboratoire Mécanique et Génie Civil.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Université de Montpellier d'une subvention de 170 000 euros pour le projet PRO3D,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135241-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUËL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CITÉ INTELLIGENTE - APPEL À MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT CHALLENGE NUMÉRIQUE SMART CITY ET CHALLENGE OPEN DATA SMART CITY AVEC LE PÔLE AEROSPACE VALLEY ET TOULOUSE MÉTROPOLE - RÈGLEMENT - CONVENTION AVEC BPIFRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est impliquée dans un processus de Cité intelligente depuis 6 ans, concomitamment à la labellisation EcoCité pour le projet « de Montpellier à la mer ». La Cité intelligente, composante clef du projet French Tech montpellierain, touche tous les piliers de la Métropole : la santé, le numérique, les transports et la mobilité, le développement économique, le tourisme, et l'industrie, la culture, le commerce et l'artisanat... C'est résolument une approche transverse.

La démarche Cité intelligente vise à imaginer de nouveaux services urbains et à stimuler l'économie par l'innovation, conformément aux orientations et principes fondateurs de la nouvelle feuille de route adoptés par délibération n°13817 en date du 26 mai 2016.

En effet, la Métropole a clôturé une première phase de Challenges fin août 2016 après avoir répondu à un appel à manifestation d'intérêt du Ministère de l'Economie « Challenge Big Data » en 2014 pour capter des fonds Bpifrance pour l'animation du Challenge et, pour les entreprises lauréates des Challenges, pour l'expérimentation de services urbains innovants. A ce titre, 4 start ups du BIC de Montpellier ont été lauréates et ont pu expérimenter des services innovants, connectés et urbains.

La Métropole est désormais partenaire du Booster NOVA qui est un programme d'innovation ouverte unique, visant à confronter les problématiques de diverses filières aux technologies actuelles numériques et spatiales. Il vise à faire émerger des solutions innovantes utilisant et traitant les données métiers, tout en les enrichissant de données et signaux complémentaires : Observation de la Terre, Internet des Objets, Géolocalisation...

Booster NOVA, piloté par le Pôle de compétitivité Aerospace Valley, est articulé autour de 6 filières:

- L'énergie,
- L'industrie maritime et côtière,
- L'agriculture,
- Les économies des pays en voie de développement,
- La maîtrise de l'espace de vie,
- La Smart City avec Montpellier Méditerranée Métropole et Toulouse Métropole,

Les Challenges Numériques Smart City et les Challenges Open Data Smart City ont pour objectif de faire émerger des applications innovantes de la ville intelligente sur des thématiques, qui utilisent à la fois des données ouvertes et accessibles des métropoles partenaires et des données issues des technologies spatiales. Ces challenges portent aussi la volonté de généraliser l'open data dans la lignée de la loi pour une république numérique en favorisant la publication de nouvelles données à travers des projets innovants, projets dont l'interopérabilité et la réutilisation seront pris en compte tout comme la dimension ouverte des développements.

Les Métropoles mobilisent leurs Communes membres pour enrichir l'offre de données à destination des porteurs de projet.

Depuis 2012, Montpellier Méditerranée Métropole et Toulouse Métropole ont initié une démarche de mise à disposition des données publiques (open data) dans une volonté à la fois de levier économique, de transparence de l'action publique mais aussi de modernisation de l'action publique.

Cette démarche s'inscrit désormais pleinement dans les politiques de ville intelligentes portées par les deux métropoles.

Labellisées « Métropole French Tech » le 12 novembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole et Toulouse Métropole sont reconnues comme des pôles majeurs en France pour le numérique.

Les deux entités ont choisi le thème des données utilisées pour la gestion des villes comme sujet d'organisation de Challenges numériques et Challenges Open Data, destinés à faire émerger des innovations.

Les Challenges numériques et Challenges Open Data ont ainsi pour objectif d'identifier 4 projets d'entreprises susceptibles de faire émerger de nouveaux projets de services et usages pour les citoyens à partir des données collectées.

Le travail en commun des deux métropoles permettra d'améliorer les retours d'expérience sur les applications développées et donnera ainsi plus de chances aux développeurs de trouver un marché.

Les projets sélectionnés feront ensuite l'objet d'une sollicitation auprès de Bpifrance pour l'obtention d'un co-financement.

La sélection s'appuiera sur les critères suivants :

- Service : niveau d'utilité, de valeur ajoutée... ex : utilité sociale, intérêt dans le contexte de l'évolution des modes de vie urbains... Inscription du projet dans les objectifs des Métropoles ;
- Adéquation aux objectifs du challenge : utilisation des données des Métropoles ;
- Caractère innovant : nouveauté, à argumenter avec des éléments de marché, avantage concurrentiel (pour le porteur de projet, pour le territoire...) ;
- Retombées économiques potentielles : business model (compatible avec celui des plateformes et éventuellement des données), viabilité et potentiel de développement du projet.

Les challenges sont ouverts à l'ensemble des PME françaises.

L'objectif des challenges est le financement par Bpifrance de 4 projets de développement à hauteur de 70 000 euros maximum chacun. Montpellier Méditerranée Métropole recevra également une aide financière à hauteur de 50 000 euros au titre de l'organisation des challenges. La convention entre Bpifrance et Montpellier Méditerranée Métropole au titre du projet commun avec le Pôle Aerospace valley et Toulouse Métropole qui formalise les relations entre Bpifrance et les bénéficiaires de financements accordés via le FSN sera signée ; le règlement, diffusé sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, fixe les modalités des Challenges numériques.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la participation au Challenge numérique aux cotés de Toulouse Métropole et du Pôle de compétitivité Aerospace valley,
- adopter le règlement des Challenges numériques,
- dire que les crédits sont prévus au budget de l'exercice 2016,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention avec bpifrance et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135091-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CITÉ INTELLIGENTE - CONVENTION DE RECHERCHE - CAPTEURS INNOVANTS ENVIRONNEMENTAUX : CONTRIBUTION CITOYENNE - UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER/INSTITUT ÉLECTRONIQUE DES SYSTÈMES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est impliquée dans un processus de Cité intelligente depuis 6 ans, concomitamment à la labellisation EcoCité pour le projet « de Montpellier à la mer ». La Cité intelligente, composante clef du projet French Tech montpelliérain, touche tous les piliers de la Métropole : la santé, le numérique, la mobilité, le développement économique, le tourisme, la culture, le commerce, et l'artisanat... C'est résolument une approche transverse.

La démarche Cité intelligente vise à imaginer de nouveaux services urbains et des dispositifs numériques contribuant à améliorer la participation citoyenne et à stimuler l'économie par l'innovation, conformément aux orientations et principes fondateurs de la nouvelle feuille de route adoptés par délibération n°13817 en date du 26 mai 2016.

L'Université de Montpellier possède une expertise scientifique sur les acquisitions de données (conception, mise en œuvre, analyse et fiabilité), et un savoir-faire pour le développement de capteurs innovants et de systèmes d'observation et de mesures.

Le laboratoire Institut Electronique des Systèmes (IES) travaille activement sur les technologies RFID et les capteurs passifs dans le but de faire émerger de nouvelles applications notamment autour de la santé, du monde pharmaceutique, de l'agronomie. Des procédés de fabrication non conventionnels y sont étudiés notamment pour rendre possible l'intégration d'électronique sur support flexibles et à faible coût.

Dans le cadre de ce projet, il est proposé de concevoir un dispositif passif et bas coût pour la mesure de température et d'humidité de l'environnement urbain. Du fait de leur faible coût (quelques euros), et de l'absence de connexion avec une source d'alimentation, ces dispositifs peuvent être déployés en grand nombre dans les lieux publics sous forme d'étiquettes. Un autre avantage non négligeable de cette technologie concerne la maintenance très réduite des capteurs RFID car ils fonctionnent sans batterie.

Ces dispositifs seront testés sur des infrastructures de la Métropole comme les arrêts de bus et tramways. Ces systèmes viendront en complément des étiquettes NFC déployés par la Métropole dans le cadre de la ville intelligente.

Ce type de communication sans contact peut se baser sur les technologies actuelles du type RFID HF, connues sous le terme NFC. Cette technologie sans-fil présente des caractéristiques intéressantes : les transpondeurs RFID ne requièrent que très peu d'énergie pour communiquer et peuvent donc s'alimenter via le champ magnétique du lecteur externe, générés par les périphériques NFC des smartphones. En outre, ils peuvent également alimenter une électronique externe, tel qu'un capteur, toujours via l'énergie récupérée.

L'originalité du projet est de proposer un nouveau paradigme de communication des données dans lequel le citoyen devient un acteur de la ville intelligente. Il permet ainsi via une lecture du capteur NFC à l'aide de son smartphone de remonter les données sur un cloud. Si on prend l'exemple de la température, les données ainsi collectées sont affichées en instantané sur le smartphone du citoyen à l'aide d'une application, mais sont également mises à disposition de façon anonymisée sur le cloud via cette même application. Cette donnée environnementale vient compléter la base de données temps réel de l'open data. La Métropole pourrait ainsi disposer d'une cartographie fine et en temps réel de divers paramètres environnementaux.

Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien financier à l'Université de Montpellier, pour la réalisation du projet à hauteur de 50 000 euros TTC, dans le cadre de la signature d'une convention de partenariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le contrat de collaboration de recherche entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier ;
- autoriser le versement de 50 000 euros TTC à l'Université de Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le contrat de collaboration de recherche avec l'Université de Montpellier, et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135187-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CITÉ INTELLIGENTE - CITY4AGE, PROJET EUROPÉEN H2020 - SITE PILOTE AVEC LE PÔLE AUTONOMIE SANTÉ DE LA VILLE DE LATTES - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CCAS DE LATTES ET L'INSTITUT MINES TÉLÉCOM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est impliquée dans un processus de Cité intelligente depuis 6 ans, concomitamment à la labellisation EcoCité pour le projet « de Montpellier à la mer ». La Cité intelligente, composante clef du projet French Tech montpellierain, touche tous les piliers de la Métropole : la santé, le numérique, la mobilité, le développement économique, le tourisme, la culture, le commerce et l'artisanat... C'est résolument une approche transverse.

La démarche Cité intelligente vise à imaginer de nouveaux services urbains et des dispositifs numériques contribuant à améliorer la participation citoyenne et à stimuler l'économie par l'innovation, conformément aux orientations et principes fondateurs de la nouvelle feuille de route adoptés par délibération n°13817 en date du 26 mai 2016.

L'Institut Mines-Télécom (IMT) et Montpellier Méditerranée Métropole coopèrent dans le cadre d'une convention cadre de collaboration adoptée par le Conseil de Métropole le 16 décembre 2015 par délibération n°13463 ayant pour objet la mise en œuvre de projets innovants en rapport avec de nouvelles technologies et/ou méthodologie en rapport avec la Cité intelligente, en particulier au service du bien vivre et du bien vieillir des personnes âgées, à domicile ou dans la ville.

Le projet, intitulé City4Age, est un projet européen dans le cadre du programme Horizon 2020 qui a pour objectif principal de permettre la création de « villes à ambiance aidée » (Ambiant Assisted Cities), ou de villes qui respectent les personnes âgées, ou de collectivités urbaines de personnes âgées vivant dans les villes « intelligentes ». L'objectif est donc d'expérimenter dans des villes pilotes, Singapour, Dortmund, Lecce, Madrid, Athènes, Birmingham et Montpellier, une gamme d'outils et de services permettant de détecter assez tôt des troubles cognitifs, des fragilités chez des personnes âgées lorsqu'elles sont chez elles ou dans la ville, et d'atténuer les risques détectés. L'objectif de ce projet est d'expérimenter des solutions de capture et d'interprétation des mouvements des personnes en risque de fragilité dans leur vie quotidienne, au domicile et dans la ville, permettant de détecter le plus précocement possible des changements de comportement physiques ou cognitifs pouvant traduire une aggravation de leur état de fragilité.

En outre, la ville de Lattes s'est engagée depuis plusieurs années dans une démarche originale de promotion des aides techniques et technologiques pour l'autonomie avec l'ambition de créer un pôle d'excellence à l'échelle européenne, le Pôle Autonomie Santé dédié à la qualité de vie des personnes en difficultés d'autonomie. Depuis 2009, elle a créé un lieu ressources sur ces aides techniques et technologiques, l'Etape, géré par son Centre Communal d'Action Sociale et animé par une équipe pluridisciplinaire.

La mairie de Lattes propose ainsi de mettre à disposition du CCAS de Lattes un logement dont elle est propriétaire pour servir d'appartement expérimental au LIRRM (Laboratoire d'informatique, de robotique et de microélectronique de Montpellier)/IMT sur la durée du projet City4Age.

Ce projet sur le site pilote de Montpellier-Lattes consiste à suivre sur deux années 20 personnes de plus de 65 ans en risque de fragilité dans leur vie quotidienne au domicile et dans la ville.

Ce site d'expérimentation permettra à l'équipe de recherche de l'IMT et du LIRRM (Université de Montpellier) : dans un premier temps, de tester en situation réelle les solutions technologiques de capture de mouvement et dans un second temps, de faire découvrir aux seniors volontaires, les solutions techniques qui seront installées à leur domicile et leur en faire éprouver le fonctionnement usuel.

Enfin, Montpellier Méditerranée Métropole pourra servir de territoire d'expérimentation, de "living labs", au regard de ses compétences en matière d'aménagement du territoire, de gestion de la voirie et de fournisseur de service téléalarme. Elle pourra être facilitateur pour mener des expérimentations sur l'espace public sur le territoire de la Métropole.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole mettra à disposition son infrastructure qui comprend des technologies d'instrumentation (Machine to machine (M2M), réseau de capteurs, internet des objets) et des technologies émergentes (sans contact, radio basse fréquence, capteurs basse consommation...) sur l'espace public pour procéder à des essais en temps réel afin de mieux identifier les usages potentiels et favoriser les remontées d'informations.

Les leçons tirées de ce projet permettront également à Montpellier Méditerranée Métropole de mieux penser l'urbanisme, et de contribuer à apporter de nouveaux usages aux seniors, puis éventuellement élargir à d'autres cibles.

In fine, ce sont les seniors qui profiteront de ces travaux au travers de services innovants ou améliorés, d'un territoire mieux adapté à leurs besoins, d'une meilleure compréhension de leur « Capital Santé » et des mécanismes conduisant à la dépendance.

La convention proposée a pour objet de définir les modalités de collaboration entre les parties et en particulier les conditions de mise à disposition d'un appartement de démonstration.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de collaboration avec le Centre Communal d'Action Sociale de la commune de Lattes et l'Institut Mines Télécom ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer convention de collaboration et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135203-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU
TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODERNISATION DU CONTENU DU PLAN LOCAL D'URBANISME - EXERCICE DU DROIT D'OPTION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du Code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme (PLU), publié au Journal Officiel le 29 décembre 2015, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Il s'impose aux procédures d'élaboration ou de révision générale de PLU engagées à compter de cette date.

L'article 12 dudit décret établit, toutefois, une série de dispositions transitoires visant à sécuriser les PLU existants et leurs procédures d'évolution. Il précise, dans ce cadre, que les dispositions des articles R.123-1 à R.123-14 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015, relatives au contenu d'un PLU, demeurent applicables aux PLU dont la révision, la modification ou la mise en compatibilité a été engagée avant le 1^{er} janvier 2016. Ces dispositions sont également applicables aux PLU qui font l'objet d'une procédure de révision dite allégée, de modification ou de mise en compatibilité engagée après le 1^{er} janvier 2016.

Plus particulièrement, il précise que dans les cas d'une élaboration d'un PLU ou d'une révision dite générale d'un PLU existant, prescrite avant le 31 décembre 2015, un Conseil 'communautaire' peut décider, par délibération expresse, que sera applicable au document l'ensemble des nouveaux articles R.151-1 à R.151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole, ayant prescrit l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) par délibération n°13352 en date du 12 novembre 2015, dispose d'un droit d'option qu'il s'agit d'exercer pour pouvoir établir un document d'urbanisme au contenu modernisé.

En l'occurrence, l'évolution du contenu du PLU, inscrite en continuité de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite loi ALUR), vise à proposer des outils réglementaires plus adaptés aux situations et aux diversités locales, aux opérations d'aménagement complexes et aux enjeux urbains, paysagers et environnementaux et, de ce fait, faciliter la traduction des projets urbains.

Cette modernisation du contenu du PLU s'appuie, en très grande partie, sur les outils réglementaires existants. Elle a permis de réinterroger leur contenu et leur forme en vue de faciliter leur utilisation, d'accroître la traduction opérationnelle des règles édictées et de mieux prendre en compte les enjeux contemporains de l'urbanisme.

Les articles R.151-1 à R.151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016 ont notamment pour vocation de :

- **Faciliter l'usage du règlement** pour les porteurs de projet et les services instructeurs en organisant une structuration thématique, décomposée en trois parties, afin de rendre plus explicites les objectifs poursuivis : les dispositions relatives à l'usage des sols et la destination des constructions (où puis-je construire ?), les dispositions relatives aux caractéristiques architecturales, urbaines et écologiques (comment réaliser l'insertion de ma construction dans son environnement ?) et les dispositions relatives aux équipements et réseaux (comment je m'y raccorde ?). Dans cette optique, il est également à noter que le recours à l'illustration et à la représentation graphique des règles est, par ailleurs, largement favorisé.
- **Simplifier et clarifier le statut des règles** en distinguant plus clairement leur caractère obligatoire ou non (suppression de l'obligation de réglementer l'implantation des constructions par rapport aux voies et aux limites séparatives, possibilité de réglementer *a minima* pour faciliter la mise en œuvre du projet de territoire), en s'appuyant sur une base lexicale nationale visant à clarifier la définition des principales terminologies utilisées (tout

en laissant la possibilité au PLU de le compléter et de le décliner localement) et en allégeant la partie rédactionnelle du règlement par une sécurisation des termes définissant la volumétrie.

- **Différencier les modes d'expression des règles** en offrant la possibilité d'une représentation exclusivement graphique de la règle en lieu et place d'une expression écrite et en offrant la possibilité d'élaborer des règles qualitatives (objectifs à atteindre sous couvert que le résultat attendu soit exprimé de façon suffisamment précise et vérifiable) ou alternatives pour permettre une application circonstanciée à des conditions locales particulières. Il s'agit, de manière générale, de sortir de la simple expression rédactionnelle ou métrique des règles dont la rigidité peut parfois constituer un frein à la mise en œuvre d'un urbanisme de projet sans pour autant être gage de sécurité juridique.
- **Conforter la préservation de l'environnement** en permettant de mieux qualifier les règles appliquées aux espaces non-bâti et de les adapter à leur rôle environnemental. Il s'agit, en particulier, de préciser les modalités du « coefficient de biotope », disposition qui permet d'imposer une part minimale de surfaces non imperméabilisées ou « éco-aménageables », éventuellement pondérées en fonction de leur nature, dispositif mieux adapté aux différents types d'aménagements favorables au maintien de la biodiversité et de la nature en ville.
- **Conforter la préservation du cadre de vie** en permettant notamment de distinguer les dispositions relatives aux constructions neuves et aux constructions existantes et en adaptant les objectifs de densité aux situations locales (possibilité de fixer des minimums dans les règles de hauteur et d'emprise au sol des constructions ou de proposer une traduction volumétrique de l'objectif de densité).
- **Favoriser la mixité fonctionnelle et sociale** en confortant notamment la possibilité de rédiger des règles différenciées au sein d'une même zone et en accroissant les possibilités réglementaires du PLU par substitution de 5 grandes nouvelles destinations de constructions, décomposées en 20 sous-destinations, aux 9 destinations définies par l'article R.123-9 du Code de l'urbanisme dans sa version en vigueur au 31 décembre 2015 : habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerce, artisanat, industrie, exploitation agricole ou forestière, entrepôt et constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Ainsi, conformément à la délibération de prescription du PLUi en date du 12 novembre 2015, la modernisation du contenu du PLU répond à l'objectif d'élaboration d'un PLUi métropolitain novateur privilégiant une approche contextuelle et/ou morphologique plus adaptée à la traduction de projets urbains différenciés entre les communes, les quartiers et la variété des situations rencontrées, et ce, en insérant plus efficacement le réinvestissement et le développement urbain dans son environnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider d'appliquer au Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), dont l'élaboration en cours a été engagée le 12 novembre 2015, l'ensemble des articles R.151-1 à R.151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout acte et document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1134055-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s) :

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es) :

Mme B. MICHEL

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – RÉVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS (POS) DE MONTAUD - ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - MODERNISATION DU CONTENU DU PLAN LOCAL D'URBANISME - EXERCICE DU DROIT D'OPTION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme (PLU), publié au Journal Officiel le 29 décembre 2015, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Il s'impose aux procédures d'élaboration ou de révision générale de PLU engagées à compter de cette date.

L'article 12 dudit décret établit, toutefois, une série de dispositions transitoires visant à sécuriser les PLU existants et leurs procédures d'évolution. Il précise, dans ce cadre, que les dispositions des articles R.123-1 à R.123-14 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015, relatives au contenu d'un PLU, demeurent applicables aux PLU dont la révision, la modification ou la mise en compatibilité a été engagée avant le 1^{er} janvier 2016. Ces dispositions sont également applicables aux PLU qui font l'objet d'une procédure de révision dite allégée, de modification ou de mise en compatibilité engagée après le 1^{er} janvier 2016.

Plus particulièrement, il précise que dans les cas d'une élaboration d'un PLU ou d'une révision dite générale d'un PLU ou d'un POS existant, prescrite avant le 31 décembre 2015, un Conseil 'communautaire' peut décider, par délibération expresse, que sera applicable au document l'ensemble des nouveaux articles R.151-1 à R.151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole, ayant été autorisée, par délibération du Conseil Municipal de Montaud en date 22 décembre 2015, à achever la procédure d'élaboration du PLU communal engagée le 2 octobre 2014, dispose d'un droit d'option qu'il s'agit d'exercer pour pouvoir élaborer un PLU au contenu modernisé.

En l'occurrence, l'évolution du contenu du PLU, inscrite en continuité de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite loi ALUR), vise à proposer des outils réglementaires plus adaptés aux situations et aux diversités locales, aux opérations d'aménagement complexes et aux enjeux urbains, paysagers et environnementaux et, de ce fait, faciliter la traduction des projets urbains.

Cette modernisation du contenu du PLU s'appuie, en très grande partie, sur les outils réglementaires existants. Elle a permis de réinterroger leur contenu et leur forme en vue de faciliter leur utilisation, d'accroître la traduction opérationnelle des règles édictées et de mieux prendre en compte les enjeux contemporains de l'urbanisme.

Les articles R.151-1 à R.151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016 ont notamment pour vocation de :

Faciliter l'usage du règlement pour les porteurs de projet et les services instructeurs en organisant une structuration thématique, décomposée en trois parties, afin de rendre plus explicites les objectifs poursuivis : les dispositions relatives à l'usage des sols et la destination des constructions (où puis-je construire?), les dispositions relatives aux caractéristiques architecturales, urbaines et écologiques (comment réaliser l'insertion de ma construction dans son environnement?) et les dispositions relatives aux équipements et réseaux (comment je m'y raccorde?). Dans cette optique, il est également à noter que le recours à l'illustration et à la représentation graphique des règles est, par ailleurs, largement favorisé.

Simplifier et clarifier le statut des règles en distinguant plus clairement leur caractère obligatoire ou non (suppression de l'obligation de réglementer l'implantation des constructions par rapport aux voies et aux limites séparatives, possibilité de réglementer *a minima* pour faciliter la mise en œuvre du projet de territoire), en s'appuyant sur une base lexicale nationale visant à clarifier la définition des principales terminologies utilisées (tout en laissant la possibilité au PLU de le compléter et de

le décliner localement) et en allégeant la partie rédactionnelle du règlement par une sécurisation des termes définissant la volumétrie.

Différencier les modes d'expression des règles en offrant la possibilité d'une représentation exclusivement graphique de la règle en lieu et place d'une expression écrite et en offrant la possibilité d'élaborer des règles qualitatives (objectifs à atteindre sous couvert que le résultat attendu soit exprimé de façon précise et vérifiable) ou alternatives pour permettre une application circonstanciée à des conditions locales particulières. Il s'agit, de manière générale, de sortir de la simple expression rédactionnelle ou métrique des règles dont la rigidité peut parfois constituer un frein à la mise en œuvre d'un urbanisme de projet sans pour autant être gage de sécurité juridique.

Conforter la préservation de l'environnement en permettant de mieux qualifier les règles appliquées aux espaces non-bâties et de les adapter à leur rôle environnemental. Il s'agit, en particulier, de préciser les modalités du coefficient de biotope, disposition qui permet d'imposer une part minimale de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables, éventuellement pondérées en fonction de leur nature, dispositif mieux adapté aux différents types d'aménagements favorables au maintien de la biodiversité et de la nature en ville.

Conforter la préservation du cadre de vie en permettant notamment de distinguer les dispositions relatives aux constructions neuves et aux constructions existantes et en adaptant les objectifs de densité aux situations locales (possibilité de fixer des minimums dans les règles de hauteur et d'emprise au sol des constructions ou de proposer une traduction volumétrique de l'objectif de densité).

Favoriser la mixité fonctionnelle et sociale en confortant notamment la possibilité de rédiger des règles différenciées au sein d'une même zone et en accroissant les possibilités réglementaires du PLU par substitution de 5 grandes nouvelles destinations de constructions, décomposées en 20 sous-destinations, aux 9 destinations définies par l'article R.123-9 du Code de l'urbanisme dans sa version en vigueur au 31 décembre 2015 : habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerce, à artisanat, industrie, exploitation agricole ou forestière, entrepôt et constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Ainsi, en accord avec la commune de Montaud et conformément à la délibération de prescription du PLU communal en date du 2 octobre 2014, la modernisation du contenu du PLU répond à l'objectif d'élaboration d'un document d'urbanisme faisant état d'une vision plus prospective, qualitative et spatiale du projet urbain communal.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider d'appliquer au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLU) de Montaud, dont l'élaboration en cours a été engagée le 2 octobre 2014, l'ensemble des articles R.151-1 à R.151-55 du Code de l'Urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 ;
- autoriser M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout acte et document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135671-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE JUVIGNAC - MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n°A2016-284, en date du 6 juillet 2016, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la première modification simplifiée du PLU de la commune de Juvignac, considérant la nécessité de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU (Plan Local d'Urbanisme), pour permettre la réalisation d'un projet de logements locatifs sociaux dont le PLU actuel n'autorise pas la réalisation. Le projet devrait développer une surface de plancher de 3 500 m² à 4 000 m² et d'environ 50 logements locatifs sociaux environ sur un terrain dit « Bazille », support d'un ancien équipement public.

Dans cette perspective, le dossier de modification consiste à l'intégration d'un secteur de majoration des droits à construire pour la réalisation d'un programme de logements locatifs sociaux, en application de l'article L.151-28 2° du Code de l'urbanisme.

Par délibération n°16.10.10.09, en date du 10 octobre 2016, conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal de la commune de Juvignac a émis un avis favorable sur le projet de modification, préalablement à sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole aux personnes publiques associées.

Conformément à l'article L 153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition du dossier au public ont été précisées par délibération du Conseil de Métropole en date du 21 juillet 2016 et portées à la connaissance du public le 25 octobre 2016, soit plus de 8 jours avant le début de la mise à disposition, par publication dans un journal diffusé dans le Département, par publication sur les sites internet de la Commune et de la Métropole, par affichage en Mairie ainsi qu'au siège de la Métropole.

Par courrier du 20 octobre 2016, le projet de modification simplifiée a été notifié aux personnes publiques associées. La CCI de Montpellier a émis par courrier du 22 novembre 2016 un avis favorable.

Le dossier a été mis à disposition du public en Mairie de Juvignac du 2 novembre 2016 au 2 décembre 2016, ainsi que au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, accompagné de deux registres destinés à revoir les observations, suggestions et remarques du public.

Une observation a souligné la densité proposée par le projet et ce en particulier pour du logement locatif social pour lequel plus d'intégration urbaine et d'usage sont souhaités. Par ailleurs, la même personne s'interroge sur la suppression d'un équipement public.

Il convient de préciser que cette modification simplifiée contribuera à la production de logements diversifiés dans une densité en cohérence aux programmes limitrophes. Parallèlement, dans le cadre du projet et du devenir du quartier, la Commune souhaite acquérir un volume pour un équipement public dans le quartier.

Une autre observation a porté sur la demande de changement de classement d'une parcelle, de zonage naturel (zone N) à zone urbanisée (zone UD1).

Cette demande ne rentre pas dans le champ d'application de l'objet de la modification simplifiée (limitée au terrain « Bazille »), et dans le cadre de cette procédure (la réduction d'une zone N rentrant dans le champ d'une révision du PLU).

Ces observations n'ont pas donné lieu à modification du dossier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Juvignac,

Délibération n° 14293

- approuver le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Juvignac,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le :
Numéro de l'acte :

Fait à Montpellier, le 15/12/2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s) :

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es) :

Mme B. MICHEL

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE DE DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET
D'EXPROPRIATION (DUP) DITE LOI VIVIEN POUR L'IMMEUBLE CADASTRÉ HW
655, SITUÉ 1 RUE ADAM DE CRAPONNE À MONTPELLIER - APPROBATION -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique du logement, Montpellier Méditerranée Métropole lutte contre l'habitat insalubre en vue de prévenir les dangers menaçant la santé publique et d'éradiquer les locations impropres à l'habitation.

L'immeuble situé au 1, rue Adam de Craponne à Montpellier a subi un incendie criminel qui a détruit l'intérieur du bâtiment et la toiture. Depuis cette date, la Mairie de Montpellier a mis en demeure les propriétaires de procéder aux travaux de sécurisation du bien.

Devant l'absence de réponse des propriétaires, la Mairie de Montpellier a fait les travaux d'office et sécuriser les lieux, notamment des travaux de dépose de toiture.

En 2012, Monsieur Alteirac Gilles, expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier a conclu à l'existence d'un péril grave et imminent.

La Mairie de Montpellier a, par conséquent, pris un arrêté de péril imminent le 23 mai 2012.

- CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION :

En 2012, l'immeuble situé au 1, rue Adam de Craponne à Montpellier, en état d'abandon, n'a cessé de se dégrader depuis plusieurs années suite à un incendie criminel qui a détruit l'intérieur du bâtiment et la toiture et ne fait l'objet d'aucune initiative franche de la part de son propriétaire pour engager les travaux de réhabilitation.

- CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'IMMEUBLE :

Situé sur la commune de Montpellier, le bien est cadastré sous la section HW 665. Il s'agit d'un immeuble d'environ 60 m² de plancher en R+2. Ce bâtiment est situé dans la zone protégée ZPPAUP secteur Gambetta Figuerolles et est frappé d'un emplacement réservé, opération C46 du PLU pour l'aménagement du croisement des rues Adam de Craponne et de la Raffinerie.

- MOTIFS ET CONSIDERATIONS JUSTIFIANT LE CARACTERE D'UTILITE PUBLIQUE DE L'OPERATION :

Un arrêté municipal a été pris le 23 mai 2012 en application des articles L 511-1 à L 511-6 du Code de la construction et de l'habitation. Cet arrêté met en demeure le propriétaire de faire procéder dans un délai de 15 jours à compter de sa notification : à la dépose des éléments de toiture menaçant de s'effondrer (cheminée, conduit de fumée, gouttières, débords de toiture...), le maintien de la protection des ouvertures mis en œuvre par la Commune pour assurer l'interdiction d'accès à l'intérieur de l'immeuble.

Le propriétaire devait également, dans les 2 mois qui suivent l'arrêté municipal, procéder à la solidarisation de l'extrémité Nord/Ouest au reste de l'immeuble par cerclage ou étaieement par butonage si la démolition de l'immeuble n'est pas réalisée. Il était prévu dans cet arrêté la réalisation d'office aux frais du propriétaire en cas de non-exécution.

Les travaux n'ayant pas été réalisés jusqu'à présent, aucune main levée de l'arrêté n'a pu être prononcée. Seule la Commune de Montpellier a engagé des travaux de mise en sécurité du bien pour un montant de 13 216€.

Pour mettre fin définitivement à l'insalubrité et permettre à la Métropole d'accéder à une totale maîtrise foncière, il est nécessaire de recourir à la procédure d'expropriation sous le régime dérogatoire de la loi n° 70-612 du 10 juillet 1970 modifiée, tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre (dite Loi Vivien), notamment ses articles 13 et suivants.

Il est prévu qu'après cette acquisition, le bâtiment soit entièrement démoli et aménagé en placette. Montpellier Méditerranée Métropole doit donc, sur le fondement de l'article 14 de la loi n° 70-612 du 10 juillet 1970 modifiée, solliciter auprès de Monsieur le Préfet une déclaration d'utilité publique (DUP).

Un dossier a été établi, conformément à la loi n° 70-612 du 10 juillet 1970 modifiée, à savoir : l'arrêté de péril imminent, une notice explicative, un plan de situation, un plan avec périmètre d'utilité publique et parcellaire, un état parcellaire, et le bilan du coût de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- engager la procédure d'expropriation au titre de la loi n°70-612 du 10 juillet 1970 dite "Loi Vivien" portant sur l'immeuble situé 1, rue Adam de Craponne à Montpellier, en vue de la résorption de l'habitat insalubre ;
- approuver le dossier de DUP et les documents afférents (annexes) destinés à être soumis au Préfet ;
- autoriser Monsieur le Président à solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault la déclaration d'utilité publique puis la cessibilité de la parcelle HW 655 nécessaire à la résorption de l'habitat insalubre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tous les actes et documents liés à la procédure d'expropriation ;
- imputer la dépense correspondante sur les crédits 2017 inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135213-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – QUARTIER HÔPITAUX FACULTÉS - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET SCCV CAMPUS EMMA - OPÉRATION SISE N°473 - 501 AVENUE DU MAJOR FLANDRE 34 000 MONTPELLIER - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, la Métropole et la Ville de Montpellier incitent à la requalification de ses quartiers en favorisant la mixité urbaine et sociale avec la création de logements notamment sociaux. La mutation urbaine des parcelles BN 18, 19 et 20 sises n°473-501 avenue du Major Flandres, s'inscrit dans cette perspective.

Situées dans le quartier Hôpitaux Facultés à proximité de la place de la Voie Domitienne, ces parcelles s'étendent sur une surface d'environ 820 m². Il faut noter que cette future opération initie un projet d'ensemble qui devrait se développer à l'angle de la route de Mende et de l'avenue Major Flandres face à la place de la Voie Domitienne, qui elle-même fera l'objet d'un projet ambitieux de requalification d'espaces publics et de construction dans le cadre de l'opération campus.

Ces 3 parcelles sont occupées aujourd'hui par des maisons individuelles édifiées en retrait des voies, entourées de commerces à l'Ouest et d'un immeuble de logements étudiants à l'Est. Le projet consiste en la démolition du bâti existant pour réaliser une résidence étudiante d'environ 82 chambres (dont 21 seront affectées au logement social), portée par la société dénommée « SCCV Campus Emma ».

Une demande de permis de construire sera déposée dans ce but par la « SCCV Campus Emma ». Ce projet implique cependant la requalification de l'espace public au droit de l'opération et d'une partie du carrefour adjacent.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par la société SCCV Campus Emma, les articles L. 332-11-3 et suivants et R. 332-25-1 et suivants du Code de l'urbanisme permettent la conclusion entre la société SCCV Campus Emma et Montpellier Méditerranée Métropole d'un contrat de projet urbain partenarial.

L'objet de ce projet urbain partenarial est de permettre la prise en charge financière par SCCV Campus Emma d'une partie des aménagements de voiries desservant l'opération, l'autre partie étant prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces aménagements sont décrits dans le projet de convention. Ils permettront principalement :

- l'aménagement de l'avenue du Major Flandre au droit et aux abords de l'opération, en optimisant les emprises publiques pour améliorer autant que possible le confort des piétons et des vélos,
- l'aménagement d'une partie du Carrefour de la place de la Voie Domitienne concernant l'avenue du Major Flandre et rue Aiguelongue / Avenue Val de Montferrand / route de Mende.

La mise en œuvre des travaux nécessaires à cette opération a été chiffrée à la somme de 1 155 000 €HT.

La convention de projet urbain partenarial propose donc de mettre à la charge de la société SCCV Campus Emma une part de ces aménagements qui s'élève à :

- 80% du coût des aménagements de surfaces de l'avenue Major Flandre aux droits et aux abords immédiats de l'opération
- 30% du coût d'aménagements divers du carrefour de la Voie Domitienne : route de Mende / avenue Major Flandre et rue Aiguelongue / Avenue Val de Montferrand pour notamment améliorer l'accessibilité aux transports en commun et aux facultés depuis l'opération

Selon cette répartition, le montant mis à la charge de SCCV Campus Emma s'élève ainsi à 448 800€ HT correspondant à 39 % du coût total HT de l'opération d'aménagement.

Ladite convention sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et SCCV Campus Emma. Elle précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Délibération n° 14295

Le périmètre du projet urbain partenarial, annexé à la convention, correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet portée par SCCV Campus Emma. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du projet urbain partenarial et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part intercommunale) pour une durée de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure du projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial, et notamment le montant de la participation de SCCV Campus Emma, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de projet urbain partenarial ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135374-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s) :

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es) :

Mme B. MICHEL

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – QUARTIER CROIX D'ARGENT - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET LA SARL PARC SAINT ANDRÉ OPÉRATION SISE 2677 AVENUE ETIENNE MÉHUL À MONTPELLIER - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, la Métropole et la Ville de Montpellier incitent à la requalification de ses quartiers en favorisant la mixité urbaine et sociale avec la création de logements notamment sociaux. La mutation urbaine de la parcelle OC 31 située au 2677 Avenue Etienne Méhul, s'inscrit dans cette perspective.

Entre les ZAC Garosud et des Grisettes, cette parcelle d'une superficie d'environ 4 766 m², desservie par la ligne 2 du tramway (arrêt Sabine), fait face au quartier des Grisettes. Elle est occupée aujourd'hui par un entrepôt et de petites constructions. Dans ce contexte, un projet prévoyant la construction d'un ensemble immobilier est porté par la Sarl Parc Saint André.

Ce projet consiste en la démolition du bâti existant pour réaliser environ 31 logements (dont 7 seront affectés au logement social).

Une demande de permis de construire sera déposée dans ce but par la Sarl Parc Saint André. A l'articulation entre le quartier des Grisettes et Garosud, ce projet implique cependant la requalification de l'espace public au droit de l'opération, par la réalisation des aménagements et de réseaux d'une partie de l'avenue Etienne Méhul.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par la Sarl Parc Saint André, les articles L. 332-11-3 et suivants et R. 332-25-1 et suivants du Code de l'urbanisme permettent la conclusion entre la société Sarl Parc Saint André et Montpellier Méditerranée Métropole d'un contrat de projet urbain partenarial.

L'objet de ce projet urbain partenarial est de permettre la prise en charge financière par la Sarl Parc Saint André d'une partie des aménagements de voiries et de réseaux desservant l'opération, l'autre partie étant prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces aménagements sont décrits dans le projet de convention. Ils permettront principalement :

- de requalifier l'avenue Etienne Méhul conformément aux prescriptions des différents services de la Métropole ;
- d'aménager une partie de l'avenue Méhul (trottoirs, stationnements, plantations, éclairage public ...) et de reprendre ou de créer les réseaux nécessaires à la desserte de l'opération.

L'aménagement de cette portion de voirie nécessite l'élargissement de l'espace public pour obtenir un profil de voirie d'environ 14,5 m. Pour ce faire, la Sarl Parc Saint André rétrocédera sous la forme d'apport en nature, une bande de terrain de 4m environ au droit de l'opération, ce qui correspond à environ 300m² de terrain et qui est valorisée à 18 000 € HT, qui seront à déduire du montant total de participation demandée.

La mise en œuvre des travaux nécessaires à cette opération a donc été chiffrée à la somme de 390 720 € HT (incluant les travaux et le foncier nécessaire à cet aménagement). La convention de projet urbain partenarial propose donc de mettre à la charge de la société une part de ces aménagements qui s'élève à 85% du coût d'aménagement de voiries et d'acquisition du foncier et 90% de reprise et de création du réseau pluvial au droit de l'opération.

Selon cette répartition, le montant mis à la charge de Sarl Parc Saint André s'élève ainsi à 316 976 € HT dont 18 000 € de foncier, correspondant à 81 % du coût total HT de l'opération d'aménagement.

Ladite convention sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Sarl Parc Saint André. Elle précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Le périmètre du projet urbain partenarial, annexé à la convention, correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet portée par la Sarl Parc Saint André. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du projet urbain partenarial et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part intercommunale) pour une durée de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure du projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial, et notamment le montant de la participation de SAS H2IMMOS et la Sarl Calypso Promotion, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de projet urbain partenarial ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135378-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – REVERSEMENT DES PRODUITS DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) PASSÉ PAR LA VILLE DE MONTPELLIER - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP), créé par la loi Boutin du 25 mars 2009, modifié par la loi ALUR du 24 mars 2014 et codifié aux articles L 332-11-3 et L 332-11-4 du Code de l'urbanisme, est un outil financier qui permet, en dehors d'une ZAC, l'apport de participations à des équipements publics rendus nécessaires par une opération de construction ou d'aménagement, via la conclusion d'une convention.

Le signataire de la convention est la collectivité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU). Suivant le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a entraîné à compter du 1^{er} janvier 2015, d'une part le transfert de la compétence PLU à la Métropole et d'autre part, le transfert de la totalité de la compétence voirie.

A compter du 1^{er} janvier 2015, la Métropole est devenue signataire des conventions de PUP et par là même bénéficiaire des participations versées au titre de ces PUP.

Cependant avant le 1^{er} janvier 2015, la Ville de Montpellier avait passé des PUP, notamment le PUP St Lazare, pour lesquels des travaux d'équipements publics, notamment de voirie, restent à réaliser. Compte tenu du transfert global de la compétence voirie à la Métropole, les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, alors que les participations seront perçues par la Ville de Montpellier signataire d'une convention de PUP.

En conséquence, il convient d'organiser le remboursement des participations perçues par la Ville pour la réalisation d'équipements, désormais de compétence métropolitaine.

Il s'agit de l'opération :

PUP St Lazare :

- Date de signature de la convention : 6 mars 2014
- signataire : Bouygues Immobilier représenté par M. J-P. JARNO
- Description des travaux :

La convention de PUP prévoit l'aménagement des espaces publics suivants (voiries, trottoirs, voies cyclables...) : place du Souvenir Français, carrefour de l'avenue Saint Lazare et Justice de Castelnaud, avenue Saint Lazare et rue de Ferran ainsi qu'un trottoir sur l'avenue de la Justice de Castelnaud.

En ce qui concerne les espaces verts et mobiliers urbains, il est prévu l'installation de mobiliers urbains permettant de sécuriser et d'aménager l'espace public (garde-corps, potelets, ...) et la réalisation de plantation de manière à arborer les trottoirs et les espaces publics.

En ce qui concerne les réseaux, des travaux sont nécessaires pour la reprise du réseau de régulation de trafic du carrefour de l'avenue Saint Lazare et Justice de Castelnaud, ainsi que l'enfouissement de réseaux (basse Tension, France Télécom, éclairage y compris candélabres) et l'installation du réseau Pégase. De plus, le réseau d'eaux pluviales sera repris conformément à l'aménagement prévu.

- Montant des participations perçues par la Ville : 993 481 €
- Montant du reversement : 984 737 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter le reversement du produit du PUP précité perçu en 2016 auprès de la Ville de Montpellier ;
- autoriser la signature de la convention de reversement à intervenir ;
- dire que les recettes sont inscrites au budget de la Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14297

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 15/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 15/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135344-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 15/12/2016

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) - COMMUNE DE BAILLARGUES - SECTEUR "CENTRE VILLE" - CONVENTIONS AVEC LA SCCV "MAS DE ROUE" ET LA SNC (FDI) "PLAN DES TAUREAUX" - CONVENTION DE REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE BAILLARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le 21 juillet 2016 le périmètre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) sur un secteur « Centre Ville » sur la commune de Baillargues et a autorisé le Président à signer les conventions de PUP établies entre la Métropole, la SCCV « Mas de Roue » et FDI Promotion, ainsi que la convention de reversement d'une partie des produits financiers à la commune de Baillargues afin de réaliser des équipements publics de compétence communale.

Le périmètre du PUP ainsi que le programme d'équipements publics à réaliser dans le cadre du PUP ayant évolué, il convient d'abroger la délibération du 21 juillet 2016 et de délibérer sur les nouvelles modalités du projet de PUP.

Le secteur du « Centre ville » d'une superficie de 2,8 ha comprend les parcelles AH 29, 216, 217, 260, 265 et AP 254. Le projet d'aménagement d'ensemble de ce secteur consiste en la création d'environ 377 logements (dont une résidence seniors de 119 logements et 62 logements sociaux), correspondant à 22 805 m² de SDP. Il générerait environ 660 habitants supplémentaires et la réalisation de nouveaux équipements publics.

La société SCCV « Mas de roue » et la SNC (FDI) « Plan des taureaux » envisagent de réaliser deux projets qui s'inscrivent dans le cadre de cet aménagement d'ensemble dont un a fait l'objet d'un dépôt de demande de permis de construire :

- Pour la SCCV « Mas de roue » (sise 55 avenue d'Espagne, 64600 Anglet) : une opération de 180 logements (dont 61 logements sociaux) sur la parcelle AP 254,
- Pour la SNC (FDI) « Plan des taureaux » (sise 123 bis avenue de Palavas, 34 070 Montpellier) : une opération dénommée « Plan des Taureaux » de 196 logements sur les parcelles AH 29, 216, 217, 260, 265.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions des projets portés par la SCCV « Mas de roue » et la SNC (FDI) « Plan des taureaux » et conformément au Code de l'urbanisme il est prévu de conclure entre ces deux sociétés et Montpellier Méditerranée Métropole des conventions de Projet Urbain Partenarial. L'objet de ce Projet Urbain Partenarial est de permettre la prise en charge financière par la SCCV « Mas de roue » et la SNC (FDI) « Plan des taureaux » d'une partie des équipements publics rendus nécessaires par ces opérations, l'autre partie étant prise en charge d'une part par Montpellier Méditerranée Métropole et d'autre part par la Commune de Baillargues. Les aménagements publics consistent principalement en l'aménagement d'espaces publics (rues et places, y compris extension de réseau pluvial), le raccordement ERDF, et en la réalisation d'une ½ salle de classe supplémentaire dans les groupes scolaires de Baillargues.

Les équipements scolaires étant de compétence communale, ils seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage communal, il est donc prévu le reversement par la Métropole à la Commune de Baillargues des produits du PUP versés à la Métropole pour la réalisation d'une ½ salle de classe, la convention de reversement à intervenir entre la Métropole et la Commune de Baillargues précise les modalités de ce reversement, estimé à 567 000 € HT.

Le coût total des équipements à réaliser a été évalué à 2 202 573,00 € H.T. (acquisitions foncières, études et travaux) dont 1 959 527,00 € H.T. sera mis à la charge des constructeurs (part correspondant aux besoins des futurs habitants du périmètre), 63 000 € seront financés par la commune de Baillargues et 180 046 € par Montpellier Méditerranée Métropole.

Les conventions de Projet Urbain Partenarial proposent donc de mettre à la charge :

- de la SCCV « Mas de roue » une part qui s'élève à 39 % du montant à la charge des constructeurs, soit un montant de 765 000,00 € H.T. (non soumis à la TVA).

- De la SNC (FDI) « Plan des taureaux » une part qui s'élève à 61 % du montant à la charge des constructeurs, soit un montant de 1 194 527,00 € H.T. (non soumis à la TVA).

Lesdites conventions seront passées entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV « Mas de roue » et entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SNC (FDI) « Plan des taureaux ». Elles préciseront toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Le périmètre du Projet Urbain Partenarial, annexé à la convention, inclut l'emprise du terrain d'assiette des projets portés par la SCCV « Mas de roue » et la SNC (FDI) « Plan des taureaux ». Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du Projet Urbain Partenarial et exonère ces parcelles de Taxe d'Aménagement (part intercommunale) pour une durée de 10 ans.

Les travaux des équipements publics seront réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole et par la commune de Baillargues (en fonction de leurs compétences) dans un délai maximum de 10 ans suivant le dépôt de la Déclaration d'Ouverture de Chantier lié à l'autorisation administrative nécessaire à la bonne réalisation de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n° 13989 du 21 juillet 2016,
- approuver la délimitation du périmètre de PUP ci-joint et des modalités de partage des coûts des équipements qui seront mis à la charge des constructeurs intervenant dans ce périmètre tel que défini ci-avant,
- approuver les projets de convention de Projet Urbain Partenarial établis entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SCCV "Mas de roue" et la SNC (FDI) "Plan des taureaux",
- approuver le projet de convention de reversement des produits financiers du présent Projet urbain Partenarial établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Baillargues,
- dire que les dépenses et les recettes sont inscrites au Budget principal de la Métropole chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions précitées ainsi que tout document afférent à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135334-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CASTELNAU-LE-LEZ - OPÉRATION PRADO CONCORDE - RECONSTITUTION DU PARKING RELAIS CHARLES DE GAULLE - ACQUISITION EN VENTE EN L'ETAT FUTUR D'ACHÈVEMENT (VEFA) D'UN PARKING - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Groupement HELENIS/OPALIA, lauréat d'un appel à projet organisé par la Commune de Castelnau-le-Lez, pour la cession à titre onéreux des terrains de l'ancienne gendarmerie situés en entrée de ville depuis Montpellier, a déterminé un projet global de constructions nouvelles de grande ampleur, de 28 000 m² de SdP environ.

Ce projet doit être réalisé par la SAS du PRADO, aujourd'hui substituée au groupement HELENIS/OPALIA.

Ce projet ambitieux, qui participe de manière significative au renouvellement urbain et au développement durable avec notamment une intégration urbaine maîtrisée, propose une mixité fonctionnelle, avec notamment des logements (accession abordable et accession libre), des logements locatifs sociaux, une résidence seniors, un campus organisé autour d'une école d'enseignement supérieur, des bureaux, commerces, une école primaire privée. Ce programme sera réparti entre plusieurs bâtiments organisés autour notamment d'espaces verts intérieurs.

Il s'étend à partir des terrains de l'ancienne gendarmerie sur l'ensemble de l'îlot délimité notamment par la place Charles de Gaulle et la rue du Prado, en zone urbaine 5UB du Plan local d'urbanisme de Castelnau-le-Lez. Son assiette foncière est constituée d'un terrain figurant actuellement au cadastre de ladite Commune, savoir :

Section	N°	Lieudit	Surface
BA	275	24 rue du Prado	00ha 02a 32ca
BA	224	24 rue du Prado	00ha 41a 94ca
BA	229	24 rue du Prado	00ha 00a 26ca
BA	231	24 rue du Prado	00ha 01a 94ca
BA	232	24 rue du Prado	00ha 00a 38ca
BA	258	Place Charles de Gaulle	00ha 06a 26ca
BA	246	3 place Charles de Gaulle	00ha 04a 64ca
BA	248	1 place Charles de Gaulle	00ha 00a 67ca
BA	269 et 270	26 rue du Prado	00ha 03a 16ca
BA	271 et 272	9 place Charles de Gaulle	00ha 15a 27ca
BA	273 et 274	11 place Charles de Gaulle	00ha 01a 49ca
BA	267 et 268	7 place Charles de Gaulle	00ha 04a 83ca
BA	126	5T place Charles de Gaulle	00ha 07a 28ca
BA	204	5 place Charles de Gaulle	00ha 00a 38ca
BA	265 et 266	5 place Charles de Gaulle	00ha 11a 07ca
BA	264	issue du domaine public communal	00ha 05a 04 ca

Total surface : 01ha 06a 93ca

Cet îlot bénéficie de la proximité immédiate de la gare Charles de Gaulle de la ligne 2 de tramway de la Métropole. Mais il est aujourd'hui enclavé par un réseau de voies, qui le coupe du reste de la Ville, dont notamment la voie principale d'entrée de Ville depuis Montpellier qui supporte un important flux de circulation. La greffe de cet îlot au tissu environnant constitue un enjeu majeur pour sa bonne intégration urbaine.

L'opération nécessite, en plus des aménagements et équipements qui lui sont propres, la réalisation d'équipements publics importants, avec notamment un réaménagement de voies et espaces publics au droit de la place Charles de Gaulle avec y compris la gare de tramway et le déplacement du parking

relais P+R (60 places) actuellement exploité par TaM, lequel est à reconstituer préalablement, ainsi que de la rue du Prado Haut et Bas, et du carrefour Aristide Briand.

Dans ce cadre, une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) a été approuvée par la délibération du Conseil de Métropole du 16 décembre 2015 n° 13480 et signée le 23 août 2016.

Celle-ci prévoit outre la réalisation d'équipements extérieurs la reconstitution des 60 places de parking Relais (P+R).

A cet effet, Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS Prado Concorde proposent ensemble une solution constructive originale.

Celle-ci prévoit la reconstitution du P+R de 60 places dans l'ensemble Prado Concorde, ce qui le situe dans une localisation plus favorable dans le sens Castelnau-le-Lez Montpellier à l'heure de pointe du matin.

Par ailleurs, en l'associant à la réalisation des 139 places de stationnement rendues nécessaires à une partie des logements situés dans l'opération Prado Concorde sa taille globale atteint 199 places.

En effet, il est prévu d'associer l'exploitation par TaM des deux parkings de façon mutualisée. En jouant sur les temporalités d'usage des espaces (temps de travail des travailleurs pendulaires, usagers des commerces, occupant des logements) est optimisé le foisonnement des espaces de stationnement et amélioré l'offre en accroissant la capacité globale du parking. Cette démarche entre pleinement dans les objectifs du développement durable en améliorant le report modal sur le tramway, en intensifiant l'usage du foncier pour le stationnement, en réduisant les coûts de production des infrastructures liées à la voiture.

Ainsi pour répondre au programme défini dans le PUP PRADO CONCORDE, ce parc de stationnement sera géré selon les principes de la mutualisation des usages et de l'utilisation en foisonnement, afin de répondre aux besoins d'un certain nombre d'occupants de l'ensemble immobilier, qui n'ont pas leur pointe de génération aux mêmes heures et jours de la semaine, savoir :

- Les logements ;
- Les activités médicales et tertiaires ;
- Les activités commerciales ;
- Les usagers des transports collectifs, en restitution du P+Tram Charles de Gaulle supprimé.

Les besoins identifiés en nombre de place de stationnement sont les suivants :

- Logements sociaux 57 places ;
- Bureaux – Commerces 30 places ;
- Campus universitaire 52 places ;
- Usagers des transports collectifs 60 places.

La capacité totale du parking est de 199 places.

Pour mettre en œuvre cet objectif, il est prévu que Montpellier Méditerranée Métropole se rende propriétaire de l'ensemble de l'ouvrage de parking dans le cadre d'une vente en l'état futur d'Achèvement (VEFA).

En effet, l'acquéreur n'étant pas à l'origine de l'opération de construction décidée par la société immobilière, les trois niveaux de parkings et les espaces du rez-de-chaussée n'ayant pas été conçus en fonction des besoins propres de Montpellier Méditerranée Métropole et ne constituant qu'une part non substantielle de l'opération d'ensemble, l'opération sera réalisée dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement aux termes de laquelle le vendeur conservera jusqu'à l'achèvement la qualité de maître de l'ouvrage.

Le bien formera un volume unique et comportera à son achèvement 199 places de stationnement en sous-sol sur trois niveaux ainsi qu'un local technique d'environ 6 m2 :

- 192 emplacements de stationnement auront une largeur de 2,30 mètres et une profondeur de 5 mètres,
- 3 emplacements auront une largeur de 2,10 mètres et une profondeur de 4,40 mètres,
- 4 emplacements de stationnement seront destinés aux Personnes à Mobilité Réduite.

Le tout représentant une surface de plancher (SDP) de 6 048 m2.

En raison de la nature même de la vente en l'état futur d'achèvement, il est d'ores et déjà convenu à titre de tolérance, que des différences entre les surfaces réelles et celles exprimées sur les plans seront tenues pour admissible dans la limite de 3%, tant sur les dimensions des places de stationnement, que les voies de circulation ou les locaux techniques et espaces communs du parking.

Les équipements d'exploitation de la partie souterraine du parking sont réalisés par la Société SAS PRADO CONCORDE suivant le descriptif technique et les plans, exceptés certains équipements d'exploitation (la vidéosurveillance, l'interphonie les systèmes de péages) qui seront réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce contrat défini par les articles 1601-1 et suivants du Code civil et L.261-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation permet à Montpellier Méditerranée Métropole de prendre possession des biens tels qu'ils sont décrits ci-dessus, après leur achèvement par la société SAS Prado Concorde suivant le calendrier ci-après :

- signature de l'acte authentique de vente dans le délai de 6 mois des présentes ;
- déclaration d'ouverture de chantier au plus tard dans le délai de 9 mois des présentes ;
- livraison au plus tard au 3^{ème} trimestre 2019.

La vente, en cas de réalisation, aura lieu - au vu de l'avis de France Domaines en date du 24 août 2016 - moyennant le prix de 3 822 000,00 € H.T, soit 19 206, 03 €HT par place de stationnement. La TVA s'élève à 764 400,00€. Le prix TTC s'élève à 4 586 400,00€. Les frais d'actes sont à la charge de l'acquéreur.

Ce prix est fixé compte-tenu du taux actuel de la T.V.A. de 20%. En cas de variation du taux de la T.V.A., le prix, toutes taxes comprises, sera majoré ou minoré en fonction de cette variation. La prise d'acquisition de l'immeuble tel que décrit dans le présent rapport est ferme et définitif quel que soit l'évolution du coût des travaux lors de la réalisation de l'opération.

Le prix sera payable de la façon suivante répartie sur 3 exercices budgétaires de 2017 à 2019 :

STADE	ECHEANCE HT	ECHEANCE TTC	ECHEANCE CUMULEE TTC
A la signature de l'acte authentique	163.500 €	196.200 €	196.200 €
A l'achèvement des fondations	817.500 €	981.000 €	1.177.200 €
A l'achèvement du plancher haut du R-1	1.231.000 €	1.477.200 €	2.654.400 €
A l'achèvement des équipements du volume	1.231.000 €	1.477.200 €	4.131.600 €
A la livraison	379.000 €	454.800 €	4.586.400 €

Cet investissement pour la Métropole est couvert par le financement par le constructeur du parking relais existant de 60 places et tel que prévu dans la convention de Projet Urbain Partenarial approuvé par la délibération du Conseil de Métropole n°13480 et signée le 23 août 2016.

Celle-ci prévoit notamment la participation des constructeurs à hauteur de 936 000€, dont une contribution de la SAS Prado Concorde à hauteur de 678.600 € et de 257 400 € à intervenir du futur constructeur de la parcelle située secteur « Extension Charles de Gaulle Sud ».

Afin d'organiser la mise à disposition d'un droit de stationnement aux futurs occupants de l'ensemble immobilier Logements sociaux , Bureaux – Commerces, Campus universitaire, il est proposé de conclure une promesse de Location Longue durée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS Prado Concorde permettant la location durant 25 ans de 139 emplacements de type non affecté au sein du parc de stationnement.

De ce fait la SAS Prado Concorde versera à Montpellier Méditerranée Métropole la somme 2 100 000 € hors TVA soit 15 217 €HT par place de stationnement pour 25 années.

Son règlement interviendra au fur et à mesure de l'avancement des travaux, de la manière qui suit :

- A la signature de l'acte contenant acquisition du volume parking : 163 000 € HT ;
- Au terrassement en cours : 613 900 € HT ;
- A l'achèvement du plancher bas du rez-de-chaussée : 1 095 300 € HT ;
- A l'achèvement des équipements du volume : 227 300 € HT

Cette location de longue durée est assortie d'un projet de protocole d'accord garantissant les droits d'usages de ces stationnements, ainsi que d'un projet de règlement intérieur du parking.

Il est par ailleurs rappelé que Montpellier Méditerranée Métropole, par délibération n°13479 du 16 décembre 2015, a autorisé la cession à la SAS PRADO CONCORDE des emprises sur les parcelles cadastrées BA 248 d'une superficie de 460 m² et BA 246 de 65 m² constituant un délaissé de la réalisation du tramway ligne 2 ainsi que la parcelle de domaine public déclassée à l'angle de la rue du Prado d'une superficie de 504 m², pour une surface totale de 1029 m² et un prix total de 350 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Vente en l'Etat Futur d'Achèvement de trois niveaux de sous-sols, des espaces et aménagements annexes compris dans le cadre d'un lot de volume dépendant de l'ensemble immobilier qui sera édifié par la société SAS Prado Concorde domiciliée à MONTPELLIER dans le cadre de l'opération immobilière réalisée place Charles de Gaulle à Castelnau-le-Lez afin de réaliser un parking affecté à la 2ème ligne de tramway et à l'opération immobilière d'ensemble ;
- autoriser la signature de la promesse synallagmatique de vente et d'achat au prix de 3 822 000 €HT pour les 199 places de parking, au vu de l'avis de France Domaine et autoriser ultérieurement la signature de l'acte de Vente en l'Etat Futur d'Achèvement ;
- autoriser la signature d'une promesse de location longue durée en faveur de la SAS Prado Concorde pour une durée de 25 ans au prix de 2 100 000 € HT ;
- approuver le protocole de mise à disposition de ces places et de leur usage en faveur de la SAS Prado Concorde et des preneurs qui s'y substitueraient ainsi que le règlement intérieur du parking Prado Concorde,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135827-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – OPÉRATION PRADO CONCORDE - ANNULATION DU CAHIER DES CHARGES DU LOTISSEMENT MAZURE - COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

La Société SAS DU PRADO va réaliser, sur les terrains de l'ancienne gendarmerie de Castelnau-le-Lez, un projet d'aménagement en entrée de ville depuis Montpellier.

A cet effet, Montpellier Méditerranée Métropole a cédé à la Société SAS DU PRADO les terrains lui appartenant, d'une superficie de 1 029 m², constitués de délaissés dans le cadre de la réalisation du tramway ligne 2 ainsi que d'un délaissé de voirie situé à l'angle de la rue du Prado, laquelle a fait l'objet d'un déclassement du domaine public par délibération de la commune de Castelnau-le-Lez en date du 21 septembre 2015.

A l'origine, une partie du terrain d'assiette de l'opération précitée ainsi que deux parcelles relevant du domaine public de la Métropole, faisaient parties du lotissement « MAZURE ».
Le lotissement est caduc, cependant subsiste le cahier des charges établi le 4 février 1938 qui y était annexé ainsi que ses différents modificatifs.

Le cahier des charges constitue un contrat de droit privé qui demeure opposable. Les propriétaires concernés sont désormais la Société SAS DU PRADO et Montpellier Méditerranée Métropole.

Il convient de procéder à l'annulation du cahier des charges précité. Cette procédure consiste en un acte notarié dûment publié au service de publicité foncière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider la mise en œuvre de la procédure d'annulation du cahier des charges du lotissement « MAZURE » et de ses modificatifs successifs, les frais d'acte étant à la charge de la Société SAS DU PRADO,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'acte notarié à intervenir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135013-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
AMÉNAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DU RUISSEAU DE
L'AIGUES VIVES - SITE STRATÉGIQUE "PLAINE DU COLOMBIER" - COMMUNE
DE BAILLARGUES - APPROBATION DES DOSSIERS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
POUR LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET LES AUTRES PROCÉDURES
ADMINISTRATIVES - ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le SCoT de Montpellier, approuvé le 17 février 2006, a défini 11 sites stratégiques, dont le site de la « Plaine du colombier » sur la commune de Baillargues, compte tenu de son exceptionnelle desserte créée par le Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) qui permettra aux usagers de rejoindre la gare de Montpellier Saint Roch en 8 minutes.

Compte tenu des enjeux de cohérence territoriale, l'aménagement des secteurs stratégiques définis par le SCoT, dont celui de la « Plaine du Colombier », ont été déclarés d'intérêt métropolitain par délibération n°13814 du Conseil de Métropole du 26 mai 2016. La mise en œuvre de l'aménagement du site « Plaine du Colombier » s'inscrit dans un long terme et devrait se dérouler en plusieurs phases. Deux projets importants sont d'ores et déjà engagés et en cours de réalisation dans ce secteur :

- Le pôle d'échanges Multimodal de Baillargues, dont le rayonnement concerne une population estimée à ce jour à 50 000 habitants et à 75 000 habitants dans les 20 ans à venir. Une première phase opérationnelle a été livrée début 2014. Le PEM devrait être livré dans sa version définitive avant la fin 2018. A cette échéance devraient également être réalisés :

- la deuxième phase du pôle d'échanges multimodal (parking sud et quais pour les bus),
- la suppression du passage à niveau n°33 de la voie ferrée Paris-Perpignan et le barreau reliant le rond-point Philippe Lamour au PEM,
- le recalibrage et la sécurisation de la RD26 et RD26E1 entre le PEM et Mauguio.

Ce PEM est situé dans le bassin versant amont de l'Aigues Vives, secteur soumis à des débordements réguliers qu'il convient de maîtriser au regard des enjeux humains et économiques liés à ce projet et au développement des infrastructures qu'il va générer.

- Le parc multi-glisse Gérard Bruyère situé à proximité immédiate du PEM, d'une superficie de 12 ha, a été déclaré d'intérêt métropolitain par délibération n°16642 du Conseil de Métropole du 24 février 2016. Il constituera un équipement majeur de la Métropole. Ce projet permettra de lier les activités de détente et de promenade propres à un parc classique à des activités sportives spécifiques. Il prévoit en effet la création de deux plans d'eau, un bassin de pêche de type « prise et relâche » et un plan d'eau équipé d'un téléski nautique favorisant la pratique du wakeboard, activité sportive très prisée et en fort développement en France et en Europe. Le rayonnement attendu du Parc multi-glisse Gérard Bruyère, s'entend bien au-delà du strict public local. Il répond à des besoins croissants (liés à au développement de la pratique des sports de glisse) et n'a pas d'équivalent dans l'Hérault (et plus largement à l'Est du territoire régional). Son positionnement, en direction à la fois des sportifs de haut niveau (le Parc multi-glisse Gérard Bruyère pourrait accueillir les championnats de France de wakeboard et des compétitions fédérales), des clubs et associations et du grand public, devrait permettre d'améliorer l'attractivité et le rayonnement économique et touristique de Montpellier Méditerranée Métropole, en répondant à une demande communale, métropolitaine et régionale participant à la diversité et au maillage des équipements sportifs de son territoire. Les travaux sont en cours de réalisation, le parc Gérard Bruyère sera mis en service avant la fin 2018.

Ce plan d'eau a été conçu dès l'origine pour contribuer à maîtriser le risque inondation de l'Aigues Vives à l'occasion de sa réalisation : la section de l'ouvrage hydraulique de traversée de la RN113 par l'Aigues Vives a été recalibrée en 2014, permettant de réduire le risque inondation sur les secteurs habités situés à l'amont de la RN113 et le bassin Gérard Bruyère intègre une capacité de rétention des eaux très importante permettant de réduire le risque d'inondation du secteur de la « Plaine du Colombier » à l'aval de la voie ferrée sur lequel se situe le PEM.

Compte tenu de l'importance des enjeux sur ce secteur de la « Plaine du colombier » restant en grande partie à aménager, il a été décidé de prendre en compte le risque de crue de l'Aigues Vives ainsi

que le ruissellement pluvial globalement à l'échelle du bassin versant pour toutes les occurrences, notamment la pluie de période de retour exceptionnelle soit 1,8 fois la crue centennale.

Dans cette perspective une réflexion approfondie, menée en concertation avec les services de la DDTM et de la DREAL a été menée depuis 2013 et a abouti à l'approbation d'un Schéma directeur hydraulique du ruisseau de l'Aigues Vives lors du Conseil de Métropole du 28 septembre dernier. Ce Schéma directeur hydraulique tenant compte de l'ensemble des infrastructures envisagées et en cours de réalisation (PEM, suppression du passage à niveau n°33, sécurisation de la RD26 et 26 E1, parc Gérard Bruyère) mais aussi des objectifs du SCoT, permet de définir et d'assurer la cohérence d'ensemble des différents ouvrages hydrauliques nécessaires, réalisés par différents maîtres d'ouvrage, en vue de la maîtrise du risque inondation du secteur.

Il intègre en conséquence les aménagements hydrauliques suivants :

- la création d'une allée alluviale d'une longueur de 1,3 km et d'une largeur moyenne de 100 m, accompagnant le lit mineur du ruisseau de l'Aigues Vives et complétée par plusieurs bassins d'écrêtement totalisant un volume de près de 60 000 m³, ainsi que le recalibrage du fossé le long du lotissement du golf de Massane et le redimensionnement de l'ouvrage hydraulique sous la RD26E1. Ces aménagements, situés dans un secteur stratégique défini par le SCoT donc d'intérêt métropolitain, sont portés par Montpellier Méditerranée Métropole et font l'objet des dossiers approuvés et des procédures engagées par la présente délibération,

- les différents bassins de compensation à l'imperméabilisation et de traitement qualitatif des eaux liés à la réalisation du PEM, aux infrastructures routières et de desserte du PEM et à la suppression du PN33, qui sont et seront réalisés par les trois maîtres d'ouvrage concernés par les opérations :

- SNCF réseau pour la suppression du PN33, assurant la délégation de maîtrise d'ouvrage routière du Conseil Départemental de l'Hérault pour la partie du futur tronçon de la RD26E1 entre le giratoire Philippe Lamour et le futur giratoire d'accès au lotissement du Golf de Massane,

- le Conseil départemental de l'Hérault pour l'aménagement et la sécurisation des RD26 et RD26E1 au sud du futur giratoire d'accès au Golf de Massane,

- le Conseil Régional dans le cadre de l'aménagement de la phase 2 du PEM au Sud de la voie ferrée, opération où SNCF Réseau a la délégation de maîtrise d'ouvrage d'une partie des procédures administratives,

Les aménagements prévus dans le schéma directeur, dont ceux objet de la présente délibération (allée alluviale) à réaliser par la Métropole, permettent de supprimer tous les débordements jusqu'à une crue exceptionnelle au droit :

- des secteurs habités existants du lotissement du Golf de Massane,
- du PEM et de ses dessertes locales,
- des enjeux agricoles entre la RD26 et la RD26E1,
- de la route départementale RD106E2 vers Mudaison.

Ils permettent aussi de réduire les débits pour toutes les crues en aval du canal BRL pour les enjeux situés sur la commune de Mudaison située à l'aval : bâtis denses en limite d'inondation, les voiries communales, la RD189 et les enjeux agricoles isolés.

Ils sont également cohérents et complètent ceux engagés sur ce même secteur par la commune de Baillargues au niveau du parc Gérard Bruyère et de l'ouvrage de franchissement de la RN113 sur l'Aigues Vives, opérationnel depuis fin 2014.

En ce qui concerne l'allée alluviale, un traitement paysager et écologique de grande qualité est prévu afin d'améliorer la situation environnementale actuelle du site. L'allée alluviale permettra aussi la restauration physique du cours d'eau et d'améliorer ses fonctionnalités écologiques. Au final, l'allée alluviale va permettre de créer sur le secteur une trame verte et bleue favorable à la biodiversité par la restauration des continuités écologiques. Ce projet d'un montant d'environ 7 M€ H.T. devrait être mis en œuvre en 2018. Le dossier Loi sur l'Eau du projet d'allée alluviale a reçu l'avis favorable du Conseil syndical du SYMBO, cet aménagement étant en cohérence avec les orientations définies à l'échelle du bassin versant de l'étang de l'Or.

Le schéma directeur hydraulique de l'Aigues Vives sur Baillargues a été construit en concertation avec les services de la DDTM et de la DREAL. Il sera approuvé par l'Etat en parallèle des procédures Loi sur l'Eau déjà engagées du PEM et de celles liées à la réalisation de l'allée alluviale.

Pour permettre la réalisation du projet d'allée alluviale, il convient maintenant d'engager les procédures d'enquêtes publiques pour permettre l'obtention des autorisations nécessaires à sa réalisation :

- l'acquisition, si besoin par expropriation, du foncier nécessaire sur les emprises du projet, soit une emprise de 14 ha (4,7 ha ont d'ores et déjà été acquis à l'amiable)
- l'obtention des autorisations requises pour la réalisation des travaux.

Les dossiers soumis aux procédures d'enquête publique unique sont établis conformément au Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, au Code de l'environnement, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes en vigueur. On distingue :

- l'étude d'impact sur l'environnement,
- le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'intérêt général conformément aux dispositions de l'article L 211-7 du Code de l'environnement,
- le dossier d'autorisation au titre des articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement (loi sur l'eau),
- le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique,
- le dossier d'enquête parcellaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dossiers d'enquête publique unique comportant l'étude d'impact sur l'environnement, la déclaration d'intérêt général, l'autorisation au titre des articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement (loi sur l'eau), la déclaration d'utilité publique et le dossier d'enquête parcellaire concernant le projet de réalisation de l'allée alluviale sur l'Aigues Vives sur la commune de Baillargues, ainsi que les opérations induites, en vue des acquisitions foncières nécessaires à sa réalisation, au besoin par voie d'expropriation,
- demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault le lancement des procédures aux fins d'obtention, après enquête publique unique, de la déclaration d'intérêt général, l'autorisation au titre des articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement (loi sur l'eau), la déclaration d'utilité publique et la cessibilité,
- requérir à l'issue de l'enquête unique le procédé des arrêtés correspondants,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135323-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CONVENTION PORTANT DÉLÉGATION DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN DE L'ÉTAT À LA MÉTROPOLE SUR LE PÉRIMÈTRE DE L'OPÉRATION ODE À LA MER - COMMUNES DE LATTES ET DE PÉROLS - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Entre Montpellier et la mer, le site de la Route de la Mer constitue historiquement depuis les années 70/80 l'une des principales zones commerciale et économique de destination et d'intérêt métropolitain (200 000 m² de commerces de grandes et moyennes surfaces spécialisées – 550 M€ de chiffre d'affaires), derrière le centre-ville de Montpellier (650 M€) et devant Odysseum (350 M€), dans un cadre dispersé et vieillissant, à mi-chemin entre Montpellier et le littoral.

Ce site est l'assise d'un projet de renouvellement urbain, commercial et environnemental majeur, sur 250 hectares, nommé Ode à la Mer, englobant sur Lattes les sites de Carrefour Grand Sud, du Solis, du Soriech, de Couran, de l'Estagnol, et sur Pérols les sites du Parc d'activités de l'Aéroport, de la Pailletrice, du Fenouillet, d'Auchan Plein Sud, et de l'avenue Bir-Hakeim.

Ce projet de renouvellement d'une zone commerciale de cette échelle est unique en France et sans doute en Europe. Il s'inscrit au cœur de la démarche « Ecocité » initiée par l'État pour développer et financer les villes durables.

Les expériences de requalification d'entrées de ville commerciales déjà tentées en France dans le passé ont été partielles (requalification d'espaces publics, introduction de nouveaux projets commerciaux monofonctionnels à l'intérieur même d'un site existant ...).

Le contexte est pris en compte à grande échelle sur 250 hectares et intègre, dès sa conception la mixité des fonctions et des usages, la gestion et le rattrapage hydraulique, la préservation de la biodiversité, l'organisation des transports autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, une gestion décloisonnée et intelligente des services urbains.

Programme de l'opération d'ensemble :

- Les 200 000 m² de commerces existants doivent être restructurés pour aboutir à 200 000 m² à +ou- 5% répondant aux nouveaux modes de consommation (environ : 1/3 maintenus, 1/3 transférés et 1/3 de nouvelles implantations), en apportant une réponse à des enseignes de moyennes surfaces installées depuis plusieurs décennies.
- Création de 6 000 à 8 000 logements,
- 75 000 m² de bureaux et d'activités,
- Equipements publics.

Cette opération d'aménagement Ode à la Mer est située sur les communes de Lattes et Pérols, soumises aux obligations de logements sociaux de l'article L. 302-9-1 du Code de la construction et de l'habitat. Ces deux communes ont fait l'objet d'un constat de carence par arrêtés du Préfet du département de l'Hérault en date du 9 octobre 2014 au regard de la non atteinte des objectifs de rattrapage de la période 2011-2013.

Il résulte de l'article L. 210-1 du Code de l'urbanisme que, pendant la durée d'application d'un arrêté préfectoral pris sur le fondement de l'article L. 302-9-1 du code précité, le droit de préemption est exercé par le représentant de l'Etat dans le département lorsque l'aliénation porte sur un terrain, bâti ou non bâti, affecté au logement ou destiné à être affecté à une opération ayant fait l'objet de la convention prévue à l'article L. 302-9-1 précité. Le représentant de l'Etat peut notamment déléguer ce droit à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ayant conclu une convention mentionnée au 2^{ème} alinéa de l'article L. 301-5-1 du même code.

Montpellier Méditerranée Métropole a signé avec l'Etat une convention de délégation de l'attribution des aides à la pierre en faveur de la construction, de l'acquisition, de la réhabilitation et de la démolition des logements locatifs sociaux et des logements-foyers, de la location –accession, de la rénovation de l'habitat privé, de la création des places d'hébergement, pour une durée de 6 ans. Cette convention a été renouvelée à compter du 1^{er} janvier 2016, la Métropole exerçant en lieu et place des communes

membres la politique locale de l'Habitat conformément aux dispositions de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales.

La Métropole a sollicité les services de l'Etat pour la délégation du droit de préemption sur le périmètre de la concession Ode à la Mer afin de répondre aux objectifs de production de logements locatifs sociaux pour éradiquer la carence, conformément au Programme Local de l'Habitat (PLH) tout en permettant la mise en œuvre du projet urbain Ode à la Mer, majeur pour le territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention quadripartite entre l'Etat, la Métropole et les communes Lattes et Pérols sur lesquelles le projet Ode à la Mer se développe,
- accepter la délégation du droit de préemption urbain par l'Etat sur le périmètre de la concession Ode à la Mer située sur les communes de Lattes et Pérols, selon le plan annexé,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ladite convention, et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135852-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ZAC EXTENSION EUREKA - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE CASTELNAU-LE-LEZ - DEMANDE DE PROROGATION DE L'ARRÊTÉ DE DUP - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le dossier de création de la ZAC « Parc Eureka extension » sur la Commune de Castelnau-le-lez, a été approuvé par délibération du Conseil dans sa séance du 8 décembre 2008.

Les objectifs de la ZAC « Parc Eureka Extension » retenus sont :

- Accueillir des activités de tertiaire d'affaire, tertiaire technologique, industries à haute valeur ajoutée, établissements médicaux-sociaux, logements, commerces et services de proximités, équipements d'intérêt collectifs,
- Concevoir un projet économique et architectural de niveau technopolitain en entrée de ville de part et d'autre de la rue de la Vieille Poste,
- Mettre en valeur un site méditerranéen remarquable par ses éléments patrimoniaux structurant le paysage sur le secteur « Verchant »,
- Assurer le maillage urbain dans le prolongement du lotissement Jean Mermoz au nord de la rue de la Vieille Poste.

La réalisation de la ZAC « Parc Eureka Extension » a été confiée à la SERM suivant un traité de concession (devenu concession d'aménagement) signé le 26 février et publié en préfecture de l'Hérault le 2 mars 1999.

Par arrêté préfectoral n°2010 du 23 décembre 2010 Monsieur le Préfet de l'Hérault ouvrait les enquêtes publiques conjointes, préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire relative au projet de réalisation de la ZAC Parc Eureka Extension sur la Commune de Castelnau-le-Lez.

L'enquête publique conjointe s'est déroulée du 31 janvier 2011 au 4 mars 2011.

Les conclusions favorables du commissaire enquêteur ont été remises le 11 avril 2011.

Par délibération du en date du 23 juin 2011, la déclaration d'intérêt général de projet a été prononcée.

Par arrêté n°2012-I- 354 en date du 15 février 2012 Monsieur le Préfet de l'Hérault déclarait d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation du projet d'extension de la ZAC Parc Eureka Extension sur la Commune de Castelnau-le-Lez au profit de la Métropole ou son concessionnaire la SERM.

La validité de l'arrêté de déclaration d'utilité Publique susvisé étant de 5 ans, celui-ci arrive à échéance le 15 février 2017.

Aujourd'hui sur les 9 unités foncières appartenant à 6 propriétaires privés pour une superficie totale de 381 164 m², comprise dans le périmètre de la ZAC Parc Eureka Extension, 8 unités foncières ont été acquises par la SERM.

Afin de finaliser l'opération, il reste une unité foncière à acquérir pour une superficie de 10 928 m². Malgré toutes les tractations engagées par la SERM, aucun accord n'a pu être conclu pour cette acquisition.

Il devient donc nécessaire que la SERM, en qualité d'aménageur de l'opération, s'assure de la maîtrise foncière des terrains afin de pouvoir mener à bien les objectifs de l'opération d'aménagement.

Pour ces raisons, en application L 121-5 alinéa 1 du Code de l'expropriation, Montpellier Méditerranée Métropole, sollicite de Monsieur le Préfet de l'Hérault une prorogation de l'arrêté de déclaration d'utilité publique en date du 15 février 2012 pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 15 février 2022, le projet n'ayant fait l'objet d'aucune modification.

Délibération n° 14303

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault une prolongation de la validité de l'arrêté de DUP de la ZAC Extension du Parc Eureka pour une durée de 5 ans,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout acte relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1134426-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – AVENANT
N°3 À LA CONVENTION DE TIERS PAYEUR - COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-
MAGUELONE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le 14 septembre 2009, la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone a acquis par préemption la parcelle cadastrée AH 92, située 3 Place de l'Eglise, supportant un corps d'immeuble, en vue de réaliser une opération de logements sociaux.

Dans le cadre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions ou des aides financières en faveur du logement social. A ce titre, la Métropole a donc soutenu financièrement la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone dans l'acquisition de ce bien, dans le cadre des objectifs de production de logements contractualisés prévus dans le Programme Local de l'Habitat, et pour la mise en œuvre de programmes locatifs sociaux.

Une convention de tiers payeur a été signée entre les parties les 20 et 23 mai 2008. Cette convention est arrivée à expiration le 30 novembre 2014.

Par délibération n°12622 en date du 27 novembre 2014, le Conseil de Métropole a autorisé la prolongation de deux ans de la convention de tiers payeur et la signature d'un avenant. Cette convention prorogée est arrivée à expiration le 30 novembre 2016.

Cependant, compte tenu de la complexité du montage de l'opération de logements sociaux prévue sur la parcelle cadastrée AH 92 et pour finaliser le projet, il y a lieu de prolonger de cinq ans la convention de tiers payeur entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°3 à la convention de tiers payeur avec la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1134845-

DE-I-I

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE MONTPELLIER - SECTEUR PONT TRINQUAT MÉJANELLE - CONSTITUTION D'UNE RÉSERVE FONCIÈRE - ACQUISITION DE LA PROPRIÉTÉ CADASTRÉE SS N° 4 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté préfectoral n° 2013-I-1160 en date du 14 juin 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'Utilité Publique (DUP) la constitution d'une réserve foncière dans le secteur de la Gare TGV- Mogère et rendu les parcelles cessibles au profit de Montpellier Méditerranée Métropole. Ces parcelles représentent une superficie d'environ 50 hectares.

La parcelle cadastrée SS n° 4, d'une surface totale de 10 273 m², située lieudit Domaine de la Banquière à Montpellier, classée en zone A au PLU de Montpellier et appartenant à Monsieur MOLITOR Jean, a été déclarée cessible en partie pour une surface de 9 668 m².

Après négociations, Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur MOLITOR Jean ont abouti à un accord qui prévoit les dispositions suivantes :

- l'acquisition, par Montpellier Méditerranée Métropole, d'une partie du terrain cadastré SS n° 4 d'une superficie de 9 668 m², exploitée en vigne, classée en zone A du PLU (agricole) à 12 €/m² de terrain, soit une valeur supérieure à celle estimée par France Domaine, mais conforme aux références des prix des transactions constatées antérieurement sur ce site et sur d'autres secteurs montpellierains présentant des configurations similaires (zones A bénéficiant d'une situation qualifiée de « privilégiée » par le Juge de l'Expropriation, compte tenu de leur positionnement géographique urbain dans la commune centre de la métropole), et une indemnité de perte de récolte,
- l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole du surplus de la parcelle SS n°4, d'une superficie de 605 m², partie non comprise dans la DUP, exploitée en vigne, classée en zone A du PLU (agricole) à 12 €/m² de terrain et une indemnité de perte de récolte,
- l'accord prévoit une clause de retour à meilleur fortune dans la perspective future de leur classement en zone AU0 (zone d'urbanisation future), en conformité avec le SCoT en vigueur, comme cela déjà été accepté pour des propriétaires voisins pour des parcelles situées dans des configurations similaires.

Le montant complémentaire, à verser par Montpellier Méditerranée Métropole à l'issue du changement de zonage sera de 13 €/m² de terrain, portant le montant unitaire total de l'acquisition de la parcelle concernée à 25 €/m², conforme au niveau des estimations de France Domaine pour des terrains classés en zone AU0 dans ce secteur.

Le montant total qui en résulte est de 187 757 euro.

Il se décompose comme suit :

- 123 276 euros au titre de l'acquisition du terrain dans le zonage actuel ;
- 12 601,60 euros au titre de l'indemnité de remploi dans le cadre de la DUP ;
- 51 879,40 euros au titre de l'indemnité de perte de récolte.

Il pourra être augmenté à terme de 133 549 euros au titre d'une clause à meilleure fortune, payables au moment du changement de son zonage au PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'acquisition de la propriété de Monsieur MOLITOR Jean, cadastrée à Montpellier SS n° 4, aux conditions du traité d'adhésion à ordonnance d'expropriation et de la promesse de vente et au prix de 187 757 euros toutes indemnités confondues, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur, augmenté à terme le cas échéant de 133 549 euros au titre d'une clause de retour à meilleure fortune,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 905 au budget de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le traité d'adhésion à ordonnance d'expropriation, la promesse de vente, l'acte de vente et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1134595-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

FINANCES



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

FINANCES – ADMISSIONS EN NON VALEUR DE TITRES DE RECETTES POUR L'ANNÉE 2016 - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Monsieur le Trésorier Principal Municipal a transmis à Montpellier Méditerranée Métropole l'état des recettes qui s'avèrent irrécouvrables malgré la mise en œuvre de toutes les procédures légales de recouvrement.

Après étude, il est proposé de donner suite à la requête du Trésorier pour un montant de créances s'élevant à 158 427,32 euros qui se décomposent de la façon suivante :

	Admissions en non valeur (€)
Budget Principal	118 703,39
Budget Annexe des Services Funéraires	31 906,95
Budget Annexe de l'Assainissement	6 808,65
Budget Annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif	487,26
Budget Annexe de l'Eau Brute	236,46
Budget Annexe de l'Eau Potable	284,61
Total	158 427,32

Les recettes admises en non valeur sont annexées à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le montant proposé d'admissions en non valeur pour l'année 2016 de 158 427,32 euros, pour le budget principal et les budgets annexes des services funéraires, de l'assainissement, du service public d'assainissement non collectif, de l'eau brute et de l'eau potable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135842-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es) :

Mme B. MICHEL

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

FINANCES – BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES - SECTION D'INVESTISSEMENT - ENGAGEMENT, LIQUIDATION ET MANDATEMENT DES CRÉDITS - AUTORISATION AVANT L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2017 - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

L'article L.1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Concernant les dépenses d'investissement, cette autorisation porte, sur délibération de l'organe délibérant, sur le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme votée sur des exercices antérieurs et conformément à l'article L.5217-10-9 du Code général des collectivités territoriales, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice précédent.

Ainsi, compte tenu du budget primitif 2016 et de ces décisions modificatives, il convient d'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissements selon la répartition ci-dessous.

Budget Principal

Fonction et Libellé		Montant budget 2016		1/4	1/3	Total
900	Services généraux	hors AP	7 780 117	1 945 029		1 968 363
		en AP	70 000		23 333	
901	Sécurité et salubrité publique	hors AP	1 043 844	260 961		260 961
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	hors AP	22 322 412	5 580 603		5 928 519
		en AP	1 043 749		347 916	
905	Aménagement des territoires et habitat	hors AP	31 753 342	7 938 335		16 918 138
		en AP	26 939 407		8 979 802	
906	Action économique	hors AP	13 381 615	3 345 404		4 629 737
		en AP	3 853 000		1 284 333	
907	Environnement	hors AP	14 683 383	3 670 846		4 138 063
		en AP	1 401 653		467 218	
908	Transports (hors budget transports)	hors AP	6 052 938	1 513 234		14 656 118
		en AP	39 428 651		13 142 884	
Total			169 754 109	24 254 412	24 245 486	48 499 899

Budget annexe Assainissement

Chapitre	Libellé	Montant budget 2016		1/4	1/3	Total
20	Immobilisations incorporelles	hors AP	101 563	25 391		25 391
21	Immobilisations corporelles	hors AP	1 295 107	323 777		340 443
		en AP	50 000		16 667	
23	Immobilisations en cours	hors AP	13 206 189	3 301 547		5 559 881
		en AP	6 775 000		2 258 333	
Total			21 427 859	3 650 715	2 275 000	5 925 715

Budget annexe SPANC

Chapitre	Libellé	Montant budget 2016	25%
21	Immobilisations corporelles	4 104	1 026
Total		4 104	1 026

Budget annexe Eau Brute

Chapitre	Libellé	Montant budget 2016	25%
23	Immobilisations en cours	35 505	8 876
Total		35 505	8 876

Budget annexe Eau Potable

Chapitre	Libellé	Montant budget 2016	25%
13	Subventions	168 800	42 200
20	Immobilisations incorporelles	448 083	112 021
21	Immobilisations corporelles	560 435	140 109
23	Immobilisations en cours	2 405 147	601 287
Total		3 582 465	895 616

Budget annexe Transport :

Chapitre	Libellé	Montant budget 2016	25%
13	Subventions	237 499	59 375
20	Immobilisations incorporelles	421 017	105 254
21	Immobilisations corporelles	6 898 517	1 724 629
23	Immobilisations en cours	24 759 509	6 189 877
Total		32 316 542	8 079 135

Budget annexe Parking :

Chapitre	Libellé	Montant budget 2016	25%
21	Immobilisations corporelles	227 000	56 750
Total		227 000	56 750

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les crédits d'investissements énoncés ci-dessus, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent,
- autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les crédits d'investissements énoncés ci-dessus dans le cadre d'autorisations de programme, dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au budget de l'exercice précédent,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135811-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS 2017 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Toutefois, les subventions ne peuvent faire l'objet d'une dépense effective qu'à raison d'une décision individuelle d'attribution.

Aussi, afin de permettre de pouvoir fonctionner au début de l'année à venir et dans l'attente du vote du Budget Primitif 2017, il est proposé d'affecter les subventions suivantes au titre du budget principal :

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE) - DMGB	40 000
6574	COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC)	90 000
930	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SERVICES GENERAUX	130 000
6574	MONTPELLIER DANSE	979 500
6574	OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	5 150 000
6574	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE DE MONTPELLIER LR (ENSAD)	100 000
6574	STAND'ART - SALLE VICTOIRE 2	70 500
6574	THEATRE DES TREIZE VENTS - CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL	495 000
6574	7L TV	275 000
933	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT CULTURE	7 070 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL (MAHB - Société)	362 642
6574	ASSOCIATION MONTPELLIER HANDBALL (MHB - Association)	245 700
6574	MONTPELLIER RUGBY CLUB (MRC - Société)	613 275
6574	MONTPELLIER RUGBY CLUB (SASP - Association)	331 500
6574	BASKET LATTES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (BLMA)	97 500
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION CANOE KAYAK - UC	29 250
6574	MONTPELLIER GRS	24 375
6574	MONTPELLIER WATER-POLO	170 625
6574	MONTPELLIER AGGLO NATATION UC (MANUC)	67 500

6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION PATINAGE	20 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON	14 625
6574	MONTPELLIER ASPTT TENNIS	10 000
933	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SPORTS	1 986 992
6574	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE) - DUH	15 000
935	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	15 000
6574	MISSION LOCALE DES JEUNES DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (MLJAM)	200 000
6574	OFFICE DU TOURISME	600 000
936	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ACTION ECONOMIQUE	800 000

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions de fonctionnement, telles que décrites ci-dessus, au titre du budget principal,
- dire que ces subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec la structure bénéficiaire,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions d'attribution de subvention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135812-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**FINANCES – OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT D'ESPACE PUBLIC - FINANCEMENT
- TAXE D'AMÉNAGEMENT - CONVENTION DE REVERSEMENT DES COMMUNES À
LA MÉTROPOLE - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au 1^{er} janvier 2015.

A compter de cette date, de nombreuses compétences exercées par les communes relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole notamment en matière de création, d'aménagement et d'entretien de voirie, de création, d'aménagement et d'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires.

L'article L5217-11 du Code général des collectivités territoriales dispose qu'en matière de recettes les articles applicables aux communautés urbaines s'appliquent également aux Métropoles. A ce titre, la création de la Métropole conduit au transfert de la taxe d'aménagement générée par les autorisations d'urbanisme délivrées à compter du 1^{er} janvier 2015.

Parallèlement, compte tenu du mode de recouvrement de la taxe, les communes perçoivent en 2016 la taxe d'aménagement relative aux autorisations délivrées avant le 1^{er} janvier 2015.

L'article L331-2 du Code de l'urbanisme prévoit la possibilité de reverser tout ou partie de la taxe des communes vers l'EPCI ou de l'EPCI vers la Commune compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de la Commune, de leurs compétences respectives, dans des conditions prévues par délibérations concordantes des conseils municipaux et de l'organe délibérant de la Métropole.

Il est proposé que les communes reversent à la Métropole pour l'année 2016, une partie des produits de la taxe d'aménagement.

Pour la commune de Castelnau-le-Lez, il est proposé un reversement estimé à 40% du produit de cette taxe, soit 520 000€.

Ce montant pourra être revu à la baisse en fonction des réalisations effectives de l'exercice 2016.

Une convention entre la commune et Montpellier Méditerranée Métropole, après délibérations concordantes des assemblées délibérantes, doit être établie pour procéder à ce reversement.

Pour la commune de Jacou, compte tenu de l'enveloppe de travaux, le montant initialement prévu de reversement de taxe d'aménagement n'a plus lieu d'être.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver au titre de l'exercice 2016, le reversement d'une partie du produit de Taxe d'Aménagement de la commune à la Métropole,
- approuver le projet de convention de reversement,
- dire que ce reversement de Taxe d'Aménagement au titre de l'année 2016 sera imputé en section d'investissement au chapitre 921,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135877-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

FINANCES – TRANSFERT À LA MÉTROPOLE DU RÉSULTAT, DE SA TRÉSORERIE ET DES PROVISIONS DU BUDGET ANNEXE PARKING DE L'HÔTEL DE VILLE DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre de l'exploitation du parking de l'Hôtel de Ville, la commune de Montpellier a créé une régie municipale dotée de la seule autonomie financière et d'un budget annexe pour y retracer les écritures comptables.

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences. Dans ce cadre, la compétence « parking » a été transférée. La commune de Montpellier a donc transféré à la Métropole l'exploitation du parking de l'Hôtel de ville.

Conformément à la réglementation, la Métropole a créé une régie dotée de l'autonomie financière et un budget annexe par délibération n°13505 du 16 décembre 2015 et la commune de Montpellier a clôturé son budget annexe parking.

Il convient aujourd'hui de transférer les résultats et la trésorerie du budget annexe parking de la commune de Montpellier sur le budget annexe de la Métropole par opérations d'ordre non budgétaires. Les résultats s'élèvent à 137 249,31€ en section de fonctionnement et à 982 113,47€ en section d'investissement. Ils seront affectés et repris au budget annexe de la Métropole en 2017 lors du vote du budget supplémentaire. La trésorerie s'élève à 1 563 101,30€.

Il convient également de reprendre les provisions pour risques et charges constatées par la commune de Montpellier à hauteur de 606 018€ aux comptes 15181 et 1581.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le transfert des résultats, de la trésorerie et des provisions du budget annexe parking de la commune de Montpellier vers le budget annexe parking de la Métropole de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135828-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

FINANCES – INDEMNITÉ DE CONSEIL DU TRÉSORIER – DÉCISION D'AUTORISATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

L'arrêté ministériel du 16 décembre 1983 autorise les comptables non centralisateurs du Trésor, exerçant des fonctions de receveurs d'un établissement public local, à fournir à la demande de l'établissement public concerné des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable.

Ces prestations ont un caractère facultatif et donnent lieu au versement annuel par l'établissement public d'une indemnité de conseil déterminée en application des règles de calcul énoncées par l'article 4 de l'arrêté précité.

Le recours à ces prestations et l'attribution de l'indemnité de conseil doivent être validés par le Conseil de Métropole conformément à l'article 2 de cet arrêté.

Madame Béatrice BLANES, nommée comptable de la trésorerie municipale de Montpellier le 20 juillet 2016, est concernée par cet arrêté.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter Madame Béatrice Blanes, comptable de la trésorerie municipale de Montpellier pour bénéficier de prestations de conseil,
- adopter l'attribution à Madame Béatrice Blanès, comptable de la trésorerie municipale de Montpellier, d'une indemnité de conseil déterminée en application des règles de calcul énoncées à l'article 4 de l'arrêté précité, acquise pour la durée du mandat, qui sera versée annuellement pendant la durée de ses fonctions,
- dire que les crédits seront inscrits au budget principal de la Métropole des différents exercices,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135769-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

HORS COMMISSION



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

HORS COMMISSION – ARTICLE L.5217-2 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN - CONFIRMATION DU PÉRIMÈTRE - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 à l'issue du processus démocratique de transformation initié au mois de juillet 2014 et l'accord de plus de 2/3 de ses communes membres.

La Métropole a repris l'ensemble des compétences antérieurement exercées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, y compris les compétences optionnelles et facultatives. De plus, certaines compétences exercées partiellement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier car encadrées par l'intérêt communautaire sont intégrées en totalité dans les compétences de la Métropole notamment en matière de création, d'aménagement et de gestion de zones d'activités, d'actions de développement économiques, de tourisme, d'aménagement de l'espace métropolitain, de politique de l'habitat, de politique de la ville, de voirie, de parcs et aires de stationnement.

L'intérêt communautaire défini antérieurement à la création de la Métropole est devenu métropolitain. Concernant les activités culturelles et sportives, telles que la création d'institutions et d'actions d'animation dans le domaine culturel et sportif et d'intérêt métropolitain ou le soutien et la contribution à de telles institutions, manifestations et actions, tel que mentionné à l'article 4 du décret de création de la Métropole, la délibération n° 13246 du 30 septembre 2015, a complété cette liste en déclarant la Comédie du Livre d'intérêt métropolitain.

Par ailleurs, le Conseil de Métropole a défini l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement par délibération n°13814 du 26 mai 2016 ainsi que l'intérêt métropolitain relatif à la création, la gestion et la translation des cimetières et sites cinéraires par délibération n°13245 du 30 septembre 2015.

En conséquence et en application de la législation en vigueur, il convient de définir l'intérêt métropolitain concernant la construction, l'aménagement, l'entretien et le fonctionnement d'équipements culturels, socio culturels, socio éducatifs et sportifs.

L'ensemble des bâtiments et équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire sont désormais d'intérêt métropolitain, depuis la création de Montpellier Méditerranée Métropole. Par délibération n°13247 du 30 septembre 2015, la Métropole a complété cette liste en déclarant d'intérêt métropolitain le parc multi-glisse Gérard Bruyère.

Il apparaît donc nécessaire de préciser qu'aucun équipement socio-culturel et socio-éducatif n'est reconnu d'intérêt métropolitain compte tenu des compétences exercées par la Métropole et du nombre d'équipements dont elle assure la gestion. Le transfert à venir d'une partie des compétences du Département et la mise en œuvre du schéma de mutualisation motivent aussi cette décision. Néanmoins, la définition de l'intérêt métropolitain pourra évoluer ultérieurement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver à la majorité qualifiée des membres du Conseil de Métropole l'intérêt métropolitain tel que décrit ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135926-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

HORS COMMISSION – PACTE ETAT-MÉTROPOLE - PACTE MÉTROPOLITAIN D'INNOVATION MONTPELLIER CAPITAL SANTÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Signé le 6 juillet à Lyon par le Premier ministre et les présidents des 15 métropoles françaises réunis dans le cadre fédérateur de France Urbaine, le pacte État-Métropoles décline les engagements pris pour soutenir et conforter les métropoles dans leur développement durable, leurs démarches innovantes et leur rôle dans l'alliance des territoires.

Il vise à leur donner les moyens de relever les défis auxquels elles sont confrontées, à augmenter leur rayonnement et à en faire de véritables moteurs du développement territorial du pays. Il prévoit 15 pactes métropolitains d'innovation et une mise en réseau des 15 métropoles. Le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET) apporte son expertise aux services de l'État depuis l'origine de la démarche, et assure au ministre de l'Aménagement du territoire, de la Ruralité et des Collectivités territoriales, les moyens d'assumer la coordination interministérielle qui lui a été confiée pour l'élaboration des pactes métropolitains d'innovation.

Le pacte prévoit une mise en réseau des quinze métropoles et la conclusion de quinze pactes métropolitains d'innovation, résultant d'une large concertation entre l'État, les Métropoles et les acteurs du monde de la recherche et de l'innovation. Ces pactes ont pour enjeu d'identifier les domaines stratégiques d'innovation que l'État et les métropoles souhaitent investir ensemble. Ils définissent les expérimentations à conduire, les partenariats de projets adéquats à engager et les moyens nécessaires pour garantir la diffusion des bonnes pratiques entre Métropoles.

Les pactes métropolitains d'innovation doivent également favoriser l'alliance des territoires. Ceux-ci ne peuvent plus se penser comme isolés, séparés ou opposés les uns aux autres. Les relations d'interdépendance que tissent les collectivités urbaines, les aires périurbaines et les zones rurales, ne cessent de s'accroître et impliquent un développement équilibré, coopératif, de ces différents espaces.

Pour l'élaboration de ces pactes métropolitains d'innovation, l'État s'engage à :

- mettre en place les financements adaptés pour faciliter notamment les réponses des métropoles aux appels à projet européens et internationaux sur ces sujets. Afin d'atteindre les objectifs, les moyens mobilisés par l'État pour accompagner l'action des métropoles regrouperont : volets métropolitains des CPER, Programme d'Investissement d'Avenir 3 (CGI), accompagnement spécifique de la Caisse des Dépôts et Consignation (contrats globaux d'accompagnement, participations aux projets publics), fonds de soutien à l'investissement,
- à favoriser les adaptations juridiques nécessaires pour permettre aux métropoles de développer des projets innovants tant dans le contenu que dans leur gouvernance,
- à faciliter les interactions avec l'ensemble des opérateurs de l'État agissant sur les territoires pour l'élaboration et la mise en œuvre des projets innovants des métropoles.

L'État va apporter 150 millions d'euros de financements principalement par l'intermédiaire du Fonds de Soutien à l'Investissement public Local (FSIL). 7,1 millions d'euros ont déjà été fléchés vers la Métropole de Montpellier.

Les pactes métropolitains d'innovation se déclinent en trois grands axes : transition énergétique et environnement (Grenoble, Nantes, Paris, Strasbourg), ville intelligente et mobilités (Lille, Lyon, Nice, Rennes, Rouen, Toulouse) et excellence économique et rayonnement international (Aix-Marseille-Provence, Bordeaux, Brest, Montpellier, Nancy).

Montpellier Méditerranée Métropole, avec le soutien de l'État, a choisi l'axe du développement économique et du rayonnement international, en inscrivant le Pacte métropolitain d'innovation dans le cadre de son projet de développement territorial « Montpellier Capital Santé ».

Elle est la seule des 15 métropoles à avoir retenu la thématique de la santé pour son Pacte métropolitain d'innovation. Ce positionnement témoigne de l'engagement de la Métropole de Montpellier dans le développement de la filière santé.

En effet, Montpellier est historiquement et, aujourd'hui plus que jamais, un centre d'excellence dans le domaine de la santé. La Santé, au sens de l'OMS, constitue un des enjeux fondamentaux du développement de la Métropole de Montpellier au niveau national et international.

Montpellier Méditerranée Métropole a d'ailleurs lancé le 9 novembre 2016 le projet « Montpellier Capital Santé » dont les objectifs sont de stimuler le développement et la croissance des entreprises régionales, de donner une visibilité européenne à Montpellier en mettant en valeur son potentiel et le dynamisme de son économie locale, d'attirer les meilleurs investisseurs et talents étrangers (étudiants, chercheurs, entreprises ...) pour qu'ils viennent s'implanter sur notre territoire.

Un « Conseil Montpellier Capital Santé », composé d'acteurs représentatifs de l'écosystème santé (acteurs de la formation, de la recherche et du soin, pouvoirs publics et associations, entreprises du territoire), a été mis en place pour mener à bien ce projet. Il s'appuiera sur des groupes de travail opérationnels qui devront, à partir des thématiques définies et des objectifs fixés, proposer un plan d'actions opérationnel.

Ainsi, le pacte métropolitain d'innovation se positionne comme un accélérateur de la démarche « Montpellier Capital Santé ». Conçu par les partenaires pour faciliter le déploiement rapide des projets les plus matures au sein de la filière santé, il porte des choix d'équipements très innovants, d'infrastructures susceptibles d'accueillir de la R&D de pointe, et de plateformes de réseaux à haute densité d'innovation (virologie, médecine régénératrice, accélérateur avec IRM intégré, salle d'angiographie cérébrale unique en Europe, centre européen de R&D pour les personnes en situation de handicap...).

Ce pacte métropolitain d'innovation sera signé avec l'Etat au premier trimestre 2017.

L'engagement financier de Montpellier Méditerranée Métropole, aux côtés de l'Etat, interviendra en fonction des projets sélectionnés et à hauteur maximale de 3,590 millions d'euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer le Pacte Métropolitain d'Innovation, conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1136204-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

HORS COMMISSION – ÉTUDES POUR LA RÉALISATION DE DEUX NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS SPORTIFS MÉTROPOLITAINS ET LA MUTATION DU STADE DE LA MOSSON - SITE D'IMPLANTATION - DEMANDE DE SUBVENTIONS - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Construit et rénové au fil du temps, le stade de la Mosson est le fruit de multiples travaux d'extension et d'amélioration qui lui ont permis de s'adapter aux évolutions suscitées par la progression des clubs utilisateurs et notamment du « Montpellier Hérault Sport Club » et par l'accueil de manifestations sportives d'envergure comme la Coupe du Monde de Football en 1998 ou encore la Coupe du Monde de Rugby en 2007.

Le stade de la Mosson « Mondial 98 » a été transféré par la Ville de Montpellier à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération n°4848 en date du 22 octobre 2002.

Tout au long de son histoire, cet équipement sportif a dû s'adapter pour affirmer son rôle sportif et compter parmi les principaux stades français. Néanmoins, à ce jour, l'accessibilité difficile du site et les exigences d'accueil du public imposées par les instances sportives ne permettent plus d'attirer les grands rendez-vous du sport européen et international.

Situé en zone rouge du plan prévention risques inondation, cet équipement a subi les nombreuses crues du cours d'eau de la Mosson (2002, 2003), et les récentes inondations des 29 septembre et 6 octobre 2014 ont marqué les esprits en rendant l'installation inutilisable par les clubs utilisateurs pendant plusieurs mois, impactant fortement l'activité des deux clubs de haut niveau résidents, le Montpellier Hérault Sport Club et le Montpellier Gymnastique Rythmique et Sportive.

Le Palais des Sports René Bougnol, inauguré en 1977, dispose quant à lui d'une capacité d'accueil du public restreinte à 2 900 personnes permettant difficilement de faire face à l'affluence du public souhaitant encourager le Montpellier Handball, et l'équipement n'est plus adapté pour l'accueil de manifestations d'envergure européenne et internationale. Par ailleurs, les conditions d'accessibilité du Palais des Sports sont limitées aussi bien en ce qui concerne les capacités d'accueil des parkings qu'à la desserte des transports en commun.

C'est pourquoi, il est aujourd'hui proposé de lancer les études de faisabilité relatives à la mutation de ces deux équipements sportifs existants qui ne permettent plus de relever les défis sportifs du XXI^e siècle.

Par cette délibération, il est donc proposé d'acter le lancement d'études de faisabilités techniques et opérationnelles de réalisation de deux nouveaux équipements structurants d'échelle métropolitaine dans le cadre d'un mandat d'étude confié par décision à la SA3M, qui permettra de définir les orientations, la stratégie et les aménagements nécessaires aux opérations.

Une première phase des études permettra d'analyser les programmes à envisager et les montages opérationnels des nouveaux équipements sportifs ciblés. Une seconde phase des études conduira à la programmation détaillée et au montage opérationnel de la mutation plus spécifique du stade de la Mosson « Mondial 98 ».

Une fois l'intégralité des études finalisées, le Conseil de Métropole devra se prononcer sur le programme et les enveloppes financières prévisionnelles de la ou des opération(s) et autoriser le lancement de toutes les procédures de consultation conformes au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

En outre, le choix concernant l'implantation de ces équipements sportifs d'intérêt métropolitain doit permettre de répondre à des enjeux sportifs mais aussi économiques, sociaux environnementaux et urbains, compte tenu notamment du fait que de tels équipements constitue un pôle important d'attractivité pour le territoire.

Le secteur de la Mogère, situé sur le territoire des communes de Montpellier et de Lattes, entre l'autoroute A9 actuelle et le quartier de Boirargues, traversé par les projets de deux grandes

infrastructures « jumelées » que sont l'autoroute A9 déplacée et le contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM), accueille la future gare nouvelle de la Mogère- Pôle d'Echange Multimodal. De ce fait, le SCOT de 2006 a identifié ce secteur comme un site stratégique en termes d'aménagement du territoire et d'extension urbaine à intensité élevée. Son aménagement, de compétence métropolitaine a été confié à la SA3M dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération du 24 septembre 2013. Ce site est également inclus dans le territoire de l'Ecocité Montpellieraine, retenu par l'Etat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'ADEME, au titre de la démarche nationale Ecocité de développement durable innovant, exemplaire et « duplicables », ouvrant droit aux investissements nationaux « Ville de demain ».

Dans ce contexte, parmi les différents sites envisagés pour accueillir l'implantation des nouveaux équipements sportifs (notamment le secteur Saporta), seul le secteur de la Mogère, permet de répondre aux enjeux contemporains de localisation de tels équipements métropolitains, notamment en termes :

- d'accessibilité, multimodale et aux différentes échelles du territoire, avec :
 - o à proximité, la gare de la Mogère – Pôle d'Echange Multimodal trains, cars, bus, tramway et son vaste parking d'échange ;
 - o en transports en communs métropolitains : à la fois la ligne 1 de tramway prolongée jusqu'à la gare de la Mogère et la ligne 3 ;
 - o piétons et cycles via Odysseum, l'avenue Raymond Dugrand et le Sud (Lattes-Boirargues) ;
 - o sur le plan routier : accès depuis le futur contournement de Montpellier, par l'échangeur Montpellier-Est situé sur l'A709 et, sur le secteur Est, accès depuis la rd66 (av. Pierre Mendès-France) et la rd 189 ou encore par l'avenue de la Mer (avenues Raymond Dugrand et avenue Georges Frêche) et par les avenue Nina Simone et du Mondial 1998 au niveau de Port Marianne ;
 - o et au-delà, l'aéroport.
- de foisonnement possible des stationnements avec l'offre existante et / ou à créer,
- de visibilité et d'attractivité touristique (notamment possible affichage sur l'A709 et visibilité depuis la Gare de la Mogère),
- de potentialités d'intégration urbaine et de mixité programmatique,
- de maîtrise foncière et de faisabilité technique.

Le choix de cette implantation s'inscrit dans le cadre d'un projet plus large visant à intégrer et mettre en réseau les grands équipements sportifs au sud de la métropole (Arena, centre d'entraînement du club de football, club de tennis de Grammont, futur stade...).

Enfin, dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole va solliciter l'ensemble des instances et fédérations nationales de sport afin de rechercher les participations techniques et financières les plus larges possibles sur ce projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement des études de faisabilité relatives à la réalisation de deux nouveaux équipements sportifs structurants d'échelle métropolitaine ainsi que celle relative à la mutation du Stade de la Mosson "Mondial 98",
- approuver le choix du site d'implantation de ces deux nouveaux équipements sportifs structurants,
- solliciter les subventions les plus larges possibles auprès de l'État, des collectivités territoriales et de l'ensemble des instances et fédérations sportives compétentes,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14290

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (4 abstentions et 3 votes contre).

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1136074-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SPL LRAD - MODIFICATIONS STATUTAIRES - MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL ET AUGMENTATION DE CAPITAL - AUTORISATION ACCORDÉE AU REPRÉSENTANT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

Mme I. MARSALA, Conseillère Métropolitaine, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la SPL LRAD au capital de 148 000 euros composé de 1 480 actions. Elle détient 8,31% du capital, soit 123 actions et occupe 1 poste sur 3 au Conseil d'Administration de la société, au côté de la Région Occitanie disposant de 91,69% du capital.

L'objet social actuel de la SPL LRAD est de concevoir, d'étudier et de mener à bien des dossiers ou opérations d'ingénierie de projets innovants pour le compte de ses actionnaires collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales et, notamment, pour la filière des énergies renouvelables, le tourisme, la longévité des seniors, les solutions TIC innovantes et les montages technico-économiques originaux, à forte valeur ajoutée en matière de développement économique et d'emploi. À cet effet, la société peut passer toute convention appropriée, et effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, industrielles, juridiques et financières se rapportant à l'objet défini ci-dessus. Elle peut en outre réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet et qui contribuent à sa réalisation. Elle exerce ses activités exclusivement sur le territoire de ses actionnaires, et pour leur compte exclusif.

Le Conseil d'Administration de la SPL LRAD, en sa séance du 26 octobre 2016, a décidé la convocation d'une Assemblée Générale Extraordinaire en vue de proposer aux actionnaires d'une part une modification de l'objet social permettant à la SPL LRAD de réaliser des opérations d'aménagement, et d'autre part une augmentation de capital à hauteur de 180 000 € par émission de 1 800 actions nouvelles au pair à valeur nominale de 100 €.

Cette augmentation de capital a pour objectif de compenser le déficit prévu sur l'exercice et de porter le capital social au-delà du seuil minimum légal nécessaire de 225 000 € pour pouvoir exercer des activités d'aménagement. Le montant du capital serait ainsi porté à hauteur de 328 000 €.

Cette augmentation de capital, sous réserve d'agrément par l'Assemblée Générale Extraordinaire, entraînerait donc la modification de l'article 7 des statuts portant sur le capital social. De même, l'extension de l'objet social entraînerait la modification de l'article 2 des statuts portant sur l'objet social.

Ces modifications statutaires exigent à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

En outre, la Région Occitanie prenant seule part à cette augmentation de capital, la part de capital de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la société passerait donc de 8,31% à 3,75%. La répartition des sièges de l'ensemble des représentants des actionnaires au sein du Conseil d'administration de la société restant inchangée par ailleurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'augmentation de capital de la SPL LRAD à hauteur de 180 000 € par émission de 1 800 actions nouvelles de 100€, ainsi que la non souscription de Montpellier Méditerranée Métropole à cette augmentation de capital ;
- approuver en conséquence la modification statutaire relative au capital social de la SPL LRAD ;
- approuver la modification de l'objet social afin de permettre à la société LRAD de réaliser notamment des opérations d'aménagement ;

Délibération n° 14394

- autoriser son représentant aux Assemblées Générales, Mme Isabelle MARSALA à voter en faveur de ces dispositions;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135333-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

HORS COMMISSION – MANDAT SPÉCIAL (MISSION ET REPRÉSENTATION) DES ÉLUS - PRISE EN CHARGE - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Président et les élus de Montpellier Méditerranée Métropole sont amenés à effectuer en dehors de l'exécution des fonctions dont ils sont habituellement investis, des déplacements indispensables pour le développement et la représentation de la Métropole, hors du territoire intercommunal et des limites du département de l'Hérault.

Ces déplacements ont essentiellement pour objet la promotion et le développement des intérêts de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du gouvernement et des institutions européennes voire internationales ou auprès d'autres collectivités locales et groupements au niveau national appartenant à l'Union Européenne ou à des pays situés en dehors de celle-ci, la participation à des congrès, colloques ou autres manifestations organisées par des structures nationales ou internationales d'intérêt général développant de véritables expertises dans des domaines relevant des compétences de la Métropole de Montpellier. Ils peuvent aussi concerner la représentation de l'institution au sein des personnes publiques ou organismes précités notamment lors de la remise de prix ou de récompenses consacrant les actions menées par l'Etablissement Public de Coopération intercommunale.

Dans ce cadre, au titre du mandat spécial, tel que défini ci-dessus, les élus sont amenés à engager des frais de mission (transport, hébergement, repas) et des frais de représentation.

Les frais réels ainsi justifiés dans le cadre du présent mandat spécial seront pris en charge par le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément aux dispositions des articles L. 5211-14, L.2123-18 du Code général des collectivités territoriales et à la circulaire du 15 avril 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux.

Au titre de l'année 2017, les frais relevant du mandat spécial tel que défini ci-dessus, seront remboursés pour l'ensemble des élus sur la base de frais réels et justifiés dans la limite de 40 000 €. En cas d'événement exceptionnel, nécessitant le déplacement de plusieurs élus et acteurs économiques et sociaux à l'étranger une délibération dédiée interviendra.

Il convient par ailleurs d'autoriser, dans le cadre de cette délibération, des frais de représentation pour le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à l'article L. 2123-19 du Code général des collectivités territoriales et pour le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes. Ces frais ont pour objet de couvrir les dépenses qu'ils engagent à l'occasion de leurs fonctions et dans l'intérêt de Montpellier Méditerranée Métropole. Le dispositif en vigueur fonctionne notamment par l'attribution d'une carte affaires nominative à débit différé dont le but est de faciliter les modalités de prise en charge et de remboursement des frais exposés. L'ensemble de ces dépenses est remboursé aux frais réels sur présentation des justificatifs originaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- arrêter le principe de remboursement à Monsieur le Président et aux élus de la Métropole, des frais de transport, hébergement et restauration engendrés au titre des frais de représentation du Président et du Directeur Général des Services ainsi que du mandat spécial tel que défini ci-dessus, sur la base de frais réels et sur justificatifs ;
- dire que les crédits seront imputés sur le budget de la Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1134615-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s) :

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es) :

Mme B. MICHEL

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

HORS COMMISSION – OUVERTURE DES MAGASINS LE DIMANCHE - LOI N° 2015-990 DU 6 AOÛT 2015 POUR LA CROISSANCE, L'ACTIVITÉ ET L'ÉGALITÉ DES CHANCES ÉCONOMIQUES - RECTIFICATIF - AVIS DE LA MÉTROPOLÉ

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

L'article L 3132-6 du Code du travail tel que modifié par la loi n° 2015-90 du 6 août 2015 permet désormais l'ouverture dominicale des établissements de commerce de détail, dans la limite de 12 dimanches par an, sauf dérogations législatives et réglementaires déjà prévues pour certains secteurs d'activités notamment les jardineries, les magasins d'ameublement et les magasins de bricolage.

Lorsque le nombre de dimanches excède cinq, la décision du Maire est prise après avis conforme du Conseil de Métropole et du Conseil Municipal.

La liste des dimanches doit être arrêtée par le Maire, avant le 31 décembre, pour mise en œuvre sur son territoire au cours de l'année suivante.

Par délibération en date du 24 novembre 2016, le Conseil de Métropole a émis un avis favorable sur les propositions de six communes, dont les communes de Lattes et de Pérols.

Ces deux communes sollicitent l'avis de la Métropole afin de rectifier une des dates proposées, à savoir le 15 janvier 2016 au lieu du 8 janvier 2016.

Cette rectification concerne le secteur d'activité du commerce de détail spécialisé de l'alimentation pour la commune de Pérols et les secteurs suivants pour la commune de Lattes :

- Le secteur d'activité du commerce de détail spécialisé de l'alimentation,
- Le secteur d'activité du commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer-électroménager TV-Hifi,
- Le secteur d'activité du commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs.

Le nombre d'ouvertures sollicité par les communes de Lattes et de Pérols pour les secteurs concernés reste inchangé, ainsi que les autres dates, conformément à l'avis favorable rendu par le Conseil de Métropole du 24 novembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable à la modification de date relative à la liste d'ouverture dominicale des commerces de détail, par secteur d'activité, pour les communes de Lattes et de Pérols.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1136436-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

HORS COMMISSION – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATIONS PERMANENTES - MODIFICATION - AUTORISATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code général des collectivités territoriales prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1°Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2°De l'approbation du compte administratif ;
- 3°Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- 4°Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5°De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6°De la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7°Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Montpellier Méditerranée Métropole exerce des compétences nécessitant une certaine réactivité vis-à-vis des préoccupations des communes membres.

Il convient dès lors de faire en sorte que les procédures administratives, notamment en matière de commande publique, puissent être les plus fluides possibles.

A ce titre, il est proposé de modifier le paragraphe 4 de la délégation au Président afin de lui permettre de traiter par décision la totalité des marchés publics et accords-cadres quel qu'en soit leur montant. Cette modification, s'inscrit dans le processus d'harmonisation des procédures engagées avec la Ville de Montpellier.

Par ailleurs, il est également proposé d'ajouter un point au chapitre concernant le personnel et modifier le point 5.3 afin d'autoriser par décision la passation de convention de mise à disposition à titre individuel.

En outre, il s'agit de préciser le paragraphe 6.4 relatif aux indemnités d'assurances.

L'ensemble des autres délégations permanentes demeure inchangé.

Il est donc proposé de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

1. Patrimoine et domanialité :

1.1 arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;

1.2 autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

1.3 décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 € ;

1.4 décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;

1.5 autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention

1.6 autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;

1.7 autoriser l'acquisition d'œuvres d'art à titre onéreux qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

1.8 approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) autoriser celles établies au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, lorsque les crédits sont inscrits au budget et la signature des conventions de dépôt d'œuvres qui ne sont grevées ni de conditions ni de charges ;

1.9 accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;

1.10 fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Métropole, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Métropole qui n'ont pas un caractère fiscal ;

1.11 agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;

1.12 autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;

1.13 autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions.

1.14 autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ou de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

1.15 déterminer à l'occasion de chaque opération, après concertation avec les intervenants, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances, sur le territoire des communes où il n'a pas été établi un règlement de voirie, conformément à l'article R.141-15 du Code de la Voirie Routière et dans l'attente de l'adoption d'un règlement de voirie métropolitain.

2. Urbanisme

2.1 autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme;

2.2 autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;

2.3 autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole.

2.4 autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

2.5 prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme.

3. Finances

3.1 procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

3.2 créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

3.3 autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de Montpellier Méditerranée Métropole, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;

3.4 autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation.

4. Commande publique

4.1 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

Pour les marchés de moins de 25 000 € HT, la signature du contrat par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision d'attribution.

4.2 fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence quand les crédits sont inscrits

au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.3 prendre toute décision concernant les conventions d'études à intervenir avec le Syndicat Mixte Hérault Energies et la validation de leur montant, préalables à la réalisation de travaux sur les réseaux d'électricité et le cas échéant, en cas de travaux coordonnés, d'éclairage public et de télécommunications, des communes représentées par la Métropole au sein de cet établissement public intercommunal dans la limite de 5000 € HT par étude ;

4.4 approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

4.5 autoriser la passation de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dans le cadre de l'exercice de la compétence « service public de défense extérieure contre l'incendie ».

5. Personnel – élus

5.1 adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail ;

5.2 adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;

5.3 adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;

5.4 autoriser la signature des contrats de protection sociale complémentaire liés aux transferts d'agents communaux vers Montpellier Méditerranée Métropole ;

6. Contentieux

6.1 intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

6.2 régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

6.3 indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable.

6.4 autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance, dont le montant est supérieur à 5 000 €.

En dessous de ce montant, la signature de l'acceptation des indemnités par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision.

7. Divers

7.1 autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

7.2 adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

7.3 autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement.

7.4 prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics , relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l' élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification des délégations permanentes accordées par le Conseil au Président telle que définie ci-dessus,
- déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés,
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales, la signature de ces décisions et des actes subséquents à ces décisions,
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 02/01/17
Déposé En Préfecture
Le : 02/01/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135048-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLE -
COMPOSITION - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au regard de divers demandes reçues, il convient de mettre à jour la composition des commissions.

Les tableaux figurant en annexe sont modifiés en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la composition des commissions telle qu'annexée à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135975-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

HORS COMMISSION – TAXE DE SÉJOUR INTERCOMMUNALE - RETRAIT

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Afin de poursuivre la concertation et d'assurer une mise en place optimale de ce nouveau dispositif, considérant que la délibération n°14051 du 28 septembre 2016 instaurant la taxe de séjour intercommunale n'a pas encore produit d'effet juridique, sa mise en œuvre étant fixée au 1er janvier 2017, il est proposé de procéder au retrait de la délibération n°14051 du 28 septembre 2016 " TAXE DE SEJOUR - INSTITUTION".

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le retrait de la délibération n°14051 du 18 septembre 2016 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1136717-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

HORS COMMISSION – VŒU DE SOUTIEN À L'ACCUEIL DU SIÈGE DE L'AGENCE FRANÇAISE DE LA BIODIVERSITÉ À MONTPELLIER

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Loi pour "la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages", a été adoptée définitivement le mercredi 20 juillet 2016, et crée notamment une Agence Française de la Biodiversité (A.F.B.)

L'A.F.B. sera opérationnelle au 1er janvier 2017. Ses grandes missions sont les suivantes :

- la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité,
- le développement des connaissances, ressources, usages, services éco systémiques attachés à la biodiversité,
- la gestion équilibrée et durable des eaux, l'appui scientifique, technique et financier à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques de l'État et des collectivités territoriales,
- la contribution au développement des filières économiques de la biodiversité, le soutien aux filières de la croissance verte et bleue dans le domaine de la biodiversité,
- la lutte contre la bio piraterie, la police de l'environnement, administrative et judiciaire.

Le Président d'honneur est l'astrophysicien Hubert REEVES.

La loi prévoit la création d'agences régionales de la biodiversité (3 pôles : Brest, Vincennes et Montpellier).

A ce jour, rien n'est en revanche indiqué sur la localisation du siège de l'Agence.

Il est donc proposé au Conseil de demander par le présent vœu à l'Etat de faire le choix de Montpellier comme ville d'accueil du siège de l'A.F.B.

Les raisons de ce soutien sont multiples.

Montpellier ayant, en 2016, perdu son statut de capitale régionale, l'installation de cette agence doit être un des éléments de compensation en terme d'emploi et de rayonnement pour notre ville.

L'implantation de l'A.F.B. à Montpellier mettra en lumière une synergie évidente avec le niveau de la recherche scientifique sur le territoire. En effet, la communauté montpelliéraine de recherche en biodiversité est une des plus importantes au niveau national et européen (1ère en France avec 1200 scientifiques) par :

- le nombre de ses chercheurs,
- les domaines scientifiques couverts tant génériques (génomique, écologie évolutive, écologie fonctionnelle, biologique intégrative, etc.) que finalisés (gestion des ressources vivantes, aquaculture, foresterie, agronomie, conservation, santé humaine, etc...)
- la diversité des environnements étudiés (tropicaux et méditerranéens, terrestres et marins) et de ses dispositifs expérimentaux (évolution expérimentale, Ecotron, observatoires, dispositifs expérimentaux à long terme...).

A Montpellier sont également installés de nombreux centres de recherche et institutions universitaires, reconnus sur le plan national et international : CNRS, Agropolis International, INRA, CIRAD, IRSTEA, IRD, BRGM, CIHEAM, SupAgro, UM avec le Labex Centre Méditerranéen de l'Environnement et de la Biodiversité et l'Observatoire de Recherche en Environnement Méditerranéen. Montpellier accueille le CGIAR, le siège de la Fédération des Parcs nationaux, et de plusieurs associations reconnues nationalement comme l'Office de Protection de l'Environnement et des Insectes...

Montpellier est de plus une collectivité locale fortement impliquée dans l'action en faveur de la biodiversité en milieu urbain : la Ville est fortement impliquée dans ses politiques publiques sur les sujets liés à la biodiversité. Elle participe activement au réseau des villes membres de la Convention pour la Diversité Biologique, animant un réseau méditerranéen sous l'égide des Nations Unies. Elle s'est également vu reconnaître en 2011 le statut de capitale européenne de la biodiversité.

Il apparait donc nécessaire de conforter par ce choix Montpellier dans son développement, riche de sa communauté scientifique, fort des actions locales engagées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- de soutenir auprès de l'Etat l'installation à Montpellier le siège de l'Agence Française pour la Biodiversité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1136938-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-deux décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme T. DASILVA à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. M. LEVITA à M. R. YOUSSEUS, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme B. MICHEL à M. N. SEGURA, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à M. Philippe SAUREL, Mme I. TOUZARD à Mme E. LLORET.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme F. JAMET

HORS COMMISSION – NOUVELLE ORGANISATION TERRITORIALE DE LA RÉPUBLIQUE - TRANSFERT DES COMPÉTENCES DU DÉPARTEMENT À LA MÉTROPOLE - CONVENTIONS - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République du 7 août 2015 a défini les compétences respectives entre les Régions, les Départements, les communes et leurs groupements et a institué un mécanisme de transfert obligatoire concernant au moins trois des huit compétences suivantes, entre les départements et les métropoles présentes sur leur territoire :

- attribution des aides au titre du fonds de solidarité logement,
- missions confiées au service public d'action sociale,
- adoption, adaptation et mise en œuvre du programme départemental d'insertion,
- aide aux jeunes en difficulté,
- actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté,
- personnes âgées et action sociale ou une partie de ces compétences (hors prestations légales d'aide sociale),
- tourisme, culture et construction, exploitation et entretien des équipements et des infrastructures destinées à la pratique du sport ou une partie de ces compétences,
- construction, reconstruction, aménagement, entretien et fonctionnement des collèges.

Par ailleurs, la gestion de tout ou partie des routes classées dans le domaine public routier départemental ainsi que leurs dépendances et accessoires, sur le territoire métropolitain est transférée à la Métropole.

C'est dans ce cadre que se sont déroulés les travaux de la Commission Locale d'Evaluation des Charges et des Ressources Transférées, présidée par le président de la Chambre Régionale des Comptes en présence du Préfet de l'Hérault ou de son représentant et réunissant 4 élus du Département et de la Métropole.

Dès son installation le 15 septembre dernier, de nombreux groupes de travail associant la CRC, les administrations locales respectives, leurs conseils et des représentants de l'Etat ont été organisés et ont permis d'aboutir à deux réunions de la CLERCT les 8 et 15 décembre qui ont défini le périmètre des compétences et les modalités de leurs transferts notamment financières. Sur la base des deux avis rendus à l'unanimité des membres présents, le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole proposent le transfert des compétences suivantes :

- attribution des aides au titre du Fonds de Solidarité Logement,
- aide aux jeunes en difficulté,
- culture : équipements culturels du domaine d'O constitués d'un amphithéâtre de plein air, d'une capacité de 1800 places, d'un théâtre modulable en bois d'une capacité de 600 places assises et de 1200 places debout, d'une aire à chapiteaux, d'un espace de cafétéria, de bureaux, de salles de réunions, d'espaces extérieurs arborés. Ce transfert concerne aussi l'exploitation de ces équipements confiée à l'Epic du domaine d'O,
- gestion des routes classées dans le domaine public départemental ainsi que leurs dépendances et accessoires, situées sur le territoire métropolitain hors deux tronçons mentionnés ci-après. Ce réseau représente 400,8 km de routes dont 33,6 km de sections à deux fois deux voies, 148 giratoires auxquels s'ajoutent 55,86 km de pistes cyclables et de voies vertes, le tout jalonné de 272 ouvrages d'art et environ 5 000 arbres d'alignement.

Les négociations intervenues ont permis d'aboutir à un accord qui respecte les volontés des deux institutions, renforce leurs missions essentielles, pérennise les engagements, dans l'intérêt général des populations et des territoires.

L'intégration des installations du domaine d'O dans le réseau des équipements culturels métropolitains répond à une volonté plusieurs fois proclamée, de renforcer la cohérence, la structuration et la diversité des actions culturelles de la Métropole sur son territoire et plus particulièrement en matière de spectacle vivant : festivals, concerts, théâtre, formations musicales et en arts dramatiques. Elle favorisera la mutualisation des actions dans ce domaine avec les communes membres au sein de la

coopérative de services mais aussi avec les territoires voisins dans le cadre de partenariats qui pourront concerner les installations du domaine d'O et les manifestations qu'elles accueillent.

La loi NOTRe réaffirme le rôle central des départements dans l'accueil, l'accompagnement, la lutte contre l'exclusion, l'insertion sociale des populations en difficulté depuis la protection de la petite enfance jusqu'au suivi des personnes âgées dépendantes ou non. Il repose dans l'Hérault sur un réseau structuré d'agences départementales de la solidarité et sur des équipes d'agents administratifs, de travailleurs sociaux et médicaux-sociaux qui mènent à la fois des actions généralistes et spécialisées, très imbriquées. L'accord intervenu préserve la cohérence actuelle et permet au Département, en concertation avec l'ensemble des équipes concernées, de mener les réformes nécessaires pour renforcer son action et faire face aux attentes et aux enjeux sociaux du territoire, en termes de lutte contre la pauvreté, d'exclusion et de chômage.

La gestion de l'attribution des aides au titre du fonds de solidarité pour le logement constitue un nouvel outil d'intervention de la politique métropolitaine du logement. Les aides individuelles en faveur des jeunes en difficulté et le financement d'actions collectives de prévention et d'accompagnement en leur faveur au titre du Fonds d'Aide aux Jeunes complètent les actions déjà développées par la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole et participent aux missions métropolitaines en matière de Contrat de Ville et Politique de la Ville.

Le transfert de la voirie départementale sur son territoire permet à la Métropole de disposer désormais d'un réseau totalement intégré et de développer une politique viaire globale sur son territoire en dehors des voiries mentionnées ci-dessous.

Dans le cadre de la convention, soumise à approbation, relative au transfert de la gestion de la voirie départementale à la Métropole, le Département s'engage en effet à conserver les tronçons suivants, situés sur le territoire métropolitain :

- la Liaison Intercantonale d'Evitement Nord entre le giratoire des Cousteliers à Castries et le lieu-dit Bel Air à Grabels.
- la RD 986 au Nord de Montpellier jusqu'à l'échangeur Trifontaine (échangeur non compris).

Il poursuivra sous sa maîtrise d'ouvrage la réalisation de la Déviation Est de Montpellier entre le giratoire de la rue de la Vieille Poste et l'autoroute A709.

Il assure ainsi la continuité d'investissement et d'exploitation concernant ces deux voies structurantes à l'échelle métropolitaine et départementale. C'est animé par cette même logique qu'il maintient l'ensemble de ses financements prévus au Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 concernant le Contournement Ouest de Montpellier et la Déviation de la RN 113 à Baillargues et pour les travaux de suppression du passage à niveaux PN 33 sur le Pôle d'Echanges Multimodal de Baillargues, dans le cadre d'une convention dédiée conclue avec la Région, Réseau Ferré de France, l'Etat, la Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, la Ville de Baillargues et la Communauté Européenne (Fonds FEDER).

Les opérations relevant désormais de la maîtrise d'ouvrage des deux parties, compte tenu de leur localisation et bénéficiant d'offres de concours ou de conventions financières d'autres natures, notamment le recalibrage de la RD 26 desservant le PEM de Baillargues, pourront donner lieu, le cas échéant, à de nouvelles conventions.

Afin de garantir la pérennité des principaux festivals d'été qui seront organisés sur les futurs équipements culturels métropolitains du domaine d'O, la Métropole et le Département ont établi un projet de convention spécifique par laquelle le Département versera à la Métropole, le niveau moyen des subventions qu'il versait aux associations organisatrices du « Printemps des Comédiens », « Arabesques » et « Folies Lyriques » soit 1 668 365€, sous réserve que la Métropole continue à accueillir et à soutenir ces manifestations culturelles phares de niveau local voire national.

La phase de discussion préalable a fait émerger de nombreuses pistes de coopération et de coordination, qui pourront être développées sur la base de cet accord.

Les partenariats, qui existent déjà entre le Département, la Ville de Montpellier, et Villeneuve-lès-Maguelone en matière d'actions de prévention spécialisée en faveur des jeunes, au sein des quartiers

relevant de la politique de la ville, pourront être complémentaires aux actions relevant désormais de la Métropole voire développés pour être étendus à tout ou partie de son territoire.

Le Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM) qui vise à favoriser l'embauche et l'insertion des habitants des douze quartiers prioritaires et à terme de l'ensemble du territoire métropolitain et le Programme Départemental d'Insertion pourront voir leurs actions converger afin d'accroître l'efficacité de ces dispositifs.

Le Département, acteur majeur en matière de suivi des personnes âgées, sera associé, avec les Centres Communaux d'Actions Sociales, aux actions métropolitaines en faveur du « bien-vieillir » notamment en matière de génie urbain, de logement et de mobilité et de développement de la « silver economy ». La Métropole participera réciproquement aux comités de suivi du schéma gérontologique départemental.

Le service public départemental d'action social sera invité à s'associer aux réflexions qui seront menées entre les communes, leurs CCAS et la Métropole afin de renforcer la cohésion sociale du territoire métropolitain pour mieux lutter en commun contre la montée de la pauvreté et de l'exclusion, notamment en simplifiant et en coordonnant les démarches des publics en difficulté auprès des différentes institutions.

Le sport et la culture demeurant des compétences partagées et le Département gardant la gestion des collèges, des actions communes pourraient être développées avec les communes et Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la jeunesse sur notre territoire.

Les périmètres de compétences finalement établis et les modalités de mise en œuvre qui ont été définies permettent un transfert progressif, sécurisé et respectueux des agents sans bouleverser les organisations et les équilibres financiers des deux institutions.

Le transfert des compétences Fonds de Solidarité Logement, Aides aux jeunes en difficulté et Culture concerne en effet 13,73 agents en équivalent temps plein ainsi que les 25 personnes employées au sein de l'EPIC du domaine d'O et représente une dotation de compensation annuelle de fonctionnement, validée par la Commission Locale d'Evaluation des Charges et des Ressources Transférées de 6 046 619 €

Afin d'organiser les transferts effectifs en concertation avec les agents et leurs représentants, de définir les nouvelles organisations à mettre en œuvre pour accueillir les équipes et assurer la continuité et l'efficacité du service public, y compris dans le cadre de conventions à établir avec le Département, le projet de convention relatif au transfert des 3 compétences susvisés confie la poursuite de leur exercice au Département pour une durée de 6 mois renouvelable une fois. Cette période sera aussi mise à profit pour :

- mettre en place les modalités d'organisation permettant d'accueillir au mieux les équipements culturels du Domaine d'O et leurs équipes,
- préparer la programmation estivale 2018,
- mettre en œuvre la saison d'hiver 2017-2018.

En application des dispositions de la loi NOTRe, la gestion des routes départementales situées sur le territoire métropolitain sera effective à compter de l'arrêté préfectoral actant du classement des routes transférées dans le domaine public de la Métropole et interviendra au 1^{er} janvier 2017. Compte tenu de cette échéance et du délai pour intégrer les agents qui seront effectivement transférés dans l'organisation interne et les services opérationnels de la Métropole, il est nécessaire que cette dernière puisse s'appuyer, à titre transitoire, sur les services du Département, lesquels sont les mieux à même d'assurer les impératifs de sécurité et de continuité du service public routier, ainsi que la coordination technique des opérations. A cet effet, la convention de transfert prévoit la poursuite de l'exercice de cette compétence par le Département pour une durée de 6 mois, renouvelable une fois.

A l'instar de la convention relative au transfert de la Culture, des aides aux jeunes en difficulté et de la gestion des Fonds de Solidarité Logement, la convention de transfert relative à la voirie définit notamment : les moyens matériels et les bâtiments concernés, les ressources humaines mobilisées, la nature et le montant des charges et des recettes de fonctionnement et d'investissement transférées ainsi que les modalités de calcul et d'évolution de la dotation de compensation correspondante, le

calendrier de mise en œuvre, les conditions juridiques de la continuité du service public concernant plus particulièrement les marchés publics et les autorisation d'occupation du domaine public

A l'issue des travaux de la CLERCT, les ressources humaines transférées ont été évaluées à 46,35 équivalents temps plein, hors fonctions supports. Le montant de la dotation de fonctionnement au titre de la compétence voirie est fixé à 2 675 957 €.

La compensation des charges d'investissement intégrant la prise en compte progressive de la dette à la charge de la Métropole est fixée à 5 583 000 € en 2017 pour être stabilisée à 10 724 000 € en 2032. En 2017, le montant global versé, par le Département en compensation de la gestion des voies départementales transférées, s'élève à 8 258 957 €.

Ses modalités d'évolution et d'actualisation sont définies dans la convention de transfert relative à la compétence voirie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver, conformément aux dispositions de l'article 90 de la loi NOTRe le transfert du Département de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole les compétences suivantes :
 - Attribution des aides au titre du Fonds de Solidarité Logement,
 - Aide aux jeunes en difficulté,
 - Culture selon le périmètre défini ci-dessus,
- prendre acte du transfert de la gestion des routes classées dans le domaine public départemental et de leurs dépendances et accessoires, situées sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, dans les conditions définies ci-dessus,
- approuver la convention de transfert des compétences attribution des aides au titre du fonds de solidarité pour le logement, aides aux jeunes en difficulté et Culture, telle que définie ci-dessus, à intervenir entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole,
- approuver la convention de transfert de la gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental, situé sur le territoire de la Métropole, dans le cadre du périmètre précisé ci-dessus, à intervenir entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole et ses dispositions relatives aux engagements du Département en matière de maîtrise d'ouvrage et de maintien de ses financement au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 et de la convention multipartite relative à la suppression du passage à niveau du pôle d'échanges multimodal de Baillargues,
- approuver la convention de financement des festivals d'été du Domaine d'O entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire
Publié le : 23/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 23/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161222-lmc1136910-
DE-1-l

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

LOGEMENT



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

LOGEMENT – BILAN À MI-PARCOURS DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT 2013-2018

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°11972 en date du 27 novembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole a adopté le Programme Local de l'Habitat (PLH) pour la période 2013-2018. Conformément à l'article L.302-3 du Code de la construction et de l'habitation, le présent rapport dresse le bilan à mi-parcours de la mise en œuvre du PLH de la Métropole de Montpellier pour la période 2013-2015. Ce bilan sera soumis à l'avis du Préfet de l'Hérault et du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH).

Le PLH mis en œuvre traduit la politique de l'habitat volontariste que s'est fixée Montpellier Méditerranée Métropole pour répondre aux besoins en logements, toujours importants dans un contexte de dynamique démographique soutenue et de précarité économique marquée. Localement, les difficultés d'accès et de maintien dans le logement se traduisent notamment par de fortes tensions exercées sur le parc locatif social et par des parcours résidentiels contraints par un marché du logement sélectif.

Fort de ce constat, la Métropole de Montpellier conduit une politique locale de l'habitat que traduit le plan d'action du PLH 2013-2018 s'organisant autour des principaux axes suivants :

Les engagements globaux de production de logements

Le PLH fixe un objectif de production de 5000 logements par an sur la période 2013-2018. Depuis 2013, plus de 4 800 logements ont été construits en moyenne par an dans la Métropole répartis de manière équilibrée entre 50% à Montpellier et 50% dans les 30 autres communes de la Métropole conformément aux objectifs territoriaux fixés.

De 2013 à 2015, 14 500 logements ont été mis en chantier et 18 000 logements ont fait l'objet d'une autorisation de construire dans la Métropole dont 9 300 à Montpellier.

A Montpellier, au cours des 3 dernières années, près de la moitié des logements autorisés (47%) relèvent d'opérations situées en Zone d'Aménagement Concerté (ZAC). Les 30 communes de la Métropole hors Montpellier ont contribué à ces bons résultats avec une production moyenne de 2 400 logements mis en chantier par an au cours de la période 2013-2015 dont notamment 489 logements à Castelnau-le-Lez, 336 à Saint Jean de Védas, 286 à Lattes et 246 logements à Juvignac.

Il est à noter que 79% des logements mis en chantier dans la Métropole relèvent du logement collectif de 2013 à 2015. Cette proportion s'établit à 65% dans les communes périphériques.

Enfin, il convient de souligner l'impact des mesures fiscales d'incitation à l'investissement locatif qui ont dopé localement l'activité de la construction neuve au cours de cette période 2013-2015 avec la mise en place du dispositif dit « Pinel » en 2014.

Cette dynamique de la construction neuve devrait se maintenir au vu des chiffres de la construction enregistrés au cours des 9 premiers mois de l'année 2016 pendant lesquels on a recensé à l'échelle de la Métropole 4 800 logements mis en chantier et 6 300 logements autorisés dont 2 500 sur la Ville centre.

Axe 1 : Conforter les outils fonciers et réglementaires

L'atteinte des objectifs de production de logements résulte de la conjonction de plusieurs actions relevant de la politique foncière, de l'urbanisme réglementaire et de l'aménagement opérationnel :

- la maîtrise foncière des secteurs dont l'urbanisation est programmée à court moyen terme ;
- la mobilisation des Plan Locaux d'Urbanisme (PLU) pour décliner les objectifs de production de logements fixés par le PLH. A ce titre, on recense 25 communes début 2016 pour lesquelles une servitude de mixité sociale a été instaurée pour la création de logements sociaux ;
- l'aménagement par la Métropole des sites stratégiques définis au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et de nombreux autres sites par les communes.

Axe 2 : Produire des logements locatifs sociaux

Parmi les 5 000 logements à produire par an, une part d'au moins 30% de logements locatifs sociaux est fixée par le PLH. De 2013 à 2015, 4 962 logements locatifs sociaux ont été financés dans la Métropole de Montpellier soit une moyenne annuelle de 1 650 logements pour un objectif fixé d'au moins 1500 logements soit un taux de réalisation de 110%.

Rapporté à l'ensemble des logements autorisés au cours de la période, la part des logements locatifs sociaux financés, tels que pris en compte par l'Etat au titre de l'application des lois SRU-Duflot, représente 27%.

La production locative sociale se présente de manière équilibrée entre Montpellier (48%) et les 30 autres communes de la Métropole (52%) conformément aux objectifs territoriaux fixés par le PLH.

Si l'objectif de production de logements locatifs sociaux a été atteint globalement à l'échelle de la Métropole, 14 communes ont atteint ou dépassé en volume l'objectif de production de logements locatifs sociaux fixé et 17 communes ont une production inférieure aux objectifs fixés.

Parmi les 4 230 logements locatifs sociaux familiaux et d'insertion financés de 2013 à 2015 dans la Métropole de Montpellier :

- 2 500 logements soit 59% relèvent d'un PLUS
- 1 400 logements soit 34% relèvent d'un PLAI
- 308 logements soit 7% relèvent d'un PLS

En favorisant ainsi l'offre nouvelle de logements financés en PLUS-PLAI, la Métropole soutient la production de logements dont les loyers sont davantage en adéquation avec les ressources modestes des demandeurs, comparés aux loyers intermédiaires des logements financés en PLS.

L'atteinte des objectifs de production de logements sociaux est le fruit de plusieurs interactions :

- la mobilisation des outils fonciers et réglementaires dont notamment l'inscription de servitudes de mixité sociale dans le cadre des PLU comme évoqué précédemment ;
- le renforcement de l'appui financier et technique de la Métropole en accompagnement des opérations. La Métropole de Montpellier a ainsi maintenu un budget annuel de 3 millions d'euros sur fonds propres et ce dans un contexte national de fortes contraintes budgétaires;
- le maintien des équilibres financiers des opérations en appliquant avec les partenaires des prix de ventes plafonds de charges foncières et de ventes en l'état futur d'achèvement (VEFA).

A cet égard, il convient également de rappeler que la Métropole de Montpellier sollicite depuis plusieurs années auprès de l'Etat la modification du zonage de financement du logement social pour conforter la production dans les communes où la tension du marché immobilier et foncier est reconnu par ses services.

Malgré cet important effort de production, les besoins en logements locatifs sociaux demeurent toujours importants sur le territoire de la Métropole : 22 600 demandes sont recensées en 2015, soit une augmentation de 6% par rapport à 2013. Les services de l'Etat dénombrent en 2015 13 885 logements locatifs sociaux manquant dans les 19 communes de la Métropole concernées par l'obligation de disposer de 25% de logements sociaux d'ici 2025.

Axe 3 : Produire des logements en accession à la propriété abordable

Afin de fidéliser notamment les jeunes ménages primo-accédants sur le territoire de la Métropole et réactiver les parcours résidentiels de ménages « bloqués » dans les parcs locatifs privé et social, le PLH fixe des objectifs ambitieux en matière de production de logements en accession « abordable », à hauteur de 1000 logements par an.

Le recensement des logements concernés s'avère particulièrement délicat, car tous les logements répondant à cet objectif ne font pas l'objet d'un dispositif déclaratif, notamment ceux produits dans le cadre du marché sans aide ou accompagnement spécifique. Les données ci-après ne portent donc que sur une partie des logements abordables réalisés.

De 2013 à 2015, 860 logements engagés dans le cadre de dispositifs d'aide à l'accession ont fait l'objet d'une vente à un prix plafonné :

- 599 ventes opérées dans le cadre de dispositifs en faveur de l'accession aidée dans les opérations d'aménagement de la Ville de Montpellier et des 30 autres communes,

- 160 logements relevant d'un financement Prêt Social de Location Accession (PSLA),
- 100 logements situés dans le périmètre des quartiers prioritaires de la politique de la ville et à 300 mètres autour, bénéficiant à ce titre d'une TVA réduite.

Le PLH a fixé un objectif de production de 400 logements PSLA par an soit 1200 logements sur 3 ans. De 2013 à 2015, 277 logements relevant d'un financement PSLA ont été agréés par la Métropole de Montpellier.

Enfin, la Métropole et la Ville de Montpellier ont engagé fin 2014 une réflexion spécifique avec les acteurs de la chaîne de production, visant à mettre sur le marché des logements davantage en adéquation avec la diversité des besoins et des parcours résidentiels, ainsi qu'avec les capacités financières des ménages, par une production en accession abordable en secteur aménagé comme en secteur diffus au moyen de différents leviers : action foncière, simplification des trames de bâtiments, conception d'espaces modulables, sobriété architecturale, maîtrise des frais financiers...

Dans ce cadre, 4 appels à projets expérimentaux ont été lancés en 2016 : un par la Ville de Montpellier, deux par la SERM sur des ZAC de la ville-centre (ZAC Ovalie et Grisette) et un par la Métropole sur un foncier lui appartenant le long de la ligne 2 de tramway sur la commune de Castelnau-le-Lez en lien avec la commune.

Axe 4 : Poursuivre la requalification du parc de logements privés existants

La requalification du parc de logements privés anciens constitue un autre axe prioritaire du PLH. De 2013 à 2015, les aides déléguées de l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH) et celles de la Métropole sur ses propres crédits ont permis d'aider à la rénovation de 798 logements dont la très grande majorité (728) étaient occupés par leurs propriétaires aux revenus modestes et très modestes. 70 logements locatifs ont par ailleurs été réhabilités au cours des 3 dernières années en contrepartie d'un engagement des propriétaires à louer leurs biens à des ménages modestes selon un loyer maîtrisé pour une durée de 9 ans.

Au regard des priorités d'intervention de l'ANAH, la ventilation des logements rénovés de 2013 à 2015 est la suivante :

- lutte contre l'habitat indigne et dégradé : 95 logements
 - lutte contre la précarité énergétique (gain énergétique compris entre 25 et 35%) : 450 logements, témoignant de l'effet des politiques nationales et locales en faveur de la rénovation thermique des logements,
 - adaptation du logement à la perte d'autonomie liée au handicap ou au vieillissement : 194 logements
- A ces 798 logements réhabilités en parties privatives de manière diffuse, s'ajoute l'intervention sur les parties communes d'immeubles en copropriétés regroupant 745 équivalents logements. Au total ce sont 1543 logements ou équivalents logements qui ont été rénovés dans la Métropole au cours de la période triennale 2013-2015.

Ces bons chiffres résultent notamment du travail d'animation réalisé dans le cadre de l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » et d'incitation des propriétaires concernés ayant permis de traiter 505 logements entre 2013 et 2015.

Cette opération complète les actions engagées à travers les 4 autres dispositifs de type OPAH en œuvre à Montpellier.

Au global, la politique de réhabilitation du parc privé a mobilisé de 2013 à 2015 une enveloppe financière de 9 800 000 euros attribués par délégation de l'ANAH, complétée par 1 900 000 euros attribués au titre du Fonds d'Aide à la Rénovation Thermique financé directement par l'Etat.

Montpellier Méditerranée Métropole a par ailleurs mobilisé, sur ses fonds propres un budget complémentaire de 2 300 000 euros dont 1 400 000 euros de subventions directes aux propriétaires.

Axe 5 : Actions spécifiques pour le logement des jeunes et des étudiants

Afin d'offrir des parcours résidentiels aux publics jeunes dans leur diversité, la Métropole a fixé de 2013 à 2018 un objectif volontariste de création de 2500 logements étudiants supplémentaires, de 3 résidences habitat jeunes, d'une résidence « jeunes actifs » et d'une offre spécifique pour les jeunes en alternance.

De 2013 à 2015, 502 logements locatifs sociaux en faveur des étudiants ont été financés à Montpellier à travers 3 projets dont 2 en partenariat avec le CROUS : la Colombière II (180 logements) et la résidence Fliche – Triolet (315 logements).

En plus de ces 500 logements étudiants, 2 résidences habitat jeunes et 2 résidences sociales à destination d'un public jeune ont été financées au cours de la même période.

Axe 6 : Développer et adapter l'offre de logements pour les seniors

Afin de répondre aux besoins actuels et futurs liés au vieillissement de la population, le PLH 2013-2018 programme le développement d'une offre nouvelle de logements en faveur des seniors et soutient des actions liées à l'adaptation des logements existants dans le parc privé notamment.

Le PLH fixe l'objectif de créer un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) par an à l'échelle de la Métropole soit 6 EHPAD sur la durée du PLH.

De 2013 à 2015, 229 places ont été agréées en PLS avec notamment la création de 2 nouveaux EHPAD à Grabels et Montpellier et l'extension d'un EHPAD existant à Clapiers.

Le PLH fixe également un objectif de création de 4 à 5 résidences dédiés aux seniors dans le parc locatif social. De 2013 à 2015, 3 nouvelles résidences pour seniors situées à Saint Jean de Védas, Fabrègues et Montpellier sont recensées pour un total de 92 logements.

A cela s'ajoute la production de logements sociaux fléchés "seniors" dans des résidences de logements sociaux "ordinaires". Ainsi ce sont 109 logements adaptés à l'accueil de personnes âgées qui ont été créés au sein de 5 opérations locatives sociales en 2014 et 2015.

Enfin, dans le cadre d'opérations de rénovation du parc de logements privés existants, des actions sont conduites en faveur du maintien dans les lieux des occupants âgés. Ainsi de 2013 à 2015, 194 logements ont fait l'objet de travaux permettant le maintien à domicile de personnes âgées ou à mobilité réduite.

Axe 7 : Offrir des parcours résidentiels aux publics en difficulté

10 nouvelles structures étaient programmées dans la Métropole sur les 6 années du PLH afin de répondre aux besoins importants émanant de personnes cumulant des difficultés économiques, sociales et parfois de santé.

Parmi les 4 maisons relais programmées d'ici 2018, 3 ont d'ores et déjà été livrées et /ou financées à Montpellier pour un total de 71 places :

- maison relais "Centr'Ovale" Vieussens de 24 places gérée par l'association l'Avitarelle ;
- résidence accueil de type pension de famille située rue Brueys de 24 places (gestionnaire l'Armée du Salut) à destination de personnes souffrant de troubles psychiques et de fragilités sociales
- maison relais rue l'agathois à Montpellier comprenant 23 places gérées par Gestare

4 résidences sociales d'accueil généraliste étaient programmées de 2013 à 2018. 2 projets de résidences sociales ont d'ores et déjà vu le jour à Montpellier.

Axe transversal : Renforcer le dispositif de pilotage, de mise en œuvre et d'animation du PLH

La Métropole a poursuivi les travaux engagés dans le cadre de son observatoire de l'habitat dans le but de suivre les évolutions des marchés et les effets du PLH.

A ce titre, elle a participé techniquement et financièrement au suivi de l'observatoire des loyers sur le territoire métropolitain, dans le cadre d'un partenariat avec l'Etat.

Dans le cadre d'actions préventives, la Métropole pilote depuis fin 2015 un observatoire des copropriétés privées initié en 2007 par la Ville de Montpellier.

Au titre de la veille territoriale, un partenariat d'études avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) a été réengagé en 2014 afin d'établir un diagnostic du territoire et analyser les évolutions sociodémographiques de la population de la Métropole.

Enfin, à l'occasion de l'élaboration du Contrat de Ville 2015-2020, une réflexion a été initiée avec les acteurs de l'habitat concernant les grands équilibres d'occupation du parc de logement social et la mixité sociale à l'échelle de la métropole.

Ce travail a été prolongé avec la mise en place de la Conférence Intercommunale du Logement de Montpellier Méditerranée Métropole (CIL), créée par délibération du Conseil du 22 juillet 2015 et réunie pour la première fois le 30 juin 2016, qui a vocation à piloter la réflexion visant à définir la politique intercommunale de gestion des demandes et des attributions de logements sociaux conformément à la loi ALUR.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'état de réalisation du Programme Local de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole pour la période 2013-2015,
- autoriser Monsieur le Président à transmettre le bilan à mi parcours du PLH 2013-2018 à Monsieur le Préfet et au Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135059-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

LOGEMENT – CONTRAT DE MIXITÉ SOCIALE - COMMUNE DE LATTES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

La loi du 18 janvier 2013, relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement, a renforcé les dispositions fixées par l'article 55 de la loi SRU en fixant à 25 % le taux de logements locatifs sociaux à atteindre d'ici 2025. Dans ce cadre, l'instruction du Gouvernement en date du 30 juin 2015 a rappelé l'intérêt du Contrat de Mixité Sociale (CMS) introduit par la loi portant engagement national pour le logement du 13 juillet 2006, en particulier pour les cinq communes de la Métropole ayant fait l'objet d'un constat de carence au titre de la période triennale 2011-2013.

Le Contrat de Mixité Sociale (CMS) est l'aboutissement d'une démarche partenariale entre la Commune, l'Etat et la Métropole. Il constitue un cadre de référence dont l'objectif est de définir les modalités de réalisation des objectifs de construction de logements locatifs sociaux pour permettre à la Commune d'atteindre progressivement le taux de 25 % en 2025.

Le CMS s'attache à anticiper et à lever les obstacles à la réalisation des projets. Il définit de manière précise les engagements de la Commune, de l'Etat et de la Métropole en identifiant l'ensemble des opérations de développement de logements locatifs sociaux et en s'assurant du caractère opérationnel des projets. Les engagements pris peuvent ainsi porter sur l'intervention foncière, l'urbanisme réglementaire, l'urbanisme opérationnel, la programmation et les principes de financement...

Au 1^{er} janvier 2015, la Commune de Lattes disposait de 486 logements locatifs sociaux soit un taux de 6,59 % du nombre de résidences principales (7372).

L'objectif, qui lui avait été fixé sur la période triennale 2011-2013, était de 144 logements sociaux. La Commune n'ayant pas réalisé son objectif la carence a été prononcée par arrêté préfectoral du 9 octobre 2014 entraînant, de droit, le transfert du Droit de Préemption Urbain à l'Etat.

Le projet de Contrat de Mixité Sociale proposé à validation couvre plus particulièrement les périodes 2014-2016 et 2017-2019. Pour chacune d'entre elles, l'objectif de production de la Commune de Lattes est fixé en référence au Programme Local de l'Habitat 2013-2018 à 360 logements locatifs sociaux (LLS).

Les engagements pris dans le Contrat de Mixité Sociale visent à permettre la mise en œuvre effective des opérations de logement locatif social, permettant l'atteinte de ces objectifs cumulés :

Pour la période 2014-2016 :

- 2014 : 51 LLS par des opérations en secteur diffus,
- 2015 : 56 LLS par des opérations en secteur diffus
- 2016 : 258 LLS par des opérations en secteur diffus.

Pour la période 2017-2019 :

- 2017 : 33 LLS par des opérations en secteur diffus,
156 LLS en opération d'aménagement Ode Acte 2 Hauts de Lattes,
- 2018 : 138 LLS en opération d'aménagement Ode Acte 2 Hauts de Lattes,
- 2019 : 113 LLS en opération d'aménagement Ode Acte 2 Hauts de Lattes.
40 LLS par des opérations en secteur diffus,

Soit un total de 845 logements locatifs sociaux (sur 720 requis sur les deux périodes).

A l'horizon 2019, sur la base des opérations prévisionnelles, l'objectif consiste à passer d'un taux de logements locatifs sociaux parmi les résidences principales de la Commune de 6,59 % à 12,62 %.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de Contrat de Mixité Sociale entre la Commune de Lattes, l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole ;

Délibération n° 14330

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le Contrat de Mixité Sociale susvisé ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1127169-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 13 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES JARDINS DE LA ROUVIÈRE », RUE DE BRUCQ À SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Future d'Achèvement (VEFA), de 13 logements sociaux, résidence « Les Jardins de la Rouvière », rue de Brucq à Saint-Jean-de-Védas. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur REAL IMMO, comprend 9 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 4 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI).

Conçu par le cabinet Théodora SOUMET Architecte, le programme développe une surface habitable de 1 238 m² selon la typologie suivante : 13 T4.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 3 700 € par logement en Zone 2 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 2 505 467 €
- Subvention Etat Déléguée : 29 400 €
- Subvention conseil régional : 21 000 €
- Prêt CDC : 2 406 967 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 48 100 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à ACM Habitat de 48 100 € pour la réalisation de 13 logements locatif sociaux, résidence « Les Jardins de la Rouvière », rue de Brucq à Saint-Jean-de-Védas ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14331

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1134000-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « FOLIA VERDE », BOULEVARD PAUL VALÉRY À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

L'Office Public de l'Habitat, ACM Habitat, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de l'usufruit locatif social de 10 logements sociaux, résidence « Folia Verde », boulevard Paul Valéry à Montpellier. Le dispositif « d'usufruit locatif social » repose sur le principe de démembrement de propriété qui consiste à dissocier, pour une durée déterminée, la nue-propriété acquise par un investisseur privé, de l'usufruit acquis par un bailleur social, ici ACM Habitat, pour une période de 15 ans et 1 mois.

L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Icade Promotion, comprend 10 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Pierre TOURRE et SANCHIS.

ACM Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le Prêt Locatif Social (PLS) d'un montant total de 734 041,53 € qu'il sollicite auprès de la Banque Postale pour financer cette opération.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières du prêt consenti par la Banque Postale sont les suivantes :

Désignation	PLS
Montant du prêt	734 041,53 €
Durée	15 ans et 1 mois
Echéance d'amortissement et d'intérêt	périodicité trimestrielle
Mode d'amortissement	constant
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,11%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque date d'échéance d'intérêts en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %
Remboursement anticipé	Possible à chaque date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité dégressive selon le taux de 0,40%.
Commission	Commission d'engagement : 0,10% du montant du prêt dont 0,03% reversés à la Caisse des Dépôts et Consignations Commission de débit : indemnité forfaitaire Taux de l'indemnité : 7,00%

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ACM Habitat, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Banque Postale, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à ACM Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 734 041,53 €, représentant 100 % du prêt sollicité par ACM Habitat auprès de la Banque Postale, pour financer la réalisation de 10 logements locatifs sociaux, résidence « Folia Verde », Boulevard Paul Valéry à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre La Banque Postale et ACM Habitat et à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135239-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 11 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « CASTEL FLORA », 28 AVENUE DE MONTPELLIER À CASTRIES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt complémentaire qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 11 logements sociaux, résidence « Castel Flora », 28 avenue de Montpellier à Castries. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage de KAUFMAN & BROAD, comprend 8 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet Imagine Architecture.

Cette opération a fait l'objet, par délibération n°12258 du Conseil en date du 19 mai 2014, d'une garantie à hauteur de 75 % des prêts principaux, ouvrant droit à réservation par la Métropole de 15% des logements de l'opération.

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le prêt PLUS complémentaire d'un montant total de 86 270 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour optimiser le financement de cette opération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières du nouveau prêt consenti par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction complémentaire
Montant du prêt	86 270 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 %
Profil d'amortissement	amortissements déduit (intérêts différés)
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A
Modalité de révision	double révisabilité
Périodicité des échéances	annuelle
Durée de la phase d'amortissement	40 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt, soit 40 ans, et porte sur l'ensemble de la somme contractuellement due par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 64 702,50 €, représentant 75 % du prêt complémentaire d'un montant total de 86 270 €, sollicité par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 11 logements sociaux, résidence « Castel Flora », 28 avenue de Montpellier à Castries ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135070-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 36 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « SAINT-JAUMES » - 45 FAUBOURG SAINT-JAUMES À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 36 logements sociaux, résidence « Saint-Jaumes », sur le site de l'ancienne clinique Saint-Roch, 45 Faubourg Saint-Jaumes à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur SPAG, comprend 20 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 10 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 6 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par le cabinet d'Architectes Atelier A+, architecte à Montpellier.

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les sept emprunts d'un montant total de 4 442 638 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 1 417 890 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 1 105 744 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 576 144 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 498 387 €.
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 159 370 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 307 836 €.
- un Prêt Locatif Social (CPLS) complémentaire d'un montant de 377 267 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construc- tion	PLAI foncier	PLS construction	PLS foncier	PLS Complémen- taire 2016
Montant du prêt	1 417 890 €	1 105 744 €	576 144 €	498 387 €	159 370 €	307 836 €	377 267 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.47 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.47 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1.11 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.47 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1.11 %

Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%						
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 %						
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)						
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A						
Modalité de révision	Double Révisabilité	Double Révisabilité	Double Révisabilité	Double Révisabilité	Double Révisabilité	Double Révisabilité	Double Révisabilité
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum						
Périodicité des échéances	annuelle						
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAÎ construction, PLS construction et PLS complémentaire et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAÎ foncier et PLS foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 331 978,50 €, représentant 75 % des sept prêts d'un montant total de 4 442 638 € sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 36 logements sociaux, résidence « Saint-Jaumes », 45 Faubourg Saint-Jaumes à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135031-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LA NORIA », 74 AVENUE DE MAGUELONE À LATTES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM Un Toit pour tous a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 8 logements locatifs sociaux, résidence « La Noria », 74 avenue de Maguelone à Lattes. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur PEGASE IMMOBILIER, comprend 8 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 2 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par Jean-Baptiste Miralles architecte DPLG, le programme développe une surface habitable totale de 414,20 m² selon la typologie suivante : 1 T1, 4 T2 et 3 T3.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 1 000 € par logement PLUS / PLAI situé en zone 3 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 834 480 €
- Subvention Etat déléguée : 17 965 €
- Subvention Région : 8 000 €
- Prêt CDC : 800 515 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 8 000 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous de 8 000 € pour la réalisation de 8 logements locatifs sociaux, résidence « La Noria », 74 avenue de Maguelone à Lattes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. R. YOUSSEF.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1134652-

DE-1-I

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LA NORIA », 74 AVENUE DE MAGUELONE À LATTES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 8 logements sociaux, résidence « La Noria », 74 avenue de Maguelone, à Lattes. Le programme réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur PEGASE IMMOBILIER, comprend 6 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 2 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Le projet est conçu par le cabinet d'architecture Jean-Baptiste Miralles.

La SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 816 515 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 395 226 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 207 782 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 135 509 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 77 998 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	395 226 €	207 782 €	135 509 €	77 998 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,38%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,38%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 612 386,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 816 515 € sollicités par la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la réalisation de 8 logements locatifs sociaux, résidence « La Noria », 74 avenue de Maguelone à Lattes ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. R. YOUSSEUS.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1134635-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « AU CŒUR DE PRADES » - RUE DE LA DUCQUE - PRADES-LE-LEZ - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 12 logements locatifs sociaux, résidence « Au Cœur de Prades », rue de la Ducque à Prades-le-Lez. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur OB Développement, comprend 9 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 3 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par l'agence Thomas Landemaine Architectes domiciliée à Montpellier, le programme développe une surface habitable totale de 657,40 m² selon la typologie suivante : 6 T2 et 6 T3.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 5 000 € par logement PLUS/PLAI en zone 3 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 1 301 484 €
- Subvention Etat déléguée : 25 968 €
- Subvention Région : 18 000 €
- Prêt CDC : 981 516 €
- Prêt Action Logement : 54 000 €
- Fonds propres : 162 000 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 60 000 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention 60 000 € à la SA D'HLM FDI Habitat pour la réalisation de 12 logements locatifs sociaux, résidence « Au Cœur de Prades », rue de la Ducque à Prades-le-Lez ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1134309-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**LOGEMENT – OPÉRATION " RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE
" 2013-2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION
DE DIX-NEUF LOGEMENTS SITUÉS DANS LES COMMUNES DE CASTRIES,
COURNONTERRAL, FABRÈGUES, MONTPELLIER, PÉROLS, PIGNAN ET SAINT-BRÈS
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Depuis le 1^{er} décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisée « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux », marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de dix-neuf logements situés dans les communes de Castries, Cournonterral, Fabrègues, Montpellier, Pérols, Pignan et Saint-Brès, occupés par des propriétaires disposant de ressources très modestes, pour un montant total de 75 287 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135028-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

LOGEMENT – PROJET DE RÉNOVATION URBAINE DE MONTPELLIER - QUARTIER CÉVENNES - PLAN DE SAUVEGARDE DU PETIT-BARD - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE MONTPELLIER N°2015/289 DU 23 JUILLET 2015 - MODIFICATION

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération du 23 juillet 2015, le conseil municipal de Montpellier a décidé l'attribution d'une aide à Monsieur Mohamed EL JAGHOUTI, pour la rénovation de son logement de type 4 (62.47 m²), situé 2 rue des Saxifrages à Montpellier. Les travaux concernent l'isolation des murs et la mise aux normes électriques et s'élèvent à 17 840 €.

Une erreur matérielle a porté le montant de la subvention à 1 698 € alors que l'avenant n°3 à la convention du Plan de Sauvegarde du Petit Bard du 10 décembre 2014 prévoit le plafonnement de cette aide à 500 €.

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole au 1er janvier 2015 lui conférant la compétence d'attribution des subventions relatives à l'amélioration du parc immobilier bâti jusque-là accordées par la Ville de Montpellier, il est proposé de modifier le montant initialement attribué.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 500 € à M. Mohamed EL JAGHOUTI demeurant 2 rue des Saxifrages à Montpellier, en lieu et place des 1 698 € accordés antérieurement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135062-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2016 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS COMPLÉMENTAIRES POUR LA RÉHABILITATION DE SIX LOGEMENTS ET SEIZE COPROPRIÉTÉS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

La Ville de Montpellier a mis en œuvre, dans le cadre du projet de développement et de mise en valeur de son centre dénommé « Montpellier Grand Cœur », divers outils ou procédures d'aménagement parmi lesquels des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées (OPAH-RU CD).

Dans ce cadre, l'OPAH-RU dénommée « Gambetta / Figuerolles / Nord-Ecusson » a été engagée le 31 août 2010 pour une durée de 5 ans, prolongée de 6 mois jusqu'au 29 février 2016. Elle avait pour objet de requalifier les copropriétés dégradées, résorber l'habitat insalubre et améliorer les performances énergétiques des logements tout en permettant, lorsque cela était possible, de produire du logement locatif social.

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole le 1er janvier 2015 lui confère de nouvelles prérogatives parmi lesquelles, au titre de la compétence Politique locale de l'habitat, les actions d'amélioration du parc immobilier bâti et la réhabilitation et la résorption de l'habitat insalubre à travers des OPAH-RU.

Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole assure désormais l'attribution de subventions complémentaires jusque-là accordées par la Ville de Montpellier, selon les modalités suivantes :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes réalisant des travaux lourds de rénovation d'un logement indigne ou très dégradé, une subvention de 10 % du montant TTC des travaux, en complément des 50 % de l'Anah et des 10 % de la Métropole ;
- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes réalisant des travaux permettant un gain énergétique de plus de 25%, une prime de 500 € complémentaire à l'aide de l'Etat attribuée dans le cadre du programme « Habiter Mieux » ;
- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes participant à des travaux de rénovation des parties communes de leur immeuble en copropriété, et pour lesquels l'Anah n'offre aucun financement, une subvention représentant 30% de la quote-part individuelle, plafonnée à 3 000 € par logement ;
- pour les syndicats des copropriétaires réalisant des travaux de réhabilitation des parties communes de l'immeuble, dont ceux relevant de la « copropriété dégradée », une subvention de 30 % du montant TTC des travaux, plafonnée à 4 000 € par immeuble.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de 6 logements occupés par des propriétaires modestes et 16 copropriétés (dont 5 « copropriétés dégradées »), pour un montant total de 78 765,00 €.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leur logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

La liste des opérations est détaillée dans le tableau en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'octroi des subventions telles que décrites ci-dessus et dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres par Montpellier Méditerranée Métropole s'effectuera sur la base de la dépense réellement subventionnée, et dans la limite des crédits annuels alloués ;

Délibération n° 14340

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1133904-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017 - QUARTIERS SAINT-GUILHEM/LAISSAC/SUD-COMÉDIE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS COMPLÉMENTAIRES POUR LA RÉHABILITATION DE DEUX LOGEMENTS ET TROIS COPROPRIÉTÉS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

La Ville de Montpellier a mis en œuvre, dans le cadre du projet de développement et de mise en valeur de son centre dénommé « Montpellier Grand Cœur », divers outils ou procédures d'aménagement parmi lesquels des Opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées (OPAH-RU CD).

Dans ce cadre, l'OPAH-RU dénommée « Saint-Guilhem/Laissac/Sud-Comédie » a été engagée le 23 juillet 2012 pour une durée de 5 ans. Elle a pour objet de redonner de l'habitabilité aux îlots d'habitat dégradé, lutter contre les marchands de sommeil et promouvoir des réhabilitations de qualité s'inscrivant dans l'amélioration durable du cadre bâti en favorisant la mixité sociale.

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole le 1er janvier 2015 lui confère des prérogatives plus affirmées au titre de sa compétence politique locale de l'habitat parmi lesquelles les actions d'amélioration du parc immobilier bâti et la réhabilitation et la résorption de l'habitat insalubre à travers notamment des OPAH-RU.

Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole assure désormais l'attribution de subventions complémentaires jusque-là accordées par la Ville de Montpellier, selon les modalités suivantes :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes réalisant des travaux lourds de rénovation d'un logement indigne ou très dégradé, une subvention de 10 % du montant TTC des travaux, en complément des 50 % de l'Anah et des 10 % de la Métropole, plafonnée à 4 000 € par logement ;
- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes réalisant des travaux permettant un gain énergétique de plus de 25%, une prime de 500 € complémentaire à l'aide de l'Etat attribuée dans le cadre du programme « Habiter Mieux » ;
- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes participant à des travaux de rénovation des parties communes de leur immeuble en copropriété, et pour lesquels l'Anah n'offre aucun financement, une subvention représentant 30 % de la quote-part individuelle, plafonnée à 3 000 € par logement ;
- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes participant à des travaux de rénovation des parties communes de leur immeuble qualifié de « copropriété dégradée ou insalubre », une prime de 1 500 € directe au propriétaire ; cette aide est cumulable avec l'aide aux syndicats de copropriétés ;
- pour les syndicats des copropriétaires réalisant des travaux de réhabilitation des parties communes de l'immeuble, dont ceux relevant de la « copropriété dégradée » ou « insalubre », une subvention de 30 % du montant TTC des travaux, plafonnée à 4 000€ par immeuble.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de 2 logements occupés par des propriétaires et 3 copropriétés (dont 2 copropriétés dégradées), pour un montant total de 16 500,00 €.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leur logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

La liste des opérations est détaillée dans le tableau en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'octroi des subventions telles que décrites ci-dessus et dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;

Délibération n° 14341

- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera sur la base de la dépense réellement subventionnée, et dans la limite des crédits annuels alloués ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1133983-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION
DES MILIEUX AQUATIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES
- RESSOURCE EN EAU - CAPTAGES GARRIGUES-BASSES À SUSSARGUES ET
BÉRANGE À ST GÉNIES DES MOURGUES - CAPTAGES DU FLÈS À VILLENEUVE -
PROLONGATION DE LA MISSION D'ANIMATEUR - CONVENTION FINANCIÈRE AVEC
LE SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Dans le cadre de la démarche de reconquête de la qualité de l'eau captée par les forages Garrigues basses et Bérange, Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) mettent en œuvre conjointement un programme d'actions approuvé par le Conseil de Métropole en mars 2015 (délibération n° 12218), à l'échelle de l'aire d'alimentation des captages (AAC).

Ce programme prévoit des actions visant la réduction des pressions polluantes liées à l'usage de produits phytosanitaires sur les zones agricoles et non agricoles (espaces publics et privés).

Il est animé depuis le 16 mars 2015 par un agent dont le poste est porté par le Syndicat, cofinancé par la Métropole selon les modalités définies dans une convention de partenariat signée en avril 2015 et hébergé dans les locaux de la Métropole. Le poste est subventionné par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse à hauteur de 80% selon une convention financière courant jusqu'à fin 2016.

Afin de poursuivre et de développer les actions engagées, il est envisagé de renouveler ce poste pour une durée de deux ans à compter du 17 mars 2017, selon les conditions fixées dans une nouvelle convention financière avec le Syndicat.

Une partie des missions de l'animateur consiste à proposer le dispositif MAEC (Mesures Agro-Environnementales et Climatiques). Ces aides financières issues des fonds européens FEADER permettent d'accompagner les exploitants volontaires dans des changements de pratiques favorables à la préservation de la ressource en eau et de la biodiversité. Dans le cadre de la nouvelle programmation 2014-2020 du FEADER, dont la Région est l'autorité de gestion, des appels à projet sont lancés depuis 2014 pour la mise en place de projets agri-environnementaux climatiques (PAEC) coordonnés par un opérateur. Ces projets conditionnent l'accès aux aides par les exploitants agricoles.

L'animation des MAEC sur le secteur Garrigues basses Bérange se fait dans le cadre du PAEC Bassin de l'Or dont l'opérateur est le Symbo. Il a été validé pour les années 2015, 2016 et 2017.

Le Programme de Développement Rural validé le 14 septembre 2015 définit les modalités de gestion du FEADER. Il prévoit une mesure, la 7.6.5, pour financer l'animation des MAEC liées aux enjeux eau.

Cette aide est versée au Symbo, chargé du reversement au SMGC conformément à la convention de partenariat du 27 avril 2016.

La Métropole porte également une démarche pour la protection des captages du Flès (Villeneuve lès Maguelone). A la suite de détection occasionnelle de produits phytosanitaires dans ce captage, une étude a été lancée en 2015 pour définir un programme d'actions à mettre en œuvre à l'échelle de l'Aire d'Alimentation des Captages (AAC). Cette zone concerne 12 communes de la Métropole à savoir : Cournonteral, Pignan, Saint-Georges d'Orques, Juvignac, Grabels, Montpellier, Lavérune, Saussan, Saint-Jean de Vedas, Lattes, Villeneuve-lès-Maguelone et Fabrègues.

Le programme défini est en attente de validation, mais des MAEC sont néanmoins déjà mobilisées depuis la notification en mai 2016 par l'Agence de l'Eau d'une enveloppe financière d'un montant de 265 000 €.

L'animation des MAEC se fait dans le cadre du PAEC Hérault Domitia validé pour les années 2016 et 2017 et dont l'opérateur est la Chambre d'Agriculture de l'Hérault. La Métropole est partenaire de ce PAEC pour l'animation des MAEC au sein de l'AAC du Flès et pour celle des MAEC sur le site Natura 2000 Fabrègues Poussan conformément à la délibération n° 13 662 du 24 février 2016.

Les missions inscrites dans le nouveau contrat du poste d'animateur porté par le Syndicat devront donc être élargies à l'animation du dispositif MAEC sur cette AAC.

Un financement de l'animation des MAEC au sein du PAEC via la mesure 7.6.5 sera également effectif à partir de 2017. La Chambre d'agriculture reversera cette aide à la Métropole via une convention financière qui doit être signée et dont le principe a été acté dans la délibération n° 13 662.

Enfin, l'Agence de l'Eau viendra compléter ces aides pour atteindre un taux de financement du poste de 80%. Il convient donc de solliciter ces financements pour l'année 2017.

Déduits des subventions obtenues, la nouvelle clé de répartition des frais salariaux restants s'établit à 70% pour le Syndicat Garrigues Campagne et à 30% pour Montpellier Méditerranée Métropole conformément au principe déjà acté par délibération du comité du Syndicat Garrigues Campagne du 23 novembre 2016.

Le montant global des dépenses est estimé à 60 970 € TTC comprenant 46 900 € de salaire et 14 070 € de frais de fonctionnement. La charge prévisionnelle pour la Métropole s'établit donc à 3658 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la proposition de renouvellement du poste d'animateur ainsi que ses modalités ;
- approuver la convention financière avec le Syndicat Mixte Garrigues Campagne pour l'année 2017 ;
- solliciter les aides financières les plus larges pour le financement du poste d'animateur, notamment auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse ;
- dire que les crédits nécessaires à l'opération sont inscrits au Budget Annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 012 pour le renouvellement de l'agent contractuel non permanent et au chapitre 20 pour le reste des opérations ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention précitée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135355-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES –
SYMBO - RECONNAISSANCE EN TANT QU'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL
DE BASSIN (EPTB) - AVIS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Le syndicat mixte du bassin de l'Or (SYMBO) a entamé, suite à la délibération de son comité syndical du 29 janvier 2014, une procédure pour être reconnu par l'Etat comme un Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB).

Cette demande a été mise en attente par le Préfet coordonnateur du bassin Rhône Méditerranée jusqu'à ce que le contexte législatif et réglementaire des EPTB se soit stabilisé.

Depuis la parution de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe), du décret relatif aux EPTB et EPAGE, et suite à l'adoption par le comité de bassin de la doctrine relative aux EPTB et EPAGE, l'instruction de cette demande a pu être engagée courant 2016.

C'est ainsi que le comité de bassin Rhône Méditerranée a pu se prononcer favorablement sur cette reconnaissance, dans sa séance du 8 juillet 2016. Cet avis a été suivi par un avis favorable du Préfet coordonnateur de bassin, par courrier du 8 août 2016.

Le comité syndical du 29 septembre 2016 a approuvé la transformation du SYMBO en EPTB et a invité ses membres à délibérer directement sur cette reconnaissance, dans un délai maximum de trois mois.

Cette labellisation est un gage de la qualité des actions engagées sur le territoire du bassin de l'Or comme une preuve de la pertinence du rôle de coordination du syndicat au regard des enjeux de gestion de l'eau et des milieux. Par ailleurs, le syndicat du Bassin du Lez (SYBLE), intervenant sur les champs de compétence similaires à ceux du SYMBO mais sur le secteur ouest du territoire métropolitain, a d'ores et déjà été reconnu Etablissement Public Territorial de Bassin par arrêté préfectoral le 16 mai 2013.

Il est ainsi proposé de donner un avis favorable à cette reconnaissance.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la reconnaissance du SYMBO en tant qu'Etablissement Public Territorial de Bassin,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135319-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC
– ARRÊTÉ FIXANT LES MODALITÉS DE COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET
ASSIMILÉS - AVIS DE LA MÉTROPOLE**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Le Décret n°2016-288 du 10 mars 2016 modifie le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles R2224-26 à 28, en demandant que les modalités de collecte des différentes catégories de déchets ménagers et assimilés fassent l'objet d'un arrêté du Président de l'EPCI compétent en matière de collecte des déchets, pris après avis de l'organe délibérant.

Le 1^{er} janvier 2004, la compétence collecte des déchets était transférée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole.

Jusqu'à présent, les règles fixant les modalités d'organisation des services de collecte étaient précisées dans le règlement du service de collecte des déchets ménagers et assimilés dont la dernière version a été approuvée par délibération n°9325 du Conseil en date du 22 décembre 2009.

Les maires des communes de la Métropole ont pris, en application de ce règlement, des arrêtés municipaux informant leurs administrés de l'existence de ce règlement et mettant en avant les règles de présentation des déchets à la collecte qui en découlent.

L'arrêté du Président se substituera aux arrêtés municipaux pris antérieurement pour l'application du règlement de collecte.

Il définit les principes généraux d'utilisation des services de collecte (séparation à la source et interdiction de mélange des déchets, modalités d'utilisation des contenants de pré-collecte, règles d'hygiène et de sécurité, prescriptions en matière d'accessibilité des contenants vis-à-vis de la collecte, modalités organisationnelles et information des usagers), détaille les spécificités relatives aux collectes en porte à porte des différents flux de déchets, aux collectes en apport volontaire en postes fixes, en points d'apport volontaire et en déchèteries.

Sur ce dernier point, il précise la limitation d'accès aux véhicules de tourisme et petits utilitaires qui fera l'objet début 2017 de la pose de limiteurs de gabarit en entrée des déchèteries et renvoie en annexe au règlement intérieur des déchèteries.

Il qualifie enfin les infractions aux règles édictées et ajoute aux procédures habituelles de verbalisation et poursuites des contrevenants un principe de réparation des atteintes à la salubrité et à l'hygiène publique permettant de faire supporter aux contrevenants les frais liés aux prestations supplémentaires mises en œuvre pour supprimer ces atteintes.

Il modifie en particulier le règlement du service de collecte en vigueur sur certains points, parmi lesquels :

- la rentrée des bacs après les collectes du matin au plus tard à 12h00 pour tenir compte de l'allongement des durées de collecte liées notamment à la mise en application de la recommandation R-437 de la CARSAT sur les conditions de travail des agents de collecte, mais aussi obliger les gestionnaires d'immeubles collectifs à rentrer les bacs de pré-collecte afin de limiter l'encombrement et améliorer la salubrité de l'espace public ;
- le renforcement des obligations des gestionnaires d'immeubles vis-à-vis de la gestion des déchets volumineux produits par leurs résidents (obligation d'informer sur les services de collecte des encombrants et de mettre en place dès que possible une aire de pré-stockage des déchets volumineux en partie privée dans l'attente de la collecte, obligation d'organiser la collecte et l'élimination des déchets issus de l'emménagement des résidents à la livraison d'un immeuble) ;
- la possibilité de faire supporter aux contrevenants l'ensemble des frais occasionnés par le non-respect des règles édictées dans l'arrêté ;

- la limitation du volume de déchets non ménagers susceptibles d'être pris en charge par le service de collecte en porte à porte à 10 000 litres par semaine ;
- la limitation des volumes de déchets susceptibles d'être pris en charge dans les déchèteries à 1 m3 ou 2 tonnes par semaine, limitation traduite par une limitation en hauteur des véhicules admis sur les installations.

Ces 2 dernières limitations se justifient notamment par l'évolution du contexte réglementaire (décret n° 2016-288 du 10 mars 2016) qui obligent, pour la première, les détenteurs de déchets non ménagers recyclables de papier, métal, plastique, verre et bois de trier ces déchets afin d'organiser leur collecte séparément des autres déchets, et pour la seconde, les distributeurs de matériaux, produits et équipements de construction à destination des professionnels à organiser la reprise des déchets issus des mêmes type de matériaux, produits et équipements qu'ils distribuent.

L'arrêté sera accompagné d'un guide de collecte, document communiquant donnant le « mode d'emploi » des différents services de collecte et rappelant les attendus de l'arrêté. Ce guide permettra de porter à la connaissance des administrés les modalités de collecte et sera au minimum, conformément à l'article R.2224-27 du Code générale des collectivités territoriales mis à disposition du public sur les sites internet de la Métropole et des communes membres.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- donner un avis favorable au projet d'arrêté fixant les modalités de collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président à signer l'arrêté et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135565-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC
- GESTION DES POINTS PROPRETÉ DEMETER - CHARTE POUR LA GESTION DES
DÉCHETS EN GROS VOLUMES EN DÉCHÈTERIES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Dans le cadre de son programme pluri-annuel de rénovation des déchèteries (Points Propreté) adopté en février 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité, au-delà des travaux de modernisation de ses installations, garantir la maîtrise des flux entrants (plus de 20% de hausse des apports entre 2010 et 2015), afin d'offrir un haut niveau de service aux usagers du territoire de la Métropole. Ainsi, il est envisagé la mise en place d'une gestion différenciée des gros volumes de déchets par le recours à une offre structurée émanant aussi bien des opérateurs professionnels de la gestion des déchets que des distributeurs de matériaux auprès des entreprises du BTP.

En effet, la loi de transition énergétique pour la croissance verte adoptée en août 2015 dispose, dans son article 93, qu'à compter du 1er janvier 2017, tout distributeur de matériaux de construction doit s'organiser pour reprendre sur ses sites ou à proximité les déchets issus des matériaux qu'il vend. Un décret d'application fixe les modalités particulières de mise en œuvre de cette disposition en fonction des surfaces de vente et des pourcentages de chiffres d'affaires réalisés auprès des professionnels.

Actuellement, conformément aux dispositions du règlement des déchèteries issues du protocole d'accord avec la CAPEB relatif à l'admission des déchets commerciaux et artisanaux de chantier, approuvé par le Conseil du District de Montpellier, désormais Métropole, par délibération du 22 décembre 1998, les dépôts sont acceptés dans la mesure où ils correspondent aux critères retenus pour la définition des déchets ménagers assimilés et sont inférieurs à 1 m³ par semaine. Dans la réalité, ces limitations sont difficiles à faire respecter en raison notamment de l'absence sur le territoire métropolitain d'une offre de service adaptée aux professionnels du BTP dont l'activité génère des volumes de déchets supérieurs à 1 m³ par semaine.

Compte tenu d'une part de l'évolution de la réglementation, d'autre part de l'existence de solutions alternatives sur le territoire que la Métropole a contribué à faire émerger, et enfin de la vérification avec les partenaires de la Charte de la qualité du maillage des lieux de dépôts capables d'accueillir les gros volumes, dans des conditions techniques et tarifaires acceptables, il a été proposé d'installer des gabarits à l'entrée des vingt déchèteries du territoire métropolitain afin de circonscrire leur accès aux véhicules de tourisme et petits véhicules utilitaires.

Cette limitation figurera dans le nouveau règlement de collecte puis fera l'objet d'un arrêté du Président de la Métropole après avis du Conseil de Métropole sollicité au cours de cette même séance.

Ainsi, les gros volumes de déchets, dont le transport nécessite l'utilisation de véhicules de grand gabarit (hauteur supérieure à 2.00 mètres), devront être acheminés par leur producteur, suivant leur nature, vers les installations de traitement appropriées existantes sur le territoire de la Métropole susceptibles de proposer des solutions d'élimination alternatives facturées par les opérateurs aux producteurs selon les tarifs en vigueur.

Afin d'accompagner les producteurs dans la modification de leur mode de gestion des déchets et de faciliter la diffusion et la mise à disposition des informations correspondantes, Montpellier Méditerranée Métropole a associé au cours de l'année 2016, les Chambres Consulaires et organismes professionnels aux réflexions relatives aux modifications du mode de gestion des déchets de leurs ressortissants et adhérents ainsi qu'à la présentation de la localisation des installations d'initiative privée susceptibles d'accueillir les déchets en gros volumes.

A l'issue de ces travaux, les partenaires ont souhaité manifester leur collaboration au travers d'une charte des bonnes pratiques pour la gestion des déchets en gros volumes en déchèteries afin de porter à la connaissance des usagers une information la plus exhaustive possible.

Les Chambres Consulaires et organismes professionnels s'engagent à relayer ces informations et diffuser les matériels de communication élaborés et produits par Montpellier Méditerranée Métropole

auprès de leurs ressortissants et adhérents pour la mise en œuvre de ces nouvelles modalités de gestion des déchets en gros volume, dans le respect des dispositions réglementaires.

Un comité de suivi, composé de représentants des partenaires signataires sera chargé d'assurer la veille réglementaire et de travailler à l'élaboration des outils d'évaluation de la modification du mode de gestion des déchets en gros volumes en faveur du développement durable, de leur réduction et de leur valorisation.

La charte prend effet à la date de sa signature et prend fin le 31 décembre 2017. Elle pourra être renouvelée par reconduction tacite par nouvelles périodes d'un an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de Charte pour la gestion des déchets en gros volumes en déchèteries tel que défini ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la charte, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (5 abstentions).

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1134675-
CC-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – GESTION DES POINTS PROPRETÉ DEMETER - CONVENTION POUR L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE LA DÉCHÈTERIE DE LA MOSSON CONCLUE AVEC LA SOCIÉTÉ MÉDITERRANÉENNE DE NETTOIEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Dans le cadre de son programme pluri-annuel de rénovation de ses déchèteries (Points Propreté) adopté en février 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité, au-delà des travaux de modernisation de ses installations, garantir la maîtrise des flux entrants, afin d'offrir un haut niveau de service aux usagers ayant droit du territoire de la Métropole de Montpellier. En effet, les déchèteries ont enregistré une hausse de plus de 20% des apports entre 2010 et 2015.

Actuellement, conformément aux dispositions du règlement des déchèteries issues du protocole d'accord avec la CAPEB relatif à l'admission des déchets commerciaux et artisanaux de chantiers, approuvé le 22 décembre 1998 par le Conseil du District de Montpellier, désormais Montpellier Méditerranée Métropole, les dépôts sont acceptés dans la mesure où ils correspondent aux critères retenus pour la définition des déchets ménagers et sont inférieurs à 1 m³ par semaine. Dans la réalité, ces limitations sont difficiles à faire respecter en raison notamment de l'absence sur le territoire métropolitain d'une offre de service adaptée aux professionnels du BTP dont l'activité génère des volumes de déchets supérieurs à

1 m³ par semaine. La part des gros volumes dans la gestion des déchèteries est évaluée à 30% environ des déchets accueillis, et jusqu'à 50% sur la déchèterie de la Mosson.

Ainsi, il a été envisagé la mise en place d'une gestion différenciée des gros volumes de déchets par le recours à une offre structurée émanant aussi bien des opérateurs professionnels de la gestion des déchets que des distributeurs de matériaux auprès des entreprises du BTP.

Sur ce dernier point en effet, la loi de transition énergétique pour la croissance verte adoptée en août 2015 dispose, dans son article 93, qu'à compter du 1^{er} janvier 2017, tout distributeur de matériaux de construction doit s'organiser pour reprendre sur ses sites ou à proximité les déchets issus des matériaux qu'il vend. Le décret n° 2016-288 du 10 mars 2016 fixe les modalités particulières de mise en œuvre de cette disposition en fonction des surfaces de vente et des pourcentages de chiffres d'affaires réalisés auprès des professionnels.

Compte tenu de l'évolution de la réglementation et de l'existence de solutions alternatives sur le territoire que la Métropole a contribué à faire émerger et compte tenu de la vérification par les différents partenaires économiques concernés, réunis dans une charte pour la gestion des déchets en gros volumes en déchèteries soumise à l'approbation du Conseil de ce jour, de la qualité du maillage des lieux de dépôts capables d'accueillir les gros volumes dans des conditions techniques et tarifaires acceptables, il a été décidé d'installer des gabarits à l'entrée des vingt déchèteries du territoire métropolitain afin de circonscrire leur accès aux véhicules de tourisme et petits véhicules utilitaires.

Au-delà d'un volume d'1 m³, les déchets devront être acheminés par leur producteur, suivant leur nature, vers les installations de traitement appropriées existantes sur le territoire de la Métropole susceptibles de proposer des solutions d'élimination alternatives, facturées par les opérateurs aux producteurs de déchets selon les tarifs en vigueur.

Le recensement des équipements existants ou projetés par les opérateurs spécialisés dans le traitement des déchets des professionnels laissait toutefois apparaître une zone mal desservie au Nord Ouest de la Ville de Montpellier correspondant à la zone de chalandise de la déchèterie de la Mosson. Cette installation accueillant à elle seule environ 30% des tonnages collectés en déchèteries, dont une part importante de déchets d'activité en gros volumes, il est donc nécessaire de mettre en place un dispositif transitoire dans l'attente de l'émergence d'initiatives privées alternatives.

Compte tenu des délais inhérents à la mise en service de telles installations (recherche foncière, instruction administrative et réglementaire et réalisation des travaux), il est apparu opportun d'envisager la mise à disposition d'une partie des équipements existants de la déchèterie de la Mosson à un opérateur spécialisé, dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire du domaine public, pour l'accueil des gros volumes de déchets.

La part résiduelle de la déchèterie continuera à être gérée par Montpellier Méditerranée Métropole à destination du public particulier, et permettra d'assurer le dépôt et la valorisation de leurs déchets.

Afin de faciliter la gestion du site et de réduire les contraintes d'exploitation, il est proposé de conclure cette convention avec la Société Méditerranéenne de Nettoyement, titulaire du contrat d'exploitation de la déchèterie mitoyenne.

La présente convention définit les équipements mis à disposition de l'occupant, les aménagements spécifiques qu'il est autorisé à réaliser, les conditions d'exploitation des installations concernées ainsi que le montant de la redevance correspondante défini en fonction de la répartition des charges entre l'occupant et la Métropole.

La redevance comporte une partie fixe d'un montant annuel de 19 000,00 € HT (dix-neuf mille euros) et une partie variable égale à 5% du chiffre d'affaires annuel hors taxes constaté par l'occupant, au-delà d'un montant de 875 000,00 € H.T.

Elle entrera en vigueur à compter du 30 janvier 2017 jusqu'au 02 août 2020, date de fin du contrat d'exploitation des déchèteries conclu avec la Société Méditerranéenne de Nettoyement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention d'autorisation d'occupation temporaire de la déchèterie de la Mosson à conclure avec la Société Méditerranéenne de Nettoyement tel qu'exposé ci-dessus,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Métropole, au chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer la convention précitée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1133474-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – CONVENTION CONCERNANT L'UTILISATION DES POINTS DE PUISAGE D'EAU POTABLE POUR LE NETTOIEMENT DE LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole exerce les missions de nettoyage de la voirie. En particulier sur la Ville de Montpellier, les prestations sont réalisées dans le cadre de deux marchés conclus avec la Société Méditerranéenne de Nettoyement (SMN) : le marché 3875GD15 concerne le périmètre du Centre Ville et le marché 3814GD15 concerne les autres quartiers de Montpellier.

Dans le cadre de ces contrats, la SMN doit régulièrement remplir d'eau les cuves de ses véhicules de balayage et de lavage, et pour cela s'alimente sur les points de puisage existants prédéterminés du réseau d'eau potable (bornes et poteaux incendie).

La Métropole est propriétaire de ces points de puisage et la Régie des eaux de la Métropole en assure l'exploitation dans le cadre de ses missions d'exploitation du réseau d'eau potable qui comprend notamment la distribution de l'eau et la facturation des volumes consommés.

L'utilisation inappropriée des points de puisage et en particulier des poteaux incendie est susceptible de générer des « coups de bélier » dans le réseau de distribution, des chutes élevées de pression chez les usagers, des problèmes de qualité d'eau liés aux décolmatages de particules, des risques de contamination bactériologique par des retours d'eau, mais également des perturbations dans la circulation routière aux abords des points de puisage et enfin une absence de maîtrise de volumes d'eau non comptabilisés.

Aussi, il est nécessaire d'établir une convention dont l'objet est de définir les rapports et obligations respectives entre la SMN, la Métropole et la Régie des Eaux en matière d'approvisionnement en eau à partir de points de puisage identifiés (bornes et poteaux incendie).

L'objectif est de mieux quantifier les besoins en eau pour la réalisation des prestations de nettoyage et d'identifier les secteurs les plus appropriés pour l'installation de bornes de puisage supplémentaires afin de supprimer totalement, à terme, le recours à l'utilisation des poteaux incendie.

La facturation des volumes consommés s'effectuera par application d'un tarif équivalent au tarif eau potable de la tranche 2 auquel s'ajouteront toutes les taxes et redevances légales perçues par la Régie pour le compte de tiers.

La convention proposée sera valable jusqu'au terme des marchés de nettoyage conclus par la Métropole avec la SMN, soit jusqu'au 31 décembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion d'une convention tripartite avec la Régie des eaux de la Métropole et la Société Méditerranéenne de Nettoyement pour l'utilisation des points de puisage d'eau potable pour le nettoyage de la ville de Montpellier,
- dire que les crédits nécessaires sont et seront inscrits au budget 2016 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135354-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC
– MARCHÉ N°2703 POUR LA REPRISE, LE TRI ET LE NÉGOCE DES VIEUX PAPIERS/
CARTONS ISSUS DES COLLECTES SÉLECTIVES CONCLU AVEC LA SOCIÉTÉ
MÉDITERRANÉENNE DE NETTOIEMENT SMN - AVENANT DE PROLONGATION -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

En 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Métropole, a attribué à la Société Méditerranéenne de Nettoyement un marché n°2703 pour la reprise des papiers/cartons issus des collectes sélectives.

Ce dispositif s'inscrit dans le cadre des contrats type de reprise « option fédérations » tel que définis par le Contrat pour l'Action et la Performance - Barème E de l'agrément de l'éco-organisme Eco Emballages SA, qui régit en conséquence le cahier des charges de la reprise de ces matériaux et conditionne l'obtention des soutiens financiers.

L'échéance du Contrat pour l'Action et la Performance - Barème E, conclu entre la Métropole et Eco-Emballages, était initialement fixée au 31 décembre 2016. Toutefois les négociations menées au niveau national sur les filières dites à « Responsabilité Élargie du Producteur » n'ont pas permis d'aboutir à un accord entre les représentants des collectivités et leurs groupements et les représentants des metteurs en marché. Le principe d'une transition en 2017 a reçu l'aval début juillet 2016 de la commission consultative d'agrément en vue de l'élaboration d'un nouveau cahier des charges et des barèmes de soutiens associés pour la période 2018-2022. Par arrêté du 21 octobre 2016 relatif à la procédure d'agrément et portant « cahier des charges des éco-organismes de la filière des déchets d'emballages ménagers » publié au Journal Officiel du 1^{er} novembre 2016, le barème E a ainsi été prolongé pour une durée d'un an, afin d'assurer une bonne transition vers le futur barème F qui prévoit notamment la création de nouveaux éco-organismes, associée à la création d'un éco-organisme coordonnateur et d'un système d'équilibrage entre éco-organismes. L'agrément des éco-organismes faisant l'objet d'une procédure menée par les Pouvoirs Publics, la prolongation des contrats en cours s'effectue de fait.

Le marché n°2703 conclu à compter du 22 mars 2012 pour une durée de trois ans, reconductible deux fois pour une durée d'un an arrive à échéance le 23 mars 2017.

Compte tenu de la période de transition prévue jusqu'au 31 décembre 2017, il apparaît nécessaire de prolonger par avenant sa durée jusqu'à cette même échéance dans l'attente de l'élaboration des nouveaux cahiers des charges permettant à la Métropole d'organiser une nouvelle procédure de mise en concurrence des opérateurs.

Le montant prévisionnel annuel du marché est établi :

- en recette par le prix de reprise des matériaux rémunérée par application de prix unitaires dépendant des indices de variation spécifiques à chaque type de vieux papiers/cartons sur le marché international publiés par les revues professionnelles et capée par un prix plancher fixé contractuellement ;
- en dépense par le prix unitaire de mise en balles des matériaux. Le Détail Quantitatif Estimatif s'élève à 392 815,59 € H.T. par an soit 1 964 077, 95 € H.T sur la durée totale du marché.

Le montant des dépenses de l'avenant n°1 portant prolongation du marché jusqu'au 31 décembre 2017 est évalué à 305 642,82 € H.T., représentant 15,6 % du montant total des dépenses du marché.

Tous les autres termes du contrat restent inchangés.

L'avenant n°1 au marché n°2703 a reçu un avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 22 novembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché n°2703 conclu avec la Société Méditerranéenne de Nettoyement pour la reprise et le négoce des vieux papiers/cartons issus des collectes sélectives,

Délibération n° 14383

- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Métropole, au chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1133471-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC
- CONVENTION POUR LA REPRISE ET LE NÉGOCE DES ACIERS, ALUMINIUM ET
PLASTIQUES ISSUS DES COLLECTES SÉLECTIVES CONCLUE AVEC LA SOCIÉTÉ
PAPREC - AVENANT DE PROLONGATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

A l'issue d'une procédure de mise en concurrence, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, a signé en juin 2011 avec la société PAPREC une convention pour la reprise des aciers, aluminium et plastiques issus des collectes sélectives.

La reprise des matériaux est rémunérée par application de prix unitaires de reprise dépendant des indices de variation spécifiques à chaque matériau sur le marché international publiés par les revues professionnelles et capée par des prix-plancher fixés contractuellement.

Ce dispositif s'inscrit dans le cadre des contrats type de reprise « option fédérations » tel que définis par le Contrat pour l'Action et la Performance - Barème E de l'agrément de l'éco-organisme Eco Emballages SA, qui régit en conséquence le cahier des charges de la reprise de ces matériaux et conditionne l'obtention des soutiens financiers.

L'échéance de cette convention a été définie comme étant celle du Contrat pour l'Action et la Performance - Barème E, conclu entre la Métropole et Eco-Emballages, initialement fixée au 31 décembre 2016. Toutefois les négociations menées au niveau national sur les filières dites à « Responsabilité Elargie du Producteur » n'ont pas permis d'aboutir à un accord entre les représentants des collectivités et leurs groupements et les représentants des metteurs en marché. Le principe d'une transition en 2017 a reçu l'aval début juillet 2016 de la Commission consultative d'agrément en vue de l'élaboration d'un nouveau cahier des charges et des barèmes de soutiens associés pour la période 2018-2022. Par arrêté du 21 octobre 2016 relatif à la procédure d'agrément et portant « cahier des charges des éco-organismes de la filière des déchets d'emballages ménagers » publié au Journal Officiel du 1er novembre 2016, le barème E a ainsi été prolongé pour une durée d'un an, afin d'assurer une bonne transition vers le futur barème F qui prévoit notamment la création de nouveaux éco-organismes, associée à la création d'un éco-organisme coordonnateur et d'un système d'équilibre entre éco-organismes. L'agrément des éco-organismes faisant l'objet d'une procédure menée par les pouvoirs publics, la prolongation des contrats en cours s'effectue de fait.

S'agissant par ailleurs des contrats et conventions conclus par la Métropole à l'issue de procédures de mise en concurrence, compte tenu de la période de transition prévue jusqu'au 31 décembre 2017, il apparaît nécessaire de prolonger leur durée par avenant jusqu'à cette même échéance dans l'attente de l'élaboration des nouveaux cahiers des charges permettant à la Métropole d'organiser une nouvelle procédure de mise en concurrence des opérateurs.

C'est l'objet de l'avenant n°1 qui est proposé à l'Assemblée. Les autres termes de la convention restent inchangés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention conclue avec la société PAPREC pour la reprise et le négoce des aciers, aluminium et plastiques issus des collectes sélectives,
- dire que les crédits correspondant sont inscrits au budget de la Métropole, au chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135472-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

RESSOURCES HUMAINES



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - VILLE DE MONTPELLIER - CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN DE DIRECTION DE LA COMMUNICATION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont souhaité mutualiser leurs directions de la communication dans le cadre d'une convention de service commun, en application de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales. La délibération n°12776 du 5 février 2015 a ainsi approuvé la création d'un service commun de direction de la communication, limité au seul poste de Directeur.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Les directions de la communication de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole collaborent depuis de plus en plus étroitement, avec des réunions de directions communes et de nombreux projets élaborés ensemble (évènementiels, communication interne...).

Par ailleurs, l'organisation des deux directions appelait à être repensée de manière mutualisée, afin de les adapter à l'évolution des métiers de la communication et autour trois axes majeurs : amener de la transversalité en mettant en place une culture « projet » pour gagner en qualité ; imposer le digital/numérique dans toute la communication des deux entités ; développer la communication de proximité.

Il est aujourd'hui proposé de créer un service commun de direction de la communication par la mise en commun de l'ensemble des services concernés de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier, en lieu et place du service commun existant.

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, en vertu de laquelle la direction des relations presse est gérée par la Métropole et placée, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de chaque convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre entités à hauteur de 55% pour la Ville et de 45% pour la Métropole.

Les Comités Techniques de la Métropole et de la Ville de Montpellier seront sollicités pour avis, respectivement les 14 et 15 décembre 2016, sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation, les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création d'un service commun de Direction de la Communication en lieu et place du service commun existant,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135863-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN DE DIRECTION DES RELATIONS PRESSE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont souhaité mutualiser leurs relations presse dans le cadre d'une convention de service commun, en application de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales. La délibération n°13089 du 29 juin 2015 a ainsi approuvé la création d'un service commun de coordination des relations presse, limité au seul poste de Responsable des relations presse.

Engagée depuis plus d'un an, cette mutualisation s'est approfondie autour d'échanges continus (au moyen de dialogues constants avec les équipes, de réunions de services communes et d'entretien individuels), par la mise en place d'outils transversaux visant à simplifier la circulation de l'information ainsi que le déploiement d'une stratégie Relations Presse 2.0 mutualisée.

Il est aujourd'hui proposé de créer un service commun de direction des relations presse par la mise en commun de l'ensemble des services concernés de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier, en lieu et place du service commun de coordination des relations presse existant.

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, en vertu de laquelle la direction des relations presse est gérée par la Métropole et placée, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de chaque convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre entités à hauteur de 56% pour la Ville et 44% pour la Métropole.

Les avis des Comités Techniques de la Métropole et de la Ville de Montpellier seront sollicités, respectivement les 14 et 15 décembre 2016, sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation, les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création d'un service commun de Direction des Relations presse en lieu et place du service commun de coordination des relations presse existant,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135861-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN DE DIRECTION DE L'ATTRACTIVITÉ, DU TOURISME ET DES RELATIONS INTERNATIONALES - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont déjà mutualisé leur direction générale des services, leur cabinet, ainsi qu'un certain nombre de directions (culture, communication, protocole...).

Afin de poursuivre la rationalisation du pilotage de certaines activités placées au cœur de la collaboration entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est aujourd'hui proposé de créer un service commun de direction de l'attractivité, du tourisme et des relations internationales entre les deux entités. Les ambitions de cette nouvelle direction doivent permettre de :

- Développer une politique de rayonnement international de la Ville et de la Métropole au service du développement économique de notre territoire ;
- Identifier, explorer et activer l'ensemble des leviers contribuant à l'attractivité de la Ville et de sa Métropole ;
- Structurer une offre touristique cohérente pour le territoire en s'appuyant sur nos échanges internationaux (le tourisme est l'un des 7 piliers du développement de la Métropole et l'un des axes de coopération proposé au pôle métropolitain) ;
- Accompagner les communautés étrangères locales, en faire des acteurs majeurs de la politique de rayonnement.

Cette mutualisation permettra à la fois de rationaliser des actions portées par les deux entités Relations Internationales et de réellement optimiser la coopération avec l'ensemble des directions Ville et Métropole pour une meilleure appropriation du tourisme et des Relations Internationales dans les différents projets.

Ce rapprochement permettra par ailleurs de créer une dynamique collective par la multiplicité des champs d'actions et la complémentarité des savoirs et assurera une complémentarité, une cohérence et une transversalité dans la gestion des relations internationales (notamment en matière d'accueil des délégations et des déplacements).

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Ce service commun sera mis en place au 1^{er} janvier 2017 et concernera le seul poste de directeur. Les modalités de cette mutualisation seront consignées dans une convention de service commun.

Le service commun de direction de l'attractivité, du tourisme et des relations internationales sera géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre entités à hauteur de 50 % chacune.

Les avis des Comités Techniques de la Métropole et de la Ville de Montpellier seront sollicités, respectivement les 14 et 15 décembre 2016, sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation, les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création d'un service commun de Direction de l'attractivité, du tourisme et des relations internationales,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135859-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

I - Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans **l'annexe 1** ci-jointe.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès au poste mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 14 décembre 2016.

III- Transformations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 14 décembre 2016.

IV- Confirmation de poste :

a) Par délibération **n°13756 du 14/04/2016**, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés pour exercer des fonctions de Chargé de mission des Salles de spectacle (n° du poste : 2016-480) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la Culture.

- nature des fonctions : assurer la programmation artistique pour la saison d'ouverture des nouvelles salles de spectacle de Castelnau-le-Lez et du Crès en coordination avec les équipements métropolitains et les autres principaux acteurs culturels sur le territoire métropolitain, et d'autre part de mener une étude de préfiguration sur la gestion concertée voire mutualisée des salles de spectacles sur l'aire géographique intercommunale,
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire correspondant au deuxième cycle d'études et d'une expérience similaire dans le domaine de la culture,
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
- motif : compte tenu de la nécessité pour la Métropole de créer un service ressource qui permette de bénéficier d'une offre culturelle de proximité en rationalisant les dépenses publiques par une mutualisation des personnels, ce poste ne peut rester vacant,
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité,

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 15/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135880-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 15/12/2016

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

RESSOURCES HUMAINES – PROGRAMME PLURIANNUEL D'ACCÈS À L'EMPLOI TITULAIRE - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

La loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires ainsi que le décret n°2016-1123 du 11 août 2016 prolongent de deux années le dispositif d'accès à l'emploi titulaire sous certaines conditions, soit du 13 mars 2016 au 12 mars 2018.

Ce dispositif « Sauvadet 2 » permet de procéder au recrutement des agents éligibles au moyen de deux voies d'accès : des sélections professionnelles (catégories A et B) ou des recrutements réservés sans concours pour le 1^{er} grade des cadres d'emplois de catégorie C. Seuls les grades énumérés par le décret du 11 août 2016 (ceux accessibles par concours) peuvent être ouverts dans le dispositif.

Principe d'élaboration du Programme Pluriannuel :

Conformément aux dispositions de l'article 7 du décret susvisé, chaque employeur doit faire l'état des lieux des agents remplissant les conditions d'accès aux sélections et a la possibilité de proposer à la validation de l'organe délibérant un programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire, après avis du Comité Technique.

Ce nouveau programme pluriannuel est établi en fonction des besoins de la collectivité ou de l'établissement public, en tenant compte des objectifs de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences, et détermine les grades des cadres d'emploi accessibles au dispositif de titularisation, le nombre de postes ouverts par voie de sélection professionnelle et par voie de recrutement réservé et leur répartition dans les sessions.

Un programme pluriannuel établi en cohérence avec la GPEC mise en œuvre au sein de la Métropole et dans le cadre d'un dialogue social :

Le dispositif proposé précise l'ouverture des emplois permanents de l'entité sur des besoins durables selon les conditions légales d'éligibilité et après analyse des adéquations grades/emplois ainsi que des perspectives connues de besoins d'emplois pérennes pour les années à venir.

Après réunion de concertation avec les représentants des organisations syndicales présentant le bilan du dispositif Sauvadet 1, les nouvelles modalités de mise en œuvre et le décompte des agents éligibles, il est proposé d'insérer dans le programme pluriannuel les dispositions suivantes :

- Dans le cadre de la Gestion prévisionnelle des Emplois et des Compétences et dans un objectif de déprécarisation, le plan présenté prévoit de réserver 11 postes identifiés comme prochainement vacants. Cette analyse a été conjointement menée entre les Directions concernées et le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales en tenant compte de l'adéquation du grade, des fonctions et des compétences des agents éligibles et n'occupant pas à ce jour un emploi permanent ;
- Pour les agents éligibles, et engagés parallèlement dans une démarche de concours, priorité sera donnée, en cas de réussite, à l'accès à l'emploi titulaire par la voie du concours ;
- La mise en œuvre des entretiens de sélection professionnelle sera effective à la condition que l'agent occupant le poste à ouvrir se déclare intéressé par une possible titularisation ;
- Les agents admis suite aux sélections professionnelles bénéficieront du régime indemnitaire de droit commun.

Modalités d'information des agents éligibles

En fonction des critères retenus ci-dessus, une information individualisée sera adressée aux agents éligibles, ces derniers seront informés par le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales que leur emploi est projeté dans le programme pluriannuel proposé en annexe.

Les agents pourront recueillir auprès du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales une information détaillée des perspectives de reclassement et de rémunération en cas de nomination après sélection professionnelle. Cette information doit permettre à l'agent de décider s'il souhaite s'inscrire dans ce dispositif.

Chaque agent éligible sera par la suite destinataire, et dès approbation du programme pluriannuel par le Conseil de Métropole, d'un courrier lui précisant les modalités d'organisation des sélections professionnelles dès que ces dernières seront planifiées.

L'organisation des sélections professionnelles

Le Centre de Gestion de l'Hérault ne souhaitant pas organiser ces sélections, il revient à la Métropole de les mettre en œuvre. Les sessions seront organisées d'ici le 12 mars 2018 conformément au tableau présenté en annexe.

Une journée de formation sera également proposée aux agents afin de les accompagner dans la préparation des sélections et cela afin que ces derniers puissent aborder en toute sérénité ces entretiens.

Le Comité technique a émis un avis favorable à la majorité lors de sa réunion en date du 10 novembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire annexé,
- approuver les principales dispositions relatives à la mise en œuvre du programme pluriannuel, les modalités d'information aux agents et d'organisation des sélections professionnelles,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135250-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**RESSOURCES HUMAINES – RÉMUNÉRATION ET COMPENSATION DES ASTREINTES
- MODIFICATION DE LA LISTE DES BÉNÉFICIAIRES**

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

La délibération n°13520 du 16 décembre 2015 définit le régime des astreintes applicables aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole, en conformité notamment avec les nouvelles dispositions du décret n°2015-415 du 14 avril 2015 concernant la filière technique.

Conformément aux dispositions du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, les collectivités territoriales ne sont pas compétentes pour fixer le montant de l'indemnité d'astreinte mais déterminent en revanche, après avis du comité technique, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent créer, en application de l'article L. 5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales, une direction mutualisée des relations presse, gérée par Montpellier Méditerranée Métropole.

Les modalités d'organisation de cette direction mutualisée visant notamment à répondre à des nécessités de veille et de réactivité, il est proposé de compléter la liste des emplois concernés établie par la délibération n°13520 précitée, afin d'établir une astreinte des attachés de presse.

Le Comité technique sera sollicité pour avis le 14 décembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'attribution des indemnités d'astreintes et d'interventions aux attachés de presse ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135857-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUËL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET LE SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE RELATIVE AU RENOUVELLEMENT DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DE L'ALLÉE DES CONDAMINES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Préalablement au programme de réhabilitation de voirie de l'Allée des Condamines sur la commune de Castelnau le Lez, en lien avec un important projet de création de logements, il est nécessaire de renouveler les canalisations d'eaux usées présentant un état structurel dégradé. La largeur de la voie étant réduite et la profondeur de pose importante, ces travaux nécessitent également le dévoiement et remplacement des canalisations d'eau potable relevant de la compétence du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC).

Ces travaux sur les réseaux humides consistent au :

- renouvellement d'une canalisation d'eau potable d'un diamètre DN100mm par une canalisation en fonte sur 70 ml,
- renouvellement d'une canalisation d'eaux usées par une canalisation en fonte de diamètre DN200mm sur une longueur de 70ml.

Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des deux projets, les travaux de cet ensemble d'ouvrages doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions ainsi que le coût financier, et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Le coût estimé de l'opération s'élève à 100 000,00 € H.T réparti de la manière suivante :

- 5 000 € HT soit 6 000 € TTC pour la part eau potable à la charge du Syndicat, correspondant à la fourniture des conduites,
- 95 000 € HT soit 109 800 € TTC pour la part assainissement à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

Un projet de convention sur le fondement de l'article 2 II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée a été élaboré pour définir les modalités d'intervention de chaque maître d'ouvrage respectif. Celle-ci précise notamment que :

- le Syndicat délègue à la Métropole la maîtrise d'ouvrage des travaux du renouvellement du réseau d'eau allée des Condamines à Castelnau le Lez,
- le Syndicat verse une participation financière à la Métropole pour la réalisation de ces ouvrages selon le coût prévisionnel indiqué ci-dessus, facturée au réel ;
- la Métropole invitera le syndicat aux réunions de chantier et aux opérations préalables à la réception.

Les études et travaux seront menés début 2017.

La présente convention entrera en vigueur au jour de sa signature par les deux parties. Elle prendra fin à l'issue de la réception des travaux sans réserves.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage entre le Syndicat Mixte Garrigues et Campagne et Montpellier Méditerranée Métropole relative au renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement de l'allée des Condamines - Commune de Castelnau-le-Lez,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, au chapitre 23,

Délibération n° 14370

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou Monsieur le Vice-président délégué à signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135372-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – NOTE LIMINAIRE 2015
SUR L'EXERCICE DES COMPÉTENCES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT -
APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Métropole est compétente en matière d'assainissement collectif et non-collectif, ainsi qu'en matière de gestion de l'eau brute, sur l'ensemble de son territoire.

La compétence eau potable est exercée par la Métropole depuis le 1er janvier 2010 de plein droit, en lieu et place des communes membres. Elle intervient directement sur les communes de Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone. Elle est substituée aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du syndicat du Bas Languedoc (SBL) et aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnau-le-Lez, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry et Saint Geniès des Mourgues, au sein du Syndicat Garrigues Campagne (SGC). Ces syndicats exercent la compétence sur la production et la distribution d'eau potable.

Compte tenu de l'exercice partiel de la compétence eau potable sur son territoire, Montpellier Méditerranée Métropole doit présenter une note liminaire établie en application de l'article D.2224-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), précisant la nature exacte du service assuré par d'autres établissements public de coopération intercommunale ainsi que celui relevant de sa gestion directe, indiquant le prix total de l'eau et ses différentes composantes, ainsi que les indicateurs mentionnés aux annexes V et VI du CGCT.

Les syndicats concernés ont transmis leur rapport annuel pour l'exercice 2015. Ces rapports permettent de compléter les informations fournies par les rapports annuels établis par les services métropolitains de l'eau potable et de l'eau brute, d'une part, et de l'assainissement, d'autre part, rapports approuvés par le Conseil lors de la séance du 28 septembre 2016.

L'alimentation des populations des communes de Montpellier Méditerranée Métropole s'effectue à travers trois ressources principales. La source du Lez gérée par la Métropole fournit en moyenne 32 millions de m³/an grâce à l'usine de pompage Avias et alimente en totalité les habitants de Montpellier, de Juvignac et de Prades-le-Lez. Cette ressource est également utilisée en appoint pour les communes de Grabels et de Montferrier-sur-Lez ainsi que pour les communes de l'ex Syndicat Mixte du Salaison et du syndicat du Pic Saint-Loup (SMEA). La nappe phréatique de l'Hérault pompée à Florensac par le Syndicat du Bas Languedoc procure environ 20 millions de m³/an par l'intermédiaire de l'usine de pompage Filliol et alimente les communes de l'Ouest de la Métropole. L'eau du Rhône, acheminée via le canal Philippe Lamour appartenant à la société du Bas-Rhône Languedoc, alimente diverses usines de potabilisation desservant en totalité les communes de Lattes et Pérols, à hauteur de 23% les communes de l'ex syndicat du Salaison et pour 1,6 millions de m³ les communes du SBL en période estivale. Ces dernières, la majeure partie de l'année, ainsi que les communes du Syndicat Garrigues Campagne, sont desservies par des forages locaux d'importance variable.

La note liminaire annexée à cette délibération présente par ailleurs les indicateurs réglementaires de chaque service.

Le prix total de l'eau, suivant la commune, est compris entre 3,20€ et 3,58€ € TTC le m³. Le prix moyen du m³ d'eau TTC, non pondéré faute d'éléments individualisés concernant les communes du SBL, abonnement inclus, est de 3,36 € TTC.

La facture annuelle moyenne, comprenant l'eau potable et l'assainissement, pour 120 m³ sur l'ensemble des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève 403,20 € TTC au 1^{er} janvier 2016 et se décompose de la manière suivante:

- part eau potable = 39 %
- part assainissement = 38 %
- part autres organismes = 23 %.

Sur la base de cette facture moyenne de 120 m³, entre le 1^{er} janvier 2015 et le 1^{er} janvier 2016, il faut constater une baisse uniforme de 9,15% du tarif unique de l'assainissement, fixé par Montpellier Méditerranée Métropole et une hausse de 3,23% des redevances liées à l'assainissement. A l'inverse, les évolutions des tarifs de l'eau potable sont plus diverses puisque si les prix applicables sur le territoire géré en direct par la Métropole baissent de 10,29%, ils sont relativement stables sur le SMGC et progressent de 2,16% sur le SBL. Les évolutions de la redevance préservation de la ressource, fixée par l'Agence de l'Eau, sont aussi extrêmement variées, comprises en -7,25% et +11,79%, et sont liées à un phénomène d'harmonisation.

Concernant la structure tarifaire au 1^{er} janvier 2016, le prix de l'assainissement est strictement proportionnel et s'applique quels que soit les volumes facturés, contrairement à l'eau potable où les parts fixes évoluent en fonction du diamètre du compteur et où des tranches tarifaires s'appliquent, au-dessous et au-dessus de 120 m³, sur les 13 communes gérées en direct par la Métropole, au-dessous et au-dessus de 150 m³, sur les 9 communes de l'Ouest de la Métropole dont la gestion est assurée par le Syndicat du Bas Languedoc.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les rapports annuels 2015 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable des syndicats Bas Languedoc et Garrigues Campagne,
- approuver la note liminaire 2015 annexée à la présente délibération, conformément à l'article D 2224-3 du Code général des collectivités territoriales,
- autoriser sa transmission à l'ensemble des Communes de la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1134978-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SIGNATURE D'UN PROTOCOLE TRANSACTIONNEL SUITE À LA RÉALISATION DE TRAVAUX SUR LA PARCELLE CADASTRÉE BD N°75, SISE RUE FERRAN COMMUNE DE MONTPELLIER DANS LE CADRE DE LA RÉALISATION DE L'INTERCEPTEUR EST - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre du Schéma directeur d'assainissement approuvé par délibération en date du 21 décembre 2004, il a été prescrit le raccordement des effluents des communes de Montferrier-sur-Lez, Prades-le-Lez, Clapiers ainsi que des secteurs Nord de Montpellier à la station d'épuration intercommunale de MAERA, située sur la commune de Lattes.

Ce raccordement, dénommé Intercepteur Est, nécessitant la pose d'un réseau d'assainissement des eaux usées sur plusieurs kilomètres, une déclaration d'utilité publique (DUP) en date du 9 octobre 2007, prorogée jusqu'au 7 octobre 2017 a été établie pour la réalisation des travaux.

La parcelle cadastrée BD n°75, sise commune de Montpellier, appartenant à Monsieur Raymond GROUSSET, est impactée par les travaux de réalisation de la canalisation ayant fait l'objet de la DUP.

Une convention de servitude a été signée le 25 mars 2014 par laquelle le propriétaire a consenti une servitude de passage de canalisation d'eaux usées d'une emprise de 456 m² au profit de Montpellier Méditerranée Métropole sur le foncier en question. Cette convention a été approuvée par décision n°2014-227 du 1 avril 2014. La réitération par acte authentique de la constitution de servitude est confiée à l'étude de Maître VIDAL, notaire à Montpellier et devrait intervenir prochainement.

Parallèlement à la constitution de servitude, les travaux des réseaux secteurs « Navitau et BD 75 » ont nécessité l'occupation d'une emprise foncière au-delà de la surface impartie à la servitude.

M. Raymond GROUSSET a consenti au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, une convention d'occupation temporaire pour travaux portant sur une emprise de 7 206 m² d'une durée de 21 mois comprise entre le 1^{er} février 2014 au 30 octobre 2015, approuvée par la décision n°2014-229 du 1^{er} avril 2014.

Au vu des délais de négociation sur le secteur de Navitau sur la commune de Castelnau-le-Lez, la réalisation des travaux a été reportée d'une année.

Un avenant, approuvé par la décision n°2014-657 du 20 octobre 2014, est venu modifier en conséquence la convention initiale.

La première phase des travaux s'est terminée le 1^{er} avril 2016. A la suite de la libération des lieux par l'entreprise mandatée par la Métropole, M. Raymond GROUSSET a constaté des désordres sur son terrain : remplacement de terres végétales par des terres de remblais, non rétablissement d'un accès à la rive du Lez, perte du bois coupé lors de l'occupation et occupation d'une surface supérieure à ce qui avait été conclu dans la convention d'occupation temporaire pour travaux consentie.

Afin de réparer les préjudices subis par M. Raymond GROUSSET et de prévenir toute procédure contentieuse, les services de la Métropole se sont rapprochés du propriétaire et ont trouvé un accord en réparation des préjudices subis dont les modalités sont les suivantes :

- Indemnisation de M. Raymond GROUSSET à hauteur de 9 300 € (neuf mille trois cents euros) correspondant au montant des travaux nécessaires à la reconstitution d'une nature de sol équivalente à celle existante avant la réalisation des travaux,
- Indemnisation de M. Raymond GROUSSET à hauteur de 2 000 € (deux mille euros) correspondant à la valeur des travaux de débroussaillage et de remise en état du chemin d'accès menant à la rive du Lez,
- Indemnisation de M. Raymond GROUSSET à hauteur de 700 € (sept cents euros) correspondant à la valeur du volume de bois prélevé (environ 10 stères),
- Indemnisation de M. Raymond GROUSSET à hauteur de 1 465 € (mille quatre cent soixante-cinq euros) des 1 047 m² supplémentaires occupés durant les travaux. Cette somme est basée sur l'indemnisation octroyée lors de la signature de la convention d'occupation temporaire pour la réalisation des travaux.

Pour sa part, M. Raymond GROUSSET s'engage à renoncer à toute demande d'indemnité supplémentaire relative aux préjudices faisant l'objet du protocole ayant eu lieu pendant l'occupation temporaire de la première phase de travaux achevée le 1^{er} avril 2016 sur la parcelle lui appartenant cadastrée BD n°75 à Montpellier ainsi que à tout recours et à toute autre prétention de quelque nature que ce soit, en liaison avec l'occupation temporaire par la Métropole dans le cadre de la première phase des travaux réalisée sur la parcelle lui appartenant.

Afin de formaliser cet accord, il est proposé la signature du protocole d'accord, approuvé par M. Raymond GROUSSET.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes d'un protocole transactionnel avec M. GROUSSET Raymond en réparation des préjudices subis suite aux travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole sur sa parcelle cadastrée BD n°75 sise commune de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement chapitre 67,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135318-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS TOXIQUES - FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE CONTRÔLE DES REJETS INDUSTRIELS ET DES DÉCHETS TOXIQUES - SOLLICITATION DES AIDES FINANCIÈRES DE L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE ET CORSE - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le contrat de métropole de coopération pour une gestion durable de l'eau et des milieux aquatiques, et ses six conventions d'applications, ont été approuvées par le conseil de Métropole du 30 septembre 2015 (délibération n°13240) et signées le 28 janvier 2016 avec les différentes parties, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE) et le syndicat du bassin de l'Or (SYMBO), pour une période allant jusqu'en 2019.

La convention d'application numéro 2 de cet accord cadre concerne les actions de réduction des pollutions toxiques dispersées effectuées par la cellule de Contrôle des Rejets Industriels et Déchets toxiques (CRIDt) au sein des services de la Métropole, depuis 2009. Il s'agit notamment de réaliser des diagnostics environnementaux en vue de sectoriser les apports de pollutions toxiques dans les réseaux de collecte des eaux usées, ainsi que d'établir les arrêtés d'autorisation de déversement des établissements générant des effluents non domestiques, en collaboration avec les entreprises et les délégataires du service de l'assainissement mais aussi en partenariat avec les différentes chambres consulaires

Ces activités sont essentielles au regard des objectifs d'atteinte du bon état des eaux et des milieux aquatiques et des objectifs de réduction voire de suppression des substances les plus dangereuses pour l'eau repris dans le plan national concernant les micropolluants.

Ces objectifs sont considérés comme prioritaires dans le 10^{ème} programme de l'Agence de l'Eau.

C'est pourquoi l'Agence de l'Eau propose de financer à hauteur de 50 % les frais de fonctionnement la cellule de Contrôle des Rejets Industriels et Déchets toxiques (CRIDt) représentant un montant annuel de 62 000 € H.T. Il convient de la solliciter à cet effet pour la durée globale résiduelle du contrat de Métropole, soit jusqu'en 2019 inclus.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges pour les frais de fonctionnement de la cellule "Contrôle des rejets industriels et des déchets toxiques" de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les crédits sont inscrits en recettes au chapitre 74 du budget annexe de l'assainissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135132-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CONVENTION DE PARTICIPATION À L'ANALYSE COMPARATIVE DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES COLLECTIVITÉS CONCÉDANTES ET RÉGIES (FNCCR) SUR LES SERVICES D'ASSAINISSEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Métropole est membre de la Fédération des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) depuis 2007.

Créée en 1934, la FNCCR réunit plus de 500 collectivités concédantes et régies. Elle représente ses membres lors de la préparation des textes législatifs et réglementaires ainsi que lors des négociations nationales avec les acteurs de l'eau (entreprises, institutions).

Depuis 2009, la FNCCR réalise chaque année des analyses comparatives de services d'eau potable et d'assainissement, avec la participation de plus d'une trentaine de collectivités volontaires pour chacune des deux compétences.

L'analyse de la performance des services doit permettre d'identifier les points forts et les points faibles et de faire émerger des explications et des voies de progrès. En ce sens, la participation à l'analyse comparative des services d'eau et d'assainissement conduite tous les ans par la FNCCR, qui regroupe 8 des 11 métropoles françaises et Paris, permet de disposer d'un référentiel par rapport à d'autres services de tailles similaires. La publication des résultats collectifs reste anonyme alors que chaque participant dispose d'une synthèse individuelle et les conclusions sont rendues avec un décalage de 2 ans, ce qui permet de mettre en œuvre d'éventuelles mesures correctives.

La Métropole a déjà participé à l'analyse pour l'année 2014 pour son service public de l'assainissement. L'analyse réalisée montre une maîtrise dans son ensemble du patrimoine, mais des marges de progrès existent en terme de taux de renouvellement de réseau. Concernant l'information aux usagers, le service se caractérise par un bon niveau de transparence et sa bonne santé financière.

Toutefois cette analyse s'est appuyée sur des données financières partielles et a concerné la dernière année d'exécution des anciens contrats de délégation de service.

Il est proposé de renouveler pour une nouvelle année la convention avec la FNCCR afin de procéder à l'analyse des données du service public de l'assainissement pour l'année 2015.

La convention définit le champ et les rôles de la FNCCR et de la Métropole ainsi que les modalités financières du partenariat. Elle portera sur les indicateurs et données recueillis pour l'année 2015 et traitera de cinq aspects principaux de l'activité des services :

- l'efficacité de la collecte et du traitement des eaux usées (assainissement collectif),
- la qualité du service à l'utilisateur,
- la gestion patrimoniale,
- les aspects économiques et financiers
- les aspects sociaux.

Le coût, non soumis à la TVA, de 3000€, paraît très raisonnable au regard des enjeux de pilotage et de transparence.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 14374

- approuver la convention de participation à l'analyse comparative 2015 de la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies sur les services d'assainissement,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe de l'assainissement collectif, au chapitre 011,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1134982-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – REVERSEMENT DES
SOMMES PERÇUES AU TITRE DE L'EXERCICE 2015 PAR LA RÉGIE DES EAUX DE
MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ SUR LA COMMUNE DE GRABELS -
CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 portant dissolution du Syndicat du Salaison.

Sur la commune de Grabels, l'exploitation du service public de l'eau potable a été assurée par contrat de Délégation de Service Public jusqu'au 31 octobre 2014. Ce contrat avait déjà fait l'objet d'une prolongation d'un an pour motif d'intérêt général au titre de l'article L1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. De ce fait, et dans l'attente de la création de la Régie des eaux de Montpellier et du démarrage de son activité au 1^{er} janvier 2016, celui-ci n'a pu être prorogé au 31 décembre 2015 comme les autres contrats de délégations en vigueur sur le restant des communes relevant du service public de l'eau potable de la Métropole.

Aussi, afin d'assurer la continuité du service de l'eau potable sur la commune de Grabels durant la période allant du 1^{er} novembre 2014 au 31 décembre 2015, son exploitation a été assurée en régie au moyen d'un marché de prestations de services. Les recettes de ce service, notamment celles liées à la facturation aux usagers des volumes consommés relevés aux compteurs sont donc venues alimenter le budget annexe de l'eau potable de la Métropole.

Les relèves du second semestre 2015 s'étant déroulées tout au long du mois de décembre, une part des volumes consommés en 2015 a été seulement comptabilisée lors de la première relève effectuée par la Régie des Eaux début 2016. Les recettes correspondantes ont donc été encaissées par la Régie des Eaux.

Afin de permettre le reversement de ces recettes au budget annexe de la Métropole, il apparaît nécessaire d'établir une convention avec la Régie des Eaux. Celle-ci arrête notamment que les volumes pour lesquels ce reversement doit être opéré seront calculés au prorata temporis sur la période comprise entre la date du dernier relevé facturé en 2015 et le 31 décembre 2015. Le montant reversé sera considéré comme solde de tout compte. Il est estimé à 39 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de reversement des sommes perçues au titre de l'exercice 2015 par la Régie des eaux de Montpellier sur la commune de Grabels,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135209-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUËL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF - TARIF - ADOPTION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°6260 du 21 décembre 2004, le Conseil a approuvé le principe de l'unification des tarifs de la redevance payée par les usagers du service public de l'assainissement collectif sur l'ensemble de son territoire.

Le mode de tarification retenu a été le tarif monôme ne comprenant qu'une partie proportionnelle, c'est à dire un prix au mètre cube consommé.

La redevance d'assainissement collectif est destinée à couvrir l'ensemble des charges du service métropolitain. Il comprend la part 'collectivité' destinée à financer les investissements et la rémunération des exploitants définie par les trois contrats d'affermage attribués par délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

La part collectivité doit permettre notamment de financer les projets d'investissement de Montpellier Méditerranée Métropole arrêtés dans le cadre du Schéma Directeur de l'Assainissement approuvé par délibération n°6222 du 21 décembre 2004 et estimés à trois cent soixante-quinze millions d'euros, en valeur décembre 2004, dont six millions d'euros par an de travaux sur les réseaux des communes. Par ailleurs, a été approuvé par délibération n° 12433 du 31 juillet 2014, un programme de travaux d'extension de la station d'épuration MAERA de 67 à 81 millions d'euros H.T. pour lequel les autorisations réglementaires doivent être sollicitées et la consultation des entreprises lancée dès 2017. Les crédits d'investissement nécessaires en 2017 pour financer, notamment, la poursuite des opérations structurantes retenues au Schéma Directeur de l'Assainissement s'élèvent à 17,2 millions d'euros.

Ainsi, après la baisse du tarif ramené à 1,29 €/m³ H.T au 1^{er} janvier 2016, il est proposé d'actualiser ce nouveau tarif de référence et de fixer le montant de la redevance d'assainissement collectif applicable à compter du 1^{er} janvier 2017 à 1,31 euros hors taxes par mètre cube, soit une augmentation 1,55 % par rapport au tarif actuel.

Le montant de la part 'collectivité' de la redevance à percevoir par Montpellier Méditerranée Métropole sur le territoire de chaque Commune est déterminé par différence avec les parts fermières contractuelles en vigueur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer le tarif de la redevance assainissement collectif applicable au 1er janvier 2017 à 1,31 € par mètre cube hors taxe,
- dire que le niveau de la part "collectivité" de cette redevance à percevoir par Montpellier Méditerranée Métropole sur le territoire de chaque commune sera fixé par différence avec les parts délégataires contractuelles en vigueur,
- autorise Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135158-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – CLUBS ET ASSOCIATIONS SPORTIVES
- ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Au regard de ses compétences la Métropole est un acteur fort reconnu dans le développement du sport au niveau local, national et international.

A ce titre, conformément à la délibération n°4846 du 26 septembre 2002, Montpellier Méditerranée Métropole accompagne les clubs et associations sportives de son territoire dans l'organisation d'actions et de manifestations qui contribuent au rayonnement de la pratique sportive.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole d'autoriser l'attribution des subventions suivantes :

1/ Organisation des 4ème assise du Mouvement Olympique et Sportif au Corum de Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner le Comité Régional Olympique et Sportif dans l'organisation des 4ème assises du mouvement olympique qui se dérouleront les 21 et 22 janvier 2017 au Corum de Montpellier.

Cet événement rassemblera près de 200 congressistes et accompagnants issus de l'ensemble des instances olympique et sportive de France, dans un contexte de réorganisation lié à la réforme territoriale et de reconstruction d'un schéma global du mouvement olympique.

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer une subvention exceptionnelle de 5000€ au Comité Régional Olympique et Sportif.

2/ Affectation d'une subvention au club taurin « Le Trident » de Saint-Georges d'Orques.

Pour faire suite aux neuf courses camarguaises constitutives de l'édition 2016 du Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé d'attribuer une aide financière au club taurin de Saint Georges d'Orques, qui a participé aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole à l'organisation de la cérémonie finale de remise des prix le 15 novembre 2016.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite affecter une subvention de 16 200€ au club taurin « Le Trident » de Saint Georges d'Orques, qui se chargera de remettre l'ensemble des prix aux vainqueurs du Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole édition 2016 (raseteurs, manadiers et clubs taurins).

3/ Affectation d'une subvention au Tambourin Club Cournonterralais.

Montpellier Méditerranée Métropole se positionne comme un acteur du développement du jeu de balle à tambourin, discipline considérée aujourd'hui comme un véritable sport moderne qui compte plus de 5000 licenciés.

Dans ce cadre, il est proposé d'aider le Tambourin Club Cournonterralais à développer l'ensemble des activités de formations, de stages et de compétitions portées par le club à destination du plus grand nombre.

Pour ce faire, il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement d'un montant de 5000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135165-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – OPEN SUD DE FRANCE 2017 - MARCHÉ NÉGOCIÉ N°4690DS16 - ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D' ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TENNIS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence sportive, contribue à l'organisation de manifestations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de son territoire.

L'Open Sud de France est un tournoi de tennis professionnel masculin inscrit à l'ATP World Tour 250, troisième plus grand événement tennistique français après Roland Garros et les Masters de Paris Bercy.

A travers cette sixième édition du tournoi qui se déroulera du 5 février au 12 février 2017 à l'ARENA de Montpellier, l'Open Sud de France recevra des joueurs de renommée nationale et internationale permettant ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole de se positionner comme un moteur du développement de la pratique du tennis sur son territoire.

Outre l'activité économique qu'elle génère, cette manifestation de haut niveau fédère les énergies et contribue au développement d'un sentiment d'appartenance et de fierté au sein de la population des communes-membres de la Métropole.

Dans ce cadre, soucieuse de développer la cohésion sociale et solidaire de ses habitants, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite disposer de places afin de faire rayonner la politique sportive Métropolitaine auprès des clubs et associations sportives du territoire, et notamment des quartiers prioritaires et des villages du territoire.

De plus, afin de renforcer son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois aux niveaux local, national et international, mais aussi afin de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en œuvre de nos compétences, voire de récompenser les gagnants de jeux concours ou de tirages au sort organisés lors des actions de communication à destination du grand public, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité faire l'acquisition d'espaces publicitaires, d'actions de communication pour l'Open Sud de France.

Conformément à l'article 30-I-3c du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, Montpellier Méditerranée Métropole a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets avec la Société Montpellier Events.

Ce marché à intervenir concerne la promotion de l'image de la Métropole et de son territoire par l'achat d'espaces de visibilité publicitaire sur les terrains, autour des terrains et dans le village du tournoi, du droit d'apposer son logo de manière facilement identifiable sur l'ensemble des supports de communication liés au tournoi (presse papier, presse numérique, site internet, spots publicitaires...) et par l'achat de billetterie et d'hospitalités pour le tournoi.

Il s'agira d'un marché à prix mixtes avec une part à prix forfaitaire concernant l'achat des espaces de communication, de visibilité et les prestations d'hospitalités et une part à prix unitaires concernant l'achat de places grand public qui feront l'objet de bons de commande.

Le marché prend effet à compter de sa notification et ce jusqu'au 12 février 2017, date de fin du tournoi.

La Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 6 décembre 2016, à l'issue de cette procédure négociée, a attribué ce marché à la Société Montpellier Events pour un montant forfaitaire de 278 311,60€ H.T, la part à bon de commandes étant limitée à un seuil maximum de 30 000€ H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°4690DS16 tel que défini ci-dessus avec la Société Montpellier Events ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget primitif 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché ainsi que tout document relatif à cette affaire notamment concernant son exécution et son règlement.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-P. RICO, M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135346-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RÉGIE TECHNIQUE DES PISCINES -
ACQUISITION D'OUTILLAGES, QUINCAILLERIES, CONSOMMABLES ET PRODUITS
MÉTALLURGIQUES POUR LA RÉGIE TECHNIQUE DES PISCINES DE MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - ACCORD-CADRE N°4581DS16 - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Afin d'assurer la maintenance et l'entretien des établissements aquatiques, la Régie technique des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole doit disposer d'un stock de matériel adapté permettant d'intervenir rapidement sur les établissements.

Les prestations concernent l'acquisition d'outillage, de quincaillerie, de consommables et de produits métallurgiques pour la régie technique des piscines de la Métropole.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande conclu avec un seul opérateur à l'issue d'une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles 25-I.1 et 67, 68, 78, 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. L'accord-cadre s'exécute donc, à survenance du besoin, par l'émission de bons de commandes du pouvoir adjudicateur.

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification, reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de quatre ans. Le seuil minimum annuel est de 20 000 € HT et le seuil maximum annuel est fixé à 100 000 € H.T., montants identiques pour chaque période éventuelle de reconduction.

A l'issue de la période de consultation des entreprises, et d'analyse des offres réceptionnées, la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 20 septembre 2016, a attribué l'accord-cadre n°4581DS16 à la société BAURES sise à Montpellier qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de choix mentionnés au règlement de la consultation.

Il est donc proposé d'approuver la conclusion de cet accord-cadre avec la société BAURES pour un montant estimatif annuel de 46 060,65€ HT.

La société BAURES devra se conformer strictement aux prescriptions du cahier des charges définies notamment au C.C.A.P. (Cahier des Clauses Administratives Particulières) et au C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'accord-cadre n°4581DS16 d'acquisition d'outillages, quincailleries, consommables et produits métallurgiques pour la régie technique des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole avec la société BAURES,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'accord-cadre sus mentionné ainsi que tout autre document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à l'exécution de l'accord-cadre, notamment sa résiliation éventuelle.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1136082-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – PATINOIRE VEGAPOLIS - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Par une délibération en date du 20 novembre 1997, le District de Montpellier a approuvé la réalisation d'une patinoire urbaine grand public à vocation ludique et sportive située sur la Commune de Montpellier, dans le quartier d'Odysseum.

Le 20 décembre 2011 la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de confier, par délibération n°10548, l'exploitation et la gestion de la Patinoire Végapolis à la société dédiée SAS VM 34000 filiale à 100% de Vert Marine.

La convention de délégation de service public est entrée en vigueur le 1er janvier 2012 pour une durée de 5 ans. Le contrat en cours arrive à échéance au 31 décembre 2016.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux, lors de sa séance du 12 février 2016, et le Comité Technique qui s'est réuni en séance le 16 février 2016, ont rendu un avis favorable sur le recours à une délégation de service public pour gérer la patinoire VEGAPOLIS.

Aussi, par sa délibération n°13677 en date du 24 février 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le principe d'une délégation de service public, le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le prochain délégataire ainsi que le lancement de la procédure de mise en concurrence relative au renouvellement de la délégation de service public de la patinoire VEGAPOLIS de Montpellier, conformément aux articles L1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

S'inscrivant dans ce contexte de renouvellement, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite prolonger de deux mois la durée du contrat de délégation de service public en cours avec la société Vert Marine, pour des motifs d'intérêt général.

En effet, face à la nécessité de poursuivre les négociations avec les trois candidats admis à déposer une offre afin d'optimiser leurs propositions, Montpellier Méditerranée Métropole veut approfondir la réflexion avec les candidats autour du futur contrat définissant les caractéristiques qualitatives et quantitatives des prestations à réaliser dans le cadre d'une exploitation future.

De plus, cette prolongation permettra d'assurer la continuité du fonctionnement de l'équipement tout en se donnant la possibilité d'aboutir à un choix définitif durant cette période de prolongation.

Ainsi, il est proposé d'autoriser la signature d'un avenant n°2 au contrat en cours pour prolonger la durée de ce dernier de deux mois soit du 1^{er} janvier 2017 au 28 février 2017 inclus. Cette prolongation ne vient modifier aucune des autres clauses du contrat.

En outre, au regard de la durée initiale et du chiffre d'affaire global du contrat en vigueur conclu avec la SAS VM 34000, cette première prolongation d'un montant inférieur à 5% du montant global du contrat ne constitue pas une modification substantielle de l'économie de la convention au sens des points 5 et 6 du décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prolongation de deux mois du contrat de délégation de service public de la patinoire VEGAPOLIS de Montpellier avec la SAS VM 34000,
- approuver la conclusion de l'avenant n°2 relatif à la prolongation sus-mentionnée,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135416-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

TRANSPORTS ET MOBILITE



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY - LIGNE 5 - POURSUITE DU PROJET ET DEMANDE DE SUBVENTION - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (devenue depuis le 1^{er} janvier 2015 Montpellier Méditerranée Métropole) a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez.

Par délibération n°11737 du 25 juillet 2013, la Métropole s'est prononcée sur l'intérêt général de la réalisation de l'opération 5^{ème} ligne de tramway. Puis, par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole..

Par délibération n°11959 du 29 octobre 2013, une Convention entre l'AFITF et la Métropole a été signée. La subvention accordée par l'Etat s'élève à 31 420 000€.

La réalisation de cette 5^{ème} ligne de tramway s'inscrit pleinement, en cohérence avec les objectifs du Plan de Déplacements Urbains (PDU), dans l'optique de :

- Poursuivre la construction d'un réseau maillé performant de transports publics à l'échelle de l'aire métropolitaine de Montpellier afin de diminuer la dépendance automobile,
- S'intégrer dans une stratégie urbaine globale,
- Assurer des dessertes de qualité des grands équipements notamment les établissements scolaires et de formation, les pôles universitaires et de recherche dans le cadre du plan Campus et les pôles d'emplois,
- Prendre en compte le désenclavement des quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville,
- Inscrire le réseau de tramway dans une perspective de desserte des communes périurbaines du territoire de la métropole.

Ainsi, avec cette 5^{ème} ligne, le futur réseau de tramway renforcera le caractère structurant des transports en commun dans le système de déplacements, accroîtra leur rôle en permettant l'accès à un grand nombre de pôles d'activités pour l'ensemble des habitants de la métropole et préservera l'attractivité du centre de Montpellier tout en assurant sa protection contre la pollution et l'engorgement par la circulation générale.

Le programme de la ligne 5 traduit également la volonté de compléter la couverture spatiale du réseau. Elle vient améliorer la desserte des secteurs centraux ou péricentraux ne disposant pas jusqu'à présent d'une desserte tramway. En périphérie, la ligne 5 devra contribuer à l'amélioration de la desserte des communes périphériques par le développement d'axes structurants de transports collectifs permettant un accès rapide au cœur de Montpellier, dans le respect des objectifs du PDU 2010-2020.

Conformément aux recommandations de la commission d'enquête, cette opération a débuté par le bouclage de la Ligne 4, inauguré le 1^{er} juillet dernier, qui constitue le premier maillon de la ligne 5 de tramway.

A l'occasion du bouclage de la Ligne 4, dans le prolongement des travaux de libération d'emprise menés en 2013 sur la canalisation d'eau de diamètre 1600 mm sous le giratoire d'Agropolis, les travaux de voie ferrée de la Ligne 5 en connexion avec la Ligne 4 ont été réalisés en 2015 sur les nœuds suivants :

- liaison Boulevard Henri IV/Avenue Bouisson Bertrand (Place Albert 1^{er})
- liaison Rue André Michel/Boulevard du Jeu de Paume
- liaison Rue du Faubourg de Saunerie/Boulevard du Jeu de Paume

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre cette opération par l'engagement de nouvelles phases d'études opérationnelles et de travaux relatives à la Ligne 5 de tramway.

Ainsi, concernant le secteur nord, entre le giratoire dit d'« Agropolis » à Montferrier-sur-Lez et la place du 8 Mai 1945 à Montpellier, les procédures d'enquête publique seront initiées dès le début de l'année 2017.

En parallèle, sur la partie ouest de la ligne, des études devront être relancées pour préserver le Parc Montcalm. En effet, dans le cadre de la reconversion de l'Ecole d'Application de l'Infanterie, visant notamment à aménager le Parc Montcalm en un vaste espace vert de loisir de 20 ha ouvert à la population, un passage de la ligne 5 de tramway serait incompatible avec cette ambition. Par conséquent, il convient d'engager, dans les meilleurs délais, une procédure modificative de la déclaration d'utilité publique de la ligne 5 pour revoir le tracé sur cette partie de ligne afin de respecter l'intégrité du parc. La suite de l'opération sera programmée à l'issue de la signature du nouvel arrêté de déclaration d'utilité publique complémentaire modifiant le tracé au droit du parc montcalm..

Dans cette optique, il est nécessaire d'obtenir les financements permettant la réalisation du projet. Il est donc :

- demandé à l'Etat de prendre en considération ce calendrier et de maintenir son financement à hauteur de 31 420 000 €,
- demandé à nouveau à la Région Occitanie ainsi qu'au Département de l'Hérault d'accepter de participer au financement de la Ligne 5 de tramway qui contribue à l'intermodalité.

Le délai de validité de la Déclaration d'Utilité Publique expirant le 28 août 2018, il y aura lieu, si nécessaire, de saisir le Préfet d'une demande de prorogation afin de permettre la réalisation de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le déroulé proposé relatif au projet de Ligne 5 de tramway, intégrant d'une part la réalisation des études préalables aux enquêtes publiques dont celle au titre de la loi sur l'eau sur la section nord, et d'autre part la réalisation des études nécessaires à l'obtention d'une Déclaration d'Utilité Publique modificative sur le secteur du Parc Montcalm à l'ouest ;
- solliciter auprès de l'Etat la confirmation des subventions relatives au projet Ligne 5 de tramway ;
- solliciter auprès du Département de l'Hérault et de la Région Occitanie les subventions relatives au projet Ligne 5 de tramway ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135856-

DE-I-I

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY - BOUCLAGE LIGNE 4 - CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE LA RÉGION OCCITANIE ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière de l'opération permettant le bouclage de la Ligne 4 de tramway.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, les missions complètes d'étude et de réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique ce projet.

Par délibération n° 13885 du 30 juin 2016, la Conseil a autorisé la signature du Contrat d'application du plan Etat-Région (CPER) 2015-2020 ainsi que du Contrat Triennal avec la Région Occitanie sur la période 2015-2017 ; ce document, signé le 11 juillet 2016, prévoit le versement d'une subvention de la Région pour le financement du bouclage de la ligne 4 de tramway.

Ainsi, il est proposé la signature d'une convention ayant pour objet de fixer les modalités de financement par la Région Occitanie de l'extension du réseau de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole, par la réalisation du bouclage de la ligne 4 de tramway. Cette opération comprend la construction de 1,2 kilomètre de ligne de tramway supplémentaire reliant la place Edouard Adam à la place Albert 1^{er} et la création de trois nouvelles stations (Albert 1^{er} Cathédrale ; Peyrou Arc de Triomphe et Saint-Guilhem – Courreau).

Le montant de la subvention s'élève à 4 500 000€, sur un montant total d'opération de 56 M€ HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de financement entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole pour le bouclage de la ligne 4 du tramway;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135330-

CC-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILLES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY - BOUCLAGE LIGNE 4 -
MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE RELATIF À LA SIGNALISATION FERROVIAIRE -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle du projet permettant le bouclage de la ligne 4 de tramway entre la Place Edouard Adam et la Place Albert 1^{er} à Montpellier.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015, les missions complètes d'études et de réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 8 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré ce projet d'utilité publique.

Par délibération n°12764 du 5 février 2015, le Conseil de Métropole a autorisé TaM mandataire à signer le marché n°8.641 relatif aux travaux de signalisation ferroviaire du Bouclage de la ligne 4, des Centres de maintenance des Hirondelles et de Jeune Parque et des zones Corum et Moularès, avec l'entreprise VOSSLOH COGIFER de Reichshoffen (67), avec sa variante pour un montant de 1 542 799€ H.T.

Par délibération n°14121 du 28 septembre 2016, le Conseil a autorisé la signature d'un avenant n°1 au marché n°8.641 afin de prendre en compte les travaux et demandes complémentaires non définis dans le cadre du programme initial. Le montant de l'avenant s'élève à 128 961,50 € H.T portant le montant global du marché à 1 671 760,50 € H.T.

Le présent marché porte sur des travaux de signalisation ferroviaire pour l'opération de bouclage de la quatrième ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier. Ce marché complémentaire au marché de signalisation ferroviaire, référencé 8M64C0, comprend :

- Dans le but d'harmoniser l'enchaînement des zones de manœuvre Henri IV / Corum / Gare et d'apporter de la souplesse dans l'exploitation du réseau tramways de la Métropole, une simplification de la signalisation de la zone de manœuvre Corum.

Avec ces aménagements, les conducteurs des rames des Lignes 1 et 4 bouclée auront un parcours plus cohérent de trois zones simplifiées à la suite. Cette opération ne pouvait être décidée lors de l'établissement du marché initial, car TaM manquait alors de retour d'expérience sur le concept de signalisation simplifiée

- Des optimisations et améliorations de fonctionnement du système de signalisation, telles que : la reprise de la temporisation sur la zone de manœuvre de Rive du Lez, une modification de la commande d'un itinéraire sur la zone de manœuvre Albert 1^{er} Saint Charles...

Ces modifications apportées au système de signalisation correspondent à des optimisations de fonctionnement qui permettent de répondre à des besoins identifiés par les conducteurs après plusieurs semaines d'exploitation du bouclage Ligne 4.

Ces besoins sont liés à la spécificité des zones de manœuvre créées ou remaniées dans le marché initial de Bouclage de la Ligne 4 (Jeu de Paume, Albert 1^{er}) et pouvaient difficilement être anticipés lors des études de conception.

En conséquence, TaM a proposé de passer un marché complémentaire sans mise en concurrence et sans publicité pour la réalisation de ces travaux conformément à l'article 144.II.7 du Code des Marchés Publics. En effet, ces travaux ont pour objet la réalisation d'ouvrages / prestations similaires à ceux confiés au titulaire du marché des travaux de signalisation ferroviaire du bouclage de la ligne 4 qui a prévu la possibilité de recourir à cette procédure.

Délibération n° 14390

Le marché complémentaire est passé pour une durée de 30 mois à compter de sa date de notification.

Après négociation et remise d'une offre par l'entreprise, la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 29 novembre 2016, a attribué le marché complémentaire des travaux de signalisation ferroviaire pour un montant de 544 360 € H.T., à l'entreprise VOSSLOH COGIFER de Reichshoffen (67).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché complémentaire n°8M64C0 portant sur la signalisation ferroviaire dans le cadre du bouclage de la ligne 4 de tramway ;
- autoriser TaM, mandataire de la Métropole, à signer le marché complémentaire précité avec l'entreprise VOSSLOH COGIFER de Reichshoffen (67) pour un montant de 544 360€ HT ;
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 23 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135277-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOUSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HÉRAULT (SMTCH) - CONVENTION DE COMPENSATION TARIFAIRE DES DÉPLACEMENTS URBAINS SUR LE RÉSEAU DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ RÉALISÉS PAR LES ABONNÉS ZAZIMUT (SCOLAIRES) EN JUILLET ET EN AOÛT 2016 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a transféré sa compétence en matière de transport scolaire au Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) lors de sa création par délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2003.

Dans le cadre de la politique tarifaire du syndicat mixte en faveur des scolaires, l'abonnement scolaire Zazimut a été mis en place et offre à ses titulaires la libre circulation sur les réseaux de transport collectif du département, interurbains et urbains, en période scolaire et hors vacances d'été.

Pour favoriser la mobilité de ce public et dans le cadre de la politique jeunesse du département, l'abonnement Zazimut est prolongé depuis plusieurs années pour les mois de juillet et août. Le SMTCH a donc adopté lors de sa séance du 8 février 2016, en accord avec Montpellier Méditerranée Métropole, la prolongation de validité de l'abonnement scolaire ZAZIMUT aux mois de juillet et août 2016 sans surcoût pour les scolaires.

Une convention prévoit les modalités de compensations financières versées par le SMTCH à Montpellier Méditerranée Métropole pour les déplacements réalisés sur le réseau TaM par les abonnés Zazimut durant cette période.

Ainsi, la compensation versée à Montpellier Méditerranée Métropole est calculée sur la base du tarif unitaire réel 2016 (RUR recette urbaine unitaire / 1,0364€ T.T.C. le déplacement) et du nombre de déplacements des abonnés Zazimut, enregistrés par les valideurs TaM pour les mois de juillet et août 2016.

Pour l'exercice 2016, cette compensation s'élève à 38 476,6 € pour 37 125 déplacements enregistrés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention à intervenir avec Hérault Transport pour l'exercice 2016 portant sur la compensation tarifaire des déplacements urbains sur le réseau de Montpellier Méditerranée Métropole réalisés par les abonnés ZAZIMUT (scolaires) en juillet et en août 2016 ;
- dire que la recette est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 938 ;
- autoriser la reconduction du dispositif pour l'année 2017 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 20/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 20/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1136035-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – EXPLOITATION DES SERVICES DE TRANSPORTS -
MARCHÉ N°4606DM16 DE DIAGNOSTIC DE L'ÉTAT DU PATRIMOINE DU RÉSEAU
DE TRANSPORTS EN COMMUN ET PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de la convention de délégation de service public pour l'exploitation des transports publics urbains, Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition du délégataire exploitant du réseau TaM, son patrimoine « transports » qui comprend notamment les matériels roulants bus et tramway, les bâtiments d'exploitation et d'entretien du matériel, les infrastructures tramway (voies ferrées, sous-stations électriques, lignes aériennes,...), des ouvrages d'art, des parkings relais, les systèmes d'exploitation.

Le contrat de délégation de service public en cours arrive à échéance le 31 décembre 2017. Afin de préparer le nouveau contrat d'exploitation, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite disposer de la connaissance la plus précise possible de l'état physique de son patrimoine eu égard à son âge, du lieu où se trouve chaque bien et de l'usage qui en est fait.

Cette photographie, qui sera la plus complète et la plus exhaustive possible, sera communiquée aux candidats au nouveau contrat d'exploitation pour qu'ils puissent remettre l'offre la plus adaptée à la Métropole, en ayant la meilleure connaissance possible de l'état du patrimoine qui leur sera mis à disposition.

En parallèle, et sur la base de cet état des lieux, la Métropole souhaite prévoir ses besoins en terme de développement, d'amélioration ou de renouvellement. Des éléments de programmation et de coûts jusqu'en 2025 pourront guider les choix de la Métropole notamment sur les investissements à effectuer.

Enfin, la Métropole souhaite à cette occasion bénéficier de l'expertise de l'attributaire du marché et de sa connaissance de l'exploitation et de la maintenance de ce type de patrimoine dans d'autres réseaux de transports en commun pour évaluer les coûts de maintenance et moyens nécessaires pour assurer le maintien en état du patrimoine.

Les prestations attendues sont réparties en 3 lots :

- Lot 1 : diagnostic de l'état des infrastructures d'énergie du réseau de transports en commun et programmation des investissements
- Lot 2 : diagnostic de l'état du matériel roulant du réseau de transports en commun et programmation des investissements
- Lot 3 : diagnostic de l'état des infrastructures du réseau de transports en commun et programmation des investissements

Chaque lot de ce marché est constitué d'une partie à prix forfaitaire et d'une partie à prix unitaires.

Une procédure d'appel d'offres ouvert soumis aux articles 26 et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 a été lancée. Une partie des prestations font l'objet d'un accord-cadre avec maximum passé en application des articles 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

L'accord-cadre est conclu pour une période de 1 an à compter de sa notification.

L'appel d'offres ouvert a été lancé le 19 août 2016, la date limite de remise des offres était fixée au 10 octobre 2016.

A l'issue de la procédure, la Commission d'Appel d'Offres, réunie en séance le 29 novembre 2016, a retenu :

- pour le lot 1, l'offre de la société Ingerop, économiquement la plus avantageuse, pour un montant évalué à 82 325 € HT ;
- pour le lot 2, l'offre de la société Egis Rail, économiquement la plus avantageuse, pour un montant évalué à 137 414 € HT ;
- pour le lot 3, l'offre de la société Egis Rail, économiquement la plus avantageuse, pour un montant évalué à 133 428 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la passation du marché n°4606DM16 de diagnostic de l'état du patrimoine du réseau de transports en commun et de programmation des investissements avec la société Ingerop pour le lot 1, la société Egis Rail pour les lots 2 et 3, conformément au choix de la commission d'appel d'offres ;
- dire que les crédits nécessaires sont et seront inscrits aux budgets 2016 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole (budget annexe des transports), au chapitre 20 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ce marché ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135280-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – DIFFUSION DE JOURNAUX GRATUITS - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AVEC LA SOCIÉTÉ DU JOURNAL MIDI LIBRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Depuis l'été 2005, le quotidien gratuit Direct Matin Montpellier Plus, édité par le groupe de presse régional Midi-Libre – le Journal Midi Libre, est mis à disposition de la population sur le réseau de transport en commun de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment les lignes 1, 2, 3 et 4 de tramway et les parkings d'échanges.

La convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la Société du Journal Midi Libre arrive à terme.

Ce quotidien est gratuit, financé par les recettes publicitaires et consacré à la fois aux informations locales, nationales et internationales, à l'actualité culturelle ainsi qu'aux loisirs de la Métropole.

Il est proposé de renouveler avec ce groupe de presse la convention d'occupation temporaire du domaine public l'autorisant à installer des distributeurs sur des emplacements du réseau de tramway, au sein des parkings d'échanges et à proximité de certains arrêts de bus.

La convention présente les dispositions suivantes :

- La durée : 1 an
- Le régime des redevances : 134 € HT, TVA en sus, par présentoir et par an ;
- Les exigences en matière de qualité de service, de propreté et d'approvisionnement,
- L'implantation des présentoirs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'occupation temporaire du domaine public à intervenir avec la Société du Journal Midi Libre,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135281-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MARCHÉ N°4089TV15 DE MAINTENANCE ET DE MODIFICATIONS DES ÉQUIPEMENTS D'ÉCLAIRAGE PUBLIC - AVENANTS DE PROLONGATION DE DURÉE DES QUATRE LOTS DU MARCHÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEOUS, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Le marché n°4089TV15 relatif à la « Maintenance et modifications des équipements d'éclairage public » décomposé en quatre lots géographiques couvre le territoire de Montpellier jusqu'au 31 décembre 2016.

Il s'agit d'un marché notifié le 31/12/2012 pour un montant minimum de 170 000, 00 € HT / an et un montant maximum s'élevant à 680 000, 00 € HT / an pour chacun des lots, prévu pour une durée d'un an renouvelable trois fois par reconduction tacite, soit quatre ans, la période initiale étant fixée du 01/01/2013 au 31/12/2013.

Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, un marché global d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public, couvrant l'ensemble du territoire métropolitain, a fait l'objet d'une procédure d'appel d'offre.

L'objectif de cette procédure était de répondre à l'ensemble des besoins dès le 1^{er} janvier 2017. Des aléas lors de l'analyse, tenant notamment à la régularisation d'offres, ont provoqué la prolongation de la durée de procédure, retardant ainsi les dates de notification envisagées.

Afin de pallier ce retard de notification du nouveau marché, il est proposé de prolonger de deux mois la durée des quatre lots du marché n°4089TV15 de « Maintenance et modifications des équipements d'éclairage public », afin d'assurer la continuité du service public.

Pour cela, il convient d'élaborer quatre avenants modifiant les stipulations suivantes :

Pour le LOT n°1 « Quartier Port Marianne et Près d'Arènes » dont le titulaire est la Société TRAVESSET CITEOS et le LOT n°4 « Quartier Hôpitaux-Facultés et Mosson » dont le titulaire est la Société SPIE Sud-Ouest :

Il est proposé de passer un avenant de prolongation de deux mois, modifiant l'Article 3 de l'acte d'engagement de manière à reporter la date de fin du marché au 28/02/2017, comme suit.

Au lieu de lire :

« Le marché peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ».

Il conviendrait de lire :

« Le marché peut être reconduit trois fois, par période successive de 1 an. La durée de la quatrième année d'exécution est prolongée de deux mois. Soit une durée totale du marché portée à 4 ans et 2 mois ».

Pour le LOT n°2 « Quartier Montpellier Centre » dont le titulaire est la Société TRAVESSET CITEOS et le LOT n°3 « Quartier Croix d'Argent et Cévennes » dont le titulaire est la Société SPIE Sud-Ouest :

Il est proposé de passer un avenant de prolongation de deux mois, modifiant l'Article 3 de l'acte d'engagement de manière à reporter la date de fin du marché au 28/02/2017, et augmentant, pour garantir la bonne exécution des prestations, le montant maximum de 680 000, 00 € HT à 748 000, 00 € HT pour chacun de ces marchés, soit une augmentation de 68 000, 00 € HT (10%), modifiant ainsi l'Article 2 de l'acte d'engagement, comme suit.

Au lieu de lire :

Article 3 de l'acte d'engagement

« Le marché peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ».

Article 2 de l'acte d'engagement

Lot	Minimum HT	Maximum HT	Valeur
Lot N°2 : Quartier Montpellier Centre	170 000, 00	680 000, 00	Euros
Lot N°3 : Quartier Croix d'Argent et Cévennes	170 000, 00	680 000, 00	Euros

« Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction ».

Il conviendrait de lire :

Article 3 de l'acte d'engagement

« Le marché peut être reconduit trois fois, par période successive de 1 an. La durée de la quatrième année d'exécution est prolongée de deux mois. Soit une durée totale du marché portée à 4 ans et 2 mois ».

Article 2 de l'acte d'engagement

« Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction, sauf pour la dernière période allant du 01/01/2016 au 28/02/2017 comprenant un montant des commandes redéfini comme suit : »

Lot	Minimum HT	Maximum HT	Valeur
Lot N°2 : Quartier Montpellier Centre	170 000, 00	748 000, 00	Euros
Lot N°3 : Quartier Croix d'Argent et Cévennes	170 000, 00	748 000, 00	Euros

Lors de sa séance du 29 novembre 2016, la commission d'appel d'offres a donné un avis favorable à ces avenants.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les avenants de prolongation de durée des quatre lots du marché n° 4089TV15 de maintenance et de modifications des équipements d'éclairage public,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits aux chapitres 905 et 935 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces avenants et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 20/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 20/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135231-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 20/12/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LÉVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUÏ à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – REVERSEMENT DES PRODUITS DES PROGRAMMES D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE) CONCERNANT LES SECTEURS SAINT LAZARE ET AQUEDUC PERÇUS ANTÉRIEUREMENT À 2016 PAR LA VILLE DE MONTPELLIER- APPROBATION

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) a été créé par la loi du 18 juillet 1984 relative à « la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement », modifiée par les lois SAPIN du 29 janvier 1993 « relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques », BOSSON du 9 février 1994 « portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction », ALUR du 24 mars 2014 « relative à l'accès au logement et à un urbanisme rénové » et codifiée aux articles L332-9 du Code de l'urbanisme.

Le PAE est un dispositif de participation des constructeurs au financement, en tout ou partie, d'un programme d'équipements publics qu'une commune, ou un EPCI, s'engage à réaliser, dans un secteur déterminé, pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier de ce secteur, via la signature de conventions.

Depuis le 1er mars 2012 et du fait de la réforme des contributions prévue par la loi de finances rectificatives pour 2010 (LOI n° 2010-1658 du 29 décembre 2010) il n'est plus possible de créer de Programme d'aménagement d'ensemble (PAE) ; toutefois les PAE instaurés avant cette date continuent à produire leurs effets jusqu'à ce que le conseil municipal décide de les clore.

Suivant le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, la création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a entraîné à compter du 1^{er} janvier 2015 le transfert de la totalité de la compétence voirie.

A compter du 1^{er} janvier 2015, la Métropole est ainsi devenue gestionnaire de la voirie. Elle est chargée à ce titre de mettre en œuvre les programmes d'équipements publics relevant de sa compétence.

Avant le 1^{er} janvier 2015, la Ville de Montpellier avait approuvé, en particulier, les PAE « Saint Lazare » et « Aqueduc » pour lesquels des travaux d'équipements publics de voirie restent à réaliser. Compte tenu du transfert global de la compétence voirie à la Métropole, les travaux seront réalisés, sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, alors que les participations seront perçues par la Ville de Montpellier, signataire des deux conventions de PAE.

En conséquence, il convient d'organiser le reversement de la part des recettes perçues pour la réalisation d'équipements devenus de compétence métropolitaine, par convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Il s'agit des opérations suivantes :

PAE St Lazare :

- En date du 6 février 2012 le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le Programme d'Aménagement d'Ensemble (P.A.E) « St Lazare»,
- Requalification des espaces et des équipements publics d'infrastructure (voiries, réseaux,...) et création d'une liaison piétonne entre les avenues Saint Lazare et Castelnau,
- Montant des participations perçues par la Ville : 434 223 €,
- Montant du reversement, déduction faite des dépenses réelles réalisées par la Ville : 409 943 €.

PAE Aqueduc :

- En date du 18 décembre 1997 le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le Programme d'Aménagement d'Ensemble (P.A.E) « Aqueduc»,
- En date du 22 décembre 2003 le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la modification du Programme d'Aménagement d'Ensemble (P.A.E) « Aqueduc»,

Délibération n° 14386

- Programme initial :
 - Reprofilage total de la rue Saint Priest avec reprise de voirie, trottoirs, créations de pistes cyclables et plantation d'alignement,
 - Réfection de la rue la Croix Lavit avec reprise de la voirie et des trottoirs,
 - Réfection de la rue de la Galera avec reprise de la voirie et des trottoirs et création de piste cyclable,
 - Construction d'une école pour l'ensemble de ce secteur.
- Modifications du programme initial :
 - Réalisation de l'élargissement entre la rue Robert Capa et la rue de la Croix de Lavit, ces travaux comprennent les trottoirs, un stationnement longitudinal, plantations d'alignement et éclairage public, ainsi que la réalisation d'une piste cyclable,
 - Elargissement d'une voie de desserte ouest-est, ces travaux comprennent les trottoirs un stationnement longitudinal, plantations d'alignement et éclairage public, ainsi que la réalisation d'une piste cyclable.
- Montant des participations perçues par la Ville : 1 650 966 €,
- Montant du reversement déduction faite des dépenses réelles réalisées par la Ville : 1 450 465 €.

La Ville de Montpellier s'engage à reverser la totalité des participations perçues dans le cadre des programmes « Aqueduc » et « Saint Lazare » pour les années à venir dans le cadre de nouvelles conventions, à intervenir avec Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter le reversement du montant des participations versées au titre des PAE précités pour les seules parts relatives aux équipements de voirie relevant de la compétence de la métropole qui ont été perçues par la Ville de Montpellier, afin que Montpellier Méditerranée Métropole réalise les travaux correspondant,
- autoriser la signature de la convention de reversement correspondante,
- dire que la recette est inscrite au budget de la Métropole, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 15/12/16
Déposé En Préfecture
Le : 15/12/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20161214-lmc1135286-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 15/12/2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, M. C. COUR à Mme I. MARSALA, M. J.-L. COUSQUER à M. A. EL KANDOSSI, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. L. JAOUL à Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. KERANGUEVEN à M. S. TORTORICI, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-L. SAVY à Mme P. MIRALLES.

Excusé(es):

Mme B. MICHEL

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme P. DANAN

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTIONS DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA MÉTROPOLE ET LES COMMUNES DE CASTRIES, GRABELS, JACOU, LE CRÈS, MONTPELLIER, MURVIEL-LÈS-MONTPELLIER, RESTINCLIÈRES, SAINT-BRÈS, SAINT-DRÉZÉRY, SAINT GÉNIÈS DES MOURGUES, SAINT JEAN DE VÉDAS ET VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - APPROBATION

M. R. YOUSSEUS, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes membres et participent au développement et à l'aménagement du territoire métropolitain.

En application des articles L 5217-7 et L 5215-26 du Code général des collectivités territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole. Celui-ci sera versé à Montpellier Méditerranée Métropole après accords concordants, exprimés à la majorité simple du Conseil municipal et du Conseil de la Métropole.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre d'une opération, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Les conseils municipaux des communes de Murviel-lès-Montpellier, Saint Jean de Védas, Saint Génès des Mourgues, Villeneuve-lès-Maguelone, Castries, Le Crès, Jacou, Restinclières, Grabels, Saint-Brès et Saint-Drezery ont approuvé les versements des fonds de concours suivants par délibérations :

- du 10 octobre 2016 pour Murviel-lès-Montpellier,
- du 13 octobre 2016 pour Saint Jean de Védas,
- du 20 octobre pour Saint Génès des Mourgues,
- du 4 novembre pour Villeneuve-lès-Maguelone,
- du 21 novembre pour Castries,
- du 23 novembre pour Le Crès,
- du 28 novembre pour Jacou,
- du 8 décembre pour Restinclières,
- du 12 décembre pour Grabels,
- du 12 décembre pour Saint-Brès
- du 12 décembre pour Saint-Drezery,

Le conseil municipal de Montpellier va approuver le versement des fonds de concours suivants le 15 décembre 2016.

Pour la Commune de Castries :

Les montants des fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations tels que définis dans le projet de convention sont les suivants :

opérations	Montant TTC	Montant HT	Montant du Fonds de concours	Taux
Rue du Cantonnat	380 000	316 667	60 000	25.9%
Rue Ferme du Château	136 768	113 973	50 000	43.9%

Pour la Commune de Grabels :

Les montants des fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations tels que définis dans le projet de convention sont les suivants :

opérations	Montant TTC	Montant HT	Montant du Fonds de concours	Taux
Rue du Grand Champ	397 426	331 188	49 058	15%
Maitrise d'œuvre Ecole Valsière	30 000	25 000	12 250	49%
Travaux d'éclairage public	48 000	40 000	14 308	49%
Travaux voiries divers	52 000	43 333	21 233	49%
Travaux enfouissement rue de la Treille	54 164	45 137	22 117	49%
Travaux enfouissement rue du Château	13 203	11 003	5 391	49%
Alignement propriété FAU	60 000	50 000	24 500	49%

Pour la Commune de Jacou :

Les montants des fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations tels que définis dans le projet de convention sont les suivants :

opérations	Montant TTC	Montant HT	Montant du Fonds de concours	Taux
Rue Roger Couderc	83 300	69 417	33 800	49%
Rue des Dahlias	39 530	32 942	16 000	49%
Rue du Square	42 600	35 500	17 300	49%
Passage piéton Cyprien Olivier	6 080	5 067	2 400	47%
Entrée Serre Blanc	15 770	13 142	6 400	49%
Trottoirs Occitanie	7 960	6 633	3 200	48%
Travaux d'éclairage public	32 100	26 735	13 100	49%

Pour la Commune de Le Crès :

Les montants des fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations tels que définis dans le projet de convention sont les suivants :

opérations	Montant TTC	Montant HT	Montant du Fonds de concours	Taux
Rue de la Poullaillère Voirie + éclairage public	364 494	303 745	148 835	49%
Eclairage Public : Fond de la Roque - Rue des Oliviers	162 540	135 450	66 371	49%
Divers travaux voirie	162 981	135 818	65 192	48%
Matériel Voirie	10 000	8 333	4 083	49%
Matériel espaces verts	11 600	9 667	4 737	49%

Pour la Commune de Montpellier :

Les montants des fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations tels que définis dans le projet de convention sont les suivants :

opérations	Montant TTC	Montant HT	Montant du Fonds de concours	Taux
Programmes de maintenance Voirie	5 735 000,00 €	4 779 166,67 €	1 863 875,00 €	39,0%
Programmes de maintenance Pluvial	570 000,00 €	475 000,00 €	185 250,00 €	39,0%
Programmes de maintenance Eclairage Public	2 415 000,00 €	2 012 500,00 €	784 875,00 €	39,0%
Programmes de maintenance GMD GMAOH	1 627 000,00 €	1 355 833,33 €	528 775,00 €	39,0%
MAuQ Voirie	850 000,00 €	708 333,33 €	313 543,00 €	44,3%
MAuQ Eclairage public	150 000,00 €	125 000,00 €	48 750,00 €	39,0%
Accompagnement concessionnaire EDF	150 000,00 €	125 000,00 €	48 750,00 €	39,0%
Rénovation du tunnel Comédie	230 000,00 €	191 666,67 €	74 750,00 €	39,0%
Aménagement abords écoles	400 000,00 €	333 333,33 €	130 000,00 €	39,0%
Requalification cité Gély	400 000,00 €	333 333,33 €	97 500,00 €	39,0%
Rue Paul Rimbaud Cevennes	500 000,00 €	416 666,67 €	143 000,00 €	39,0%
Avenue du pont trinquat	1 835 000,00 €	1 529 166,67 €	596 375,00 €	39,0%
Grand rue Jean Moulin	50 000,00 €	41 666,67 €	16 250,00 €	39,0%
Place Tritons	436 686,00 €	363 905,00 €	106 442,00 €	39,0%
Parvis G.Richard - Pôle Balard	50 000,00 €	41 666,67 €	16 250,00 €	39,0%
Léon Vallois Argencourt	100 000,00 €	83 333,33 €	32 500,00 €	39,0%
Réparer les espaces publics	500 000,00 €	416 666,67 €	162 500,00 €	39,0%
Plans d'action de quartier	200 000,00 €	166 666,67 €	65 000,00 €	39,0%
Expérimentation	100 000,00 €	83 333,33 €	32 500,00 €	39,0%
Lycée Jules Ferry - Colline	100 000,00 €	83 333,33 €	32 500,00 €	39,0%
Lafeuillade	130 000,00 €	108 333,33 €	42 250,00 €	39,0%
Arceaux	52 000,00 €	43 333,33 €	16 900,00 €	39,0%

Pour la Commune de Murviel-lès-Montpellier :

Les montants des fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations tels que définis dans le projet de convention sont les suivants :

opérations	Montant TTC	Montant HT	Montant du Fonds de concours	Taux
Esplanade des Droits de l'Homme	250 000	208 333	96 818	46%
Travaux voiries divers	37 000	30 833	15 000	49%

Pour la commune de Restinclières :

Le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel net de subvention de l'opération tel que défini dans le projet de convention est le suivant :

opérations	Montant TTC	Montant HT	Montant du Fonds de concours	Taux
Voirie - Tranche conditionnelle 2 Marché voirie + MOE	147 325	122 771	60 157	49%

Pour la Commune de Saint-Brès :

Les montants des fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations tels que définis dans le projet de convention sont les suivants :

opérations	Montant TTC	Montant HT	Montant du Fonds de concours	Taux
Rue de Fontmagne (fin de chantier)	129 200	107 667	52 757	49%
Travaux d'éclairage public	25 000	20 833	10 208	49%
Divers voirie	22 000	18 333	8 983	49%
Oliviers lot. La Capelane	6 000	5 000	2 450	49%

Pour la Commune de Saint-Drézéry :

Les montants des fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations tels que définis dans le projet de convention sont les suivants :

opérations	Montant TTC	Montant HT	Montant du Fonds de concours	Taux
Chemin du Puit de Tourre (MOE + Tx)	106 000	88 333	43 283	49%
Rue des Mûriers	24 000	20 000	9 800	49%
Divers voirie	8 000	6 667	3 267	49%
Avenue du Béranger	26 065	21 721	10 643	49%
Parvis de l'église	30 000	25 000	12 250	49%

Pour la Commune de Saint Geniès des Mourgues :

Les montants des fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations tels que définis dans le projet de convention sont les suivants :

opérations	Montant TTC	Montant HT	Montant du Fonds de concours	Taux
Réaménagement Rue du Moulin	246 000	205 000	94 000	49%
Etude stationnement centre-ville	3 200	2 667	1 300	49%
Trottoir route St Christol	17 760	14 800	7 200	49%

Pour la Commune de Saint Jean de Védas :

Les montants des fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations tels que définis dans le projet de convention sont les suivants :

opérations	Montant TTC	Montant HT	Montant du Fonds de concours	Taux
Programme voirie 2016	447 007	372 506	186 252	49.99%
Renforcement du réseau pluvial Clémenceau	398 000	331 667	163 748	49.37%

Pour la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone :

Le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération net de subvention tel que défini dans le projet de convention est le suivant :

opérations	Montant TTC	Montant HT	Montant du Fonds de concours	Taux
Boulevard Carrière Pèlerine	122 000	101 667	43 289	43%

Pour chacun de ces fonds de concours, le montant versé par la commune sera réévalué à la hausse ou à la baisse en fonction du coût définitif HT de l'opération à laquelle il est associé, tel qu'il résulte du décompte général de l'opération dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Les projets de convention de fonds de concours établis en conséquence déterminent notamment les modalités de versement par les communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement des fonds de concours décrits ci-dessus,
- approuver les conventions définissant les modalités de mise en œuvre de ces fonds de concours,
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrits à son budget de l'exercice en cours, aux chapitres 905 et 908, et seront complétés en tant que de besoin au budget des prochains exercices,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions après approbation concordante des communes de Castries, Grabels, Jacou, Le Crès, Montpellier, Murviel-les-Montpellier, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 15/12/16

Déposé En Préfecture

Le : 15/12/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20161214-lmc1135527-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 15/12/2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

PARTIE 2

DECISIONS

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 14 décembre 2016
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2016-171	Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation théâtrale auprès des publics 11-17 ans	367
D2016-574	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°2851 - lot n°1 de maîtrise d'œuvre des travaux de construction de la station d'épuration intercommunale de Saint Geniès des Mourgues / Sussargues	369
D2016-671	Décision relative à l'avenant n°1 de transfert du marché 3911 Construction de l'intercepteur Est - réseaux eaux usées en traversée du Lez et poste de refoulement PR Closades - lot 1 Poste de refoulement PR Closades	371
D2016-685	Décision relative à un marché n°4565EA16 - Aménagement du barrage du lac des Garrigues - Étude hydrobiologique	373
D2016-698	Décision relative au marché n°4520EA16 - Système d'assainissement MAERA - Étude du bassin versant unitaire du ruisseau des vaches	375
D2016-705	Décision relative à un Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle « Teatro Comico »	377
D2016-715	Décision relative à la gratuité de la conférence du jeudi 13 octobre 2016 au Planétarium Galilée à l'occasion de la "fête de la Science"	379
D2016-723	Décision relative à l'attribution du marché de travaux n°4554EP16 de réaménagement des abords de l'école Kurosawa, rue Arnault Peyre - Commune de Montpellier	381
D2016-737	Décision relative à l'avenant 1 au marché n°3858-Etude de faisabilité en vue de la construction d'une usine de traitement d'eau potable sur la commune de Montpellier	383
D2016-743	Décision relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu avec la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon suite à la Création de Montpellier Méditerranée Métropole	385
D2016-752	Décision relative à la passation de servitudes de passage et d'ancrage avec les riverains de la rue des Remparts - Ville de Fabrègues dans le cadre de l'enfouissement du réseau de distribution publique d'électricité	387
D2016-755	Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle SM n°23 - 450 rue du Mas de Brousse - Montpellier	389
D2016-757	Décision relative à l'acquisition des parcelles AI n°148 à 151, lieudit Mas de la Passerelle sises commune de Lattes - Aménagement de la basse Vallée de la Mosson	391
D2016-759	Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation autour de la culture Hip-Hop auprès des publics 11-17 ans sur le mois d'octobre 2016	393
D2016-760	Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation cirque auprès des publics 11-17 ans sur les mois d'octobre et décembre 2016	395
D2016-762	Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation théâtre auprès des publics 11-17 ans sur les mois d'octobre et de décembre 2016	397
D2016-763	Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation théâtre auprès des publics 11-17 ans sur le mois d'octobre 2016	399

PARTIE II - SOMMAIRE

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2016-766	Décision relative à la signature de l'avenant N°1 au marché 3984TV15 relatif à des missions de géomètres de levés topographiques, établissement de plans, contrôles et recollements	401
D2016-767	Décision relative au marché n°4158CO16 - Réalisation et Édition d'un livre Montpellier Méditerranée Métropole	403
D2016-772	Décision relative à un Fond d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle «Alphaeus Bellulus »	405
D2016-783	Décision relative à la conclusion d'un contrat de maintenance de véhicules électriques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Mobileco	407
D2016-784	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AI85 sur la commune de Grabels appartenant à Monsieur et Madame François	409
D2016-785	Décision relative au marché n°4378DE16 - Refonte des sites internet de la direction du développement économique et de l'emploi de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1 et 2	411
D2016-789	Décision relative à un contrat de maintenance informatique du progiciel de gestion de parc de véhicules PARCK sous ORACLE	413
D2016-791	Décision relative à un avenant de transfert du marché n°3989DC15 : Mission de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du Centre d'Art de Montpellier Méditerranée Métropole	415
D2016-793	Décision relative à l'acquisition de la parcelle MT 528 de 6 m² auprès de Kaufman & Broad, avenue du Père Soulas - Commune de Montpellier	417
D2016-794	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de la rue de la Fontaine de la Banquière, située sections SN et SO sur la commune de Montpellier et section CC sur la commune de Lattes	419
D2016-797	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°3979MG15 - Refonte des équipements audiovisuels de la salle Zeus	421
D2016-799	Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, des piscines Chamberte (Marcel Spilliaert) et La Rauze (Suzanne Berlioux)	423
D2016-804	Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec l'entreprise SKETCHPIXEL FRANCE pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	425
D2016-805	Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec l'entreprise DP TECHNOLOGY pour une réduction de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	427
D2016-808	Décision relative à un marché n°4137MG 16 - Exploitation et maintenance en génie climatique d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole	429
D2016-809	Décision relative à un contrat de solution logicielle MesEnvois.fr de préparation de supports pour lettres tracées ou d'avance sur prestations colis	431

PARTIE II - SOMMAIRE

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2016-810	Décision relative à la cession de chemins ruraux dits "du Salinier" et "de la Tuilerie au Mas Martin" à la SERM sur la Commune de Grabels dans la ZAC Parc Euromédecine II	433
D2016-811	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IPRASENSE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	435
D2016-813	Décision relative à la signature des annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint-Geniès-des-Mourgues	437
D2016-820	Décision relative à l'attribution du marché n°2.164 portant sur la maîtrise d'œuvre du PN (Passage à Niveau) 40 dans le cadre de la ligne 2 de tramway	439
D2016-822	Décision relative à la signature du marché n°4620AT16 de travaux d'aménagement en génie végétal des berges de la rive gauche du Lez sur le site dénommé "Ancien Cynodrome" à Castelnau-le-Lez	441
D2016-825	Décision relative à un marché accord-cadre n° 4586DM16 de fourniture, mise en service et maintenance de matériels de comptages routiers sur les communes de la Métropole de Montpellier	443
D2016-828	Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, du complexe funéraire Saint Etienne et de l'assiette foncière destinée à son extension	445
D2016-829	Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste immatriculé 634 BFG 34 à l'hôtel des ventes Centre 113	447
D2016-830	Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, de divers équipements culturels	449
D2016-832	Décision relative à la cession de la parcelle cadastrée AC n°238, située dans le parc d'activités Marcel Dassault à Saint Jean de Védas	451
D2016-838	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Parcelle BB n° 184 - Commune de Vendargues	453
D2016-840	Décision relative à une mise à disposition de terrain pour la réalisation de l'opération archéologique sur le site de l'Agora de la Danse	455
D2016-841	Décision relative au marché 4494VD16 pour l'achat d'une laveuse automatique de bacs collectifs sur châssis VL, neuve ou d'occasion de moins de un an.	457
D2016-844	Décision relative à la signature de la convention avec le Syndicat Mixte Garrigues Campagne pour les travaux de modification du réseau d'alimentation en eau potable existant, Avenue Georges Frêche sur la Commune de Castelnau-le-Lez	459
D2016-845	Décision relative au marché n°4087TV15 de Maintenance et travaux de voirie pour la Ville de Montpellier - Avenant n°3 au lot 3 Quartiers Mosson et Cévennes	461

PARTIE II - SOMMAIRE

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2016-850	Décision d'ester en justice "Occupation illicite - 220 rue Montels Eglise Montpellier"	463
D2016-856	Décision relative à l'agrément de candidature de la société TAPALAS dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez	464
D2016-860	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AP 93 sur la Commune de Prades-le-Lez appartenant à Monsieur et Madame ANDREY	466
D2016-888	Décision d'ester en justice "Stany LOUIS - Requête n°1605412-8"	468



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'achat d'une prestation
d'animation théâtrale auprès des publics 11-17 ans**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la délibération du Conseil n°13448 du 16 décembre 2015 relative à la mise en œuvre d'un schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes,
- **CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole en matière du développement de l'accès aux pratiques culturelles des publics jeunes, notamment déclinée sous l'action N°15 du schéma de mutualisation « offre culturelle pour les 11-17 ans ».
- **CONSIDERANT** la nécessité de continuité des projets culturels engagés par les publics déjà inscrits dans les cycles concernés.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole achète la prestation d'animation théâtrale de la Compagnie Minibus.

ARTICLE 2 : Le montant de la prestation s'élève à 480 € TTC. Association non assujettie à la TVA. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 923.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-171
Reçue en Préfecture le	03/11/16
Affichée le	04/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161103- lmc1113172-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant n°2 au marché n°2851 - lot n°1 de maîtrise d'œuvre des travaux de construction de la station d'épuration intercommunale de Saint Geniès des Mourgues / Sussargues

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un avenant au marché n°2851, lot N°1 avec l'entreprise ENTECH pour la mission de maîtrise d'œuvre des travaux de construction de la station d'épuration intercommunale de Saint Genies des Mourgues / Sussargues,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°2 au marché n°2851, lot n°1 de maîtrise d'œuvre des travaux de construction de la station d'épuration intercommunale de Saint Genies des Mourgues / Sussargues est passée avec l'entreprise ENTECH.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'adaptation de la rémunération de la maîtrise d'œuvre, liée aux aléas rencontrés lors de la phase de travaux de construction.

ARTICLE 3 : Il s'élève à 14 392,50 € HT.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 93 992,50 € HT. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-574
Reçue en Préfecture le	03/11/16
Affichée le	04/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161103-lmc1129511-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2016

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 de transfert du marché 3911 Construction de l'intercepteur Est - réseaux eaux usées en traversée du Lez et poste de refoulement PR Closades - lot 1 Poste de refoulement PR Closades

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés et accords cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU le marché n°3911 Construction de l'intercepteur Est – réseaux eaux usées en traversée du Lez et poste de refoulement PR Closades – lot 1 Poste de refoulement PR Closades,
- VU la cession, avec effet au 25 mai 2016, du marché 3911 - Construction de l'intercepteur Est – réseaux eaux usées en traversée du Lez et poste de refoulement PR Closades – lot 1 Poste de refoulement PR Closades à la société OTV immatriculée sous le n° RCS 433 998 473 dans le cadre de la fusion entre OTV et MSE,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3911 - Construction de l'intercepteur Est – réseaux eaux usées en traversée du Lez et poste de refoulement PR Closades – lot 1 Poste de refoulement PR Closades doit être passé en vue du transfert à la société OTV sise l'Aquarène, 1 place Montgolfier – 94417 Saint Maurice Cedex des prestations exercées jusqu'alors par MSE sise 145 parc de la chocolaterie 26290 Donzère.

ARTICLE 2 : Monsieur René REVOL Vice-Président délégué, est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction et signature.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-671
Reçue en Préfecture le	03/11/16
Affichée le	04/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161103-lmc1131102-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2016

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4565EA16 - Aménagement
du barrage du lac des Garrigues - Étude hydrobiologique**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que le définit l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques »,

CONSIDÉRANT la nécessité de faire une étude hydrobiologique dans le cadre de l'aménagement du barrage du lac des Garrigues,

CONSIDÉRANT l'avis public à la concurrence publié le 31 mai 2016 et l'analyse des offres,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n° 4565EA16 d'aménagement du barrage du lac des Garrigues – Etude hydrobiologique est passé avec AQUASCOP sis Domaine de Cécélès – 1520 route de Cécélès – 34270 Saint-Mathieu-De-Treviers.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission d'étude hydrobiologique dans le cadre de l'aménagement du barrage du lac des Garrigues.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée prévisionnelle est de deux (2) mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 9 880 € H.T. Cette dépense est prévue au budget principal de la Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 5 : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-685
Reçue en Préfecture le	21/11/16
Affichée le	21/11/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161121-lmc1131398-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/11/2016

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à la
Prévention des risques majeurs et gestion
des milieux aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4520EA16 - Système d'assainissement
MAERA - Étude du bassin versant unitaire du ruisseau des vaches**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur, René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité d'une étude du bassin versant unitaire du ruisseau des vaches afin de limiter des déversements au milieu naturel,

CONSIDÉRANT l'avis public à la concurrence publié le 26 mai 2016 et l'analyse des offres,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4520EA16 d'étude du bassin versant unitaire du ruisseau des vaches est passé avec SAFEGE sis Le Bruyère 2000 – Bât.1 Zone du Millénaire – 650 rue Henri Becquerel – CS79542 – 34961 Montpellier cedex 2.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne l'étude du bassin versant unitaire du ruisseau des vaches.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée globale est de 6 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 28 860 € HT. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-698
Reçue en Préfecture le	03/11/16
Affichée le	04/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161103- lmc1131726-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2016

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un Fonds d'Aide à la Diffusion
Théâtrale pour le spectacle « Teatro Comico »**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, notamment son article 27,,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « Teatro Comico » diffusé le 8 octobre 2016 à Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la Compagnia Dell'Improvviso et la ville de Castelnau-le-Lez, diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 3900 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-705
Reçue en Préfecture le	03/11/16
Affichée le	04/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161103-lmc1131697-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la gratuité de la conférence du jeudi 13 octobre 2016 au Planétarium Galilée à l'occasion de la "fête de la Science"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de Montpellier Méditerranée Métropole, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois,
- VU l'arrêté n°A2016-125 du 21 mars 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Biodiversité et de la Culture Scientifique et technique »,
- **CONSIDERANT** qu'il est opportun d'associer le planétarium Galilée à la « fête de la Science » 2016 et d'y proposer une manifestation publique gratuite,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'accès à la conférence qui se tiendra le jeudi 13 octobre 2016 à 20h30 au Planétarium Galilée sera gratuit. Les entrées seront attribuées au fur et à mesure des demandes dans la limite de deux entrées par personne.

ARTICLE 2 : Les titulaires d'un abonnement aux conférences en cours pourront retirer deux entrées par abonnement à partir du mercredi 5 octobre 2016 aux heures d'ouverture du Planétarium.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-715
Reçue en Préfecture le	10/11/16
Affichée le	10/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161110-lmc1131811-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'attribution du marché de travaux n°4554EP16 de réaménagement des abords de l'école Kurosawa, rue Arnault Peyre - Commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrit au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,

CONSIDÉRANT la nécessité de réaménager les abords de l'école Kurosawa située Rue Arnault Peyre, commune de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4554EP16 relatif au réaménagement des abords de l'école Kurosawa est passé avec les entreprises COLAS (lot 1) sise à 34430 Saint Jean de Védas et CITEOS (lot 2) sise à 34820 - Teyran.

ARTICLE 2 : Ce marché comprend des travaux de voirie (lot 1) et d'éclairage public (lot 2).

ARTICLE 3 : Les marchés prennent effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations. La durée est de 10 semaines pour chaque lot.

ARTICLE 4 : Le montant des marchés s'élève à 103 072,75 € HT pour le lot 1 et à 23 827,52 € HT pour le lot 2, soit un montant total HT de 126 900,27 €. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, Chapitre 908.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président, est autorisé à signer les contrats visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-723
Reçue en Préfecture le	03/11/16
Affichée le	04/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161103- lmc1131920-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2016

M. R. YOUSSEF

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant 1 au marché n°3858-Etude de faisabilité en vue de la construction d'une usine de traitement d'eau potable sur la commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU le marché 3858 Etude de faisabilité en vue de la construction d'une usine de traitement d'eau potable sur la commune de Montpellier,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité d'augmenter la rémunération initiale du titulaire pour tenir compte des demandes complémentaires de la maîtrise d'ouvrage et la nécessité d'augmenter le délai d'exécution de l'étude pour prendre en compte les délais de validation du maître d'ouvrage,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3858 Etude de faisabilité en vue de la construction d'une usine de traitement d'eau potable sur la commune de Montpellier est passé avec l'entreprise HYDRATEC sise Immeuble Le Crystallin – 191/193 Cours Lafayette – 69458 Lyon Cedex 06.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne la prise en compte des demandes complémentaires de la maîtrise d'ouvrage (réunions complémentaires et modifications des hypothèses de base) dans la rémunération du titulaire. Il concerne également l'augmentation du délai d'exécution de la phase 1 en raison de la présentation du projet en plusieurs étapes qui a eu pour conséquence de retarder la validation de cette phase. Le délai d'exécution de celle-ci est porté à 14 mois à compter de la notification.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 2 085 € HT.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 22 060 € HT. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'Eau Potable de la Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL, Vice-Président délégué, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-737
Reçue en Préfecture le	03/11/16
Affichée le	04/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161103-lmc1132121-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2016

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu avec la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon suite à la Création de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires, Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
 - à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR). Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :
 - des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
 - la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
 - la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
 - la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées
- VU l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- **CONSIDERANT** que le régime des transferts de compétences défini aux articles L 5211-5-III et L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales entraîne de plein droit la mise à disposition des biens, équipements et services publics nécessaire à leur exercice,

- **CONSIDERANT** que la collectivité bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des obligations du propriétaire, elle est substituée à la collectivité propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats, portant notamment sur des emprunts affectés et des marchés,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le contrat d'emprunt réalisé par le SIVOM des Trois Rivières (dont les communes membres sont Baillargues, Castries, Clapiers, Jacou, Le Crès, Prades-le-Lez, Saint- Brès et Vendargues) est transféré à la Métropole de Montpellier au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 3 : Le contrat concerné est le suivant :

Communes	Prêteur	n° de contrat	capital restant dû au 1er janvier 2016
SIVOM des Trois Rivières (Baillargues, Castries, Clapiers, Jacou, Le Crès, Prades le Lez, Saint Brès et Vendargues)	CELR	A1709489000	13 357.68€

Les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération seront signées par les parties intéressées.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, aux comptes 1641 et 6611.

ARTICLE 5 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer les pièces relatives aux contrats visés aux articles 1 à 3 conformément à l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction et de signature, ou à défaut Madame Catherine DARDE 1ère Vice-Présidente, puis Monsieur le Directeur Général des Services conformément au même arrêté de délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-743
Reçue en Préfecture le	10/11/16
Affichée le	10/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161110-lmc1132164-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la passation de servitudes de passage et d'ancrage
avec les riverains de la rue des Remparts - Ville de Fabrègues dans le
cadre de l'enfouissement du réseau de distribution publique d'électricité**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** la délibération n°13795 du 14 avril 2016 relative à la mise en œuvre de l'article L 173-1 du Code de la voirie routière sur le territoire de la Métropole,
- **CONSIDERANT** que sur la rue des Remparts à Fabrègues, dans le cadre des travaux d'aménagement, sont programmés des prestations de dissimulation des réseaux électriques de distribution publique, il est nécessaire de passer une convention avec les riverains pour des servitudes d'appui, de passage, prévues au troisième alinéa de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La Métropole passe une convention de servitude de passage et d'ancrage avec les riverains de la rue des Remparts à Fabrègues, dans le cadre de l'enfouissement des réseaux de distribution publique d'électricité.

ARTICLE 2 : La convention prend effet à compter de sa signature par les parties, pour la durée des ouvrages.

ARTICLE 3 : La convention est conclue à titre gratuit.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-752
Reçue en Préfecture le	21/11/16
Affichée le	21/11/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161121-lmc1132251-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 21/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle
SM n°23 - 450 rue du Mas de Brousse - Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable,
- VU l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction et de signature à Madame Catherine DARDE en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie JANNIN, dans le cadre des délégations qui lui sont attribuées aux articles 2 et 3 dudit arrêté,
- VU le courrier en date du 29 avril 2016 par lequel l'Etablissement Public Foncier Languedoc Roussillon (EPF- LR) autorise Montpellier Méditerranée Métropole à démolir la parcelle cadastrée SM n°23, sise commune de Montpellier,
- **CONSIDERANT** que la parcelle cadastrée SM n°23, sise commune de Montpellier, acquise par l'EPF-LR par acte authentique en date des 2 et 6 décembre 2013 dans le cadre de la convention opérationnelle signée le 31 juillet 2013 en vue de l'aménagement du quartier de la Mogère, supporte des dépendances en ruine qu'il convient de démolir compte tenu de l'état de dangerosité du bâti,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer le permis de démolir concernant le bâtiment situé sur la parcelle cadastrée section SM n°23, d'une contenance de 216m² située 450 rue du Mas des Brousses à Montpellier.

ARTICLE 2 : Madame Catherine DARDE, 1^{ère} Vice-Présidente, est autorisée à signer la demande et tout document relatif à cette affaire, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-755
Reçue en Préfecture le	03/11/16
Affichée le	04/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161103- lmc1132305-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition des parcelles AI n°148 à 151, lieudit Mas de la Passerelle sises commune de Lattes - Aménagement de la basse Vallée de la Mosson

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN BOULBES en qualité de Vice-Président(e),
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN BOULBES dans le domaine de la prévention des risques majeurs et de la gestion des milieux aquatiques,
- **Vu** la promesse unilatérale de vente en date du 20 juillet 2016, par laquelle M. Alain URBAN accepte de céder à Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles lui appartenant, sises commune de Lattes et cadastrées AI n°148, 149, 150 et 151, d'une superficie totale de 2 590 m², pour un montant de 8 288 € toutes indemnités confondues,
- **Vu** l'avis de France Domaine en date du 9 septembre 2016,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition de ces terrains est nécessaire dans le cadre de la lutte contre les inondations et plus particulièrement de l'opération d'aménagement de la basse vallée de la Mosson sur les communes de Lattes et Villeneuve lès Maguelone,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de M. Alain URBAN les parcelles cadastrées AI n°148, 149, 150 et 151, d'une superficie respective de 128 m², 2 183 m², 179m² et 100 m², sises commune de Lattes.

ARTICLE 2 : Le montant total de cette acquisition, toutes indemnités confondues, est de huit mille deux cent quatre-vingt-huit euros (8 288 €), les frais d'acte restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-4 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-757
Reçue en Préfecture le	09/11/16
Affichée le	09/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161109- lmc1132390-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation autour de la culture Hip-Hop auprès des publics 11-17 ans sur le mois d'octobre 2016

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la délibération du Conseil n°13448 du 16 décembre 2015 relative à la mise en œuvre d'un schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole en matière du développement de l'accès aux pratiques culturelles des publics jeunes, notamment déclinée sous l'action N°15 du schéma de mutualisation « offre culturelle pour les 11-17 ans ».

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole achète la prestation d'animation autour de la culture Hip-Hop à l'association Attitude pour la période du 24 au 28 octobre 2016.

ARTICLE 2 : Le montant de la prestation s'élève à 3 746.40 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-759
Reçue en Préfecture le	03/11/16
Affichée le	04/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161103- lmc1132399-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation cirque
auprès des publics 11-17 ans sur les mois d'octobre et décembre 2016**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la délibération du Conseil n°13448 du 16 décembre 2015 relative à la mise en œuvre d'un schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole en matière du développement de l'accès aux pratiques culturelles des publics jeunes, notamment déclinée sous l'action N°15 du schéma de mutualisation « offre culturelle pour les 11-17 ans ».

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole achète la prestation d'animation cirque au Centre des arts du cirque sur les périodes du 24 au 28 octobre et du 19 au 23 décembre 2016.

ARTICLE 2 : Le montant de la prestation s'élève à 3090 € TTC. Association non assujettie à la TVA. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-760
Reçue en Préfecture le	03/11/16
Affichée le	04/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161103- lmc1132402-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation théâtre auprès des publics 11-17 ans sur les mois d'octobre et de décembre 2016

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la délibération du Conseil n°13448 du 16 décembre 2015 relative à la mise en œuvre d'un schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole en matière du développement de l'accès aux pratiques culturelles des publics jeunes, notamment déclinée sous l'action N°15 du schéma de mutualisation « offre culturelle pour les 11-17 ans ».

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole achète la prestation d'animation théâtre à la Compagnie Maritime sur les périodes du 24 au 28 octobre et du 19 au 23 décembre 2016.

ARTICLE 2 : Le montant de la prestation s'élève à 1 260 € TTC. Association non assujettie à la TVA. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-762
Reçue en Préfecture le	03/11/16
Affichée le	04/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161103- lmc1132406-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation
théâtre auprès des publics 11-17 ans sur le mois d'octobre 2016**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la délibération du Conseil n°13448 du 16 décembre 2015 relative à la mise en œuvre d'un schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole en matière du développement de l'accès aux pratiques culturelles des publics jeunes, notamment déclinée sous l'action N°15 du schéma de mutualisation « offre culturelle pour les 11-17 ans ».

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole achète la prestation d'animation théâtre à la Compagnie Minibus pour la période du 24 au 28 octobre 2016.

ARTICLE 2 : Le montant de la prestation s'élève à 810 € TTC. Association non assujettie à la TVA. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-763
Reçue en Préfecture le	03/11/16
Affichée le	04/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161103- lmc1132410-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature de l'avenant N°1 au marché 3984TV15 relatif à des missions de géomètres de levés topographiques, établissement de plans, contrôles et recollements

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

CONSIDÉRANT que suite aux premiers mois d'exécution du marché 3984TV15, il s'avère que quelques prix nécessitent d'être ajoutés au marché afin de faire face à la multiplicité des besoins requis pour les différents services Métropolitains :

- **Prix 604** : le marché prévoit une plateforme d'échange de documents cependant au regard des évolutions multiples demandées du fait du nombre croissant d'utilisateurs liés à la Métropole, il convient de prévoir un prix spécifique de modification de cette plateforme.
- **Prix 503 et 504** : la spécificité de certains ouvrages gérés tels que les ouvrages d'art peuvent nécessiter de réaliser des levés 3D de détail qui requièrent l'emploi de techniques spécifiques. Deux prix nouveaux ouvriront la possibilité de lancer ce type de prestations.
- **Prix 603** : dans le cadre d'opérations de grande ampleur, il peut être nécessaire de recaler des plans de différents types (PLU...) avec le projet. Ce prix permettra de traiter ce type de demandes.
- **Prix 413, 414 et 415** : des prestations liées aux acquisitions foncières sont prévues dans le marché. Les différents projets de la Métropole nécessitent de réaliser des prestations spécifiques d'implantation de l'alignement donc de la délimitation du domaine public (prix 413 et 414). De même, il est parfois nécessaire, dans le cadre d'opérations de dissimulation de réseaux, d'aller au-delà du simple bornage et de passer des conventions avec les tiers concernés. Ces prix permettront de répondre à ces besoins.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3984TV15 de missions de géomètres de levés topographiques, établissement de plans, contrôles et recollements, est signé avec les 3 titulaires du marché : SCP BILICKI DHOMBRES sis à 34080 Montpellier, le Cabinet PAGES TIP sis à 34090 Montpellier et SIRAGUSA sis à 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'intégration, au BPU, de prix nouveaux.

ARTICLE 3 : Le présent avenant n'a pas d'incidence financière.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-766
Reçue en Préfecture le	16/11/16
Affichée le	16/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161116-lmc1132472-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4158CO16 - Réalisation et
Édition d'un livre Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en qualité de Conseiller délégué,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-25 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine de « Communication »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de conclure un marché public pour la réalisation et l'édition d'un livre prestige Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4158CO16 est passé avec la société ATELIER BAIE.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la réalisation et l'édition d'un livre prestige Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 48 341, 24 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller délégué, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-25 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-767
Reçue en Préfecture le	07/11/16
Affichée le	07/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161107- lmc1132575-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/11/2016

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un Fond d'Aide à la Diffusion
Théâtrale pour le spectacle «Alphaeus Bellulus»**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres relevant des articles 17, 18, 19 et 20 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle «Alphaeus Bellulus» diffusé du 2 octobre 2016 à Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la Collectif Hif Hif Hif et la ville de Villeneuve-lès-Maguelone, diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 2042 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-772
Reçue en Préfecture le	03/11/16
Affichée le	04/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161103-lmc1132595-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la conclusion d'un contrat de maintenance de véhicules électriques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Mobileco

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,

CONSIDÉRANT que depuis le 1^{er} janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de nouvelles compétences en matière de gestion de la voirie accompagnées par des transferts de matériels et véhicules,

CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole a besoin d'assurer la maintenance des véhicules électriques qui lui sont transférés et utilisés dans le cadre des missions voiries,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de maintenance de véhicules électriques est conclu avec la société Mobileco, située 371 avenue du marché gare, 34070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la maintenance de 6 véhicules Quadricycles lourds Vasp Goupil G3 affectés dans différents pôles territoriaux et aux immatriculations suivantes : CL 896 XH, CC 614 AT, CK 096 MP, BR424 MD, BW798 MQ, AE 812 SQ

ARTICLE 3 : Le contrat prendra effet à compter de sa signature, pour une durée de 1 an. Il sera reconduit tacitement par période successive de 1 an sans que la durée maximale du contrat n'excède 3 ans.

ARTICLE 4 : Le montant annuel du contrat s'élève à 2 730 euros HT, soit 3 276 euros TTC, hors coût des réparations. La main d'œuvre spécialisée pour les véhicules 4 roues électriques est de 60 euros HT/heure. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 938.

ARTICLE 5 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 de la 03/12/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-783
Reçue en Préfecture le	17/11/16
Affichée le	17/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161117-lmc1132776-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/11/2016

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
l'Administration Générale, Contentieux
et Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AI85 sur la commune de Grabels appartenant à Monsieur et Madame François

- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public »,
- **VU** le courrier de Monsieur Raymond FRANCOIS en date du 30 septembre 2016 acceptant la cession à Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle AI 85 d'une superficie de 63 m², située rue de la Valsière à Grabels,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est en nature de voirie et dédiée à la circulation publique,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle cadastrée AI 85 d'une contenance de 63 m² situées à Grabels, auprès de Monsieur et Madame François.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de 1 € symbolique pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu du bien vendu, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-784
Reçue en Préfecture le	10/11/16
Affichée le	10/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161110-lmc1132761-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4378DE16 - Refonte des sites internet de la direction du développement économique et de l'emploi de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1 et 2

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 et notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de technique de l'information et de la communication pour la refonte des sites internet de la direction du développement économique et de l'emploi de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4378DE16 de technique de l'information et de la communication est passé, pour le lot 1 "Référencement payant" ainsi que pour le lot 2 "Conception et réalisation du nouveau dispositif" avec la société CHOOSIT, 20 RUE Marcel de Serres, 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 : La durée du lot 1 est de 48 mois à compter de sa notification.
La durée du lot 2 est de 6 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 3 : Le lot 1 comprend une prestation forfaitaire de conception et réalisation du nouveau dispositif d'un montant de 84 000 € HT et des prestations à prix unitaires de maintenance et de développement limitées par un seuil maximum de 30 000 € HT.
Le montant forfaitaire du lot 2 s'élève à 5 000 € HT.
Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION Vice-présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-785
Reçue en Préfecture le	17/11/16
Affichée le	17/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161117-lmc1132777-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/11/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat de maintenance informatique du progiciel de gestion de parc de véhicules PARCK sous ORACLE

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret 2016-360 relatif aux marchés publics et notamment son article 27,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** l'acquisition du progiciel de gestion de parc de véhicules PARCK auprès de la société INFORMAKIT S.A.R.L.,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer la maintenance de ce progiciel,
- **CONSIDERANT** que seule la société INFORMAKIT S.A.R.L. peut réaliser ces prestations au regard des brevets dont elle dispose,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de maintenance informatique est conclu avec la société INFORMAKIT S.A.R.L., 40 rue de Pontoise, 95870-Bezons.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne le progiciel de gestion de parc de véhicules PARCK sous la base de données ORACLE, installé à la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2017. Il sera renouvelable par reconduction tacite par période de 12 mois du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2019.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à deux mille cinq cent quatre-vingt-douze euros TTC (2 592 € TTC). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-789
Reçue en Préfecture le	04/11/16
Affichée le	04/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161103-lmc1132926-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant de transfert du marché n°3989DC15 :
Mission de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour
la réalisation du Centre d'Art de Montpellier Méditerranée Métropole**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délégation permanente de l'assemblée au Président lui permettant de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **VU** la décision n°2016-46 du 20 janvier 2016 autorisant la signature du marché n°3989DC15 de mission de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du Centre d'Art de Montpellier Méditerranée Métropole, avec l'entreprise Aubry et Guiguet, sise 13, rue Mont-Louis, 75 011 Paris,
- **VU** la délibération n°13898 du 30 juin 2016 autorisant la signature de la convention de mandat pour la réalisation du Centre d'Art de Montpellier Méditerranée Métropole avec la Société Publique Locale d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), société public d'aménagement dont le siège social est en l'hôtel de Métropole, 50 place Zeus, CS 39556, 34 961 Montpellier Cedex 2,

CONSIDERANT que le besoin justifiant la conclusion du marché n°3989DC15 susmentionné est, en vertu de la convention de mandat précitée, transférée au mandataire, la SA3M,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3989DC15 est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et l'entreprise Aubry et Guiguet.

ARTICLE 2 : Dès notification de cet avenant, la SA3M assurera au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole l'exécution et le règlement de ce marché. Toutes les autres clauses du marché demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction et signature. Monsieur Christophe PEREZ, Directeur Général de la SA3M, est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1, conformément à la convention de mandat précitée.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-791
Reçue en Préfecture le	03/11/16
Affichée le	04/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161103-lmc1132947-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de la parcelle MT 528 de 6 m² auprès de Kaufman & Broad, avenue du Père Soulas - Commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n°2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée métropole,
- VU l'accord de la société Kaufman & Broad en date du 30 septembre 2016 sur les modalités du transfert de propriété de la parcelle MT 528 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société Kaufman & Broad domiciliée à Montpellier, la parcelle MT 528 d'une superficie de 6 m² située avenue du Père Soulas, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est acceptée à l'euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE : 2 : Maître Pierre-Marie LASCOMBES notaire à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-793
Reçue en Préfecture le	10/11/16
Affichée le	10/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161110-lmc1132953-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de la rue de la Fontaine de la Banquière, située sections SN et SO sur la commune de Montpellier et section CC sur la commune de Lattes

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n°2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Lattes n°2015-250 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-818 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Lattes dans le domaine public métropolitain,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la demande d'acquisition adressée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) à Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le procès-verbal d'huissier constatant la désaffectation de la rue de la Fontaine de la Banquière,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déclasser la rue avant de pouvoir céder son emprise,
- **CONSIDERANT** que cette rue n'est affectée à aucun usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La rue de la Fontaine de la Banquière d'une contenance de 1 971 m², sections SN et SO, situées sur la commune de Montpellier et d'une contenance de 1 581 m², section CC sur la commune de Lattes, est désaffectée.

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions de l'article L. 141-3 du Code de la voirie routière, cette rue est déclassée du domaine public.

ARTICLE 3 : Ladite rue est intégrée au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder au numérotage cadastral de l'emprise de la voie désaffectée et déclassée.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-794
Reçue en Préfecture le	23/11/16
Affichée le	23/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161123-lmc1132958-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°2 au marché n°3979MG15
- Refonte des équipements audiovisuels de la salle Zeus**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 3 décembre 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, contentieux et affaires juridiques, protocole»,

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser des travaux supplémentaires suite à de nouveaux besoins apparus en cours de chantier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°2 au marché n°3979MG15 de refonte des équipements audiovisuels de la salle Zeus est passé avec la société Sud Média Système, sise à 34670 - Baillargues.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne des prestations supplémentaires afin d'améliorer la mise en place des équipements pour la prise de son et image (passage de câbles audio en régie, tablette tactile pour la gestion des sources de diffusion audio et vidéo etc.).

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 5 369,26 € HT soit 5.63% du montant du marché.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 100 679, 26 € HT. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 5 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-797
Reçue en Préfecture le	04/11/16
Affichée le	04/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161104-lmc1133220-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/11/2016

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Montpellier
dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, des
piscines Chamberte (Marcel Spilliaert) et La Rauze (Suzanne Berlioux)**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté n° 2015-13, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean Luc MEISSONNIER dans les domaines des Sports et des Traditions sportives,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ou de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier n° 2016/320 en date du 29 septembre 2016,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code.
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions des articles L 1311-13 et L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales le transfert de propriété s'effectuera par acte administratif,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Montpellier, des biens énumérés ci-dessous:

Commune de Montpellier

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance En m ²	N° inventaire Ville de Montpellier	Valeur vénale portée à l'inventaire
Piscine Chamberte (Marcel Spilliaert)	IT n° 134p	± 3 963	BAT1484	473 022.05€
Piscine La Rauze (Suzanne Berlioux)	DO n° 135p	± 3 969	BAT818	68 113.40€

Les contenances cadastrales sont données à titre indicatif. Certaines parcelles devant être divisées, les contenances seront précisées lors de l'établissement des documents d'arpentage.

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Monsieur Jean Luc MEISSONNIER, Vice-Président, est autorisé à signer les actes de transfert de propriété et tout document relatif à ces affaires, conformément à l'arrêté n° 2015-13 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-799
Reçue en Préfecture le	23/11/16
Affichée le	23/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161123-lmc1133261-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec l'entreprise SKETCHPIXEL FRANCE pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2016 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, artisanat »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 19 avril 2013 avec effet au 1^{er} mai 2013 modifiée par avenant en date du 1^{er} août 2014 et prorogée par avenant en date du 1^{er} mai 2016, passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise SKETCHPIXEL France pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole a proposé à l'entreprise SKETCHPIXEL France de transférer son activité sur une autre surface que celle occupée actuellement afin de permettre l'installation d'une autre entreprise,
- **CONSIDERANT** qu'une suite favorable a été réservée à cette proposition,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise SKETCHPIXEL France pour une extension de sa surface de 13,90 m² constituée du module B1.15 à une surface de 15,04 m² constituée du module B0.17 à compter de sa date de notification jusqu'au terme de sa prorogation, soit jusqu'au 30 avril 2019.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise SKETCHPIXEL France pour la surface de 15,04 m² constituée du module B0.17 qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 203,34 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 13462 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3 : La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice - Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° 2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-804
Reçue en Préfecture le	03/11/16
Affichée le	04/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161103-lmc1133427-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec l'entreprise DP TECHNOLOGY pour une réduction de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° 13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2016 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, artisanat »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} mai 2013 modifiée par avenants en date du 1^{er} décembre 2013, en date du 1^{er} mars 2015, en date du 1^{er} août 2015 et prorogée par avenant en date du 1^{er} mai 2016, conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise DP TECHNOLOGY pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole a proposé à l'entreprise DP TECHNOLOGY de transférer une partie de son activité dans un autre local au sein du bâtiment MIBI pour permettre l'installation d'une autre entreprise,
- **CONSIDERANT** qu'une suite favorable a été réservée à cette proposition,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise DP TECHNOLOGY pour la restitution du B0.10 d'une surface de 50,60 m² situé au rez de chaussée du bâtiment MIBI. Dans le même temps l'entreprise prend en location le bureau B1.15 d'une surface de 13,90 m² situé au 1^{er} étage du même bâtiment à compter de sa date de notification jusqu'au terme de la convention initiale, soit jusqu'au 30 avril 2019. La surface occupée passe ainsi de 267,30 m² à 230,60 m².

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise DP TECHNOLOGY pour cette nouvelle surface de 230,60 m² qu'elle occupe dans le

Décision n° D2016-805
bâtiment MIBI s'élève à 3 117,71 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3: La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice - Présidente déléguée, est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° 2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-805
Reçue en Préfecture le	03/11/16
Affichée le	04/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161103- lmc1133436-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4137MG 16 - Exploitation et maintenance en génie climatique d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Eliane LLORET en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2016-331 du 05/10/2016 portant délégation de fonction à Madame Eliane LLORET dans les domaines « Energie et transition énergétique »

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché pour l'exploitation et la maintenance en génie climatique d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de services est passé avec la société Spie Sud-Ouest sise à Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne l'exploitation et la maintenance en génie climatique d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La durée du marché est de 1 an à compter de sa notification. Le marché est reconductible une fois 1 an.

ARTICLE 4 : Le montant global et forfaitaire est de 38 559, 35€ HT auquel s'ajoutent des prestations rémunérées sur Bordereau des Prix Unitaires pour un montant maximum annuel de 60 000€ HT.

ARTICLE 5 : Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-331 du 05/10/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-808
Reçue en Préfecture le	08/11/16
Affichée le	08/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161108- lmc1133594-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 08/11/2016

Mme E. LLORET

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
l'Energie et transition énergétique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat de solution logicielle MesEnvois.fr de
préparation de supports pour lettres tracées ou d'avance sur prestations colis**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **CONSIDERANT** le besoin d'impression de liasses de recommandés en nombre, notamment du service Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** l'étude de marché réalisée par le service,
- **CONSIDERANT** que la société NEOPOST présente une solution logicielle répondant aux besoins du service Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de solution logicielle est conclu avec la société NEOPOST FRANCE, 3-5 boulevard des Bouvets, 92747 Nanterre Cedex.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne une solution logicielle accessible par Internet en mode web, commercialisée sous le nom de « MesEnvois.fr » qui permet aux clients utilisateurs d'automatiser la préparation et l'impression de supports indispensables à l'envoi de courriers tracés de La Poste via une machine à affranchir mais aussi d'envoyer des colis par l'intermédiaire des transporteurs référencés sur la plateforme.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée initiale d'un an. Il sera ensuite renouvelable par reconduction tacite par période de 1 an, sans pouvoir excéder 3 renouvellements.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à sept cent vingt-deux euros et quatre-vingt-huit cents TTC. (7 22,88 € TTC). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-809
Reçue en Préfecture le	04/11/16
Affichée le	04/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161103-lmc1133632-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la cession de chemins ruraux dits "du Salinier" et "de la Tuilerie au Mas Martin" à la SERM sur la Commune de Grabels dans la ZAC Parc Euromédecine II

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code rural et notamment ses Articles L 161.10 et L 161.10.1, et R 161-25 à R 161-27,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Grabels n° 008/15-02-2016 en date du 15 février 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°2016-202 en date du 5 Avril 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Grabels dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision n°2016-341 du 09/06/2016 approuvant le principe de la désaffectation des chemins ruraux dits « du Salinier » et « de la Tuilerie au Mas Martin » et l'ouverture d'une enquête publique conformément aux dispositions des articles R161-25 à R 161-27 du Code Rural et de la Pêche Maritime,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU l'Arrêté n°2016-268 du 16/08/2016 approuvant l'ouverture de l'enquête publique du 26 septembre au 10 octobre 2016 portant sur la désaffectation des chemins ruraux dits « du Salinier » et « de la Tuilerie au Mas Martin »,
- VU l'avis favorable du Commissaire Enquêteur en date du 17 Octobre 2016,

- **CONSIDERANT** que l'emprise de ces chemins est nécessaire à l'aménagement de la ZAC du Parc Euromédecine II menée par la SERM

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SERM, propriétaire riverain et aménageur de la ZAC du Parc Euromédecine II, les parcelles créées nouvellement cadastrées AC 110 pour une superficie de 2 057 m², AD 43 d'une superficie de 670 m² et AV 232 d'une superficie de 947 m², afin de permettre la réalisation du projet.

ARTICLE 2 : La présente vente est consentie au prix de 3 724 euros conformément à l'évaluation de France Domaine. Le montant de la recette sera affecté au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-810
Reçue en Préfecture le	21/11/16
Affichée le	21/11/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161121-lmc1133613-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IPRASENSE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 01 décembre 2013 passée entre la Métropole et la société IPRASENSE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant en date du 22 juillet 2014,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 30 novembre 2016 et que la société IPRASENSE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IPRASENSE pour une période de douze mois à compter du 1^{er} décembre 2016 et jusqu'au 30 novembre 2017.

ARTICLE 2: A compter du 1^{er} décembre 2016, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IPRASENSE pour la surface de 24 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 315,36 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice – Présidente déléguée, est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-811
Reçue en Préfecture le	03/11/16
Affichée le	04/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161103-lmc1133657-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature des annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint-Geniès-des-Mourgues

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions,
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n°13517 du 16 décembre 2015 relative aux conventions de mise à disposition et de gestion de services,
- **VU** la délibération n° 66/15 du 17 décembre 2015 du Conseil Municipal de Saint-Geniès-des-Mourgues autorisant la signature d'une convention de mise à disposition de locaux, matériels et véhicules avec Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint-Geniès-des-Mourgues ont signé une convention de mise à disposition de locaux, matériels et véhicules le 18 décembre 2018,
- **CONSIDERANT** qu'il convient que Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint-Geniès-des-Mourgues établissent et signent les listes des locaux, matériels et véhicules concernés par la mise à disposition, ces listes étant annexées à la convention,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint-Geniès-des-Mourgues établissent et signent les listes des locaux, matériels et véhicules faisant l'objet de la convention de mise à disposition du 18 décembre 2015.

ARTICLE 2 : Les listes des locaux, matériels et véhicules concernés par la convention sont annexées à la convention.

ARTICLE 3 : La mise à disposition de l'ensemble des biens est à titre gracieux. Les frais de fonctionnement seront remboursés par les bénéficiaires de la mise à disposition.

ARTICLE 4 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer les documents visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-813
Reçue en Préfecture le	10/11/16
Affichée le	10/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161110-lmc1133671-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'attribution du marché n°2.164 portant sur la maîtrise d'œuvre du PN (Passage à Niveau) 40 dans le cadre de la ligne 2 de tramway

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- **VU** la convention de mandat en date du 18 juillet 2000, par laquelle la Communauté d'agglomération de Montpellier a confié à TaM la mission de réaliser l'opération 2^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

CONSIDÉRANT les résultats de la consultation lancée selon une procédure adaptée ouverte en application de l'article 27 du décret n°2016-360 susvisé pour le marché 2.164, portant sur une mission de maîtrise d'œuvre pour le réaménagement du passage à niveau n°40 (PN40) emprunté par la ligne 2, route de Sète à St Jean de Védas,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le marché n°2.164 est attribué à SCE sise de Nantes (44).

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la maîtrise d'œuvre du PN 40 dans le cadre de la ligne 2 de tramway.

ARTICLE 3 : Le marché est passé pour une durée prévisionnelle d'exécution de 18 mois à compter de sa notification ; les travaux étant prévus à l'été 2017.

ARTICLE 4 : Le marché n°2.164 est un marché à prix forfaitaire avec un taux de 8.05% par rapport au montant estimatif des travaux, soit un forfait provisoire de 48 300 € HT en valeur septembre 2016 (32 200€ HT en valeur février 2000).

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-820
Reçue en Préfecture le	25/11/16
Affichée le	25/11/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161125-lmc1133841-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 25/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature du marché n°4620AT16 de travaux d'aménagement en génie végétal des berges de la rive gauche du Lez sur le site dénommé "Ancien Cynodrome" à Castelnau-le-Lez

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que le définit l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-4 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN - BOULBES dans le domaine de « la Prévention des risques majeurs et la gestion des milieux aquatiques »,

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser, suite aux épisodes de crue, des travaux d'aménagement des berges de la rive gauche du Lez sur le site dénommé « Ancien Cynodrome » à Castelnau-le-Lez, par la mise en œuvre des techniques du génie végétal, afin de conforter cette zone endommagée, dans le respect du site et la préservation des habitats naturels existants,

CONSIDÉRANT la procédure de mise en concurrence suivie et l'analyse des offres afférentes à la suite de la publication d'un avis d'appel public à la concurrence le 19 août 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4620AT16 de travaux d'aménagement en génie végétal des berges de la rive gauche du Lez sur le site dénommé « Ancien Cynodrome » à Castelnau-le-Lez est passé avec l'entreprise GECO INGENIERIE à Laudun l'Ardoise.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la réalisation des travaux nécessaires au reprofilage et à la consolidation de berges à Castelnau-le-Lez. En effet, suite aux épisodes de crues, les berges du site « Ancien Cynodrome » ont subi une forte érosion consécutive à l'affaissement d'un ancien enrochement devenu instable. Par la technique douce du génie végétal, il est prévu de conforter cette zone endommagée, dans le respect du Lez, et la préservation des habitats existants. Le principal objectif est de retrouver un espace sain et sécurisé et dont la pérennité sera assurée dans le temps, notamment en cas de nouvel épisode de crue.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de deux mois, les travaux étant estimés à une durée de deux mois et un délai de garantie d'un an étant prévu à compter de la réception desdits travaux.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 26 965, 00 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Jackie GALABRUN – BOULBES, Vice-Présidente, est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-4 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-822
Reçue en Préfecture le	07/11/16
Affichée le	07/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161107-lmc1133895-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 07/11/2016

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à la
Prévention des risques majeurs et gestion
des milieux aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché accord-cadre n° 4586DM16 de
fourniture, mise en service et maintenance de matériels de comptages
routiers sur les communes de la Métropole de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de mettre en place des dispositifs de comptages routiers sur les communes de la Métropole et de passer à cet effet un accord-cadre, décomposé en quatre lots, en application des articles 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un accord-cadre n°4586DM16 de fourniture, mise en service et maintenance de matériels de comptages routiers est passé avec :

- la société SFERIEL, sise à Volvic, pour le lot 1 : stations de mesures permanentes ou semi-permanentes raccordées à des boucles inductives existantes dans la chaussée, et pour le lot 3 : compteurs mobiles de type radar ;
- la société KARRUS, sise à Grenoble, pour le lot 2 : stations de mesures permanentes ou semi-permanentes raccordées à des capteurs magnétomètres sans fil à intégrer dans la chaussée ;
- la société MAGSYS, sise à Biarritz, pour le lot 4 : compteurs mobiles à tubes.

ARTICLE 2 : Cet accord-cadre concerne l'acquisition de compteurs mobiles de type radar ou à tubes et l'installation de stations de mesures permanentes ou semi-permanentes sur la chaussée, dans les communes du territoire de la Métropole.

ARTICLE 3 : L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an.

ARTICLE 4 : Le montant maximum de l'accord-cadre s'élève pour chaque lot à :

- lot 1: 25 000 € HT
- lot 2: 40 000 € HT
- lot 3: 14 000 € HT
- lot 4: 6 000 € HT

Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Monsieur Philippe SAUREL, Président, est autorisé à signer l'accord-cadre visé à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-825
Reçue en Préfecture le	16/11/16
Affichée le	16/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161116-lmc1133924-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, du complexe funéraire Saint Etienne et de l'assiette foncière destinée à son extension

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ou de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier n° 2016/320 en date du 29 septembre 2016,
- VU l'arrêté n° 2015-11, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans les domaines de la proximité, des relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code.
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions des articles L 1311-13 et L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales le transfert de propriété s'effectuera par acte administratif,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Montpellier, du bien énuméré ci-dessous:

Commune de Montpellier

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance En m²	N° inventaire Ville de Montpellier	Valeur vénale portée à l'inventaire
Complexe funéraire Saint Etienne + Extension du cimetière	RK n° 16 RK n° 17 RL n° 5p RL n° 9	36 501 386 53 294 84 163	BAT42400 <i>Inventaire à créer pour RL 5p et 9</i>	4 506 469.77€

Les contenances cadastrales sont données à titre indicatif. Certaines parcelles devant être divisées, les contenances seront précisées lors de l'établissement des documents d'arpentage.

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Monsieur Laurent JAOU, Vice-Président, est autorisé à signer les actes de transfert de propriété et tout document relatif à ces affaires, conformément à l'arrêté n° 2015-11 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-828
Reçue en Préfecture le	23/11/16
Affichée le	23/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161123-lmc1133937-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste
immatriculé 634 BFG 34 à l'hôtel des ventes Centre 113**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver le véhicule Renault Laguna immatriculé 634 BFG 34 du fait de sa vétusté,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le véhicule Renault Laguna immatriculé 634 BFG 34 à réformer du fait de sa vétusté est cédé à l'hôtel des ventes Centre 113 situé 390 rue les Portes Domitiennees à Vendargues (34 740) pour être vendu aux enchères.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-829
Reçue en Préfecture le	07/11/16
Affichée le	07/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161107-lmc1133941-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, de divers équipements culturels

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n° 2015-17, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ou de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier n° 2016/320 en date du 29 septembre 2016,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code.
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions des articles L 1311-13 et L2122-21 du Code général des collectivités territoriales le transfert de propriété s'effectuera par acte administratif,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Montpellier, des biens énumérés ci-dessous :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance En m²	N° inventaire Ville de Montpellier	Valeur vénale portée à l'inventaire
Zenith Sud	RK n° 3 RH n° 9p RK n° 4p	2 864 ± 27 458 ± 763	BAT542	7 041 017.67€ Inventaire à créer pour RH 9 et RK 4
Hôtel Montcalm	HM n° 508 HM n° 510	441 2 026	BAT640	2 629 525.18€

Les contenances cadastrales sont données à titre indicatif.

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer les actes de transfert de propriété et tout document relatif à ces affaires, conformément à l'arrêté n° 2015-17 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-830
Reçue en Préfecture le	21/11/16
Affichée le	21/11/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161121-lmc1133943-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession de la parcelle cadastrée AC n°238,
située dans le parc d'activités Marcel Dassault à Saint Jean de Védas**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** la demande d'acquisition formulée par la SCI GABEN le 20 juillet 2016,
- **VU** l'avis des Domaines en date du 28 septembre 2016,
- **CONSIDERANT** que le projet de trucks services que souhaite réaliser la SCI GABEN sur les parcelles cadastrées AC n°184, 186 et 168, sises commune de Saint Jean de Védas, est compatible avec la destination du parc d'activités Marcel Dassault dans lequel elles se situent,
- **CONSIDERANT** que la cession de la parcelle AC n°238, d'une superficie de 128 m², issue de la division de la parcelle AC n°185, sise commune de Saint Jean de Védas, permettant la desserte du projet de la SCI GABEN, n'est pas de nature à remettre en cause les projets conduits par la Métropole sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SCI GABEN, domiciliée ZAC de la Ponche – RN 86, BP 30 à Marguerittes (30320), dont le numéro de SIRET est le 818 856 122, représentée par M. Franck GARAYT, son gérant, la parcelle nouvellement cadastrée AC n°238, d'une superficie de 128 m², sise commune de Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : Cette cession a lieu moyennant le prix de huit mille neuf cent soixante euros (8 960 €) hors taxes. Les frais d'actes sont à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'acte de cession ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-832
Reçue en Préfecture le	21/11/16
Affichée le	21/11/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161121-lmc1134008-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption
urbain - Parcelle BB n° 184 - Commune de Vendargues**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat »,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vendargues approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2013,
- VU l'Arrêté préfectoral en date du 26 novembre 2015 instituant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Vendargues,
- VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), datée du 13 septembre 2016, envoyée par Maître GONZALVEZ Jean-Pierre, Notaire à Aimargues (30470), mandataire de Madame Huguette FONTANARI, reçue en Mairie de Vendargues le 15 septembre 2016 et transmise à Montpellier Méditerranée Métropole le 20 septembre 2016, concernant la parcelle cadastrée BB n° 184, d'une superficie totale de 3 326 m², à usage de terre située sur la Commune de Vendargues, au lieudit Las Laouzas, au prix de 15 000 euros en valeur libre,
- VU l'avis de France Domaine en date du 17 octobre 2016,
- **CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière de développement et d'aménagement économique,
- **CONSIDERANT**, que cette parcelle située en zone 4 AU2 au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vendargues correspond à l'extension de la zone d'activités des Routous,

- **CONSIDERANT**, que l'acquisition de cette parcelle, est nécessaire, en vue de constituer une réserve foncière afin d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la parcelle cadastrée BB n° 184, d'une superficie totale de 3 326 m², à usage de terre située sur la Commune de Vendargues, au lieudit Las Laouzas, auprès de Madame Huguette FONTANARI domiciliée 2 Rue du Peyrou 34740 VENDARGUES.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien libre est fixé à 15 000 euros au vu de l'avis de France Domaine, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, et à l'Habitat est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-838
Reçue en Préfecture le	10/11/16
Affichée le	10/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161110- lmc1134102-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une mise à disposition de terrain pour la réalisation
de l'opération archéologique sur le site de l'Agora de la Danse**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** la nécessité de procéder à des fouilles archéologiques préventives dans le cadre des travaux de rénovation de l'Agora de la Danse, réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de mise à disposition de terrain pour la réalisation de fouilles archéologiques préventives rendues nécessaires dans le cadre des travaux de rénovation de l'Agora de la Danse est conclue avec l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP), sis 561 rue Etienne Lenoir, km delta, 30 900 Nîmes.

ARTICLE 2 : La mise à disposition est consentie à titre gracieux, pour une durée de 3 mois maximum, partant de la date de signature de la convention.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-840
Reçue en Préfecture le	23/11/16
Affichée le	23/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161123- lmc1134272-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 23/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché 4494VD16 pour l'achat d'une laveuse automatique de bacs collectifs sur châssis VL, neuve ou d'occasion de moins de un an.

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 Avril 2014 relative à l'élection de Monsieur MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-14 du 25/04/2014 portant délégation de fonction à Monsieur MEUNIER dans le domaine « prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché pour « l'achat d'une laveuse automatique de bacs collectifs sur châssis VL, neuve ou d'occasion de moins de un an »,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4494VD16 de fourniture est passé avec la société LVE SARL (Location Voirie Environnement), 84000 AVIGNON.

ARTICLE 2 : Le délai de livraison, immédiat, part de la date de notification du marché.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 93850,00€ HT soit 112 620,00€ TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Monsieur MEUNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-74 du 25/04/2014 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-841
Reçue en Préfecture le	21/11/16
Affichée le	21/11/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161121-lmc1134276-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/11/2016

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Prévention et valorisation des déchets et
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature de la convention avec le Syndicat Mixte Garrigues
Campagne pour les travaux de modification du réseau d'alimentation en eau
potable existant, Avenue Georges Frêche sur la Commune de Castelnau-le-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et / ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et / ou à l'extension et / ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur aux seuils des marchés publics de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté n°A2016-161 du 27 avril 2016, portant délégation de fonction accordée à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans les domaines de la Voirie et de l'Espace Public,
- **CONSIDERANT**, que sur l'Avenue Georges Frêche à Castelnau-le-Lez, sont implantés des réseaux de distribution publique d'eau potable, Montpellier Méditerranée Métropole a demandé au Syndicat Mixte Garrigues Campagne de modifier le réseau d'alimentation en eau potable existant, dans le cadre du programme des travaux d'aménagement de cette voie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux de modification du réseau d'alimentation en eau potable existant, nécessités par les travaux d'aménagement de l'Avenue Georges Frêche à Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 2 : Le Syndicat Mixte Garrigues Campagne s'engage à effectuer les travaux de modification du réseau d'alimentation en eau potable existant en coordination étroite avec Montpellier Méditerranée Métropole dans le strict respect du planning élaboré lors de la réunion préparatoire au démarrage des travaux en présence de l'ensemble des parties.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole et ce pour un montant estimatif de 16 069,60 € HT selon le plan et le devis joints à la convention.

ARTICLE 4 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-844
Reçue en Préfecture le	25/11/16
Affichée le	25/11/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161125-lmc1134424-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/11/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4087TV15 de Maintenance et travaux de voirie pour la Ville de Montpellier - Avenant n°3 au lot 3 Quartiers Mosson et Cévennes

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure les modifications aux marchés publics et accords cadres prévues par l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espaces Publics»,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un avenant n°3 au lot 3 "Quartiers Mosson et Cévennes" du marché 4087TV15,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°3 au marché n°4087TV15 de Maintenance et travaux de voirie est passé avec l'entreprise EUROVIA sise à Juvignac.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'intégration de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires.

ARTICLE 3 : Les prix suivants sont ajoutés au bordereau :

N° de prix	Intitulé	Unité	PU en € HT
VC074071	Fourniture et mise en œuvre d'un BBTM 0/6 pour une surface < 2000m2	m2	9.44
VC074072	Fourniture et mise en œuvre d'un BBTM 0/6 en cailloux clairs, bitume synthétique et oxyde de titane - application à 2 finisseurs	m2	15.70

ARTICLE 4 : Le montant du marché reste inchangé.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-845
Reçue en Préfecture le	25/11/16
Affichée le	25/11/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161125-lmc1134422-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/11/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Occupation illicite - 220 rue Montels Eglise Montpellier"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier consécutivement à l'occupation sans autorisation d'une annexe de la voirie routière située face au 220 rue Montels Eglise à Montpellier par un groupe de gens du voyage.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-850
Reçue en Préfecture le	07/11/16
Affichée le	07/11/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20141107-lmc1134486-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
TAPALAS dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société TAPALAS, représentée par Monsieur Teddy GOSSELET est une SARL dont l'activité est la vente à distance d'équipements automobiles (housse de voiture, ampoules, accessoires, produits de lavage)
Elle est candidate à la location du lot A10 de 122.50 m² pour une période 23 mois.
L'entreprise projette un effectif de 2 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société TAPALAS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-856
Reçue en Préfecture le	21/11/16
Affichée le	21/11/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161121- lmc1134656-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AP 93 sur la Commune de Prades-le-Lez appartenant à Monsieur et Madame ANDREY

- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public »,
- **VU** le courrier de Monsieur et Madame Maurice ANDREY en date du 2 Novembre 2016 acceptant la cession à Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle AP 93 d'une superficie de 99 m², située rue du Plô Midi à Prades Le Lez,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est nécessaire à l'aménagement de la voirie permettant ainsi d'améliorer la circulation publique,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle cadastrée AP 93 d'une superficie de 99 m² à Prades le Lez auprès de Monsieur et Madame Andrey.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de 10 € /m² soit un total de 990 € TCC, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole, acquéreur.

ARTICLE 3 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-860
Reçue en Préfecture le	21/11/16
Affichée le	21/11/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161121-lmc1134826-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Stany LOUIS - Requête n°1605412-8"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête en référé expertise médicale n°1605412-8 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 31 octobre 2016 par Monsieur Stany LOUIS consécutivement à une chute corporelle dont il a été victime à l'angle de la rue de la Costa Brava et de la place Montserrat à Montpellier et ce, à proximité d'une borne incendie.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-888
Reçue en Préfecture le	25/11/16
Affichée le	25/11/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161125- Imc1135272-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 25/11/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES DECEMBRE 2016

N° ARRETES	TITRES	PAGES
A2016-346	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Beaulieu - Autorisation n°2 - Présentation d'un successeur à titre onéreux	472
A2016-353	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Pérols - Accord double sortie journalière - Autorisation n° 7	475
A2016-354	Arrêté portant délégation de signature relatif aux attestations de service faits pour le Département Administration Générale et Finances	477
A2016-355	Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la Direction des Finances	479
A2016-356	Délégation de signature relative aux pièces comptables	481
A2016-359	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Baillargues "Changement de véhicule" - Autorisation n°1	483
A2016-361	Délégation de signature relative aux bons de commandes dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 € émanant du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique	485
A2016-362	Délégation à l'effet de signer les ordres de services émanant du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique	487
A2016-363	Délégation à l'effet de signer les attestations de services faits du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique	489
A2016-371	Délégation de signature relative aux procédures marchés inférieures à 50 000 € H.T. concernant la Direction du Secrétariat Général	491
A2016-378	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone "Changement de véhicule" - Autorisation n°3	493
A2016-384	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Fabrègues "Changement de véhicule" - Autorisation n°4	495
A2016-402	Arrêté portant délégation de signature relatif aux attestations de service fait pour le Département Culture et Sport	497
A2016-404	Arrêté portant délégation de signature temporaire pour l'Assemblée Générale de la copropriété Les Echelles de la Ville	499
A2016-403	Représentante du Président de la Métropole à la présidence de la Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation du service de l'ENERGIE	501
A2016-379	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTAUD "Changement de véhicule" - Autorisation n°1	503
A2016-388	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°6	505
A2016-397	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°15	507
A2016-389	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de Véhicule" - Autorisation de stationner n°26	509
A2016-398	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de Montpellier" - Autorisation de stationner n°54	511

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES DECEMBRE 2016

N° ARRETES	TITRES	PAGES
A2016-390	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°62	513
A2016-391	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de Véhicule" - Autorisation de stationner n°71	515
A2016-392	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation n°73	517
A2016-393	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°79	519
A2016-394	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°80	521
A2016-399	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationnement n°93	523
A2016-395	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°121	525
A2016-396	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°130	527
A2016-401	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°132	529
A2016-400	Autorisation d'exploiter un taxi sur la commune de Montpellier - Autorisation de stationner n°55 - Présentation d'un successeur à titre onéreux	531
A2016-405	Délégation de signature en l'absence de Monsieur Christian FINA	534
A2016-406	Arrêté d'exclusion du réseau des Médiathèques concernant M. Berrahma	536
A2016-407	Arrêté portant délégation de signature temporaire du 26 au 28 décembre 2016 inclus	538



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Beaulieu - Autorisation n°2 - Présentation d'un successeur à titre onéreux

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- **VU** l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté du **10 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- **VU** l'arrêté de la commune de Beaulieu du **11 mai 2015** relatif à un changement de véhicule ;
- **VU** la faculté donnée à Monsieur **Christian VENTOSE** de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- **VU** la demande présentée par **la société RICHARD TAXI**, représentée par Monsieur **Richard DEVOT** pour la succession de cette autorisation ;
- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue le 04/11/2016 au terme duquel, Monsieur Christian VENTOSE consent à la présentation à titre onéreux par **la société RICHARD TAXI**, représentée par Monsieur Richard DEVOT en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi sur la commune de Beaulieu délivrée sous le n°2 ;

A la lecture de l'acte précédemment cité il ressort que le montant de la transaction a été fixé à 70 000 €.

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté de la commune de Beaulieu du **11 mai 2015** susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : La société **RICHARD TAXI**, représentée par Monsieur **Richard DEVOT**, né le **28 juillet 1970** à **Montpellier**, dont le siège social est situé au **22 bis Chemin du Bois à Restinclières (34 160)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **MEGANE SCENIC** immatriculé **DS-972-VJ**, sur le territoire de la commune de **Beaulieu** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 2, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Beaulieu** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-346
Transmis en Préfecture le	13/12/16
Affiché le	
Notifié le	14/12/16
Identifiant	034-243400017-20161213- lmc1134093-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Pérols - Accord double sortie journalière - Autorisation n° 7

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 2014-373 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 11 octobre 2016, n°A2016-330 relatif à un changement de véhicule ;
- VU le contrat de location-gérance signé entre Monsieur Samuel ROUZEL, titulaire de l'autorisation, et Monsieur Patrick PEREZ ;
- **CONSIDERANT** que Monsieur Patrick PEREZ, locataire de l'autorisation n°7 à Pérols dont Monsieur Samuel ROUZEL est le titulaire, a comme salariée son épouse Madame Diana PEREZ née TALEVA ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté du 11 octobre 2016, n°A2016-330 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : L'autorisation de stationnement n°7 sur la commune de Pérols est autorisée à double sortie journalière.

ARTICLE 3 : Monsieur Samuel ROUZEL, né le 07 octobre 1983 à Toulouse, domicilié au 45 rue de l'Etrier à Saint-Juste (34 400), est autorisé à stationner avec le véhicule FORD type FOCUS immatriculé DR-566-MH, sur le territoire de la commune de Pérols dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 4 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 7, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 5 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de Pérols sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-353
Transmis en Préfecture le	13/12/16
Affiché le	
Notifié le	15/12/16
Identifiant	034-243400017-20161213-lmc1134797-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté portant délégation de signature relatif aux attestations de service faits pour le Département Administration Générale et Finances

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2016-295 du 27 juillet 2016 portant délégation de signature pour les attestations de services faits du Département Administration Générale et Finances,
- VU la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREGI sur l'emploi de Directrice du Département Administration Générale et Finances,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-295 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Madame Nathalie GANDREAU, à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Finances. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie GANDREAU, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Céline FERRIÉ pour la gestion comptable, à Madame Natacha LEUPERT pour les ressources et prospective financières et Madame Emilie DREUX concernant la gestion budgétaire et financière.

ARTICLE 3 : Délégation est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des moyens généraux et des bâtiments. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Mary-Laure DUPUIS.

ARTICLE 4 : Délégation est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des affaires juridiques et de la commande publique. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Laurence BONNET et Monsieur Fabrice MOURET.

ARTICLE 5 : Délégation est accordée à Juliette BEREGLI à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Département Administration Générale et Finances.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Juliette BEREGLI, délégation de signature est donnée à Madame Nathalie GANDREAU, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Benjamin DI GRAZIA pour les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant respectivement de la Direction des finances, de la Direction des moyens généraux et des bâtiments, de la Direction des affaires juridiques et de la commande publique.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Juliette BEREGLI, et de Madame Nathalie GANDREAU, ou de Madame Isabelle LE VANNIER ou de Monsieur Benjamin DI GRAZIA chacun dans son domaine de compétence, délégation de signature est donnée pour les attestations de services faits relatives aux marchés dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T émanant du Département Administration Générale et Finances à Monsieur Jean-Claude HÉMAIN, Directeur du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports .

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-354
Transmis en Préfecture le	13/12/16
Affiché le	14/12/2016
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161213-lmc1134798-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la Direction des Finances

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n° A2016-232 du 31 mai 2016 portant délégation de signature pour la Direction des Finances,
- VU la note de service n°05-404 du 20 septembre 2005 portant affectation de Madame Nathalie GANDREAU sur l'emploi de Directrice des Finances,
- VU la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREGI sur l'emploi de Directrice du Département Administration Générale et Finances,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-232 du 31 mai 2016 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaine « Finances » d'un montant inférieur à 50 000€ HT, délégation est accordée à Madame Nathalie GANDREAU à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quel que soit leur montant, délégation est donnée à Madame Nathalie GANDREAU à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie GANDREAU, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions à Madame Céline FERRIÉ pour la gestion comptable, à Madame Natacha LEUPERT pour les ressources et prospective financières et Madame Emilie DREUX concernant la gestion budgétaire et financière.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Nathalie GANDREAU et de l'une des personnes visées à l'article 3, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Juliette BEREGL, Directrice du Département Administration Générale et Finances.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Mesdames Nathalie GANDREAU, Juliette BEREGL, Natacha LEUPERT, Emilie DREUX et Céline FERRIÉ, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HÉMAIN, Directeur du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-355
Transmis en Préfecture le	13/12/16
Affiché le	14/12/2016
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161213-lmc1134803-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux pièces comptables

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°A2016-269 du 1^{er} juillet 2016 relatif aux pièces comptables,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREGI sur l'emploi de Directrice du Département Administration Générale et Finances,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2016-269 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est attribuée à Monsieur Max LÉVITA à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole comprenant notamment :

- Les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet,
- les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats,
- les admissions en non-valeur,
- les états de poursuite par voie de saisie des redevables,

- les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion,
- les états de restes à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées,

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LÉVITA les délégations prévues à l'article 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA et de Madame Juliette BEREGI, Madame Nathalie GANDREAU reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies à l'article 2.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA, de Madame Juliette BEREGI et de Madame Nathalie GANDREAU, Madame Céline FERRIÉ reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 2.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA, de Madame Juliette BEREGI, de Madame Nathalie GANDREAU et Madame Céline FERRIÉ, Madame Emilie DREUX reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 2.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-356
Transmis en Préfecture le	13/12/16
Affiché le	14/12/2016
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161213-lmc1134807-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Baillargues "Changement de véhicule" - Autorisation n°1

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté **2014-411** du **14/10/2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Baillargues du **31 décembre 2014**, n°**2014-529** ;
- **CONSIDERANT** que la société **ALLO ACTION TRANSPORT** représentée par **Monsieur Franck NADAL**, titulaire d'une autorisation de taxi à **Baillargues**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté du **31 décembre 2014**, n°**2014-529** susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : La société **ALLO ACTION TRANSPORT**, représentée par **Monsieur Franck NADAL**, né le **04 janvier 1964** à **BONDY (93)**, domicilié au **8 rue de Narbo à Lattes (34 970)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **BMW** type **SERIE 5** immatriculé **EG-560-SR**, sur le territoire de la commune de **Baillargues** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **1**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Baillargues** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-359
Transmis en Préfecture le	13/12/16
Affiché le	
Notifié le	14/12/16
Identifiant	034-243400017-20161213-lmc1134902-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux bons de commandes dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 € émanant du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2016- 214 du 31 mai 2016 portant délégation de signature pour les bons de commande de la Direction du Contrôle de Gestion dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €,
- VU la note de service n°2016-04-519 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Alain PONS DE VINCENT sur l'emploi de Directeur du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2016- 214 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT à l'effet de signer les bons de commandes dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 € émanant de la Direction des Ressources Informatiques, de la Direction du Contrôle de Gestion et de la Direction du Secrétariat Général du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS DE VINCENT, la délégation de signature visée à l'article 1^{er} est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Pierre BRICE pour la Direction des Ressources Informatiques et à Monsieur Benoit ZENOU pour la Direction du Contrôle de Gestion et à Madame Clémentine PAPA pour la Direction du Secrétariat Général.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alain PONS DE VINCENT et de Monsieur Pierre BRICE ou de Monsieur Benoit ZENOU ou de Madame Clémentine PAPA, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-361
Transmis en Préfecture le	13/12/16
Affiché le	14/12/2016
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161213-lmc1135426-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation à l'effet de signer les ordres de services émanant du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2016-220 du 31 mai 2016 portant délégation de signature pour les bons de commande de la Direction du Contrôle de Gestion dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 €,
- VU la note de service n°2016-04-519 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Alain PONS DE VINCENT sur l'emploi de Directeur du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2016-220 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT à l'effet de signer les ordres de services émanant de la Direction des Ressources Informatiques, de la Direction du Contrôle de Gestion et de la Direction du Secrétariat Général du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS DE VINCENT, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Pierre BRICE pour la Direction des Ressources Informatiques, à Monsieur Benoit ZENOU pour la Direction Pilotage et du Contrôle de Gestion et à Madame Clémentine PAPA pour la Direction du Secrétariat Général.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alain PONS DE VINCENT et de Monsieur Pierre BRICE ou de Monsieur Benoit ZENOU ou de Madame Clémentine PAPA, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-362
Transmis en Préfecture le	13/12/16
Affiché le	14/12/2016
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161213- lmc1135429-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation à l'effet de signer les attestations de services faits du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n° A2016-205 du 31 mai 2016 portant délégation de signature pour les attestations de services faits du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique,
- VU la note de service n°2016-04-519 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Alain PONS DE VINCENT sur l'emploi de Directeur du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2016-205 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Pierre BRICE à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € HT relatives aux marchés émanant de la Direction des Ressources informatiques. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Philippe GIPPET.

ARTICLE 3 : Délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction du Contrôle de Gestion. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît ZENOU, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Caroline KNAPP.

ARTICLE 4 : Délégation est accordée à Madame Clémentine PAPA à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € HT relatives aux marchés émanant de la Direction du Secrétariat Général. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clémentine PAPA, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Fanie DUCHIER pour le service de l'assemblée et à Monsieur Alain BAUDOUIN pour le courrier.

ARTICLE 5 : Délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5 000 € HT relatives aux marchés

émanant de la Direction des Ressources informatiques, de la Direction du Contrôle de Gestion et du Secrétariat Général du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS DE VINCENT, la délégation de signature visée à l'article 5 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Pierre BRICE pour la Direction des Ressources informatiques, à Monsieur Benoît ZENOU pour la Direction du Contrôle de Gestion et à Madame Clémentine PAPA pour la Direction du Secrétariat Général.

ARTICLE 7 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Alain PONS DE VINCENT et de Monsieur Pierre BRICE ou de Monsieur Benoît ZENOU, la délégation visée à l'article 5 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-363
Transmis en Préfecture le	13/12/16
Affiché le	14/12/2016
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161213-lmc1135434-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux procédures marchés inférieures à 50 000 € H.T. concernant la Direction du Secrétariat Général

- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service n°2016-04-519 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Alain PONS DE VINCENT sur l'emploi de Directeur du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au Secrétariat Général, d'un montant inférieur à 50 000€ HT, délégation est accordée à Madame Clémentine PAPA à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quel que soit leur montant, délégation est donnée à Madame Clémentine PAPA à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clémentine PAPA, la délégation définie à l'article 1^{er} est donnée, dans les mêmes conditions à Madame Fanie DUCHIER pour le service de l'assemblée et à Monsieur Alain BAUDOUIN pour l'unité courrier.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Clémentine PAPA et de Madame Fanie DUCHIER ou de Monsieur Alain BAUDOUIN, la délégation définie à l'article 1^{er} est

donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Alain PONS DE VINCENT, Directeur du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Clémentine PAPA, de Madame Fanie DUCHIER, de Monsieur Alain BAUDOUIN et de Monsieur Alain PONS DE VINCENT, la délégation définie à l'article 1^{er} est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-371
Transmis en Préfecture le	13/12/16
Affiché le	14/12/2016
Notifié le	21/12/16
Identifiant	034-243400017-20161213-lmc1135500-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone "Changement de véhicule" - Autorisation n°3

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté **2014 ARR 351** du **13 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du **25 juillet 2016**, n°A2016-275 ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Michel VERDIER** titulaire d'une autorisation de taxi à **Villeneuve-lès-Maguelone**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté du **25 juillet 2016**, n°A2016-275 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Michel VERDIER**, né le **2 octobre 1953** à **Montpellier**, domicilié au **14 boulevard Maréchal Joffre à Palavas-les-Flots (34 250)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **MERCEDES BENZ** type **CLASSE A** immatriculé **DX-556-CE**, sur le territoire de la commune de **Villeneuve-lès-Maguelone** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **3**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Villeneuve-lès-Maguelone** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-378
Transmis en Préfecture le	13/12/16
Affiché le	
Notifié le	14/12/16
Identifiant	034-243400017-20161213-lmc1135539-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Fabrègues "Changement de véhicule" - Autorisation n°4

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Fabrègues n° 14/10/590 du 09 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 30 juillet 2015, n°A2015-145 ;
- **CONSIDERANT** que la **SARL MG TAXI**, représentée par **Monsieur Michel-Ange GABEL** titulaire d'une autorisation de taxi à **FABREGUES**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la Métropole du 30 juillet 2015, n°A2015-145 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : La **SARL MG TAXI**, représentée par **Monsieur Michel-Ange GABEL**, né le 17 décembre 1970 à Alès (Gard), dont le siège social est situé au 19 rue de la Font à **GIGEAN** (34 770), est autorisée à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN** type **SHARAN** immatriculé **EG-032-YS**, sur le territoire de la commune de **FABREGUES** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 4, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **FABREGUES** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-384
Transmis en Préfecture le	13/12/16
Affiché le	
Notifié le	14/12/16
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1135817-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 13/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté portant délégation de signature relatif aux attestations de service fait pour le Département Culture et Sport

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la note de service n°2016-04-514 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Département Culture et Sport,
- **VU** l'arrêté A2016-206 du 31 mai 2016 relatif aux délégations des attestations de services faits relatives au réseau des Médiathèques, au musée Fabre, au Planétarium, à l'Ecolothèque, au musée archéologique Lattara, au Département Culture et des Sport,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2016-206 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € HT relatives aux marchés émanant du réseau des Médiathèques. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Laure FELIX. En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN et de Madame Laure FELIX, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROBERT.

ARTICLE 3 : Délégation est accordée à Monsieur Michel HILAIRE à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € HT relatives aux marchés émanant du musée Fabre. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame TOURRE-DARCOURT.

ARTICLE 4 : Délégation est accordée à Monsieur Patrick POUGET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € HT relatives aux marchés émanant du Conservatoire à Rayonnement Régional. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick POUGET, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Hélène BERTHOUL.

ARTICLE 5 : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Philippe MERCIER à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € HT relatives aux marchés émanant du Planétarium. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe MERCIER, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 6 : Délégation est accordée à Madame Patricia REEB à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € HT relatives aux marchés émanant de l'Ecolothèque. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia REEB, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Florence MOUSSET.

ARTICLE 7 : Délégation est accordée à Madame Diane DUSSEAUX à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € HT relatives aux marchés émanant du musée archéologique Lattara. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Diane DUSSEAUX, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Isabelle GRASSET.

ARTICLE 8 : Délégation est accordée à monsieur Gildas MILIN à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € HT relatives aux marchés émanant de l'Ecole Nationale Supérieure d'Art dramatique de Montpellier. En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Gildas MILIN, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 9 : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € HT relatives aux marchés émanant de la Direction de la Culture à l'exception de celles visées aux articles 2 à 7 du présent arrêté. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Julien FOURNEL.

ARTICLE 10 : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € HT relatives aux marchés émanant de la Direction de la Culture. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

ARTICLE 11 : Délégation est accordée à Monsieur Thierry GUITTET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € HT relatives aux marchés émanant de la Direction des Sports. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, délégation de signature est donnée à Monsieur Mathieu FONTENEAU.

ARTICLE 12 : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € HT relatives aux marchés émanant de la Direction des Sports. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, délégation de signature est donnée à Monsieur Thierry GUITTET.

ARTICLE 13 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-402
Transmis en Préfecture le	15/12/16
Affiché le	15/12/2016
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161215-lmc1136302-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 15/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté portant délégation de signature temporaire pour l'Assemblée Générale de la copropriété Les Echelles de la Ville

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5 et L.5211-9,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n°12227 du 19 mai 2014 relative à la désignation de Monsieur Christophe COUR en qualité de représentant de la Métropole,
- **VU** la note de service n°05-226 du 18 Mai 2005 portant affectation de madame Isabelle Le Vannier sur l'emploi de Directrice des Moyens Généraux et des Bâtiments,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Christophe COUR ne peut assister à l'Assemblée Générale de la copropriété Les Echelles de la Ville qui se déroulera le jeudi 15 décembre 2016 à 14 heures,

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de Monsieur Christophe COUR, délégation de signature est attribuée à Madame Isabelle Le Vannier, Directrice des Moyens Généraux et des Moyens généraux de Montpellier Méditerranée Métropole, pour signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président pour la séance de l'Assemblée Générale de la copropriété Les Echelles de la Ville qui se tiendra le jeudi 15 décembre 2015 à 14 heures.

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affiché au siège de la Métropole.

Arrêté n°	A2016-404
Transmis en Préfecture le	15/12/16
Affiché le	15/12/2016
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161215- lmc1136820-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 15/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Représentante du Président de la Métropole à la présidence de la Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation du service de l'ENERGIE

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5 et L.5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Eliane LLORET en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil n°14307 du 14 décembre 2016 relative à la composition et à l'élection des membres de la Commission de Délégation du Service Public pour le service de l'Energie,
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Président de droit de la Commission de Délégation du Service Public pour le service de l'Energie peut désigner une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Madame Eliane LLORET est désignée en qualité de représentante du Président à la présidence de Commission de Délégation du Service Public de l'Energie.

ARTICLE 2 : Madame Eliane LLORET est autorisée à signer tous documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de cette Commission.

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-403
Transmis en Préfecture le	16/12/16
Affiché le	16/12/2016
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161216- lmc1136694-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 16/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTAUD "Changement de véhicule" - Autorisation n°1

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- **VU** l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté de la commune de Montaud n°09102014-1 du 15 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- **VU** l'arrêté de la commune de MONTAUD du 26 mars 2015 ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Stéphane BINET** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTAUD**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de MONTAUD du 26 mars 2015, susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Stéphane BINET**, né le 25 avril 1969 à **THIONVILLE (MOSELLE)**, domicilié au 5 rue des Chênes à **MONTAUD (34 160)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **FORD EDGE** immatriculé **EG-159-ZZ**, sur le territoire de la commune de **MONTAUD** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **1**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTAUD** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-379
Transmis en Préfecture le	22/12/16
Affiché le	
Notifié le	17/01/17
Identifiant	034-243400017-20161222-lmc1135545-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°6

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du 19 août 2011, n°827/2011 ;
- **CONSIDERANT** que **Madame Hélène PACHON** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du 19 août 2011, n°827/2011 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Madame Hélène PACHON**, née le 4 avril 1958 à **Vergèze (Gard)**, domiciliée au 1 chemin du Cammaous à **Vacquières (34 270)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **MERCEDES BENZ** type **Classe M** immatriculé **DY-566-BT**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **6**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-388
Transmis en Préfecture le	22/12/16
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161222-lmc1136171-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°15

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier 2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du 18 mars 2013, n°2013/0388/T/N;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Xavier RICOME** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

AR R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté du 18 mars 2013, n°2013/0388/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Xavier RICOME**, né le 16 novembre 1974 à **Montpellier (Hérault)**, domicilié **Avenue des Cévennes à Notre Dame de Londres (34 380)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN** type **TOURAN** immatriculé **CZ-009-NQ**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 15, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-397
Transmis en Préfecture le	22/12/16
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161222- lmc1136216-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de Véhicule" - Autorisation de stationner n°26

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du **13 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du **5 avril 2016**, n°A2016-137 ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Karl JEANNETTE** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la Métropole du **5 avril 2016**, n°A2016-137 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Karl JEANNETTE**, né le **25 mai 1972** à **Cayenne (Guyane)**, domicilié au **807 route de Brignac à Canet (34 800)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **MERCEDES BENZ** type **Classe E** immatriculé **DF-554-TE**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **26**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-389
Transmis en Préfecture le	22/12/16
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161222-lmc1136176-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de Montpellier" - Autorisation de stationner n°54

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier **2014/3441/T/R** du **13 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du **18 mars 2013**, n°**2013/0398/T/N** ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Sebti DJEBAILIA** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté de la commune de Montpellier du **18 mars 2013**, n°**2013/0398/T/N** susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Sebti DJEBAILIA**, né le **23 juillet 1964** à **Ain Babouche (Algérie)**, domicilié au **32 rue Nouvelle à Montpellier (34 070)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **CITROEN** type **JUMPY** immatriculé **DV-412-LR**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **54**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-398
Transmis en Préfecture le	22/12/16
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161222-lmc1136218-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°62

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du 3 octobre 2014, n°2014/3137/T/N;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Tahar BARA** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du 3 octobre 2014 n°2014/3137/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Tahar BARA**, né le 31 octobre 1962 à **Saint Chamond (Loire)**, domicilié au **60 rue Pous de la Sers à Montpellier (34 090)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **CITROEN** type **C4 PICASSO** immatriculé **AQ-406-ZW**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **62**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-390
Transmis en Préfecture le	22/12/16
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161222-lmc1136188-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de Véhicule" - Autorisation de stationner n°71

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 1^{er} octobre 2015, n°A2015-195 ;
- **CONSIDERANT** que l'EURL FROMAGER (RCS Montpellier 812 120 806) titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la Métropole du 1^{er} octobre 2015, n°A2015-195 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : L'EURL TAXI FROMAGER (RCS Montpellier 812 120 806), dont le siège social est au 500 avenue Leonard de Vinci à Lattes (34 970), est autorisée à stationner avec le véhicule PEUGEOT type 508 immatriculé EF-023-EE, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 71, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-391
Transmis en Préfecture le	22/12/16
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161222-lmc1136190-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation n°73

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du **13 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du **4 août 2012**, n°164/2012 ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Franck PARRA**, titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du 4 août 2012, n°164/2012 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Franck PARRA**, né le **28 mars 1961** à **Mostaganem (Algérie)**, domicilié au **108 rue Georges Brassens à Montpellier (34 070)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **SKODA** type **OCTAVIA** immatriculé **EE-913-SV**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **73**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-392
Transmis en Préfecture le	22/12/16
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161222- lmc1136193-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°79

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du 29 décembre 2014, n°74/2014 ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Bernard BERTRAND** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du 29 décembre 2014, n°74/2014 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Bernard BERTRAND**, né le 6 septembre 1958 à Alès (Gard), domicilié au 470 rue de la Croix de Lavit à Montpellier (34 000), est autorisé à stationner avec le véhicule CITROEN type C4 PICASSO immatriculé CH-673-KN, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 79, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-393
Transmis en Préfecture le	22/12/16
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161222-lmc1136196-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°80

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du 3 juin 2013, n°2013/1134/T/N ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Sébastien GAUGAIN** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

AR R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du 3 juin 2013, n°2013/1134/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Sébastien GAUGAIN**, né le 11 août 1974 à Orléans (Loiret), domicilié au 173 rue Jean Boccage à Grabels (34 790), est autorisé à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN** type **TOURAN** immatriculé **EF-768-AM**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **80**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-394
Transmis en Préfecture le	22/12/16
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161222-lmc1136201-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationnement n°93

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier **2014/3441/T/R** du **13 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du **28 novembre 2014**, n°**2014/4235/T/N** ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Robert BALDOUS** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du **28 novembre 2014**, n°**2014/4235/T/N** susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Robert BALDOUS**, né le **20 novembre 1955** à **Montpellier (Hérault)**, domicilié au **5 rue Gustave Courbet à Saint-Aunès (34 130)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **OPEL** type **ZAFIRA** immatriculé **CG-786-AV**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **93**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-399
Transmis en Préfecture le	22/12/16
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161222-lmc1136228-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/12/2016
M. Philippe SAUREL,

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°121

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 26 février 2016, n°A2016-77 ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Thierry ZERBIB**, titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

AR R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la Métropole du 26 février 2016 n°A2016-77 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Thierry ZERBIB**, né le 24 septembre 1969 à Villejuif (Val-de-Marne), domicilié au 361 allée Victor Hugo à Vedene (84 270), est autorisé(e) à stationner avec le véhicule **MERCEDES BENS** type **VIANO** immatriculé **EE-544-GE**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **121**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-395
Transmis en Préfecture le	22/12/16
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161222-lmc1136207-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification,



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°130

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier **2014/3441/T/R** du **13 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du **26 mai 2014**, n°**2014/1651/T/N** ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Guy ZERBIB** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du **26 mai 2014**, n°**2014/1651/T/N** susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Guy ZERBIB**, né le **31 janvier 1952** à **Constantine (Algérie)**, domicilié au **150 rue Fabre d'Eglantine à Montpellier (34 070)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **MERCEDES BENZ** type **VIANO** immatriculé **CE-361-DV**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **130**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-396
Transmis en Préfecture le	22/12/16
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161222-lmc1136210-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°132

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier **2014/3441/T/R** du **13 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du **9 novembre 2015**, n°A2015-222 ;
- **CONSIDERANT** que **Madame Catherine GUYOT épouse DELQUIE** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er: L'arrêté du **9 novembre 2015**, n°A2015-222 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Madame Catherine GUYOT épouse DELQUIE**, née le **24 juin 1967** à **Montpellier (Hérault)**, domiciliée au **16 rue des Tambourins à Lattes (34 970)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **AUDI** type **A4** immatriculé **AG-034-JK**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **132**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-401
Transmis en Préfecture le	22/12/16
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161222-lmc1136290-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur la commune de Montpellier - Autorisation de stationner n°55 - Présentation d'un successeur à titre onéreux

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- **VU** le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- **VU** la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- **VU** le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- **VU** le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- **VU** le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- **VU** le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- **VU** l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- **VU** l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
 - **VU** l'arrêté de la commune de Montpellier **2014/3441/T/R** du **13 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
 - **VU** l'arrêté de la Métropole du **05 avril 2016**, n°A2016-139 relatif à un changement de véhicule;
 - **VU** la faculté donnée à Monsieur **Gérard GAUFFIER** de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
 - **VU** la demande présentée par la **SARL TAXI SAM** (RCS Montpellier 820 666 071) pour la succession de cette autorisation ;
 - VU** l'avis favorable de la commission communale des taxis et voitures de petite remise en date du 10 juin 2016 ;
 - **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue le 30 juin 2016 au terme duquel, **Monsieur Gérard GAUFFIER** consent la présentation à titre onéreux de la **SARL TAXI SAM** en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi sur la commune de Montpellier délivrée sous le numéro 55;
- A la lecture de l'acte précédemment cité il ressort que le montant de la transaction a été fixé à 150 000 €.

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté du **05 avril 2016**, n°A2016-139 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : La **SARL TAXI SAM** (RCS Montpellier 820 666 071), dont le siège social est situé au **106 rue Pierre Magnol à Lunel (34 400)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN** type **TOURAN** immatriculé **AH-781-BA**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **55**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-400
Transmis en Préfecture le	22/12/16
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161222- lmc1136234-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature en l'absence de Monsieur Christian FINA

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2016-04-519 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Alain PONS DE VINCENT sur l'emploi de Directeur du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREGLI sur l'emploi de Directrice Générale adjointe des Services,

CONSIDERANT que Monsieur Christian Fina sera absent du 26 au 30 décembre 2016 inclus et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services durant cette période,

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de Monsieur Christian FINA, du 26 au 30 décembre 2016 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 2 : Compte tenu de l'absence concomitante de Monsieur Christian FINA et de Monsieur Yves NURIT du 28 au 30 décembre 2016 inclus, les délégations de signature dont Monsieur Yves NURIT est attributaire sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3 : Compte tenu de l'absence concomitante de Monsieur Christian FINA et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN du 26 au 30 décembre 2016 inclus, les délégations de signature dont Monsieur Jean-Claude HEMAIN est attributaire sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 4 : Compte tenu de l'absence concomitante de Monsieur Christian FINA et de Madame Juliette BEREGI du 26 au 30 décembre 2016 inclus, les délégations de signature dont Madame Juliette BEREGI est attributaire sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-405
Transmis en Préfecture le	23/12/16
Affiché le	23/12/16
Notifié le	26/12/16
Identifiant	034-243400017-20161223- lmc1136982-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 23/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté d'exclusion du réseau des Médiathèques concernant M. Berrahma

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la décision n°D2013-112 du 11 mars 2013 approuvant le règlement intérieur du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le règlement intérieur du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole notamment l'article 60,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **CONSIDERANT** qu'il a été notifié de nombreux manquements au règlement à M. Kamal BERRAHMA dont le numéro d'abonné est le 1616043 en 2015, qu'il a notamment eu une violente altercation avec des étudiants qui a nécessité l'intervention de trois agents puis du PC sécurité en septembre 2015, il a également menacé et insulté un agent de la médiathèque (« je vais te faire la peau », ...) ainsi que certains usagers présents (« sale con »...),
- **CONSIDERANT** qu'en 2016, à plusieurs reprises, de nombreuses tensions verbales se sont produites entre cet homme et des agents de la médiathèque, qu'il a eu des propos et une attitude déplacés (copies de CD, non respect des consignes, insultes) et qu'il a été averti qu'il encourait une exclusion du fait de ces manquements,
- **CONSIDERANT** que cet homme a de nouveau, le 18 décembre 2016, une attitude irrespectueuse envers les agents de sécurité de la médiathèque,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que les usagers accédant aux installations, non seulement se soumettent aux dispositions du règlement mais également se conforment aux instructions données par le personnel de service et respectent les prescriptions et interdictions affichées dans l'établissement et adoptent un comportement respectueux,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le porteur de la carte n°1616043, établie au nom de M. Kamal BERRAHMA, est exclu du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté pour une durée de six mois à compter de son affichage sur site, conformément aux dispositions de l'article 60 du règlement intérieur susvisé.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-406
Transmis en Préfecture le	23/12/16
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161223- lmc1137034-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 23/12/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté portant délégation de signature temporaire du 26 au 28 décembre 2016 inclus

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,

- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **CONSIDERANT** qu'en la perspective d'une absence concomitante de Madame Catherine DARDE et de M. Christian FINA, il apparaît nécessaire d'assurer la continuité du service public,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est attribuée à Monsieur Rabii YOUSSEUS à l'effet de signer les décisions prises sur la base de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, en cas d'absence ou d'empêchement du Président.
Cette délégation est attribuée pour la période du 26 au 28 décembre 2016 inclus.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Rabii YOUSSEUS à l'effet de signer les décisions mentionnées au point 4 de la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole en cas d'absence ou d'empêchement du Vice-Président concerné.

Cette délégation est attribuée pour la période 26 au 28 décembre 2016 inclus.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est donnée du 26 au 28 décembre 2016 inclus à Monsieur Rabii YOUSSEUS à l'effet de signer les documents définis à l'article 1^{er} ou à l'article 2 si l'article 1^{er} vise une abrogation, des arrêtés de délégation accordés aux Vice-Présidents en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est également accordée, à Monsieur Rabii YOUSSEUS, du 26 au 28 décembre 2016 inclus à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole telles que définies dans l'arrêté de délégation accordé à Monsieur Max LEVITA en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-407
Transmis en Préfecture le	23/12/16
Affiché le	23/12/16
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161223-lmc1137181-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 23/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 4 - SOMMAIRE

DATE DU CERTIFICAT	CERTIFICAT D'AFFICHAGE - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL ARTICLE R. 332-25-2 DU CODE DE L'URBANISME	PAGES
13/12/2016	Information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 26/09/2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et La société SOGEPROM SUD Réalisations dont l'objet est la prise en charge par le promoteur d'une partie des équipements publics (83%) rendus nécessaires par la réalisation d'un ensemble immobilier de logements sur un terrain sis 267 rue Raimon de Trancavel à Montpellier (parcelles cadastrées section EM n°21, 139, 140, 168, 244, 246 et 248)	541
13/12/2016	Information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 18/10/2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société REAL IMMOBILISATION dont l'objet est la prise en charge par le promoteur d'une partie des équipements publics rendus nécessaires par l'opération d'aménagement de la parcelle cadastrée AN n°55, impasse des Hortensias à Saint Jean de Védas	542



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je, soussigné Philippe SAUREL Président de Montpellier Méditerranée, certifie :

qu’une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 26 septembre 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société SOGEPROM SUD Réalisations dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements publics (83%) rendus nécessaires par la réalisation d’un ensemble immobilier de logements sur un terrain sis 267 rue Raimon de Trencavel à Montpellier (parcelles cadastrées section EM n°21, 139, 140, 168, 244, 246 et 248) a été affichée du 4 novembre 2016 au 5 décembre 2016 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le 13 DEC. 2016

Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je, soussigné Philippe SAUREL Président de Montpellier Méditerranée, certifie :

qu’une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 18 octobre 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société REAL IMMOBILISATION dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements publics rendus nécessaires par l’opération d’aménagement de la parcelle cadastrée AN n°55, impasse des Hortensias à Saint Jean de Védas a été affichée du 8 novembre 2016 au 8 décembre 2016 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le

13 DEC. 2016

Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole